OUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - Nº 14193 - 5 F

~ VENDREDI 14 SEPTEMBRE 1990

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Rumeurs sur un accord de troc entre Téhéran et Bagdad

L'Iran hésite à aider l'Irak à rompre l'embargo **Premières**

A recherche d'une solution politique à la crise du Golfe sur laquelle se sont mis (provisoi rement?) d'accord MM. Bush et Gorbatchev, dimanche dernier à Helsinki, n'est pas évidente tant l'intransigeance et l'obstination de Saddam Hussein sont grandes. Elle n'a, en tout cas, une chance d'aboutir que si, comme l'a dit M. Mitterrand, l'embargo décrété par le Conseil de sécurité à l'encontre de l'Irak est « implaçable ».

failles

D'où les inquiétudes que susci-tent les premières failles consta-tées – ou supposées – dans le système d'isolement de Bagdad.

ON soupçonnait le président irakien depuis le mi-août date à laquelle il reconnut la souveraineté de l'Iran sur le Chattel-Arab, passant ainsi par pertes et profits huit ans de guerre particulièrement meurtrière - de rechercher un renversement d'alliance avec Téhéran. Sans œcon puisse affirmer en être arrivé là la haine ancestrale que se portent Perses et Arabes est trop profonde, trop inscrite dans l'histoire), l'iran pourrait être le « ventre mou » de l'embargo. Non seviement en ce qui concerna les fournitures alimentaires, mais même, semble-t-il, le pétrole. Après la visite, dimanche et lundi à Téhéran, de M. Tarek Aziz: ministre iraklen des affaires étrangères, l'Iran aurait envisagé de conclure avec son voisin un accord de troc aux termes duquel il aurait reçu du

Les quantités dont on a parlé sont certes modestes, et la réalisation d'un tel accord se heurterait à de délicats problèmes techniques. Il n'en constituerait pas moins la première brèche d'importance dans un embargo destiné à amener le dictateur de Bagdad à résipiscence.

D'AUTRES failles, qui ne pourront que s'élargir avec le temps, se devinent sur le s front » alimentaire. D'où l'importance des discussions qui ont lieu en ce moment au Conseil de sécurité pour définir les modalités d'une aide humanitaire qui ne devrait bénéficier qu'à des catégories bien précises de la population irakienns. On peut faire confiance au maître de l'irak pour exploiter les divergences de la communauté internationale sur ce point et la cupidité d'intermédialres en tous genres qui voient dans l'embargo l'occasion idéale d'amasser un confortable

Il y a peu de chances pour qu'au stade actuel les violations de l'embargo se fassent par mer. Le dispositif naval mis en place. par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France est trop important pour cela. Mais on ne peut exclure que les violations nnes de l'embargo se multilient, à partir de pays comme la Libye, Chypre ou d'autres. Plusieurs Etats songent à saisir le Conseil de sécurité de cette question. On peut le comprendre tant il est vrai que Saddam Hussein utilisera au maximum toutes les entorses aux sanctions imposées par la communauté interna-



Le secrétaire d'Etat américain, M. Baker, était attendu jeudi accord de troc avec Bagdad mais l'information a été démentie

C'est dans un discours prononcé lors d'une réception en l'honneur des familles de martyrs et des athlètes se rendant aux prochains Jeux asiatiques à Pékin que l'ayatollah Khamenei a assimilé, mercredi 12 septembre, le combat contre la « politique hégémoniste des Etats-Unis » dans le Golfe à une « guerre sainte » et déclaré que « quiconque trouvera la mort sur cette voie sera un martyr ». Dans son discours, le plus dur tenu par un haut dirigeant iranien contre les Etats-Unis depuis le début de la crise du Golfe, le guide de la République islamique a affirmé que son pays était « farouchement opposé à la présence de l'Amérique dans la région du Golfe persique, ainsi qu'à sa cupidité sans cesse crois-

Lire également

Le message du prési-dent George Bush au peuple trakien

 Aux Nations unies, le comité des sanctions confie au Conseil de sécurité la définition des critères d'aide humanitaire page 3

Le Parlement européen se prononce pour un embargo

E Le problème des France

L'inquiétude des parlementaires UDF

Le revirement de M. Le Pen sur la question des otages page 5

■ Le «rituel de midi» à l'ambassade de France à Bagdad

13 septembre à Damas. Avant son arrivée, le président Hafez El Assad avait déclaré que le problème fondamental dans la crise du Golfe demeure, non pas la présence de forces étrangères dans la région, mais l'invasion du Koweit par l'Irak. A Téhéran, l'ayatollah Ali Khamenei a assimilé la lutte contre la « politique hégémoniste » des Etats-Unis à une « guerre sainte ». Selon certaines sources, l'Iran songerait à conclure un par le ∢ Teheran Times ».

> sante et à sa politique honteuse dans la région ». Et d'ajouter : « Est-il juste qu'un gouvernement vienne de l'autre bout du monde. simplement parce qu'il est fort et a une mentalité de brute? (...) Nous ne laisserons pas les Américains mettre le pied dans une région où nous sommes présents et en faire leur sphère d'in-

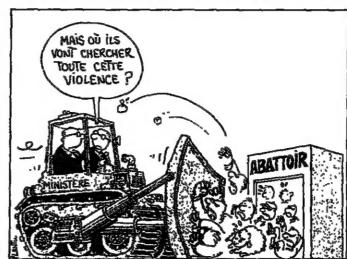
L'ayatollah Khamenei a reproché aux dirigeants saoudiens d'avoir fait appel aux Etats-Unis: « Une force qui entre dans un pays pour le désendre, a-t-il dit, grandira jusqu'à imposer à son hôte sa volonté et jusqu'à l'humilier. Cette tache honteuse ne sera pas lavée avant des

Lire la suite page 3

Chute des cours et sécheresse

Nouvelles manifestations des agriculteurs

Des incidents ont marqué, jeudi matin 13 septembre, la manifestation de plusieurs milliers d'agriculteurs, à Nevers, ville dont le maire est M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Les éleveurs protestent contre l'insuffisance des mesures prises pour pallier les conséquences de la sécheresse et de la chute des cours de la viande. Le président de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, demande la révision de la politique agricole commune. Les interventions d'agriculteurs, ces jours-ci, contre des camions britanniques transportant du bétail ont suscité des réactions très vives en Grande-Bretagne.



Lire les articles de DOMINIQUE DHOMBRES, GEORGES CHATAIN et DANIEL SCHNEIDERMANN pages 25 et 38 - section D

Le FMI

et le tiers-monde

Le Fonds monétaire international double ses crédite aux double ses crédits aux pays en voie de développement page 25 - section D

L'armée soviétique au secours du marché ?

M. Gorbatchev présente un plan de synthèse de la réforme économique, tandis que la presse envisage des hypothèses plus

M. Mitterrand en Tchécoslovaquie

Dans un entretien au Monde, le principal collaborateur de M. Havel explique pourquol son pays a besoin de compter sur une adhésion à la CEE.

LIVRES • IDÉES

Enquête sur deux « monstres sacrés »

Roland Barthes, de Jean Louis Calvet

Marguerite Yourcenar, de Le feuilleton de Michel Braudeau : « les Mémoires littéraires de Maurice Nadeau ».

pages 17 à 24 - section C AFFAIRES

Les banques centrales dans pages 31 à 34 - section D

a Sur la vif » et le sommaire compi se trourent page 38 - section D

Un budget à risques pour 1991

Le projet de loi de finances a dû tenir compte des incertitudes liées à la crise du Golfe et aux tensions à l'intérieur du PS

par Alain Vernholes

On retiendra plus tard du projet de budget pour 1991 qu'il fut rendu public un mois et demi après l'invasion du Kowest par les troupes irakiennes et en pleine crise du Golfe. Crise dont chacun craignait qu'elle ne débouche - quelle qu'en soit l'issue - sur des désordres économiques et financiers entraînant moins de prospérité dans certaines parties du monde, plus de pauvreté dans d'autres. Et, par-

tout, davantage de chômage. On retiendra aussi que le projet de budget pour 1991, d'abord construit sur une vision optimiste de l'avenir - que justifiait l'activité débordante d'une Allemagne de l'Ouest en train de

réintégrer sa moitié Est - fut corrige in extremis pour tenir compte des effets probables inflationnistes d'abord, dépressifs ensuite - d'un renchérissement durable des prix pétroliers dans le monde. Pour tenir compte enfin d'un ralentissement plus accentué que prévu de l'économie américaine, au seuil de la stagnation après huit années de croissance ininterrompue.

Le projet de budget qui va être examiné au Parlement à partir du mois d'octobre se ressent de ce contexte international agité. Non que le projet mis au point en juin et juillet ait été fondamentalement bouleversé - le temps manquait avec les certitudes - mais parce qu'il apparaît fragile et comme rédigé en pointillé. Pointillé des hypothèses sur lequel il est bàti : moins de croissance économique et plus d'inflation paraissent probables si le prix du pétrole est durablement plus élevé que les 18 dollars le baril où il s'est situé l'année dernière et où il aurait encore dù se trouver cette année si rien ne s'était produit dans le Golfe.

Le gouvernement qui en juillet dernier avait retenu pour 1991 un chiffre de 19,5 dollars a, au cours du mois d'août, relevé son estimation pour la porter à 25 dollars. Ce chiffre vaut ce qu'il vaut mais paraissait finalement assez réaliste après la rencontre entre MM. Bush et Gorbatchev à Helsinki le 9 septembre, rencontre au cours de laquelle les Deux Grands se sont mis d'accord pour ne pas intervenir militairement dans le Golfe. Bien évidemment,

un choc pétrolier plus important né de la destruction en profondeur des puits kowelliens minés par les Irakiens, d'une longue guerre de reconquête, de bombardements des puits saoudiens ou irakiens... rendrait la crise du Golfe beaucoup plus coûteuse.

Les risques d'une forte accélération de l'inflation seraient alors grands, parce que les coûts d'approvisionnement des entreprises seraient ipso facto renchéris. Mais dans sa version actuelle le projet de budget pour 1991 et la politique économique qu'il soutient écartent cette hypothèse dramatique.

Lire la suite page 27 - section C et pages 27 à 30 un dossier consacré à l'applyse des principales dispositions du projet de loi de finances

Des Picasso partout

Exposée au Grand Palais, la nouvelle dation, celle de Jacqueline, ira enrichir de nombreux musées

Picasso, qui était un champion du recyclage, c'est connu, gardait tout : tout ce qu'il recevait, de la moindre étiquette aux plus grands cartons d'emballage; tout ce qu'il trouvait au hasard de ses promenades et qui pourrait un jour lui servir; et, dans la mesure du possible, ses propres œuvres, qu'il n'aimait pas vendre. Parce qu'elles étaient, elles aussi, susceptibles de métamorphoses et de développements. Ou parce qu'il leur attachait une valeur sentimentale particulière. Et les tableaux de s'entasser dans ses demeures et ateliers. A ce besoin de vivre et de tra-

vailler avec ses sujets - l'homme (la femme) et l'art (sa peinture et celle de quelques autres) à portée

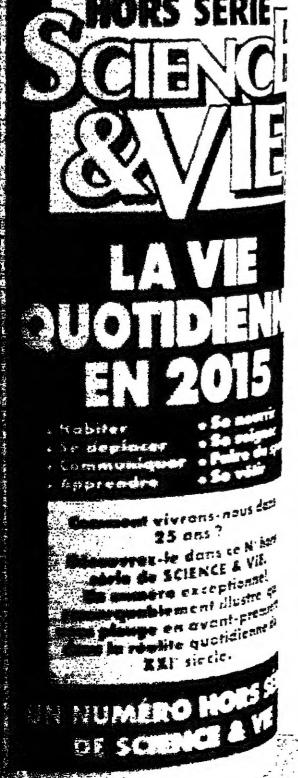
de main - conjugué à un rythme de production vertigineux, et à l'heureuse loi française sur les dations, on doit la création du Musée de l'hôtel Salé aménagé pour recevoir la collection considérable (près de 400 peintures et sculptures, 1 500 dessins, 33 carnets, des gravures, des céramiques et des kilos d'archives) acquise par l'Etat en paiement des droits de succession. Que les héritiers de Picasso ne pouvaient évidemment pas assumer.

Parmi les héritiers : Jacqueline, l'épouse attentive, le modèle mille fois peint rencontré en 1954, qui elle aussi gardait tout, dans la mesure du possible.

GENEVIÈVE BREERETTE Lire la suite page 13 - section B

A L'ETRANGER : Algéne, 4.50 DA; Marce, 7 DH; Turisse, 650 m; Ašemagne, 2.20 DM; Autriche, 22 SCH, Belgique, 33 FB; Canada, 2.25 S CAN; Anulles-Réunion, 8 F; Côre-d'Ivoire, 465 F CFA; Denemark, 12 kRD, Espagne, 175 PTA.

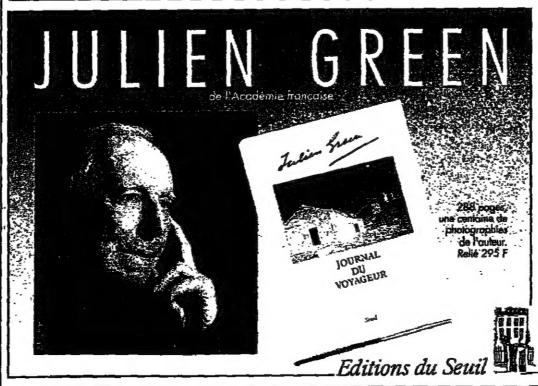
G.A. 70 m - Gloro 180 DR: Interde, 90 a. helin 2 DOD 1. Lizeribouri 33 FL: Northole 13 KRN: Pares-Bas, 2 50 FL: Portugel 150 ESC: Sénegal, 375 F CFA: Suerie 14 KRS, Suisse 1.70 FS; USA (NY) 1 75 S USA (nthend), 2 S



Researces trade

L'allocation de scolarité verse

ex conseils généraux est supple



Ce système n'est pas utopique. Il

constitue une chance pour les

jeunes de prendre en main leur

propre projet sans rien abandonner

des exigences d'effort et de qualité.

Il est la seule voie pour résoudre le

problème de la surcharge des

lycées. Il nous semble suffisam-

ment innovateur pour réattirer

vers le métier d'enseignant beau-

coup de jeunes qui aujourd'hui

s'en détournent. Il peut être l'objet

d'une mise en place progressive

dans le cadre d'un plan plurian-

Après le plan lecture et l'évolu-

tion de l'école primaire, premières

clés de la réussite, le lycée consti-

tue aujourd'hui le chantier le plus

urgent pour une réelle mise en

application de la loi d'orientation

de 1989. Des propositions existent.

Le ministre a annoncé un calen-

drier de travail. Si l'on se met

enfin à chercher, le lycée de l'an

Jacques Hui est président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement

2000 ne sera plus introuvable.

Le lycée de Napoléon

par Jacques Hui

RENTRÉE 1990 : les lycées sont encore surchargés, les classes de seconde de plus en plus hétérogènes. Une nouvelle fois, le lycée de Napoléon devra accueillir les futurs adultes de l'an 2000. Une nouvelle fois, un système conçu pour former une élite soigneusement triće sera chargé de former près de 60 % d'une classe d'âge. La gravité de cette situation sera encore accentuée par le manque de professeurs, en particulier dans les disciplines scientifiques et technologiques : 2 840 postes de certifiés non pourvus aux concours 1990 pour 11 800 postes offerts, un déficit de près de 25 %!

Certains en profiteront pour ressortir les banderoles et crier au scandale, les mêmes d'ailleurs qui, en 1989, ont abandonné le combat pour obtenir qu'un plan pluriannuel et une loi de programmation obligent à mieux apprécier les besoins, à fixer des objectifs, à étudier les transformations nécessaires et à définir les priorités. D'autres reprendront la sempiternelle litanie sur l'insuffisance des créations de postes sans pour autant apporter le remède magique qui permettrait de trouver des can-didats pour les occuper.

La rentrée 1990 ressemble dans les lycées à la rentrée 1989, avec un peu plus de désillusion chez les uns, un peu plus de colère chez les autres, beaucoup de lassitude et d'inquiétude en tout cas chez les parents et chez les jeunes face à un lycée qui a de plus en plus de mal à répondre à la mission qui lui est

Et pourtant, ce n'est pas faute d'avoir essayé depuis trente ans de faire évoluer l'enseignement des lycées pour qu'ils accueillent le flux toujours croissant de jeunes à l'issue du collège. Création des baccalauréats technologiques, diversification des filières générales : beaucoup a été fait pour répartir ces lycéens dans des forgné de plusieurs effets pervers : hiérarchisation progressive des différentes filières, fondée de facon prépondérante sur les mathématiques et conduisant logiquement les meilleurs élèves vers la section C, même si leur vocation n'était pas scientifique; augmentation des pour insérer de nouvelles disciplines dans des emplois du temps déià copieux : cloisonnement crois-

sant entre les différentes filières, rendant quasi impossible le pas-sage de l'une à l'autre ; transformation consécutive de la seconde en classe de détermination pour retarder d'un an le palier d'orientation, d'où l'hétérogénéité croissante de ces classes et les problèmes qui en résultent : évolution des critères de sélection à l'entrée en université et en IUT. conduisant à une orientation par éliminations successives et à sa conséquence inévitable, une augmentation des échecs en pre-

Multiplier les options

Comble du paradoxe : les IUT recrutent de moins en moins dans les classes technologiques, pour les-quelles ils constituaient un aval naturel, et obligent ainsi les bacheliers technologiques à s'inscrire dans les DEUG, formations auxquelles ils ne sont pas préparés et où beaucoup échouent. Le bacca-lauréat lui-même devient sujet à interrogation tant il devient difficile de l'organiser. Et ce n'est pas un hasard si paraissait en 1989 ce livre que l'on peut croire prophétique si rien d'autre ne change : Le baccalauréat n'aura pas lieu.

L'annonce à grands coups de trompette que la nation s'engageait à amener 80 % d'une classe d'age au niveau du baccalauréat répond à une demande sociale justifiée et à une nécessité économique, mais elle amplifie les problèmes et peut conduire à une situation tellement difficile que le système cherchera à s'autoréguler : refus de redoublement pour les élèves trop âgés, tendance à abaisser le niveau du bac-calauréat pour faire de la place. La qualité de l'enseignement de nos lycées, aujourd'hui reconnue sur le plan international, risque de se dégrader au détriment des jeunes.

Cette analyse, beaucoup la font depuis de nombreuses années, mais la réflexion sur la réforme des les deux tentatives avortées de Jean-Pierre Chevènement en 1985 et de René Monory en 1986. Un certain consensus semble pourtant se faire jour sur les objectifs à atteindre : donner à notre enseignement des lycées beaucoup plus de souplesse tout en maintenant sa qualité ; multiplier les passerelles pour faciliter les changements d'orientation; aller vers un système beaucoup plus optionnel; diminuer la charge horaire des cours au profit de plus de travail personnel; améliorer la liaison avec l'enseignement supérieur; revoir les modes d'évaluation ; restaurer le concept d'excellence dans d'autres disciplines que les mathé-

Pour réaliser ces objectifs, il faut une profonde réforme. Il faut tout d'abord aller résolument vers un système modulaire. Celui-ci permettrait à chaque élève de construire son propre chemine-ment scolaire en fonction de ses goûts, de ses aptitudes, de ses projets au-delà du lycée : possibilité de choisir par semestre un certain nombre de matières dans une série de « menus » possibles ; choix tout d'abord d'options majeures, celles qui préfigurent une orientation générale des études (scientifique, littéraire, technologique, artistique, économique) : choix ensuite d'op-tions de culture destinées à équilibrer les options majeures et à maintenir le niveau de culture générale caractéristique des lycées français et facteur important de seignements obligatoires pour tous devrait être réduit au minimum afin de laisser toute place à la diversification pédagogique selon qu'il s'agit pour une même matière d'une option de culture ou d'une

Un baccalauréat par unités

Il faut ensuite abandonner la culture encyclopédique, qui a conduit à l'empilement des disci-La culture générale doit aujourd'hui se concevoir autrement ; elle doit s'alimenter au contact des connaissances anciennes ou nouvelles, mais plus en éveillant la curiosité et en développant à partir d'exemples comment apprendre à apprendre dans tel ou tel domaine qu'en cherchant à être exhaustive.

qu'il est organisé actuellement à un baccalauréat obtenu par unités capitalisables, indépendantes les unes des autres et permettant, pour ceux qui s'interrompent en chemin, la liaison avec la formation continue. Il faut revoir, dans le même temps, les critères d'admission dans les différents premiers cycles de l'enseignement supérieur, qui gagneraient eux aussi à s'organiser sur le même modèle.

Agriculture

Culs-terreux folkloriques

par Jean-Luc Vadakarn

■ NGT ans d'action syndicale. Vingt ans de courbettes et de reculades. Deux de nos présidents promus ministres, picorant dans la main du pouvoir. Aujourd'hui, s'ils sont débordés par leur base, c'est que les syndicats agricoles n'ont plus aucune crédibilité aux yeux des plus désemparés,

En Vendée, l'expulsion des agriculteurs qui occupaient la préfec-ture s'est faite avec la bénédiction des délégués syndicaux. Ceux-ci ayant appris que des forces de police faisaient mouvement vers la préfecture, n'alertaient pas leurs adhérents pour autant. Une fois la ferme improvisée démontée, au grand soulagement des autorités, ne reste plus à l'agriculteur qu'à bloquer les routes, ce qui le déconsidère un peu plus aux yeux de la population et ne gêne en rien la grande braderie de notre agriculture nationale. On nous savait pol-lueurs, assistés par « la mansuétude des pouvoirs publics qui nous ont accordé des milliards » (dixit M. le préfet du Finistère), nous voilà sadiques et terroristes, cou-

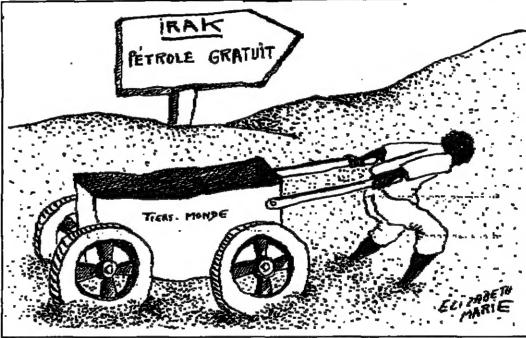
pés d'une population qui nous ignore, pour laquelle nous ne sommes que des culs-terreux fol-

Dans les cinq ans qui viennent, la moitié des exploitations va disparaître. Les dépôts de bilan, saisies, suicides, l'ANPE, le RMI ou les petits boulots nous attendent. Dans l'indifférence générale.

La France est le parc de loisirs de l'Europe. L'Aquitaine est anglaise. Ailleurs, Alternands, Danois, Hollandais rachètent terres et maisons au prix fort. Dans les villages, nos voisins se plaignent des odeurs d'ensilage et des bouses sur la route. Quand il ne brûle pas en été, notre bois part pour l'Italie, nos tomates viennent d'Espagne, nos agneaux d'Angle-terre, le bœur d'Allemagne, et la Hollande est l'autre pays du fromage. Oul sommes-nous pour barrer les routes ? Et quel poids électoral avons-nous ? Plus aucun, et, à la manière du Candide de Voltaire, je dirai : « Cultivez votre jardin I » La France n'a plus besoin

► Jean-Luc Vadakarn est éleveur au Girouard (Vendée).

TRAIT LIBRE



Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969). Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amairic. Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION: 1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-50-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

ENQUÊTE

SEPTEMBRE 1990

LA MATERNELLE **EN DANGER?**

Egalement au sommaire :

- FRANÇAIS, PHILO: TOUS LES SUJETS DU **BAC 90**
- SECONDAIRE : REGARDS SUR LA RENTRÉE
- SOCIÉTÉ: L'ÉCOLE ET LA PRÉVENTION **CONTRE LA DROGUE**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

COURRIER

Les dictatures arabes renforcées

Marée fondamentaliste, intolérance, intégrisme... Les médias occidentaux ne sont pas pour peu dans le développement de cette véritable psychose de l'islam et des Arabes qui déferle sur l'Occident depuis quelques années. Mais voilà que se développe au sud de la Méditerranée une psychose symétrique.

Le mois dernier, devant les télévisions, les Tunisiens fanatiques d'Antenne 2 avaient assisté éberlués au départ du Clemenceau : chargement d'armes, femmes et enfants sur le quai... touchants adieux... Quelqu'un s'est écrié dans mon oreille : « Les croisés reviennent », et le

cri venait du cœur. Ces armadas occidentales, qui foncent sur des objectifs arabes, ont réveillé les peurs les plus enfouies, les plus archétypales. Mais les dégâts risquent d'être plus terribles. La faillite de toutes les dictatures arabes devenait, un quart de siècle après les indépendances, évidente aux yeux de leurs citovens.

Le débat au sein de la conscience collective était : par quoi remplacer ces régimes de l'homme unique, du parti unique et du dogme unique qui ont jeté nos peuples dans les impasses historiques et renforcé leur conduite

L'islamisme se présentait comme la solution. Mais sait-on assez en Occident qu'une autre solution luttait pour s'imposer : la solution démocratique. Faible, balbutiante, embryonnaire, elle n'en existait pas moins, porteuse de tous les espoirs. L'intervention

occidentale lui a peut-être donné le coup de grâce. Elle renforce des régimes odieux à tous les Arabes, par leurs frasques, les richesses dilapidées de la nation, qui plus est théocratiques, moyenâgeux, et fondamentalement hostiles aux droits de l'homme.

Par une action indirecte, elle renforce des régimes qui ne les valent pas mieux sur ce plan et qui vont retrouver une seconde jeunesse en devenant des chevaliers du nationalisme menacé. Le rôle de tous les démocrates, et de tous les hommes épris de paix en Occident, est de bloquer cette infernale confrontation.

MONCEF MARZOUKI, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme

Trois Palestiniens dans le désert

En 1972, le Festival du jeune cinéma arabe de Damas, non sans paradoxe, primait up curieux film, les Dupes, réalisé par le cinéaste égyptien Tewfiq Salah, avec des capitaux syriens et d'après le roman de l'écrivain palestinien (tué depuis) Ghassan Kanafini, Des hommes au soleil. Il serait bon que l'une de nos chaînes de télévision programme ce long métrage au titre prophétique (Al Makhdououn, en arabe).

Il nous raconte en effet, sous la forme d'une fable, la tragique mésaventure de trois Palestiniens de générations successives qui, désireux de gagner clandestinement l'Eldorado du Koweît à travers le désert du Chatt-al-Arab, s'en remettent malencontreusement à un passeur, lui aussi arabe, qui les convainc de se dissimuler dans la citerne vide de

son camion (il est transporteur d'eau). Le passage de la frontière irako-koweltienne ne prend que quelques minutes, leur assure-t-il. Passé cette courte épreuve, vons atteindrez la Terre promise de l'émirat pétrolier, et tous vos problèmes seront résolus.

Las, les douaniers (qui symbolisent évidemment les gouvernements arabes indécis, palabreurs et inefficaces) retardent inconsidérément leur « sauveur », et les trois Palestiniens, trompés une fois de plus, périssent étouffés dans la citerne chauffée à blanc dans le désert! Leur mentor s'en débarrassera sur un tas d'immondices sans autre forme de procès.

Tous les ingrédients de la « guerre du Golfe » se retrouvent dans ce film palestino-syro-égyptien situé aux confins irako-ko-

Ceux qui voient dans Saddam Hussein le deus ex machina capable de redonner aux Arabes fierté et dignité, de les sortir du sousdéveloppement et de régler l'épineuse question du Proche-Orient, devraient revoir et méditer les Dupes et se demander si, en cas de succès. le voleur de Bagdad utiliserait mieux que les arrogants émirs les pétrodollars. Il est vrai que les Arabes ne sont pas les seuis « dupes » de Saddam Hus-

> **GUY HENNEBELLE** directeur de la revue CinémAction

La Provence contre le TGV

Un TGV en Provence, pour quoi faire? On n'a pas le sentiment que la SNCF ait affiché ses objectifs clairement.

S'agit-il de favoriser ses seuls

intérêts économiques et ceux des fabricants du TGV ? Des voyageurs qui traversent notre région? Ou de ses habitants? Dans la dernière hypothèse, comment se fait-il que l'on continue à fermer des gares et qu'on fasse si peu pour améliorer les dessertes à

1

-

1.5

. Car 54

-

100

. L. tarte

movenne distance? Les calculs de rentabilité, tels qu'ils sont présentés, restent sommaires et discutables. Il ne suffit pas d'avancer quelques chiffres, sur les économies de carburant par exemple. S'agit-il de concur-rencer Air Inter? Quelle en sera la rentabilité pour l'ensemble de l'économie nationale ?

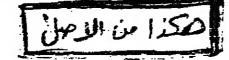
Parler seulement de rentabilité pour la SNCF et de « tranquillité » pour les habitants, c'est passer à côté des valeurs qui accordent une large place au cadre de vie. Celui-ci est inesti-

Ce projet ne semble pas assorti des études de faisabilité ni des études d'impact que tout élève de grande école apprend aujourd'hui à intégrer à un projet important. Ou bien la SNCF ne les a pas réalisées, et elle mérite de revoir sa copie, ou bien elle les a réalisées et n'ose pas en faire état.

Les réserves que suscite cette affaire parmi la population sont confortées par un double ras-le-bol à l'égard de la suprématie parisienne et des technocrates. Les provinces du Sud en ont assez d'aller plaider le moindre dossier à Paris.

Alors, quand un projet aussi discutable est présenté avec un tel dédain, que peuvent faire les Provençaux, sinon igisser exploser leur colère ?

> PIERRE SAMSON Organisateur conseil



LA CRISE DU GOLFE

Alors que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, est attendu à Damas

Le président Bush a enregistré son « message » au peuple irakien

Aux Etats-Unis

La Chambre des représentants adopte

un amendement critiquant le Japon

Le président George Bush a enregistré, mercredi 12 septembre, un message vidéo « personnels et « directs au peuple irakien. D'une durée de huit minutes, la cassette devait être remise jeudi à l'ambassadeur irakien a Washington, Mohamed Al Mashat, par le numéro deux du département d'Etat, Lawrence Eagleburger. Si cette cas-sette est diffusée à la télévision irakienne, comme l'avait proposé récemment M. Saddam Hussein, alle sera également distribuée dans le monde afin de permettre à quiconque de vérifier qu'elle n'a pas été altérée par les autorités irakiennes, Pour éviter d'éventuelles « coupes ». le message est accompagné de sous-titres et d'une traduction audio en arabe.

Dans son message « très franc » qui n'est pas une « attaque » contre M. Saddam Hussein, souligne-t-on à Washington - M. Bush rappelle les objectifs des Etats-Unis dans la région du Golfe, notamment la défense de l'Arabie saoudite.

Le président américain affirme que les Etats-Unis n'ont rien contre le peuple irakien et que, si celui-ci souffre, c'est en raison de l'invasion du Kowell décidée par le

Après quatre jours de discus-

sions serrées, les quinze mem-

bres du comité des sanctions se

sont séparés, mercredi 12 sep-

tembre, sans être parvenus à un

accord sur les conditions d'une

aide humanitaire à apporter aux

populations civiles d'Irak et du

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

unies, composé des mêmes pays

membres, le soin de définir au plu

vite les critères de cette aide dans

le cadre d'une future résolution du

Conseil - laquelle pourrait être

conseil – l'aquelle pourrait etre adoptée à la majorité et non par consensus. Parafièlement, le prince Agha Khan, chargé de coordonner les programmes d'assistance huma-nitaire en Afghanistan, a été chargé par le secrétaire général de la

Le différend né au sein du

comité des sanctions résulte de la

volonté de certains pays (Cuba et le Yémen, notamment) de ne pas

fixer de conditions à l'octroi d'une

aide alimentaire aux populations civiles concernées. Mais la majo-

rité des membres du comité est d'avis que la destination réelle de

cette aide doit être contrôlée afin

d'éviter que soit ouverte une brèche dans l'embargo instauré le

Contrôler

les destinataires de l'aide

C'est ce souci de contrôler les

destinataires que l'on devrait retrouver dans le texte soumis très

prochainement à l'approbation du Conseil et sur lequel les cinq mem-bres permanents ont déjà donné un

Après avoir affirmé que l'Irak « porte l'ensière responsabilité de la santé et de la sécurité » des populations civiles, ce document insiste sur la nécessité de bien identifier

les catégories de personnes visées

accord de principe.

chée par la crise du Golfe.

Pour sortir de l'impasse, le comité a décidé de confier au Conseil de sécurité des Nations

NATIONS UNIES : faute de consensus

Le comité des sanctions confie

au Conseil de sécurité la définition

des critères d'aide humanitaire

gouvernement de Bagdad. Pour sa part, le ministre trakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a estimé mercredi que le discours du président des Etats-Unis devant le Congrès (le Monde du 13 sep-tembre) était « le protorppe d'un discours impérialiste » et que les Américains cherchaient à « imposer leur dictature au monde ».

Dans une déclaration à l'agence Dans une déclaration à l'agence irakienne INA, M. Aziz a rejeté les propos de M. Bush, qui affirmait que les Etats-Unis ne pouvaient « permetire qu'une ressource aussi essentielle (que le pétrole) soit dominée par quelqu'un d'aussi brutal ». « L'Irak, a indiqué M. Aziz, détenait avant le 2 août (date de l'invesion du Konsé) 10 % de les delenaii avant le I août (date de l'invasion du Koweît) 10 % des réserves mondiales de pétrole, sans pour autant avoir menacé (les intérêts de) guiconque, y compris l'Amérique vers laquelle était exporté le tiers de la production irakienne».

A Damas, le président syrien, Hafez Al Assad, a estimé, mer-credi, que l'invasion et l'annexion du Koweit par l'Irak étaient « une erreur impardonnable et une catas trophe terrible (pour la nation arabe). Devant un événement aussi grave, la Syrie peut-elle demeurer les bras croisés, sans prendre posi-tion? », s'est interrogé le président syrien dans un discours prononcé lors d'une cérémonie de promotion de parachutistes, membres de la Jeunesse de la révolution du parti Baas (au pouvoir). Il a, en outre,

observé que le problème résidait dans l'occupation du Koweit par l'Irak et non dans la présence de forces étrangères dans le Golfe.

e La Syrie n'appuie pas cette prè-sence dans le monde arabe, mais le problème qui se pose actuellement interarabes (...). Résolvons notre

La Chambre des représen-

tants a adopté mercredi 12 sep-

tembre un amendement symbo-

lique marquant son

mécontentement devant ce

qu'alle considère être le peu

d'empressement du Japon à

soutenir le déploiement militaire

Par 370 voix contre 53, les

représentants ont voté un texte

prévovant l'évacuation annuelle

de cinq mille soldats américains

stationnés au Japon jusqu'à ce

que Tokyo accepte de couvrir la

totalité du coût de la présence

militaire américains dans l'archi-

américain dans le Goife.

problème et les forces étrangères quitteront » le Golfe, a-t-il ajouté, en invitant « les pays grabes à coopèrer ensemble pour sortir du piège (...) en laissant le Koweit à ses habitants ".

La Syrie avait envoyé au mois d'août un premier contingent de 1 100 soldats en Arabie saoudite.

pel. «J'exprime mon profond

dégoût à l'égard du manque de

soutien que nous avons recu de

la part des Japonais », a déclaré

le député républicain John

Par contre, Taiwan s'est

engagé à contribuer à hauteur

de 100 millions de dollars au

dispositif américain dans le

Golfe. Selon le journal local Uni-

ted Evening News, le vice-mi-

nistre taiwanais des affaires

étrangères se trouve actuelle-

ment à Washington pour discu-

ter des modalités de cette aide.

- (Reuter, AFP.)

Assad intervient à la veille de la visite prévue jeudi à Damas du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker.

el la déclaration du président Al

Incident à la conférence de Paris sur les PMA

La crise du Golfe a provoqué, mercredi à Paris, le premier incident à la conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés (PMA) et une querelle ouverte entre Arabes de la région à la suite d'une violente diatribe du représentant de l'Irak,

L'ambassadeur irakien, Abdul Razzak Al Hachimi, a vivement cri-tiqué à la tribune la présence militaire des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne dans le Golfe et justifié l'intervention de Bagdad par des appels de « révolutionnaires koweitiens». Cette déclaration a suscité la réaction des États-Unis contre l'agression irakienne», puis des Saoudiens, des Koweitiens et de leurs voisins des Emirats arabes unis et du Qatar, qui ont répliqué aux attaques de l'ambassadeur irakien en France en condamnant « les ambitions expansionnistes » de

L'ambassadeur d'Arabie saoudite à Paris a affirmé sa conviction que « l'Etat de droit allait prévaloir », tandis que le représentant américain regrettait que la délégation de Bagdad ait choisi « d'abuser de l'hasnita lité de cette conférence (...) pour lancer une attaque perfide sur des pays

qui s'opposent à son agression ». Par ailleurs, l'Irak a l'intention de contester la représentativité du Kowcit à la conférence de Paris.

Réuni pour la première fois depuis le début de la crise, le comité des délégués des ministres du Conseil de l'Europe (Europe des 23) a condamné mercredi à Strasbourg droit international a commises par

Il demande le « retrait inconditionnel " des troupes traktennes du Koweit et estime que tous les Etats devraient appliquer dans l'intervalle les sanctions demandées par les Nations unies n.

A Bruxelles, La Commission européenne a proposé mercredi aux Douze de verser au total 1,5 milliard d'écus (1,95 milliard de dollars) à l'Egypte, la Jordanie et la Turquie pour aider ces pays à faire face aux conséquences de la crise du Golfe. La moitié de cette somme sera prise en charge par le budget de la Communauté pour 1991, le reste venant de contributions volontaires des Etats membres. La Commission prévoit également de constituer dans le budget de la CEE une réserve de 150 millions d'écus 195 millions de dollars) pour une éventuelle extension de l'aide à d'autres pays affectés par la crise du Golfe, comme le Maroc ou le Ban-

L'Iran hésite à aider l'Irak à rompre l'embargo

L'ayatollah Khamenei a rappelé que l'Iran condamnait l'invasion irakienne du Koweit, tout en fai-sant remarquer que le président Saddam Hussein y avait été encouragé par le soutien dont il a bénéficié de la part de l'Occident pendant les années de guerre contre l'Iran.

La violente diatribe de M. Khamenei contre les Etats-Unis a été accueillie avec sang-froid tant à Paris qu'à Washington. Un haut responsable français, proche de M. François Mitterrand, a déclare que cette prise de position ne constituait pas un changement de la politique iranienne, mais relevait plutôt de luttes internes à Téhéran. Certains veulent profiter de l'occasion pour contester la «ligne Rafsandjani» dans la crise

Aux Etats-Unis, le porte-parole du département d'Etat a pour sa part estimé que l'Iran appliquerait les sanctions de l'ONU contre l'Irak malgré l'appel à la guerre sainte de l'ayatollah Khamenei.

> Divergences politiques

Il convient cependant de nuancer les déclarations de M. Khame-nei qui n'a pas l'autorité religieuse suffisante pour lancer un véritable appel à la guerre sainte. En effet, dans la hiérarchie chiite, seuls les Grands Ayatoliahs ont ce pouvoir. Sa prise de position constitue

donc d'abord un exercice de thétorique dont le premier objectif semble être de ne pas laisser à l'Irak le monopole de la propa-gande politico-religieuse anti-amédont l'Iran avait dans un passé récent l'exclusivité.

Mercredi, encore, la plus haute instance de théologiens musulmans en Irak, le Conseil des mans en irak, le Conseil des grands ulémas, promulguait une a fatwa » (décret religieux) appe-lant tous les musulmans au Jihad (guerre sainte) alia d'écarter les dangers émanant de la présence américaine en Arabie saoudite.

Le guide suprême de l'Iran tente son autorité face au président de la République, M. Rafsandjani, qui, aux termes de la nouvelle constitution, jouit de pouvoirs quasi dictatoriaux. Elu en toute hâte au lendemain

meiny - bien qu'il ne possédait aucune des qualifications exigées par l'article 5 de la constitution alors en vigueur - le guide suprême de la République islamique refuse de limiter ses fonctions à l'inauguration des chrysanthèmes. Il ne perd aucune occasion pour souligner qu'il est l'uni-que dépositaire de l'héritage de l'imam.

Tant que l'Iran ne sera pas débarrassé de ce less envahissant, en parachevant une a dékhomeinisation » à peine amorcée, un certain antagonisme persistera au sein du tandem Khamenei-Rafsandiani au nouvoir à Téhéran.

Mais cet antagonisme correspond aussi à une répartition des tâches dans l'équipe dirigeante. Le guide de la révolution, tout en étant d'accord avec les grandes lignes de la politique de l'Etat, telle qu'elle est formulée par M. Rafsandjani, rappelle de temps à autre les limites que ce dernier

ne devrait pas dépasser. C'est ainsi qu'en dépit de la politique d'ouverture vers l'Occident du président Rafsandiani, le ton reste dur dans la capitale iranienne. Reste à savoir si cette fermeté ira jusqu'à remettre en cause décision officielle de res l'embargo imposé par les Nations

Téhéran finira-t-il par troquer des vivres et des médicaments contre du pétrole raffiné irakien dont l'Iran a grandement besoin? La tentation semble forte en Iran. Le Teheran Times, journal pourtant proche du pragmatique Rafsandiani, a indiqué mercredi que les dirigeants iraniens - lors de la récente visite de M. Tarek Aziz dans la capitale iranienne avaient « commence à étudier la question de la fourniture de vivres et de médicaments à l'Irak » mais a publié un démenti le lendemain.

Comment Bagdad envisage de livrer du pétrole à Téhéran

L'Iran et l'Irak se seraient entendus pour contourner l'embargo, jusqu'ici strictement appliqué sur les exportations iraennes et koweitiennes de brut. Selon les milieux pétrollers, le plan étudié par les deux pays consisterait à livrer du brut irakien à l'Iran non pour être directement réexporté mais pour alimenter la consommation locale. L'Iran consomme environ 700 000 banis de brut par jour sur une production totale de 3,3 millions. Les livraisons irakiennes permettraient donc à la Républid'accroître les exportations de son propre brut.

Le pétrole ainsi dégagé serait ainsi plus aisé à écouler. En effet. chaque brut, comme les crus viticoles, possède ses qualités propres qui le rendent aisément identifiable par les acheteurs.

Ce système, pour ingénieux qu'il soit, aurait cependant des limites. D'abord parce que les capacités de transport d'un pays à l'autre sont faibles. La plus simple consiste à organiser une noria de camions citerna éventuellement en détournant une partie de la flotte qui alimente actuellement la Jordanie vers

l'Iran. Mais les quantités ainsi livrées pourraient difficilement dépasser 200 000 barils par

gladesh. - (AFP, Reuter, AP.)

Une autre solution est envisageable: la construction d'un petit oléoduc reliant les réseaux des deux pays très proches à certains endroits de la frontière (quelques dizaines de kilomètres). Mais ces travaux prendraient du temps et seraient de toutes façon aisément repéra-

Autre difficulté majeure : l'éloignement des grandes raffineries d'Abadan, située au bord du Chatt-al-Arab, d'une capacité de 100 000 barils/jour, et le complexe pétrochimique d'Awraz, la plupart des grandes raffineries iraniennes sont situées à l'Intérieur du pays (à Téhéran, Ispahan, Chiraz, etc...) et difficiles à

La plan actuellement étudié ne pourrait donc en tout état de cause permettre qu'un courant d'exportation limité, très loin du volume atteint par l'Irak avant le blocus, soit 2,7 millions de



die miliera i della

rreux folkloriques

100

1-1-12 - 1-1-15 E

per Jean-Luc Vecener-

E La ponego de la tierra BE BEET TO THE W Toeye your Bergie fint . "

----principal timobit and desired Spiriture day for 1.5

u Les Français sont hostiles à tont compromis avec M. Saddam Hassein. Selon un sondage CSA public jeudi 13 septembre par le Parisien, 56 % des Français estiment qu'on ne peut accepter un compromis avec le président Saddam Hussein tant que les trakiens n'auront pas évacué le Kowelt, tandis que 35 % d'entre eux sont plutôt favorables à une solution négociée. A la question de savoir «si la seule solution est de bombarder les centres vitaux irakiens même si des otages occidentaux y ont été installes », 63 % des personnes interrogées répondent qu'il faut éviter une telle

par une éventuelle aide humani taire, telles que e les enfants de moins de quinze ans, les semmes enceintes et celles qui allaitent leur

Enfin, il est clairement indiqué que ces vivres a devront être acheminés par l'intermédiaire des agences humanitaires, distribués par elles et sous leur contrôle de façon à s'assurer qu'ils parviennent bien aux destinataires précédem-

Il s'agit d'un cas pratiquement sans précédent dans l'histoire de l'organisation, ce qui explique sans doute pourquoi ce « dossier pas-sionnel, traité avec passion », sclon l'expression d'un diplomate occidental, n'a pu aboutir.

Même dans le cas de l'embargo décrété au milieu des années soixante à l'encontre de la Rhodésie, le problème d'une éventuelle aide alimentaire ne s'était pas posé dans les mêmes termes qu'anionrd'hui à propos de l'Irak.

La Rhodésie pouvait alors comp-ter sur une relative auto-suffisance alimentaire. Dans le cas présent les grands principes de cette aide entie à des senles fins humanitaires étant définis, on voit mal comment ils vont pouvoir être appliqués dans la réalité.

Dans un premier temps, cela suppose que l'Irak accepte la présence d'organisations humanitaires internationales sur son territoire. Or, dès mercredi soir, l'ambassadeur d'Irak à l'ONU a fait savoir que son pays était opposé à un tel

Par ailleurs, il paraît difficile de pouvoir instaurer et surveiller des pratiques discriminatoires visant à ournir une aide aux seules catégories retenues. Sauf à mettre un contrôleur international derrière chaque enfant de quinze ans ou chaque femme enceinte pour s'assurer que la boîte de lait ou la bouteille d'eau potable qui leur est affectée ne s'égare pas entre les mains d'un adulte, irakien de sur-

SERGE MARTI

France Inter a été réalisé les 10 et 11 septembre auprès d'un échantillon national représentatif de buit cent dix personnes agées de dix-huit ans et plus, selon la méthode des quotas.

☐ Troisième réunion d'information à Matignos. - M. Michel Rocard a reçu, mercredi 12 septembre, pour la troisième fois, les représentants des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat pour les informer de la situation dans le Golfe. La prochaine réunion entre le premier ministre et les parlementaires a été fixée au jeudi 20 septem-



Fditions du Seuil

Le Parlement européen se prononce pour un embargo strict

Le Parlement européen s'est prononcé, mercredi 12 septembre, à une large majorité - trois cent cinq voix pour trente-sept contre et quarante-neuf abstentions - en faveur d'un embargo strict à l'égard de l'Irak. Les Verts et les droites européennes de M. Jean Marie Le Pen se sont opposés au texte parlementaire tandis que les communistes français, les sociaux-démocrates portugais et les non-inscrits

STRASBOURG (Communauté européenne)

de notre correspondant.

A l'instar des gouvernements des Douze, l'Assemblée de la CEE considère qu'un « embargo complet • est la seule solution alternative à un conflit armé. Le document recommande toutefois. conformément à la résolution 661 du Conseil de sécurité, que l'embargo ne s'applique pas aux pro-

> Le déploiement français coûte

150 millions de francs

par mois

approcher les 5 milliards de francs,

dont les 2 milliards de francs que

requiert, en année pleine, le sta-

Le ministère de la défense a

donné une autre indication sur le

nombre des interventions de la

marine nationale tant en mer

Rouge que dans le Golfe. Entre le

26 août, date de l'entrée en vigueur

de la résolution 665 des Nations

unies sur l'usage de la force contre

le trafic maritime avec l'Irak, près

de 400 navires ont été reconnus

par la marine française, soit le tiers

en mer Rouge (avec cinq bâtiments visités devant Akaba) et les deux

tiers dans la zone du Golfe arabo-

REVELATION

tionnement à Djibouti.

liard de francs.

duits médicaux et alimentaires « considérés comme essentiels à la survie des populations civiles ».

M. Valéry Giscard d'Estaing qui pense qu'« une évaluation sérieuse » des mesures prises contre M. Saddam Hussein ne pourra être faite avant la fin de l'année, a également estimé que les Etats membres, à l'exception de la France et de la Grande-Bretagne qui déploient leur propre dispositif militaire, devraient accepter une contribution financière à l'opération « bouclier du désert ».

De son côté, M. Jacques Delors a indiqué que les ministres des affaires étrangères de la CEE devraient arrêter, lundi 17 septembre à Bruxelles, l'aide économique à la Jordanie, l'Egypte et la Tur-quie. Sur les 9 milliards de dollars dont ces trois pays auraient besoin d'ici à la fin de 1991 pour compen-ser les effets de l'embargo, la Communauté pourrait contribuer à concurrence de 2 milliards (deux tiers sous forme de dons et un tiers de prêts), le reste devant être à la charge des autres pays de l'OCDE et surtout de l'Arabie saoudite et des Emirats (autour de 60 %).

Le président de la Commission a quelque peu surpris son auditoire en mettant en cause les Occidentaux dans la crise du Proche-Orient, M. Delors a ainsi explique que les recettes pétrolières des treize pays arabes producteurs de pétrole ont atteint ces dernières lars dont 40 % out été consacrés à l'achat d'armes et de matériels militaires et 25 % à leur développement économique et social.

Prenant le relais de M. Giulio Andreotti, président en exercice de la Communauté, qui s'était égale-ment exprimé dans ce sens, M. Delors s'est prononcé pour une solution globale à l'instabilité du Proche-Orient : a Si cette crise est résolue avec la victoire du droit. rien ne sera comme avant, et Israel devra en tenir compte ainsi que les puissances qui occupent le Liban. « La résolution parlementaire reprend aussi ce thème : « Le dialogue euro-arabe pourrait contri-buer après le rétablissement de l'indépendance du Koweīt à un réglement équitable des problèmes du Proche-Orient et du Golfe ».

MARCEL SCOTTO

Tandis qu'un système de « trust » s'implante en Grande-Bretagne

La France ne veut prendre aucun risque sur le dégel des avoirs koweïtiens

Selon le ministère de la défense, le cout du déploiement français Comment gérer le gel des mildans le Golfe peut être estimé à 150 millions de francs par mois. liards de dollars d'avoirs koweitiens bloqués depuis l'invasion C'est grosso modo le prix d'un avion Mirage 2000 à l'exportation. du pays? Si les Britanniques, Cette évaluation a été établie par grâce au système de la « fiduréférence au coût de l'opération cie » (trust) peuvent garder une « Prométhée » de déminage dans le certaine souplesse, les pouvoirs Golfe en 1988 : à l'époque, la facpublics français attendent d'être ture annuelle avait été de 1,8 milrassurés sur l'identité des gestionnaires de ce pactole Il s'agit là d'une estimation de ce modifier le dispositif. qu'on devrait plutôt appeler un

surcout, c'est-à-dire un montant Le président Saddam Hussein des frais de fonctionnement des n'aurait pas pu faire carrière à Wall Street. S'il avait pris l'avis armées non initialement prévus lors de l'élaboration du budget et, d'un banquier, celui-ci lui aurait le cas échéant, pris en compte par certainement conseillé un raid sur un « collectif » budgétaire en fin le Koweit la veille d'un jour ouvrad'année. En réalité, si on englobe ble. Au lieu de cela, les troupes irale coût normal de fonctionnement kiennes ont pris le Koweît un de tous les moyens que la France a jeudi, veille du repos hebdomaengagés pour ses opérations dans la daire dans les pays islamiques. région, l'enveloppe finale devrait

Ce sont ces vingt-quatre heures ouvrables qui ont manqué aux Irakiens pour faire virer sur leurs comptes la majeure partie des avoirs koweitiens détenus à l'étranger. Cette erreur stratégique a donné le temps aux gouvernements occidentaux d'organiser le gel de cent milliards de dollars d'actifs appartenant à l'Etat koweïtien, sans parler des avoirs détenus par des personnes privées (cinquante à deux cents milliards de dollars,

selon les estimations). La très rapide protection des biens koweitiens a également privé le président Saddam Hussein d'une arme de choix. Il aurait suffi de menacer les gouvernements occidentaux de réaliser ne serait-ce que la moitié de ces actifs pour provoouer un effondrement des principales places boursières de la pla-

Le magot ayant échappé à l'agresseur, reste à son légitime propriétaire à le récupérer. Le KIO (Kuwait Investment Office), qui représente les intérêts financiers du gouvernement koweitien, négocie donc chaque jour avec les autorités d'Europe, du Japon et des Etats-Unis la sortie du gel de ces avoirs. Très rapidement, les Anglais ont trouvé une solution.

Grace au trust (fiducie en francais), une formule juridique typique du droit anglo-saxon qui permet de dissocier propriété et gestion, la Banque centrale d'Angleterre est devenue co-propriétaire des avoirs du KIO sur le territoire de Grande-Bretagne, la gestion du trust au jour le jour étant laissée aux financiers koweitiens. Une astuce qui permet de concilier contrôle et droit de propriété.

En France, en revanche, le KIO est loin d'avoir obtenu ce statut de personnalité diplomatique off shore. Et sa demande d'une grande liberté de manœuvre pour tout acte de gestion transfrontière entre des pays pratiquant l'embargo (Europe, Japon, Etats-Unis) n'a pas encore été satisfaite. Le gouvernement français n'a pas d'opposition de principe à cette requête, mais il se montre pointilleux sur l'habilita-

tion des personnes appelées à gérer les fonds kowestiens, soit sept à neuf milliards de francs de dépôts et dix à quinze milliards de francs d'actifs mobiliers et immobiliers.

En fait, le gouvernement français exige simplement d'être rassuré et garanti sur l'identité des personnes autorisées à effectuer des transactions. « Qui va autoriser telle ou du KIO? Quelle est la chaîne de dépendance entre tous les intermé-diaires financiers? Autant de questions auxquelles il nous faut répondre avant d'ouvrir des négociations », explique un respon-sable du ministère de l'économie et

Les autorités koweîtiennes en exil regrettent que le gouvernement français n'ait pas choisi de pousser le projet de loi sur la fiducie (trust), actuellement en gestation, pour inaugurer une solution à l'an-glaise.

Des solutions amiables

Mais il n'y a pas que le problème du KlO qui soit posé : le gouvernement français doit également résoudre la question des actifs ban-caires kowestiens. Les établissement financiers du Koweit - ils étaient nombreux - avaient des actifs à la fois locaux et internationaux. Les premiers sont aujour-d'hui entre les mains des Irakiens, mais les autres ont été gelés. Curieusement cependant, une solu-tion plus rapide semble avoir été mise au point.

Pour les titres des sociétés francaises contrôlées directement par les banques du Koweit, pour les fonds, comme ceux de la sécurité sociale koweitienne qui ont été placés en France, des solutions juridiques amiables ont pu être trouvées. Dans la plupart des cas, des fidu-cies parfaitement transparentes au plan fiscal ont été inaugurées du côté de la Suisse ou d'autres para-dis fiscaux européens. Avec l'accord du Trésor. Pour le KiO, une solution devrait intervenir un jour très proche.

La résolution de ces problèmes financiers est d'autant plus importante que l'émir du Koweit a promis une contribution financière à l'effort de guerre américain dans le pays du Moyen-Orient affectés par le blocus. Ce qui ne peut se faire qu'en dégelant les fonds. Cela dit, si la France apparaît pointilleuse par rapport aux Britanniques et aux Américains, elle fait l'effet d'un lièvre par rapport à la tortue

L'ensemble du processus, militaire dans le Golfe et financier sur les places bancaires, est attentivement suivi par d'autres petits pays. Certaines principautés pétrolières, comme Brunel, ou les Emirats arabes toujours à la merci d'un prédateur, voient dans les événements actuels un scénario possible

Réunis à Deauville

Les parlementaires de l'UDF inquiets de la tournure des événements

Les parlementaires UDF, réunis à Deauville, ont achevé, mercredi 12 septembre, leurs travaux préparatoires à la rentrée du 2 octobre. Les questions internationales, notamment la situation dans le Golfe, ont occupé une bonne partie de leur seconde journée de réflexion. Les intervenants ont exprimé leur crainte de voir un enlisement du conflit tourner à l'avantage de l'irak.

de notre envoyé spécial

Après les remous provoqués, le premier jour, par les questions de politique internes à l'UDF (le Monde du 13 septembre), les parlementaires ont eu à cœur de montrer qu'ils ne passaient pas à côté des grands défis de l'heure. Plusieurs intervenants on fait le point sur la crise dans le Golfe en tentant d'esquisser des pistes de sortie. M. Jean François-Poncet, president de la commission des affaires économiques du Sénat, a insisté sur le fait qu'aux deux objectifs que s'est fixés la France (libération du Koweit et des otages) venait s'ajouter un troisième : « Faire en sorte que cela ne recommence pas. » « Que Saddam Hussein soit acculé, dans trois mois, riussein soit actule, aans trois mois, six mois, à évacuer le Koweiï, pour-quoi pas! Ce n'est pas impossible. Mais il n'acceptera pas de renoncer à ses armements, notamment chimi-ques. » Face à cela, « quelles sont les sorties possibles? » L'option militaire l'est toujours, mais qu'en pensent aujourd'hui les opinions occiden-tales, s'est-il interrogé en substance.

Une présence durable des Américains en Arabie saoudite pour disposer, face à l'Irak, d'un potentiel dissuasif « n'est pas, quant à elle, une bonne solution ». Le sentiment de M. François-Poncet est que « tôt ou tard une solution militaire sera enga-gée». Mais le sénateur de Lot-et-Garonne a voulu aller plus loin dans la tion : « Qu'est-ce que cette crise nous dit de la société internationale de

demain?» « Nous allons vers un directoire des grandes puissances avec l'URSS, et certainement le Japon. Ce directoire agira avec une couverture des Nations unies chaque fois que cela sera passible. L'Europe fera-t-elle partie de ce directoire? Ce qui est sûr. c'est qu'une Europe divisée n'en fera pas partie...», a conclu l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Veller Gierard d'Estaine. M. Valéry Giscard d'Estaing.

A propos de l'Europe, il s'était, quelques minutes plus tôt, opposé vigoureusement aux « affabulations idéologiques » de M. Alain Madelin. Le député d'Ille-et-Vilaine avait, en effet, mis en garde ses amis contre le risque d'une Europe qui menacerait les « identités nationales » : « Je suis d'accord sur le fait qu'il y a aujour-d'hui un déficit d'Europe. Mais au nom de l'Europe je ne veux pas que l'on nous fourgue n'importe quelle Europe. Je ne veux pas d'une Europe qui broierait les indentités natio-nales. M. François-Poncet a estimé que le problème n'était pas ceiui-là (trop d'Europe en quelque sorte), mais qu'il se situait dans le risque de * balkanisation * d'une Europe, où chacun cultiverait à outrance son particularisme : « Une Europe balka-nisée serait une Europe que Saddam Husseln mettrait à genoux. Ce serait l'échec de notre génération », a-t-il lancé, sous les applaudissements, en rappelant la vocation européenne de l'UDF.

« Un petit côté Yalta plutot inquiétant... »

Cette balkanisation serait facilitée si certains pays européens, suivant l'exemple irakien, estimaient désormais possible de remettre en cause

M. Jean-François Deniau, viceprésident de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a été catégorique : «Si nous laissons faire au Koweit, il n'y aura plus une frontière qui tiendra demain, y compris en Europe. » Le député du Cher a regretté le faible poids de l'Europe: « Les résultats d'Helsinki sont bons, mais il y avait un petit coté Yalta plutôt inquié-tant...» que européenne de défense.

La contribution au débat de M. Jean Lecanuet, qui avait accepté au plus chaud de la crise une mission d'explication de la politique de la France (en Inde et en Turquie) et qui s'apprête à partir le 18 septembre pour le Golfe avec un groupe de sénateurs, était attendue. Il a, lui aussi, insisté sur le fait que l'Europe était « singulièrement effacée dans la tragédie du Golfe». Elle s'y trouve actuellement « en diaspora et en confettis. » Il a toutefois reconnu que la France avait «fait un effort». Il a regretté, d'autre part, l'ambiance « drôle de guerre » qui prévaut aujourd'hui. Sceptique sur les effets rapides du blocus - « on ne sait quand l'étouffement aura lieu », -, il a exprimé son inquiétude devant la possibilité, à terme, pour un régime irakien résistant à la pression internationale d'emporter une sorte de « victoire, même réduite : le risque serait alors de voir le monde arabe passer de l'état de dispersion à celui d'ébullition...».

er an civi

Le président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat a ensuite critiqué ceux qui, au PS (MM. Mau-roy et Fabius), s'étalent empressés de demander la distribution des « dividendes de la paix». Il s'est montré persuadé que dans une affaire comme celle du Golfe les socialistes, s'ils avaient été dans l'opposition, « n'auraient pas eu, eux, la dignité que nous avons eue. Les vieux serments pacifistes, tiers-mondistes et antimilitaristes auraient eu le dessus ». M. Lecanuet estime, en outre, que le gouvernement souffre d'une « faiblesse congénitale » du fait des divisions internes au PS à propos de la gestion de la crise du Golfe, l'attide du ministre de la défense, M. Chevenement, en étant la traduc-tion la plus visible. Comme les autres orateurs, il a insisté sur la nécessité de redéfinir au plus vite les missions de l'armée française (M. Chevènement devrait avoir fort à faire lors de la discussion de son budget) et de

PIERRE SERVENT

Ancien ministre de la défense

M. Giraud souhaite que l'on « essaie aussi de comprendre » l'Irak

M. André Giraud, ministre de la défense dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, de 1986 à 1988, met en garde les responsables français, dans le Figaro du 13 septembre, contre le risque « d'être embaraués dans une aventure politico-militaire sans issue ». « Bien que le discours officiel soit devenu moins guerrier, j'ai l'impression que l'affaire risque toujours de prendre mauvaise tour-nure», déclare-t-il.

« Je ne dis pas qu'il faut chercher à tout prix à éviter la guerre, explique l'ancien ministre. Je pose, simplement, cette question : si opération militaire il y avait, à quoi conduiraitelle, y compris en cas de succès? Autrement dit, et plus directement encore, pour quoi envisagerait-on de

si la diplomatie marche d'un pas au moins aussi rapide», faute de quoi elle aboutirait soit à « une révolution en Irak», soit à « de nouvelles initiatives déstabilisatrices » de M. Saddam

Insistant sur la nécessité « d'assurer la coexistence pacifique, voire amicale entre la culture judéo chrétienne et la culture islamique», M. Giraud demande: «Pourquol ne pas essayer, aussi, de comprendre la partie adverse? Sortant de sa guerre avec l'Iran, l'Irak a besoin de capitaux (que peut seule lui assurer la hausse du pétrole), ne serait-ce que pour développer ses installations pétrolières

mourir?» Selon M. Giraud, «ce que l'on appelle la « logique de l'embargo» ne peut être (...) acceptée que que son pétrole ne peut sortir que par des oléoducs ou des ports étrangers.»

M. Girand, qui était, à l'époque, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), déclare au sujet du réacteur Osirak. construit par la France : « Je démens formellement que la coopération qui s'était établie en 1974 ait le moindre risque de conduire à la capacité nucléaire de l'Irak » L'ancien ministre sonligne, d'autre part, que la crise du Golfe renforce la nécessité de ne pas « relâcher notre effort de défense ». Il indique, au passage, que « s'il n'avait tenu qu'à [lui], nos porteavions auraient, aujourd'hul, des avions opérationnels » .

POINT DE VUE

Bush et Gorbatchev font reculer la « logique de guerre »

par Claude Poperen

A rencontre entre le président américain George Bush et le président soviétique Mikhail Gorbatchev à Helsinki a contribué à faire reculer le « logique de guerre » qui prévalait jusqu'alors dans le

Il serait cependant dangereux de penser que tout risque est écarté définitivement. Le face-à-face des troupes irakiennes et américaines -ces dernières bénéficiant du soutien d'autres forces y compris françaises - demeure à l'origine de ce risque. La « logique de paix » qui doit prévaloir passe, comme l'ont réaffirmé les deux présidents, par l'évacuation sans conditions du Koweit par l'Irak, par la libération sans condition des otages détenus par ce pays, par l'application des

résolutions de l'ONU. Saddam Hussein refusant toute négociation, le maintien de l'embargo demeure la solution pour en YVES MAMOU revenir à la situation précédant le 2 soût et éviter toute intervention dée sur la force, se substitue pro-

Les problèmes qui peuvent exister entre l'Irak et le Koweit ne seront résolus que par la négocia-tion, une fois la paix assurée. C'est, de plus, au peuple kowelben, et à lui seul, de décider de son avenir, du régime qu'il entend se donner, tout comme le peuple irakien l

L'acte de guerre provoqué par l'irak permet à l'impérialisme américain de justifier l'envoi massif de troupes dans cette partie du monde qui représente un enjeu stratégique. Ces troupes risquent d'y être pour longtemps, en dépit de l'engagement pris par George Bush devant Mikhail Gorbetchev.

La situation reste grave mais, quelle que soit l'ampleur de cette gravité, la crise du Golfe et la rencontre d'Heisinki, montrent qu'il existe aujourd'hui une nouvelle donne internationale. A la guerre froide, à la politique des blocs fon-

gressivement la force de la politique, pour le respect du droit international, pour que l'ONU puisse jouer son rôle afin de s'opposer à tout conflit.

Cette pratique découle, pour une large part, de la nouvelle politique pratiquée par l'Union soviétique et son président, du soutien qu'elle recoit de l'opinion internationale. Cette politique tourne le dos à celle de Leonid Brejnev qui, voilà dix ans, envoyait ses troupes en Afghanis-

Toutes les forces pacifiques et progressistes, en France et dans le monde, ne peuvent que s'en féliciter et leur apporter leur soutien.

➤ Claude Poperen, ancien membre du bureau politique du PCF, est un des animateurs, au sein de ce parti, du courant oppositionnel des « reconstructeurs ».

l'homme et l'œuvre par Pierre Rosenberg et Jacques Thuillier 384 pages 475 illust, 480 F

Environ

The second

1,271

And the land of the second

1 . d. a

déclare M. Roland Dumas

M. Roland Dumas a estimé. mercredì 12 septembre, que la prise en otage par l'Irak de civils innocents a peut être un casus belli », mais il a écarté l'hypothèse d'une action militaire dans l'immédiat contre l'Irak, affirmant que la France s'en tenaît, « pour le moment », aux résolutions des Nations unies sur la crise du Golfe.

Dans une déclaration faite à Moscou sur RTL, M. Dumas, à qui l'on demandait si « toucher à un seul cheveu des otages serait un casus belli » a répondu : « Oui c'est un casus belli (...) mais ça ne veut pas dire qu'on déclenche les hostilités. » « De toute façon, a-t-il poursuivi, prendre déjà en otage des innocents, ça peut être un casus belli. Le comportement des Irakiens à plus d'un titre relève d'une réplique militaire», a-t-il encore dit, ajoutant qu'il fallait « apprécier politiquement l'opportunité de déclencher des

D'autre part, 400 ressortissants occidentaux, dont 3 Français, sont arrivés mercredi soir à l'aéroport de Londres-Heathrow en provenance de Bagdad. A Was-

hington, le département d'Etat a fait savoir qu'au moins 286 Américains se trouvaient à bord du Boeing 747 des Iraqi Airways affrété par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

De source autorisée britannique, on précise que 68 Britanniques, 60 Canadiens et quelques ressortissants français, ouest-allemands et italiens étaient aussi du voyage. Selon le département d'Etat, un tiers des ressortissants américains en Irak et au Kowelt ont été évacués. Quelque 800 femmes et enfants américains ont quitté le Golfe; il en reste 200 en Irak et 1 400 au Koweft.

« Au Kowell, le harcèlement des ressortissants américains se fait plus pressant, et des souilles maison par maison pour arrêter des Américains de sexe masculin sont en cours actuellement », a, en outre, déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, qui a rappelé que 90 Américains avaient été transférés sur des sites stratégiques pour y servir de « boucliers humains ».

Une soixantaine de Français, plus d'une centaine de Japonais et de nombreux Britanniques sont dans le même cas. - (AFP, Reu-

Le revirement de M. Le Pen

Après avoir contesté la position choisie par la France dans la crise du Golfe et émis des doutes sur l'existence d'« otages » occidentaux, M. Le Pen a changé d'avis. Il reconnaît aujourd'hui que les Occidentaux retenus en Irak le sont contre leur gré. Il affirme que MM. Mitterrand, Bush et Gorbatchev ont évolué vers les thèses défendues par le Front national.

Le rôle de médiation que la France n'a pas joue dans la crise du Golfe, M. Jean-Marie Le Pen, lui, veut le jouer. Satisfait du voyage à Bagdad du président autrichien en faveur de ses ressortissants, le président du Front national (FN) se verrait bien dans la peau d'un Waldheim français. a Moi, je suis prêt à envoyer des observateurs », déclarait-il dans un entretien au Monde du 8 septembre. On dit, dans l'entourage du dirigeant d'extrême droite, qu'il tente de monter un «coup» de cette nature, mais on ne voit pas très bien l'intérêt que pourrait en tirer M. Saddam Hussein.

Il s'est écoulé un mois depuis que le président du groupe technique des Droites européennes au Parlement de Strasbourg (1) a fait sa première déclaration sur la crise. Le 10 août au soir, sur TF 1, il dénonce « l'engagement militaire français dans une aventure inconsidérée » et il met en opposition l'Irak, qui apuise ses sources histo-

riques dans plusieurs millénaires », et le Koweit, « un pays très artificiel , qui, depuis une trentaine d'années, « ne puise son existence que dans les couloirs du Foreign Office ». Il précise sa pensée sur l'aspect militaire dans le Figaro du 13 août : « Vraiment, nous n'avions rien à faire dans ce boutre!», déclare-t-il. M. Le Pen affirme dans le même temps que le matériel français n'est pas à la hauteur. Ses proches font même, en privé, une description apocalyptique du porte-avions Clemenceau, qui ne marcherait que sur un moteur (2).

Isolement volontaire

Ce serait un euphémisme de prétendre que M. Le Pen n'est pas très ému par l'invasion-annexion du Koweit, le 2 août. D'autant plus que, dans la foulée, M. Bruno Mégret, dont l'anti-américanisme n'est pas un secret, « considère que les propositions de Saddam Hussein [sur un règlement global au Proche-Orient] méritent d'être prises en considération ». De là à constater que le Front adopte une attitude largement compréhensive à l'égard de Bagdad, sinon pro-ira-kienne, il n'y a qu'un pas. La position de M. Le Pen intrigue. Même dans ses propres rangs. M. Jules Monnerot, membre du bureau politique et président du « conseil scientifique» du Front « en écarte. constater que le Front adopte une scientifique» du Front, s'en écarte et finit par démissionner du parti. Autre membre de la direction, M. Pierre Sergent se démarque puis se rétracte et rentre finale-ment dans le rang. Mais la presse d'extrême droite et des sondages révèlent un trouble, pour ne pas dire une incompréhension manifeste, dans l'électorat lepéniste.

L'isolement volontaire de M. Le Pen a évidemment des raisons politiques objectives. Pour partie la démarche du dirigeant d'extrême droite devait, selon ses lieutenants, révéler sa stature d'homme d'Etat. « Le Pen n'est ni bouteseu, ni va-t-en-guerre, ni vio-lent, ni anti-arabe », dit en substance son entourage. Ce dernier

veut présenter le président du FN comme un homme serein et pondéré qui, ayant rompu avec ses emportements de jeunesse, est digne de passer de chef de parti à chef d'Etat. La greffe a-t-elle pris? A proprement parler, l'opération n'est pas une réussite éclatante et jusqu'à présent M. Le Pen n'a rien démontré du tout. Au contraire, pourrait-on dire, car, en voulant «finasser» sur les Occidentaux retenus en Irak et au Kowelt dont il a contesté qu'il s'agisse d'otages - en prenant pour argent comptant les diverses déclarations comptant les diverses déclarations du dictateur irakien et en prétendant, maintenant, que MM. Francois Mitterrand, George Bush et Mikhall Gorbatchev écoutent la voix de la sagesse, c'est-à-dire celle du Front national, le dirigeant d'extrême droite court le risque d'aboutir au résultat inverse à celui vers lequel il tendait. M. Alain Griotteray, député UDF du Valde-Marne, qui n'a jamais manifesté une hostilité virulente pour festé une hostilité virulente pour M. Le Pen, n'a-t-il pas écrit (3) que ale Front national a pris une posi-tion intenable »?

Alignement sur Saddam Hussein

Quand il y a belligérance, les a Quana il y a betigerante pays belligèrants sont fondès à interner les civils qui résident sur leur territoire », a d'abord déclaré M. Le Pen pour parier des ressortissants occidentaux. Après avoir joué sur les mots, il a fini par dire aute nos ressortissants étaient surque nos ressortissants étaient surtout les otages des bombardements américains. Moyennant quoi, il a écrit une lettre à l'ambassadeur d'Irak à Paris, le 7 septembre trois jours avant d'avoir été mandaté par le bureau politique pour explorer toutes les voles pouvant conduire à une détente » - dans laquelle il s'étonne de l'interdiction faite aux ressortissants mâles de réintégrer leur pays d'origine.

M. Le Pen a une propension à inverser en permanence la charge des preuves dans les accusations qui pèsent sur M. Hussein. La « logique de guerre » évoquée-par

M. Mitterrand : il ne lui vient pas à l'idée de l'attribuer au président irakien. La situation d'otage : elle ne peut être créée que par le danger occidental. Le petrole irakien gratuit pour les pays sous-développés : il ne peut imaginer que les pays développes vont empêcher les pauvres de venir s'approvisionner. En s'alignant sur les déclarations absurdes ou démagogiques de M. Hussein, M. Le Pen tient un raisonnement qui défie l'entende-

Enfin, en affirmant, le 10 septembre, que les protagonistes de la crise « se rapprochent de la position définie par le Front national », le bureau politique du Front entre en pleine mystification. Les protagonistes et la communauté internationale se rangent derrière l'ONU et les cinq résolutions votées par son Conseil de sécurité, ce qui, jus-qu'à plus ample informé, n'est pas le cas du FN. M. Georges-Paul Wagner, membre du bureau politique, signait, dans le quotidien Preseni du 7 septembre, un article intitulé « L'ONU gendarme? Il ne manquerait plus que cela».

Le plan de paix en dix points, présenté le 22 août par M. Le Pen, place l'évacuation du Kowen en dixième et dernière position alors que la levée de l'embargo alimentaire et la libre circulation des « ressortissants des pays non belligérants » sont mis en préalable de ce plan. Il est compréhensible que M. Le Pen veuille aujourd'hui déporter son discours national vers la situation des agriculteurs.

OLIVIER BIFFAUD

(1) Une résolution du groupe a été adoptée par treize voix sur quinze. M= Christina Grund (républicains alle-mands) et M. Karel Dillen (Vlams Block oelge) se sont abstenus.

(2) Le Clemenceau a deux arbres d'hé-lices qui fonctionnent chacun grâce à huit turbines. L'une des seize turbines ne fonctionne pas depuis plus d'un an. (3) Le Figaro-Magazine du B septem-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

A l'ambassade de France à Bagdad

Un rituel bien établi : la « messe de midi »

de notre envoyée spéciale

« A demain, à la messe.» Pour les otages français de Bagdad; la messe a lieu tous les deux jours à midi à l'ambassade de France. L'officiant est le chargé d'affaires, M. André Janier. L'a église » est le bureau vide de l'ambassadeur, M. Maurice Courage, parti le 17 juillet dernier après cinq ans passés en Irak.

Cette cérémonie, qui n'a rien de religieux mais tout d'un rituel désormais bien établi, rythment la vie monotone de ces quelque deux cents Français retenus contre leur gré en Irak, est d'abord un moment privilégié de rencontre et sans doute aussi d'espoir. C'est là que le chargé d'affaires donne les dernières nouvelles reçues, dresse l'état de la situation et répond aux inquiétudes des uns et des autres.

Ce. matin-là, ils sont une soixantaine, serrés dans le bureau, à écouter le dernier communiqué des deux Grands, les ordres donnés par le Quai d'Orsay à son ambassade à Kowett e tenir jusqu'à l'extrême limite de vos forces » - et aussi une bonne nouvelle : deux Français ont réussi à obtenir par leurs relations irakiennes l'indispensa-

Le pont aérien mis en place

par l'Inde pour évacuer ses res-

sortissants retenus au Koweit et

en Irak a permis de rapatrier

près de 30 000 d'entre eux.

New-Deihi espère que

70 000 personnes auront pu quitter la région vers le 22 sep-

NEW-DELHI

de notre correspondant

Les opérations d'évacuation

tembre.

ment, les questions fusent : « Comment ont-ils fait? ». «A quelle entreprise appartenaientils?», «Cela veut-il dire que tout n'est pas complètement bou-

« A titre individuel, il ne faut pas se décourager », répond sobrement M. Janier qui, en ces circonstances, trouve le mot ou la phrasa pour détendre l'atmosphère. Toute lueur d'espoir est en tout cas bonne à prendre à Bagdad car chaque jour qu passe alourdit le climat au sein d'une communauté française où chacun tenta de faire contre mauvaise fortune bon cœur, mais où les efforts pour y parvenir sont de plus en plus apparents.

Le dernier

Ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre depuis le début de la crise, l'ambassade est, pour tous, le dernier refuge où chacun sait qu'à tout moment du jour et de la nuit il trouvera quelqu'un prêt à l'aider ou simplement à l'écouter.

Si la cérémonie dure, selon l'actualité, entre un quart d'heure et une demi-heure, elle donne lieu, avant et après, à nombre de

conciliabules au cours desquels les plus entreprenants organisent quelques distractions : concours de pétanque, tournois de tennis ou de volley-bail.

Ce ne sont que des parenthèses destinées à sortir de leur isolement des hommes venus là quelquefois pour quarante-huit heures et qui sont détenus depuis un mois et demi sans avoir autre chose à faire que compter le temps qui passe et supputer sans fin les chances de

Si l'incertitude sur la durée de leur détention est l'obsession commune, nui n'ose évoquer publiquement le danger encouru. Comme si n'en point parler exorcisait la peur. Combien de temps toutefois ces hommes pourrontlls ainsi tenir? C'est difficile à dire même si beaucoup affirment : «Nous ne donnerons pas à l'Irak la joie d'exprimer notre

Dans la guerre des nerfs engagée par l'Irak contre les gouvernements occidentaux, le moral de ces otages est primordial et la « messe de midi » aide sans aucun doute certains à tenir dans une situation qui risque de devenir de plus en plus précaire.

FRANÇOISE CHIPAUX

Tradition Italienne



NOUS SOMMES LA PLUS GRANDE BANQUE COOPÉRATIVE DU

Les chiffres clés du bilan consolidé au 31 décembre 1989

CAPITAL, RÉSERVES ET PROVISIONS DÉPÔTS

CAISSE ET BANQUES **PLACEMENTS** CRÉDITS ET PORTEFEUILLE

TOTAL DE L'ACTIF BÉNÉFICE NET

LIOUIDITÉ

1,436,000,000 22,436,000,000

9,238,000,000

3,922,000,000

10,488,000,000

81,698,000,000 206,000,000

355,000,000

SUCCURSALE À LUXEMBOURG.

FILIALES À L'ETRANGER: BANCA NOVARA (SUISSE) S.A. - ZURICH, LUGANO BANQUE DE L'UNION MARITIME ET FINANCIÈRE S.A. - PARIS BANCA NOVARA (UK) Ltd. - LONDRES.

BUREAUX DE REPRÉSENTATION A BRUXELLES, CARACAS, FRANCFORT, LONDRES, MADRID, NEW YORK, ZURICH ET

PARIS: 56 Rue de Provence 75009 Paris

DÉLÉGATION A MOSCOU.

CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER.

PARTOUT A CÔTÉ DES HOMMES D'AFFAIRES.

Banca Popolare (PN)
di Novara



tchev font reculer de guerre

sonhaite que l'on « essal

de comprendre " l'Irak

les événements

devraient pouvoir se poursuivre à un rythme nettement plus lent après le 22 septembre, ce qui permettra d'alléger les contraintes pesant sur les lignes aériennes intérieures. De nombreux vols domestiques d'Indian Airlines ont, en effet, été annulés afin de multiplier les rotations entre Bombay, Amman et Dubal. Actuellement, quatorze vois ont lieu quotidiennement, ce qui permet d'évacuer une

moyenne de 3 000 réfugiés par

Environ 3 000 réfugiés indiens

évacués chaque jour

Le gouvernement indien a cependant lancé un appel à ses ressortissants encore présents au
Koweît et en Irak pour qu'ils cessent de se masser à la frontière jordanienne, où des milliers d'entre
eux attendent d'être évacués.

Selon le ministère indien des affaires étrangères, les autorités jordaniennes ont décidé de fermer temporairement la frontière pour permettre le rapatriement de quelque 13 000 réfugiés indiens en instance de départ.

Ces mesures visent à ne pas aggraver la situation, déjà extrêmement critique, qui prévaut dans les camps de réfugiés situés dans le no man's land qui sépare la Jordanie de l'Irak. Le ministre indien des transports, M. K. P. Unnikrishnan, qui a visité l'un de ces camps ces derniers jours, a estimé que les réfugiés vivaient un «cauchemar», les conditions de

vie étant «insernales ». Le gouvernement indien, a-t-il

indiqué, se réserve le droit de faire parvenir de la nourriture et des médicaments à ses nationaux, en dépit d'interprétations divergentes sur l'application de l'embargo décrété par les Nations unies.

Faisant allusion au fait que l'ONU n'a toujours pris aucune décision s'agissant de l'acheminement d'une aide humanitaire, M. Unnikrishnan a estimé que les pays occidentaux n'avaient pas pris la mesure de la gravité du pro-

Aussi, et bien que New-Delhi n'ait pas l'intention de violer l'embargo, la politique étrangère de l'Inde ne peut pas être dictée par les pays occidentaux. « Nous avons le droit de nourrir nos concitoyens », a-t-il déclaré. Le ministre des transports a, d'autre part, expliqué qu'à la demande de l'Inde, Téhéran avait accepté le principe de l'évacuation de réfugiés indiens à travers l'Iran.

LAURENT ZECCHINI

DIPLOMATIE

Le traité mettant fin aux droits des alliés en Allemagne a été signé

L'unité et la souveraineté au service de la paix

Le président George Bush a salué mercredi 12 septembre comme un « événement historique » le traité signé le même jour à Moscou par les ministres des affaires étrangères des deux Etats allemands, des Etats-Unis, de l'URSS, de la France et du Royaume-Uni, qui règle « définitivement » les aspects extérieurs de l'unité allemande. La Maisonblanche a toutefois fait savoir que M. Bush ne pourrait pas se rendre le 3 octobre à Berlin pour les cérémonies de l'unification. D'après Bonn, M. Gorbatchev n'y assistera sans doute pas non

> MOSCOU de notre envoyé spécial

L'hôtel Octobre, maison d'hôte du Parti communiste de l'URSS,

au luxe tapageur, a servi de cadre à la signature de l'acte officiel qui met un terme définitif aux séquelles de la seconde guerre mondiale. L'Allemagne, dont la souveraineté avait été limitée par les puissances alliées en 1945, retrouvera, une sois le traité ratissé par les Parlements de France, des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, le statut de nation pleinement et entièrement responsable de son destin, libre de choisir son système d'alliance, libérée de toute tutelle sur l'intégralité de son territoire, y compris Berlin qui ne sera plus. désormais, soumise à l'autorité des gouvernements militaires alliés.

Dans la vie de tous les jours, peu de choses vont changer : les droits formels des vainqueurs ne s'exerceraient plus que dans le protocole diplomatique régissant les visites d'Etats et autres manifestations officielles dans l'ex-capitale du Reich. Mais que cela soit proclamé urbi et orbi, comme ce fut le cas ce mercredi 12 septembre à Moscou, donnait à l'exposé par les ministres des affaires étrangères de RFA, de RDA, de Grande-Bretagne, de France, d'URSS et des Etats-Unis un caractère solennel et émouvant visiblement souhaité par les acteurs principaux de cette performance diplomatique. Mettre au point en moins de huit mois un accord qui prend congé de quarante-cinq ans d'affrontements, qui ouvre des perspectives nouvelles à la cohabitation des nations européennes, cela remplissait visiblement d'émotion des hommes généralement impassibles : on sentait dans le regard et le sourire de ces ministres austères, réunis dans

cet hôtel, ridicule à force de se vouloir grandiose, la fierté de pères heureux d'avoir engendré un

Cet enfant a un nom, minutieusement choisi pour ne choquer aucun des membres de la famille : c'est le « traité portant règlement La dénomination n'est certes très élégante dans aucune des langues la question du caractère définitif du document, mais elle donne tout d'abord à l'accord la qualité de traité, sans qu'il soit un traité de paix entre tous les belligérants de la seconde guerre mondiale. Les autres nations parties prenantes et victimes de cette guerre devront se contenter du cadre de la CSCE pour faire valoir leurs droits : seule la Pologne, à force d'insistance, est parvenue à se glisser, l'espace d'une réunion, dans le cercle des négociateurs. Le mot « définitif » donne au moins l'impression aux signataires d'avoir fait œuvre durable, même si Roland Dumas marquait quelques doutes, faussement modestes, sur la capacité des diplomates à légiférer pour l'éternité, ou même une unité de temps s'en rapprochant.

Comportant un préambule et dix articles, le traité prend acte du fait que « le peuple allemand, exerçant librement son droit à l'autodé-

Il est précisé plus loin que l'Allemagne n'a aucune revendication territoriale et qu'elle est tenue de confirmer par « un traité ayant force obligatoire en vertu du droit international » l'intangibilité de sa frontière avec la Pologne. Cet aspect du règlement général doit définitif concernant l'Allemagne ». beaucoup à l'instance des dirigeants français qui avaient fait de

Le volet « défense et sécurité » est largement développé dans les articles 2 à 6 du traité, car les signataires voulaient que cet aspect des choses soit réglé dans le moindre détail. La veille de la signature du traité, deux points restaient encore à régier. Le pre-

dans cette partie de l'Allemagne, cou promet aux Soviétiques que les vecteurs, qui peuvent être aussi bien porteurs de bombes ou d'obus nucléaires que de projec-

PANCHO

M. Genscher pour cette option.

colère des Allemands, était la pos-

sibilité pour les troupes de

l'OTAN d'effectuer, après le

manœuvres sur le territoire de l'ac-

tuelle RDA. La question n'a pu se

régler que par l'adjonction d'une

retrait des troudes sovié

à produire, détenir et utiliser des ne s'applique pas aux systèmes armes nucléaires, biologiques et d'armes classiques qui peuvent avoir d'autres capacités en sus de leurs capacités classiques mais qui, sont équipées à des fin classiques et affectées seulement à celles-ci ». En clair, le compromis passé à Mos-

aux troupes de l'OTAN d'effectuer des manœuvres de a petite envergure » en RDA, c'est-à-dire ne comportant pas de mouvements de troupes de plus de 13000 hommes, comme cela avait été défini dans le cadre des négociations de Vienne sur les mesures de confiance.

Une chose importait particulièrement à M. Genscher : obtenir des quatre qu'ils suspendent, jusqu'à la ratification du traité, leurs prérogatives sur l'Allemagnne. Le 3 octobre, l'Allemagne ne sera pas souveraine au sens juridique, les procédures parlementaires de rati-fication pouvant s'étaler jusqu'à l'été prochain.

3 octobre : le jour de l'unité

Les ministres occidentaux sont cependant convenus de publier. lors de la réunion de la CSCE, qui aura lieu le 1ª octobre prochain à New-York, une « déclaration » traduisant leur intention de renoncer à l'exercice de ces droits à compter du 3 octobre, date de **Funification allemande.** L'URSS ne serait pas hostile à une telle attitude, mais se réserve de se prononcer définitivement sur cette question après avoir examiné le texte de cette déclaration.

M. Genscher restera à Moscou tiles traditionnels, ne seront équiun jour de plus que ses coffègues : pés que de ces derniers sur le terriil doit signer, jeudi 13 septembre, deux textes de grande importance toire de l'ex-RDA. Les exclure complétement de cette zone aurait pour l'avenir des relations germaequivalu à sa quasi-démilitarisano-soviétiques. Le premier trace tion, ce que les Occidentaux les grandes lignes d'un « traité n'étaient pas disposés à accepter, général » entre l'URSS et l'Alleen dépit d'un certain penchant de magne, dont le principe avait été adopté lors de la rencontre du L'autre point de friction, sou-Caucase entre le chancelier Kohl levé avec véhémence au cours des et M. Mikhail Gorbatchev. Il défidernières discussions par la déléganit le cadre d'une coopération écotion britannique, à la grande nomique scientifique et technique à long terme entre Bonn et Moscon. Le second a trait aux modalités de retrait des troupes soviéties de RDA et fixe à 12 mil de marks la contribution de l'Alle magne au relogement et à la reconversion des quelque trois cent quatre-vingt mille-membres de l'Armée rouge qui devront rentrer au pays d'ici au 31 décembre

> L'histoire retiendra enfin que la réunion de Moscou aura été la dernière réunion internationale à laquelle aura participé la RDA, représentée par M. Lothar de Maizière, qui assume les fonctions de ministre des affaires étrangères depuis le départ du gouvernement de M. Markus Meckel. L'adieu à la scène internationale de la RDA fut discret, parce que sans regret. LUC ROSENZWEIG

12 - Lucy 3 72

医二酸性 30.00

M. Train

CONTRACTOR

24 44

es_w e _e e e

4.

154

MICHARM

Marie Carlos

THE PARTY OF LANGE

一年 1990年

THE P PERSON

2 Big 1985 14

Sec 1 & 1/2 12 34

1994.



M. Ronald Reagan a sacrifié, mercredi 12 septembre, au nouveau rite des visiteurs du mur de Berlin, emportant un morceau de ce qui reste de cet ouvrage. «C'est formidable. Mais ça sera encore mieux terre», a déclaré l'ancien président américain qui a entamé une visite de onza jours en Europa. Acclamé

termination, a affirmé sa volonté

d'établir l'unité étatique de l'Alle-

magne en tant aue membre égal et

souverain d'une Europe unie ». Il

définit d'emblée dans l'article pre-

mier les limites territoriales de

l'Allemagne unifiée qui comprend

RDA et de l'ensemble de Berlin

(...), la confirmation du caractère

définitif de ces frontières constitue

un élément essentiel de l'ordre de

paix en Europe ».

le territoire de la RFA, de la

Armé d'un marteau et d'un burin, par des centaines de personnes la Maison blanche a reçu en cadeau devant l'ancien Reichstag, M. Rea- un ours en peluche - symbole de la gan est passé sous la porte de ville - et un casque de l'armée est-Brandebourg, à la limite des secteurs soviétique et occidental et a visite à Berlin, en 1987, M. Reagan rencontré les présidents des Parle- avait mis au défi M. Mikhail Gorbatments de RDA et de RFA, ainsi que chev d' rabattre ce mur ». Deux les maires de Berlin-Ouest et Berlin-

> Au cours de sa promenade dans la zone du mur. l'ancien locataire de

de la ligne Oder-Neisse la condi-

tion sine qua non de leur accepta-

tion du processus d'unification

allemande, ce qui n'avait pas été

sans causer quelque irritation à

Le texte stipule que l'Allemagne

unie sera libre d'appartenir à l'al-

liance de son choix (en l'occurence

l'OTAN), qu'elle devra limiter les

effectifs de son armée à 370 000

hommes, s'interdire de préparer

allemande. Lors de sa demière ans plus tard, c'est chose faîte. « Je vite > a fait remarquer M. Reagan se disant « très ému » par ce pèlerinage. - (Reuter, AFP.)

appliqué aux forces non allemier avait trait à l'exigence soviémandes de l'OTAN, à propos du tique de ne pas voir stationner sur possible franchissement par ces le territoire de l'actuelle RDA de unités de l'ancienne frontière systèmes d'armes à double capainterallemande : « Toutes les quescité, classique et nucléaire, dont tions concernant le mot déployé pourrait disposer la future Bundesseront tranchées par le gouvernewehr unifiée. Le traité stipule, au ment de l'Allemagne unic d'une bout du compte, que les unités de manière raisonnable et responsable la Bundeswehr intégrées à prenant compte les intérêts de sécul'OTAN, pourront, après le retrait rité de chaque partie contractotal des troupes soviétiques, être

« minute agréée au traité » qui précise le sens du mot «déplové» stationnées à l'Est « bien que sans

Par cette note en bas de page, les ministres accordent le droit

FOOTBALL: Belgique-RDA: 0-2

Dernière victoire avant réunification

Le football est-allemand est né par une défaite (0-3 à Varsovie en 1952), il meurt sur une victoire. A la surprise générale, l'Allemagne de l'Est s'est, en effet, imposée (0-2) face à la Belgique, mercredi 12 septembre au stade Constant Vanden Stock à Bruxelles. Cette rencontre, initialement comprise dans les éliminatoires de l'Euro 92, est devenue amicale après l'annonce de la fusion des deux fédérations allemandes de football, prévue pour le 20 novembre prochain.

A l'inter-saison, les meilleurs footballeurs est-allemands ont émigré dans des clubs de l'Ouest et ont refusé leur dernière sélection internationale. « Je ne vois plus aucune motivation à jouer encore pour la RDA », confieit ainsi Rainer Ernst (Kaiserslautern). Matthias Sammer (Stuttgart) aura été le seul de ceux que l'on surnomme «les légionnaires» à avoir disputé ce match. Il n'a pas regretté son choix puisqu'il a inscrit les deux buts de son

équipe. Les Allemands de l'Est ne se font guère d'illusions sur la suite de leur carrière internationale. Seuls deux clubs venus de l'Est disputeront le prochain (91-92) championnat allemand de division 1 et il sera bien difficile de concurrencer les champions du monde pour obtenir une sélection internationale.



Dans sa déclaration écrite, relative au traité, le chancelier Helmut Kohl a oublié de mentionner la France parmi les signataires de ce texte. L'e publi » du chancelier Kohi aurait enchanté une des plus illustres victimes du IIIº Reich, Sig-

C'est à croire que l'inconscient allemand n'a jamais pu enregistrer (encaisser?) la présence des Français lors de la capitulation de

Keitel, déjà

Rappelons-nous l'exclamation du Feldmarschall Keitel découvrant le général de Lattre parmi les plénipotentiaires alliés : «Quoi? les Français aussi?» Le mot est attesté par les mémoires de de Gaulle (Le Salut 1944-1946) qui y voyait la justification de toute son aventure.

Il y a, comme ça, des vérités qui, même pour un francophile áprouvé comme le chancelier Kohl, ont eu du mal à passer.

(Publicité) **COOPÉRANTS:**

> TRANSPORT OUTRE-MER DE VOTRE AUTOMOBILE

TRANSIT AUTO INTERNATIONAL S.A. 17, avenue de Friedland **75008 PARIS**

> Ta.: 42-25-64-44 Télex : 648206

Voici les principaux articles du traité sur l'unification allemande signé mercredi 12 septembre à Moscou par les représentants des Etats ayant participé à la Conférence «2+4».

« La République fédérale d'Allemagne, la République démocratique allemande, les Etats-Unis, la République française, le Royaume-Uni et l'Union des Républiques es soviétiques (...);

Ayant à l'esprit les changements historiques survenus récemment en Europe, qui permet-tent de surmonter la division du continent (...);

Rappelant les principes de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé à Helsinki (...);

Convaincus de la nécessité de surmonter définitivement les antagonismes et de développer la coopération en Europe(...);

Saluant le fait que le peuple allemand, exerçant librement son droit à l'autodétermination, a affirmé sa volonté d'établir l'unité étatique de l'Allemagne pour servir la paix du monde en tant que membre égal et souverain d'une Europe unie :

Convaincus que l'unification de l'Allemagne en un Etat aux frontières définitives représente une contribution importante à la paix et à la stabilité en Europe(...); Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1-

L'Allemagne unie comprendra le territoire de la République fédérale

démocratique allemande et de l'ensemble de Berlin. Ses frontières extérieures seront les frontières de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande et seront définitives à partir de la date d'entrée en vigueur du présent traité

L'Allemagne unie et la République de Pologne confirmeront la frontière existante entre elles par un traité avant force obligatoire en vertu du droit international.

L'Allemagne unie n'a aucune revendication territoriale quelle qu'elle soit envers d'autres Etats et n'en formulera pas à l'avenir (...). La Constitution de l'Allemagne unie ne comportera aucune disposition incompatible avec ces principes.

ARTICLE 2

Les gouvernements de la RFA et de la RDA réaffirment leurs déclarations selon lesquelles seule la paix émanera du sol allemand. Selon la Constitution de l'Ailemagne unie, les actes susceptibles de troubler les relations pacifiques entre les nations ou entrepris dans cette intention, notamment en vue de préparer une guerre d'agression, sont anticonstitutionnels et constituent une infraction punissable. L'Allemagne unie n'emploiera jamais aucune de ses armes que conformément à sa Constitution et à la Charte des Nations unles.

Les gouvernements de la RFA et de la RDA réaffirment leur renonciation à la fabrication, à la posnucléaires, biologiques et chimi-

ques (...), Le gouvernement de la RFA, en plein accord avec celui de la RDA, a déclaré à Vienne, le 30 août 1990, au cours des négociations sur les forces armées classiques en Europe, qu'il « s'engage à réduire dans un délai de trois à quatre ans le niveau des effectifs en personnels des forces armée de l'Allemagne unie à 370 000 (forces terrestres, aériennes et

ARTICLE 4

L'Allemagne unie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques régleront par traité les conditions et la durée de la présence des forces armées soviétiques sur le territoire de l'actuelle République démocratique allemande et de Berlin, ainsi que le déroulement du retrait de ces forces armées, qui devra être achevé à la fin de l'an-

née 1994 (...) ARTICLE 5

Jusqu'à l'achèvement du retrait des forces armées soviétiques du territoire de l'actuelle RDA et de Berlin, seules seront stationnées sur ce territoire, en qualité de forces armées de l'Allemagne unie, des unités allemandes de défense territoriale qui ne sont pas intégrées aux structures d'alliance (...). Pendant cette période (...), des forces armées d'autres Etats ne stationneront pas sur ce territoire et n'y meneront aucune autre activité militaire (...). Des forces armées des Etats-Unis, de la République française et du Royaume-Uni demeureront, sur demande de l'Allemagne unie, stationnées à Berlin (...).

Après l'achèvement du retrait des forces armées soviétiques, des unités des forces armées allemandes affectées aux structures d'alliance (...) pourront également stationner sur le territoire de l'actuelle RDA, bien que sans vecteurs d'armes nucléaires. Cela ne s'applique pas aux systèmes d'armes classiques qui peuvent avoir d'autres capacités en sus de leurs capacités classiques mais qui, dans cette partie de l'Allemagne, sont équipés à des fins classiques et affectés seulement à celles-ci. Des forces armées et des armes nucléaires ou des vecteurs d'armes nucléaires étrangers ne seront pas stationnés dens cette partie de l'Allemagne et n'y seront pas déployés.

ARTICLE 6

Le droit de l'Allemagne unie d'appartenir à des alliances, avec tous les droits et obligations qui en découlent, n'est pas affecté par le présent traité.

ARTICLE 7

Les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS mettent fin par le présent traité à leurs droits et responsabilités relatifs à Berlin et à l'Allemagne dans son ensemble

L'Allemagne unie jouira, en conséquence, de la pleine souveraineté sur ses affaires intérieures

ARTICLE 3

ice de la paix

The second secon and the solid to I direction The state of the s ---The residence water of the The state of the state of the same AND THE PARTY OF T and the continue of the con-



THE REAL PROPERTY AND VALUE CARLO SER SER SERVICE SERVICE THE RE WEST TO A SECULE OF SE 大學 大學 大學 大學 AN TENNETH BOOK WELL OF ALL

THE WAR BOOK OF THE BOOK IN THE Sport agency and francists and the AND THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY. STATE STRUMENTS A STRUMENTS Alle des Alberta de Lini - 11 Carlotte Angelenant THE SECTION STREET Charles and the party later of Control of the same of the sam THE ST WHAT SEE SHIP IN CO. I. MARINE TO THE REAL PROPERTY. · more service and in the same Company of the Company of the Control of the Contro Carried State of the State of t THE THE PARTY OF THE PARTY OF The managed with the first of the second The second section for while he will

The same of the sa THE PROPERTY AND PROPERTY AND ADDRESS.

THE WAY THE WAY TO SEE THE PARTY OF THE PART

100

MARK TO THE PARTY OF THE PARTY The state of the s STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

Chinese Spillinger Control of the Party The spring of the second of the second ---Commence of the second Market Mark Printers THE REAL PROPERTY. THE PARTY OF THE P Applicate that me me ! " THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH Carried Carried State on the State of the s THE PARTY OF THE P the state of the s the state of the land was and a THE WATER CO. TO SEE SEE THE RESERVE THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED I The same of the sa The state of the s The same of the same

ALC: U So many in the same of the same FARMING ASS. THE T THE RESERVE OF THE PARTY OF THE THE PARTY OF THE PARTY OF PARTY VIEW

APPEND T The same of the same of water the second The state of the s

The state of the s A CONTRACT OF THE PARTY OF THE **EUROPE**

TCHÉCOSLOVAQUIE

Un entretien avec M. Karl von Schwarzenberg

« La seule solution est de se jeter à l'eau et d'essayer de nager », nous déclare le principal collaborateur du président Havel

Le grand débat, amorcé dès le len-demain de la révolution de velours, n'est pas clos, quoi qu'on ait pu, à Prague, prétendre le contraire. Il oppose depuis neuf mois les partisans de réformes radicales à ceux, nostalgques ou non du socialisme et de ses avalars, qui préconisent une marche plus lente, sans précision de délai, vers l'économie de marché.

Intellectuellement, les premiers l'ont apparemment emporté et cela n'est pas sans conséquences politi-ques. Le Parlement, élu en juin der-nier, va dans les prochains jours commencer à débattre d'une série de mencer à débattre d'une série de projets de loi s'inspirant de l'idée d'un changement rapide. Pour ce qui concerne l'économie proprement dite, l'auteur principal de ces textes est le ministre des finances, M. Vaclav Klaus, le héraut des thèses libérales. Cependant, un ordre du jour parlementaire est une chose, l'aggiornamentaire effectif de toute une société en mento effectif de toute une société en est une autre. Pour s'y reconnaître, beaucoup de considérations en partie contradictoires doivent être prises en compte. Le président Havel n'a-t-il pas dit récemment : « Il n'est pas vrai que notre révolution a échoué. Elle n'est tout simplement pas terminée. L'essentiel demeure à faire »?

C'est autour de ce thème que nous avons posé nos premières questions au collaborateur le plus proche du président, M. Karl von Schwarzenberg. Il dirige le cabinet de M. Havel depuis juillet, et a le titre de chance-lier. D'emblée, il entend préciser son rôle: « Le cabinet du président, pas plus que son directeur, n'ont à se subs-tituer au gouvernement et à ses ministres. Notre mission est d'informa-

Ses réponses furent à la fois catégoriques et prudentes. Mais cette pru-dence apparaît moins comme l'ex-pression d'une préférence que comme la conclusion pratique d'une analyse de la situation de la Tchécoslovaquie et de l'état d'esprit de ses habitants. On se souvient des espoirs que toute l'Europe avait mis dans une reconver-sion rapide de ce pays bénéficiant par

Pour la démocratic, les Tchécoslo-vaques ont rempli, et au-delà, leur contrat : ils ont participé à 96 % aux élections législatives des 8 et 9 juin. Pour l'économie, l'ampleur du chan-gement est beaucoup plus difficile à déterminer. Le char tchécoslovaque s'ébranle. Le mouvement n'est encore guère perceptible à l'œif nu (voir dans le Monde du 4 septembre notre chronique intitulée «Tchécoslovaquie

"Toute comparaison avec nos voi-sins du Nord et du Sud est pratique-ment dénuée de sens, même en lais-sant de côté le cas tout à fait séparé de l'Allemagne de l'Est. En Hongrie, il v a déjà vingt ans qu'on s'efforce d'accli-mater les mécanismes de marché. Jusqu'à un certain point, la Pologne a aussi anticipé. En tout cas ce dernier pays, et c'est un facteur très important, a conservé une agriculture où le régime de la propriété privée reste la règle. En Tchécoslovaquie, rien de tel. On peut dire que nous y avons l'écono-mie la plus complètement socialisée de l'Europe. Prague a été gouverné par des communistes orthodoxes. Autrement dit, il nous faut, sur toute la ligne, commencer par le commence-ment. Je crains que le processus

« Nos entrepreneurs ne sont plus chez nous »

Un peu plus tard, le même homme nous dira: « Bien sûr, il n'y a qu'une seule solution: nous jeter dans l'eau froide. » Et encore: « Quant à la pré-tendue troisième voie entre le socia-lisme et le capitalisme, cela me paraît aussi utopique que, pour citer un mot célèbre, de chercher un état intermé-diaire entre la grassesse et la non-gros-

Karl von Schwarzenberg, visiblement, affectionne les métaphores et les paraboles. Quand ce descendant d'une grande famille de l'Empire aus-

rapport à ses voisins d'une tradition démocratique et industrielle incomparable.

prince) a été appelé par le président Havel, qui s'est lié d'amitié avec lui du temps de la clandestinité, à animer son équipe de conseillers, beaucoup de commentateurs ont vu dans ce choix le signe d'une volonté de renouer avec une tradition presti-gieuse mais honnie pendant l'entre-deux-guerres. Tout se passe comme si Karl von Schwarzenberg avait eté plutôt choisi pour son goût du réa-lisme et son respect de toutes les opi-

Le handicap de la Tchécoslovaquie est encore plus grand qu'il n'y parait. L'abandon des structures normales d'une économie de marché, pour cette nation qui était avant la guerre l'une des plus prospères du continent, ne date pas – et notre interlocuteur insiste sur ce point - de la prise de pouvoir des communistes en 1948. Dix ans auparavant, elle perdait vir-tuellement, avec les accords de Munich, son indépendance. En mars 1939, Hitler l'occupait, Malgré les ons et les avances dont elle avait été l'objet, la famille Schwarzenberg, propriétaire d'un immense domaine en Tchécoslovaquie, refusa de colla-borer avec les nazis. Cela valut au jeune prince Charles de connaître, à onze ans, l'exil et des conditions de vie précaires.

Quand on fait allusion devant Karl von Schwarzenberg à la vétusté de l'appareil industriel dont les principales instaffations datent souvent d'avant la guerre, il relève : « De laquelle voulez-vous parler? « Mais surtout il y a à ses yeux plus grave encore: « Nos entrepreneurs ou leurs descendants, vous les trouverez aujour-d'hui en Amérique du Nord, en Australie, mais pas che= nous.» Au mois de mars dernier, l'héritier du groupe Bata est revenu dans son pays natal pour reprendre ses affaires, il est âgé de soixante-treize ans.

de soixante-treize ans.

La clé du passage du socialisme à l'économie de marché, on l'a répété cent fois et non seulement en Tchécoslovaquie, c'est le retour au droit privé et à la propriété du même nom. Sans droit de propriété, l'économie d'échange, par définition, trouverait vite ses limites. Elle serait incapable de prendre son essor et de jouer le rôle qu'on veut lui donner d'instrument d'affectation des ressources disposibles. Bref. de se substituer au ponibles. Bref, de se substituer au

La direction véritablement centralisée d'une économie étant en réalité pratiquement impossible, sauf peutêtre en état de guerre - la ou le gachis est au maximum, malgre les apparences, - la question devrait sans doute être formulée disséremment, comme le sont remarquer tel ou tel avocat ou tel ou tel chef d'entreprise pragois (il y en a malgré tout quel-ques-uns) : du marché on attend la fin du règne quasi absolu des grandes sociétés d'Etat exerçant un monopole.

Se poserait encore la grande ques-tion : par définition un droit n'est un droit que s'il est reconnu comme tel. "Deux générations successives, remarque Karl von Schwarzenberg, ont été élevées dans l'idée de l'appropriation collective des moyens de production.
Faire admettre ou faire comprendre
que demain cette usine, ou cette
société, appartient désormais à monsieur X., et que monsieur X. a le pou-voir d'en disposer, pose plus qu'un problème. Pourquoi les gens croinsien-ils sur parole ceux qui leur disent : le régime de la propriète privée est beau-coup plus efficace et vous en profuerez indirectement? Pourquoi se laisseraient-ils persuader que le droit de pro-griété exercé par d'autres se traduira pour eux par une amélioration de leur

bien-être, alors qu'ils continueront pour leur part à ne rien avoir?» La solution? Pour Karl von Schwarzenberg, ces choses-là ne se règlent pas d'un seul coup : « C'est, di-il. la nécessité imposée par le marché qui devait crèer les conditions d'une acceptation plus large de pareils changements juridiques, » Les rapprochements de situations viennent naturallement à l'estrit pour confirmer.

rellement à l'esprit pour confirmer cette vue. Pour ne donner qu'un exemple, le temps n'est pas si lointain où en France une grande majorité de la population pensait que supprimer les contrôles de prix était nécessaire-ment synonyme d'inflation. Vient ensuite le message politique

du président Havel. De ses propos précédents se dégage une question. procedents se degage une quasioni toujours la même : comment concilier un diagnostic plus ou moins inspiré de l'idée que les esprits ne sont pas prêts pour un changement brutal, à supposer que celui-ci puisse être décrèté, avec la conviction que malgré tout il faut sauter le pas car il n'existe qu'une seule voie?

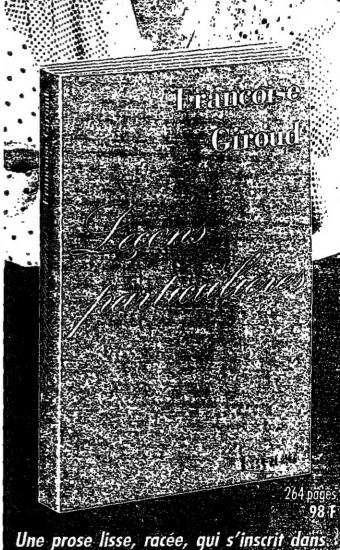
La CEE ou l'Allemagne ?

Comme nous demandons à Karl von Schwarzenberg s'il estime que la Tchecoslovaquie et ses voisins dési-reux comme elle de changer de régime peuvent s'épauler, ce repré sentant presque parfait de la Mittel-europa (il a la double nationalité, tchécoslovaque et suisse et il réside normalement à Vienne) répond sans ambages: « Certes des liens spéciaux doivent s'établir entre des pays voisins, mais un paralytique peut-il attendre un grand secours d'un aveugle? » Mais quand le mot de CEE est prononcé. notre interlocuteur, pour la première fois dans l'entretien, s'exclame : «La solution la rollà e et d'ajouter : **Comment dire à nos compatriotes : vous n'avez riren d'autre à faire qu'à vous jeter dans l'eau froide et essayer de nager, si on ne leur montre pas qu'au bout d'un parcours difficile, il y a une rive accueillante, v

A l'objection selon laquelle une adhésion trop rapide des pays de l'Europe centrale et orientale pourrait retarder les Douze dans leur entreprise d'union économique et moné-taire, le conseiller du président Havel répond deux choses. La première est qu'il comprend très bien qu'une période de transition, allant de cinq à dix ans, serait tout à fait légitime, le principal étant qu'une direction soit donnée et que ce soit la bonne. L'exemple de l'Espagne et du Portu-gal lui paraît particulièrement probant et exemplaire pour la Tchécoslovaquie et ses voisins. Si la perspective. annoncée le plus vite possible, d'une adhésion pleine et entière, d'ici, disons la fin du siècle, n'existe pas, on risque aussi de voir les investisse-ments étrangers, américains et japo-nais notamment, se détourner de la Tchécoslovaquie et des autres pays de l'Europe danubienne.

Quant à sa deuxième réponse, elle est de nature plus politique : si on retarde indéfiniment l'entrée dans la CEE de la Tchécoslovaquie et des pays voisins ex-communistes, le déve-loppement de ces derniers devient « une affaire régionale » et en quelque sorte un « domaine réservé ». L'allusion ne peut être plus claire : si l'Europe communautaire ne s'élargit pas, c'est l'Allemagne réunifiée qui, d'une façon ou d'une autre, sera amenée à prendre seule en charge les intérêts de la région. Est-ce bien ce qui est sou-

PAUL FABRA



••• Le Monde • Vendredi 14 septembre 1990

ll y a du fauve chez cette dame. 🧦

Francoise :

Michel Crepu, La Croix

la meilleure tradition littéraire et rappelle le Malraux des dernières méditations. 🧖 Bertrand Poirot-Delpech *Le*Mona

L'inimitable touche Giroud...

Un récit où le lecteur doit parfois téndre l'oreille pour entendré celle qui se confie à voix basse, parfois blessée.

Jerome Garcin, L'Évenement du Jeud

On en ressort conquis.

Annette Colin-Simard, Le Journal du Dimand Cette fois, elle tisse son texte avec le

cordes de sa vie. Guillemette de Saingne Ele Po Un sacré courage.

Yann de l'Ecotais, I Attachant, grave, lucide, pudique et digne

Un modèle de clairvoyance et de sérénité

tro-hongrois (il porte le titre de

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 16, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION: , PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX T6l.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

PUBLICITE

Françoise Huguet, directeur général hilippe Dupuis, directeur commerci

directeur du développemen

Télex MONDPUB 206 136 F

Telefica . 45-55-04-70. - Sociate fittate do journal & Monde et Régie Prese SA.

Edité par la SARL le Monde Derée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Principant associés de la société : Société civile « Les rédacteuts du Monde », « Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS Tél. : (1)45-55-91-82 nu 45-55-91-71

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 38-15 - Tapez UM

mission partaine des journaux et publication, nº 57 347 ISSN :0395-2037

Reproduction interdite de tout article.
sauf accord avec l'administration

Remeignements sur les microffirms et index du Monde au (1) 40-65-29-33.

| i, place Hubert-Beu | ABON ne-Méry, 94852 I | INEMENTS VRY-SUR-SEINE CEDEX | PP.Paris RP TEL : (1) 49-60-32-90 |
|---------------------|--------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|
| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG | AUTRES PAYS Voie normale-CEE |
| 3 mois | 400 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 780 F | 1 123 F | 1 560 F |
| Lon | 1 400 F | 2 086 F | 2 960 F |

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce balletin accompagné de votre règiement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO SERVICE A DOMICILE:

Pour tous renseignements: (1) 49-60-34-70 Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

BULLETIN D'ABONNEMENT

| Durée choisie : 3 mois 🛘 | 6 mois D | |
|--------------------------|--------------|--------------|
| Nom: | Trendin . | |
| | Code postal: | § |
| Localité : | Pays:_ | |

GEOPOLITIQUE/GUERRES/COMMUNAUTES/ETAT/INSTITUTIONS/ EMIGRATION/ONU/CEE/FRANCE/JOURNAL DE BEYROUTH/ IMPRESSIONS/LITTERATURE/POESIE/...

SPECIAL LIBAN

RENE REMOND GEORGES ZOUAIN JACQUES NANTET PAUL BLANC THEODOR HANF DOMINIQUE CHEVALLIER PIERRE RONDOT KOHEL HASHIMOTO GHASSAN TUENI LOUIS PETITTI HENRY TIBENS CLAUDE MAURIAC DANIEL RONDEAU ANNIE LAURENT

| DIOREIG CENTRE PRIMATES PRIMATES |
|--|
| MA.— BULLETIN D'ABONNENENT à reloumer à la REVUE DES DEUX MONDES 170 nue de Granelle 75097 Pare. IL NAV. NA |
| Comments Comments Page Page |

Les députés du Soviet dans son panier d'osier, la gensupreme de l'URSS examinent, tille princesse et le buisson jeudi 13 septembre, un programme de réforme économique combinant l'essentiel du programme Chataline (du nom du conseiller de M. Gorbatchev) et des éléments du programme du gouvernement de M. Ryjkov, a annoncé mercredi soir M. Gorbatchev dans une intervention à la télévision. « C'est déjà un nouveau document », a notamment déclaré le président soviétique. En attendant l'adoption de ce plan, diverses interventions dans la presse reflètent la confusion des esprits et le désordre institutionnel en URSS, certains allant jusqu'à voir dans l'armée un garant éventuel du passage à l'économie de marché.

MOSCOU

de notre correspondant

Recemment M. Gorbatchev confiait à un visiteur étranger qu'il s'attendait, dans son pays, e à tout ». Rien n'est venu, depuis, démentir la lucidité de cette remarque que, désormais, les enfants eux-mêmes pourraient reprendre à leur compte.

Habituellement faite de tristes dessins animés maladroits et bruyants, l'heure que la télévision leur réserve régulièrement en fin d'après-midi était en effet consacree, mercredi 11 septembre, au e super-livre ». Et ce super-livre, dont deux petits héros émerveillés remontaient les pages c'était, bien sûr, la Bible. On en était aux débuts. Moïse descendant le Nil

ardent, le méchant pharaon et la sortie d'Egypte, la traversée du désert et bientôt... Israél ! Jamais l'URSS n'avait autant

endendu parler, et si sympathiquement, de Dieu et de l'Alliance, de la Terre promise et de la foi. C'était bien fait, apparemment traduit de l'américain ; mais pour les parents qui suivaient de loin, plongés dans les izvestia, ce n'était pas le seul sujet de stupeur. Titré « Drame optimiste au Parlement », un long papier à la « une » de ce quotidien du soir qui fut, jusqu'il y a peu, celui du gouvernement, demandait la démission du premier ministre, M. Ryjkov. Ce n'était pas virulent, pas

même une exigence, seulement le constat du « drame d'un gouvernement qui ne comprend pas que la confiance est épuisée (...), fait penser à une forteresse assiégée (...), a fait tout ce qu'il a pu [mais] s'est entêté sur des idées que la vie a condamnées ». Moins directe, la Pravda abondait dans ce sens, ce jeudi matin, en expliquant que le projet de réforme économique de M. Ryjkov et celui de M. Chataline, son rival, étaient irréconciliables. C'est là une opinion répandue, mais, la veille au soir, le secrétaire général du parti, dont la Pravda est l'organe, M. Gorbatchev, donc, avait annoncé, au cours du journal télévisé, que le Parlement serait dès le lendemain saisi d'une « synthèse » entre ces deux projets.

Démocratique ou pas, le centralisme ne centralise décidément plus quère, mais le plus étonnant, dans ce numéro, n'était pas là. Il était dans cette évocation des affiches qui demandent, à Kiev, sur un ton comminatoire : « As-tu rendu ta carte du parti?», ou dans cet argument massue contre le plan Ryikov : il n'instaurerait pas un contrôle de l'émission

monétaire assez strict pour que l'URSS puisse prétendre à une aide du Fonds monétaire international.

Juste, mais il faut l'avoir vu pour y croire, et surtout ne pas épuiser trop vite ses réserves d'étonnement. Quand l'hebdomadaire Sobesednik (l'Interlocuteur) va demander son avis sur le e passage au marché » à l'ancien chef de file des conservateurs, M. Ligatchev, évincé de la direction du parti au dernier congrès, il est présenté comme un

C'est une vision optimiste comme l'est d'ailleurs M. Ligatchev lui-même, qui déclare : « Le socialisme a encore des réserves et je suis, sur ce point, optimiste. » L'ennnui, c'est que la Literatournaïa Gazeta ne l'est, elle, pas, mais alors pas du tout.

« retraité », point à la ligne.

« Personne ne nous occupera »

La thèse qu'elle développe cette semaine est en effet que les généraux soviétiques ne rêvent que d'un coup d'Etat s'appuyant sur les conservateurs. que la militarisation de la distribution pourrait redonner une popularité à l'économie d'Etat, que l'on ne voit pas, d'un autre côté, comment organiser le passage au marché sans recours à l'armée et que M. Gorbatchev devrait donc proclamer l'état d'axception pour imposer les réformes avec l'aide des ieunes officiers qui en sont partisans avant que l'état-major

C'est longuement argumenté, et il faut méditer cet article pour comprendre à quel niveau de confusion politique, idéologique et morale en sont, ouvertement maintenant, ce pays et ses intellectuels. « Il serait utile de rappeler, écrit la Litgaz, que souvent le passage d'une économie socialisée (ou détruite, ou tout simplement mauvaise) à une économie de marché efficace a été réalisé sous état d'urgence ou parfois de siège. On en a des exemples comme la Grèce, la Corée-du-Sud. le Chili, [et] même d'aussi brillants exemples de prospérité que la RFA et le Japon ont leté les bases de leur succès non pas dans des conditions démocratiques, mais sous occupation. L'armée des Etets-Unis y a été garante de la stabilité (...). »

« Certes, poursuit l'hebdomadaire sur un ton qu'il faut bien qualifier de regret, personne ne nous occupera, même si nous allions payer pour cela. [Mais] qui pourrait jouer chez nous ce rôle de garant ?» L'armée, bien sûr, car ∉lorsqu'on en arrive aux émeutes. l'administration civile. même trois fois plus démocratiquement élue, ne peut dominer la situation ni savoir s'opposer à la haine de classe des foules appauvries ». La haine de classe contre quoi ou qui ? La Litgaz est là totalement explicite : contre la propriété et les nouveaux propriétaires.

all ne faut pas, disait au printemps dernier M. Gorbatchev à quelques-uns de ses collaborateurs, avoir peur de traverser le

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les élections de novembre

BERNARD GUETTA

YOUGOSLAVIE: cinquante mille manifestants à Belgrade

L'opposition serbe exige de participer à la préparation des élections

Cinquante-deux personnes ont été interpellées, mardi 11 et mercredi 12 septembre, à la suite de troubles interethniques à Foca (Bosnie-Herzégovine), où l'état d'urgence est en vigueur depuis le début de la semaine. La police a dispersé à la matraque et au gaz lacrymogène plusieurs centaines de Serbes qui avaient tenté de manifester malgré l'interdiction de rassemblement. D'autre part, le chef de l'Etat yougoslave, M. Borisav Jovic, a annoncé, mardi 11 septembre, qu'un référendum sur le futur statut de la Yougoslavie serait proposé d'ici à la fin du

mois de septembre. BELGRADE

de notre correspondante

Près de cinquante mille personnes ont manifesté, mercredi après-midi 12 septembre dans le centre de Belgrade pour réclamer la participation de l'opposition à l'organisation des élections de décembre prochain en Serbie. « Il est grand temps que les élec-tions commencent » à été la devise de l'opposition serbe, une fois de plus unie pour empêcher le parti au pouvoir de «truquer» le premier scrutin libre depuis la deuxième guerre.

Les principaux leaders des dix partis participant à cette manifes-tation de protestation ont rappelé qu'ils étaient décidés à boycotter es élections si leurs revendications n'étaient pas satisfaites par les autorités dans les dix jours. « C'est aux autorités de décider si elles veulent de vraies élections démocratiques ou si elles préserent se présenter seules avec leur parti et marquer une nouvelle victoire à des élections farce », déclarait M. Cavoski, l'un des dirigeants du Parti démocratiAprès avoir obtenu la tenue d'élections libres, l'opposition serbe, « légalisée » le 28 août dernier, revendique le droit de partici-per à l'élaboration de la nouvelle Constitution serbe et de la loi élec.

Depuis plusieurs mois, toute tentative de dialogue entre l'opposi-tion et les autorités a échoue. La commission chargée de la rédac-tion de la Constitution n'est composée que de membres du parti au pouvoir - le Parti socialiste serbe (ex-communiste), dirigé par M. Slobodan Milosevic. De même, les autorités prévoient de maintenir le système existant pour le contrôle des élections et le dépouillement des votes.

> Les conditions de l'opposition

Se voyant exclue des réformes qui se veulent « démocratiques », l'opposition essaie de démontrer toutes les déficiences de la nouvelle Constitution et « toutes les manipulations du parti au pouvoir qui aspire à sauvegarder son monopole ». Jusqu'à présent, les quinze partis d'opposition serbes n'ont pratiquement eu accès qu'à la presse paralièle pour se faire enten-dre, les « socialistes » continuant de contrôler les médias. Toutefois, lundi 10 septembre, la télévision de Belgrade avait invité, pour la première fois, les principaux leaders de l'opposition à une table ronde sur le projet de nouvelle

L'opposition a posé quatre conditions a sa participation aux élections : une campagne électorale d'une durée de trois mois au moins, un quota de cinquante signatures pour se porter candidat aux élections législatives, deux heures d'émission télévisée tous les soirs pour la présentation des programmes des partis, et enfin, la mise en place de commis sions mixtes pour le contrôle du

FLORENCE HARTMANN

Inculpation du président du syndicat indépendant Podkrepa

BULGARIE

Le président du syndicat indépendant bulgare Podkrepa. M. Konstantin Trentchev, a été inculpé d'« incitation » à la mise à sac et à l'eu du siège du parti socialiste (PSB, ex-communiste) le mois dernier à Sofia, a annoncé l'agence BTA mercredi 12 septembre. Vingt personnes font l'objet d'une procédure judiciaire pour leur participation à ces incidents, dont le jeune Plamen Stantchev, accusé d'avoir refusé de faire son service militaire et d'avoir souillé le drapeau bulgare. Il avait menacé de s'immoler par le seu pour obtenir le retrait de l'étoile rouge du siège du parti, ce qui avait provoque des rassemblements de milliers de personnes devant le bâtiment, qui ont dégénéré dans la nuit du 26 août. -

□ RFA: l'immigration des juifs semaines. A terme, le gouvernequotas d'immigration en coordination avec le Conseil central des attente au seul consulat ouest-allecours des deux dernières années. -

O Colloque « Où en est la gauche en Europe centrale et orientale?» -Des chercheurs, journalistes et acteurs des changements intervenus à l'Est ou experts travaillant en France débattront sur le thème «Qui est de gauche en Europe centrale?» et «URSS. Roumanie, Bulgarie: transitions particulières?», les 14, 15 et 16 septembre à Die (Drôme). Renseignements sur ce colloque, organisé par les revues la Nouvelle Alternative et Lettre internationale, en télépho-

Le Parti républicain devrait profiter de la popularité de M. Bush tanément la popularité du président Bush et peut profiter aux républicains. Les démocrates devraient cependant rester maioritaires au Congrès, lors des élections de novembre. WASHINGTON A moins de deux mois des élections au Congrès, les républicains affichent un optimisme prudent sur l'issue de la consultation. Les électeurs, appelés

des postes de gouverneurs d'Etat, témoignent d'un intérêt relatif pour le soviétiques suspendue. - Le gouvernement de Bonn a provisoirement stoppe l'immigration de juifs consultations, ils ont tendance, dans soviétiques en Allemagne, a annoncé, mercredi 12 septembre, un porte-parole du ministère de l'Intérieur. La RFA a demandé à ses représentations en URSS de ne plus traiter, pour l'instant, les demandes de visa, en raison d'une forte augmentation du nombre de candidats au départ ces dernières ment fédéral veut instaurer des juifs en Allemagne. Près de dix soviétiques sont actuellement en mand de Kiev. Quatre cents d'en-

nant au (1) 43-25-23-18.

ments sont attendus à la Chambre où les représentants sortants sont toujours avantagés parce qu'ils disposent de réserves financières plus importantes que leurs concurrents (les intérêts privés préférent voir rester en place les pariementaires qui leur sont connus). En 1988, les sortants ont été réélus dans la proportion de 95 %. Dans ce contexte, les démocrates

Résignés à rester minoritaires dans les deux Chambres, les républicains songent essentiellement à la compétition de 1992, quand les élections au Congrès coïncideront avec celle du président des États-Unis. Dans cette president des Etais-Unis. Dans certe perspective, ils concentrent leurs efforts sur les élections des gouver-neurs d'Etat. Ceux-ci, en effet, ont la responsabilité de procéder au décou-page électoral dans les circonscrip-tions de leur État.

du Sud et de l'Ouest, familièrement appelés la «ceinture du soleil». On évalue à 55 % le nombre des Améri-cains vivant dans cette région qui ont voté pour les républicains lors des six dernières élections présidentielles.

devraient, au pis, augmenter légère-ment leur majorité (ils sont actuelle-ment 258 contre 176 républicains).

Le recensement récent avantage les républicains. Les chiffres indiquent que le mouvement de migration inté-rieure continue en direction des Etats

Les violeurs de Central Park condamnés à la peine maximum

Trois adolescents reconnus coupables d'avoir attaqué puis violé une jeune femme l'an dernier à Central Park, à New-York, ont été condamnés mardi 11 septembre aux peines maximum prévues par la législation pour les mineurs, des temps d'emprisonnement variant de cinq à dix ans.

aux urnes tous les deux ans pour choisir 434 membres de la Chambre

des représentants, le tiers du Sénat et

scrutin. Sur la base des précédentes

ces élections à mi-mandat, à se pro-

noncer contre l'administration au

pouvoir. Aussi les républicains peu-

vent-ils tout au plus espérer limiter les

Bien que, d'après les derniers son-

lages, les républicains aient gagné du

terrain, la majorité démocrate au

paraît pas menacée. Peu de change-

En rendant sa sentence, le juge Thomas Calligan a déclaré que, la nuit de cette attaque, « Central Park avait été transforme en une salle de tortures par des maraudeurs sans foi ni loi à la recherche de sensations fortes ».

Les accusés, Yusef Salaam et Antron McCray, âgés de seize ans. ainsi que Raymond Santana, quinze ans, faisaient partie d'une

bande de jeunes désœuvrés à majorité hispanique et noire qui, le 19 avril 1989, avaient agressé à Central Park deux joggers, un sansabri, ainsi que la jeune femme, une banquière agée à l'époque de vingthuit ans. Ils avaient frappé cette dernière à coups de pierre et de tuyau de plomb après l'avoir violée. Laissée pour morte, dénudée, la jeune femme avait perdu les trois quarts de son sang. Après avoir passé deux semaines dans le coma, elle s'est battue pour travailler de nouveau dans une firme de Wall Street dont elle est la viceprésidente. Elle a recommencé à personnes de la population, qui atteint désormais un total de 245 800 000. Mais entre 30 % et 40 % de ces nouveaux Américains sont des immigrants, la plupart venant d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes. A s'en tenir aux précédents en la matière, les immigrants ont tendance, au début de leur installation, à voter pour les démocrates. Mais leur affiliation politique reste incertaine; elle dépend, en fait, de la rapidité avec laquelle ils montent dans l'échelle sociale pour s'intégrer

aux classes moyennes. Néanmoins, la bataille électorale de 1990 va se livrer dans trois Etats -Californie, Floride, Texas - dont la représentation a augmenté en raison de l'accroissement de leur population.

Le recensement indique également accroissement de 23 millions de tivement sept, quatre et trois sièges à York en a perdu trois. La lutte est particulièrement importante en Californie où, d'après les derniers sondages, les candidats démocrates et républicains courent dans la même foulée pour le gouvernement du plus grand Etat de l'Union.

D'autres incertitudes pèsent sur la campagne électorale, à commencer, bien entendu, par la crise du Golfe dont l'évolution favorisera ou, au contraire, desservira le parti républicain du président Bush. Pour le moment, le public approuve dans une très large majorité le président. Mais selon les experts, cet appui peut s'éroder assez vite, soit que le public se fatigue d'une épreuve interminable, soit, en cas de guerre, qu'il réagisse

mal aux inévitables pertes en vies humaines américaines. D'autre part, les augmentations du prix du pétrole, accélérant le mouvement de récession, risquent d'avoir un effet défavorable sur une opinion volatile.

Dans l'immédiat cependant, la crise du Golfe sert le camp républicain. D'abord parce qu'elle éclipse des problèmes importants comme l'avortement, qui divise le public et particulièrement le Parti républicain. Elle fait aussi oublier d'autres sujets de préoccupation, comme l'inévitable augmentation des impôts, contraire aux promesses du président Bush, ainsi que le scandale des caisses d'épargne (un des fils du président s'y trouve

HENRI PIERRE

Après de passionnantes écoutes téléphoniques

La police néerlandaise remonte jusqu'au Surinam une filière de cocaïne

AMSTERDAM

de notre correspondant La nasse commencerait-elle à se refermer autour du commandant en chef de l'armée du Surinam, M. Desi Bouterse, soupçonné depuis plusieurs années d'être un complice des trafiquants colomoiens de cocaîne?

Selon des informations pubiées par le quotidien néerlandais NRC dans son édition du 11 septembre, son nom revient régulièrement dans les conversations téléphoniques enregistrées par des policiers de La Haye au domicile de plusieurs personnes suspectées de travailler aux Pays-Bas pour un cartel de Colombie.

Seize écoutes téléphoniques font également état de la participation au trafic de stupéfiants de M. Croes, ministre de la Justice de l'île d'Aruba – qui bénéficie d'un statut distinct au sein de l'ensemble que forment les Antilles néerlandaises dans la mer des Caraïbes. Qualifiés de « petite

mine d'or » par un magistrat, les enregistrements ont orienté les enquêteurs de la Copa, une équipe discrètement mise en place ces derniers mois pour remonter la filière Surinam-Antilles néerlandaises-Pays-Bas, sur la trace de plusieurs « gros bonnets » de l'importation de cocaine. Gros bonnets mais ... grands

bavards : dans leurs conversations, ils mentionnent l'existence d'un tunnel passant sous la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis; ils parlent d'un attentat fomenté par un cartel de Medellin contre le président Bush et son homologue colombien Barco, dont l'assassinat était programmé lors de la conférence de Carthagène au début de cette année.

Les conditions de sécurité renforcée dans lesquelles cette rencontre s'est déroulée ont-elles fait reculer les hommes de main du cartel? En tout cas elles n'auraient pas empêché certains gardes du corps de M. Bush... de s'approvisionner eux-mêmes en cocaine!

Enfin, les écoutes révèlent que les trafiquants se sont frotté les mains de la chute du rideau de fer : pourquoi ne pas installer des usines textiles en Europe de l'Est pour «couvrir» l'expansion de nos activités, propose ainsi un Antillais à un Colombien installé à Amsterdam.

La capitale néerlandaise est «une tête de pont » appréciée des trafiquants colombiens « qui fréquentent des endroits bien connus », nous a indiqué un observateur étranger en poste aux Pays-Bas. Ces derniers, à la faveur des liens qui les unissent toujours à la région des Caraïbes, sont devenus le débouché idéal et la plaque tournante en Europe de la drogue colombienne.

Les renseignements obtenus par la Copa ont d'ailleurs été recueillis dans le cadre d'une enquête ouverte après l'interception de 140 kilos de cocaine expédiée de Colombie via le Brésil et le Suri-

CHRISTIAN CHARTIER

Les conditions

de l'apposition

AL DRENCE-UP

Adjusted poor to and tembre date April Dest BBIR CH Ett. to transpir ter ice till REAL PROPERTY. Straight black Arpert to

A SPEEL WALL TO CONTRACTOR AND PROPERTY. M 400400 & Prop. 4171 de de de des

la popularité de M. Bu

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR The state of the state of

remonte jusqu'au Si mere de cocaine

the state of the state of

AFRÌQUE DU SUD

Le désarroi des Blancs libéraux

L'Afrique du Sud a lancé, mercredi 12 septembre, un appel à la communauté internationale pour qu'elle contribue à mettre fin au bain de sang dans les cités poires en poussant Nelson Mandela à rencontrer le chef zoulou Buthelezi. Dans une lettre envoyée aux Nations unies, le ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, demande aux gouvernements d' « user de leur influence pour favoriser cette rencontre ». La guerre des cités noires a fait environ sept cents morts en un mois, dont quarante-six depuis la rencontre de mardi soir entre le président Frederik De Klerk et Nelson Mandela. Selon le vice-président du Congrès national africain (ANC). « la poursuite des violences menace le processus des négociations ».

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

Ce pourquoi ils ont courageusement combattu - « une Afrique du Sud non raciale et démocratique » est en train de voir le jour : eux, les Blancs libéraux, se demandent à quelle tache ils pourraient bien désormais s'atteler. Récemment réuni à Johannesburg, le congrès national du Parti démocratique (DP), au sein duquel ils militent, s'est fait l'écho de leur désarroi. « Le triomphe de nos convictions ne nous a apporté que le malheur, avoue M. Zach de Beer, le nouveau président de cette formation politique. Maintenant que l'apartheid est moribond, notre travail est-il terminé? Devons-nous plier nos tentes et nous retirer sur la pointe des pieds? »

Né en avril 1989 de la fusion de plusieurs petits partis libéraux, le DP, qui avait obtenu trente-quatre sièges (sur cent soixante-dix-huit) aux élections « blanches » de septembre suivant, ne pèse pas très lourd sur la scène politique. Dans la « nouvelle Afrique du Sud » où tout un chacun aura le droit de vote, son poids sera encore plus faible. Le terrain idéologique, sur lequel il manœuvrait à son aise, est occupé par d'autres et, singulière-

ment, par le parti national (NP) au pouvoir. Celui-ci, en prônant l'ouverture et la fin négociée du système d'apartheid, compense les suffrages qu'il perd sur sa droite par ceux qu'il gagne sur sa gauche.

Au sein du DP, qui rassemble la classe moyenne blanche, plutôt citadine et anglophone, des voix discordantes ont plaidé pour un rapprochement sous forme d'alliance - voire de double appartenance – soit avec le NP soit avec le Congrès national africain (ANC).

« Je ne suis pas prêt à abandonner la démocratie dans les seules mains du NP et de l'ANC, a répondu M. de Beer. La conversion du NP est très récente et très fragile. Quant à l'ANC, il doit rompre ses relations avec le Parti communiste. » Conduite à suivre dans le nouveau jeu politique : « Conserver notre propre identité, défendre nos propres valeurs ». Devenir, en somme, la «conscience libérale» du pays qui n'est pas à l'abri des abus de pouvoir des uns et des

Le congrès du DP a finalement accepté que toute alliance tactique soit négociée avec tous ceux qui défendent l'idée d'une « Afrique du Sud non raciale et démocratique ». Mais il a refusé de laisser chacun juge de l'opportunité d'adhérer à une autre formation, liant cette double appartenance à l'accord préalable des instances supérieures du parti.

Au reste, tout liberaux ou « progressistes » qu'ils soient, les membres du DP commencent à mesurer, non sans crainte, les implications concrètes des idées qu'ils ont défendues avec succès. a Nous avons jusqu'à présent parlé dans le vague, et abondamment, de justice, d'égalité, de démocratie, explique M. Peter Gastrow, depute de Durban. C'est aujourd'hul pour nous l'épreuve de vérité : il va fal-loir coûte que coûte aligner nos actes sur nos paroles. » A bon entendeur, salut : à la veille du congrès du DP, le mouvement d'extrême droite AWB avait révélé l'existence d'une liste de Blancs libéraux qui seraient « éliminés » en cas de « révolution noire ». A ses yeux, ces « faux frères » représentent la plus grave menace qui pèse sur l'avenir du peuple afrikaner car ils sont la «tête pensante» des

SOUDAN : la guerre oubliée du Darfour

Les forces de M. Hissène Habré occupent trois villes

Selon des informations de source sûre en provenance du Soudan, un important contingent de l'armée tchadienne a pénétré, il y a environ une semaine, au Soudan dans la province du Darfour et y occupe actuellement les villes d'Al Geneina, Kutum et Zalengei

La force tchadienne, estimée à quatre ou cinq bataillons de l'armée régulière d'Hissène Habré, appuyés par de nombreux chars, poursuivait apparemment des unités rebelles commandées par l'ancien commandant en chef tchadien Idriss Debi. Les combats, qui auraient fait plus de 900 morts dans les rangs des rebelles tchadiens et des militaires soudanais, ont duré quatre jours et, mercredi 12 septembre, les troupes d'Hissène Habré occupaient toujours les trois villes soudanaises.

La passivité des troupes de Khartoum, apparemment incapables de réagir à cette intrusion, a provoqué une petite crise au sein de la junte soudanaise. Le vice-président du Comité de salut public, le général Zoubeir, a adressé de vives remontrances au commandant militaire de la région du Darfour lui reprochant son inaction. Celui-ci lui aurait répondu sur le même ton, en soulignant qu'il ne pouvait rien faire, étant donné que la plupart de ses troupes se trouvent dans le sud du pays pour y combattre les rebelles du colonel Garang.

De passage à Paris, où il a pris part aux travaux de la conférence de l'ONU sur les pays les moins avan-cés (PMA), le chef de la junte, le ces (PMA), le cher de la jante, le général Bechir, a évoqué dans une déclaration à l'hebdomadaire en langue arabe Al Yom Assabeh, le problème de la présence de forces militaires étrangères au Darfour. Selon la les cette province ni lui, il n'existe dans cette province ni force libyenne ni légion islamique, mais uniquement une force militaire d'opposants au régime d'Hissène Habré conduite par Idriss Debi. Le général Bechir rejette sur l'ancien régime civil de M. Sadek El Mabdi la responsabilité de l'entrée de ces dissidents au Soudan où, dit-il, ils ont fini par former une armée puis-JACQUES DE BARRIN | sante. « Lorsque nous avons pris le

ALGÉRIE : grèves dans la presse

La cession de deux quotidiens gouvernementaux

ERYPTE CON TIBLE Lac Nasser NORD-DARFOUR KHARTOUM Kutum Geneina Zalingei SO SOUDAN Nyala SUD-DARFOUR ETHOPE Malakal Rodolphe 1

pouvoir en juin 1989, dit-il, nous avons été surpris de trouver au Darfour cette force étrangère. » Il reconnaît que le Soudan ne possède dans cette région aucune force militaire capable de s'opposer aux forces étrangères et qu'il s'efforce de e réconcilier » les deux adversaires tchadiens, Hissène Habré et Idriss

Dès son arrivée au pouvoir, en juin 1989, la nouvelle junte avait organisé une conférence de paix au Darfour à l'issue de laquelle il avait été annoncé que tous les problèmes de la province avaient été réglés. En réalité, la trêve n'a été que de courte durée. Les milices arabes tolérées et encouragées par l'ancien gouvernement de M. Sadek El Mahdi et encadrées, depuis, par la junte ont repris en novembre 1989 leurs raids contre

en spectateurs à ces raids qui tournent souvent au massacre. Les miliciens attaquent à l'aube, incendient les habitations et les récoltes, volent le bétail, pillent les propriétés et tuent les villageois.

Etat d'anarchie totale

En mars dernier, rompant avec une tradition bien ancrée, la junte a nommé le général Aboul Ghassem Ahmed Ibrahim, qui n'est pas originaire du Darfour, au poste de gouverneur de la province généralement attribué à un autochtone. Ce dernier a transféré aussitôt ses bureaux de Facher, la capitale de la province, à Zalengei, en plein cœur de la zone des troubles et a procédé à de nombreuses arrestations parmi les dirigeants fours. Ces derniers ont été transférés à la prison de Shalla ou sont détenus, par ailleurs, dans des conditions particulièrement éprouvantes les prisonniers de conscience de Khartoum dont la junte souhaite briser la volonté.

L'état d'anarchie totale dans lequel est plongé le Darfour par suite des querelles ethniques, de la petite guerre civile tchadienne en plein territoire soudanais et de la quasi-absence de tout semblant d'autorité légale, a créé une situation d'une extrême gravité pour les détenus de Shalla. La prison a déjà été attaquée par les miliciens qui ont libéré certains de leurs amis. La direction de la prison a d'autre part fait savoir récemment qu'elle n'avait plus les moyens de nourrir ses pensionnaires et qu'il revenait à ces derniers de se débrouiller pour pouvoir continuer à s'alimenter et à se procurer l'eau dont la prison est totale-

JEAN GUEYRAS

VENTES PAR ADJUDICATION Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

les villages et agglomérations habités

par les Fours (les autochtones qui

ont donné leur nom à la province),

les accusant d'appuyer les rebelles

de l'Armée de libération du peuple

soudanais (ALPS) du colonel

Garang. Les militaires soudanais,

loin de protéger les Fours, assistent

fente au palais de just, de Paris, jeudi 27 sept. 1990, à 14 h 30 APPARTEMENT 1 P. CUIS. - 8, RUE PACHE à Paris (11") - au 3" étg. - CAVE-DEBARRAS M. à P.: 100 000 F. Sadr. pour reas. à M° B.-C. LEFEBVRE, 75001 - Tél.: 40-39-07-39 - Vig.: le 20 sept. de 11 à 12 heares.

Venta au palais de justice de Paris, le jeudi 27 septembre 1990 à 14 h 30 - EN UN LOT : APPARTEMENT 3 P. P. - 34, RUE CUSTINE et 61, rue LABAT à Paris (18º) et 01, fue LABA 1 a Faris (10°)

au 3º étago – avec salle de bains et CAVE

M. à P.: 350 000 F S'adr. pour rens.: Mº B.-C. LEFEBVRE

avocat, 20, quai de la Mégisserie

75001 Paris. Tél.: 40-39-07-39. – VIS.: 25 sept. de 14 à 15 h 30.

Vente sur saisie au palais de justice d'Evry le MERCREDI 3 OCTOBRE 1990 à 14 heur PAVILLON DE TYPE 4 PIÈCES

sur un terrain de 422 m² JUVISY-SUR-ORGE (91) 5, his rue Alphonse-André
MISE A PRIX : 250 000 F
S'adresser à M° Marc HEBER-SUFFRIN, avocat à EVRY (Essonne)
48, cours Blaise-Pascal. - Tél.: 60-77-02-94.

Vente en licitation au palais de justice de Bobigny, le mardi 25 septembre 1990 à 13 h 30 APPARTEMENT de 3 pces princ. Dans un immeuble à NEUILLY-SUR-MARNE (93) 2 et 4, boulevard de la République
au le étage, bâtiment D, escalier VIII, cavé au sous-sol
Mise à prix: 150 000 F

S'adresser à maître Bertrand PIGNET, avocat à Rosny-sous-Bois (93)
10, rue du Gal-Leclerc - Tél: 45-28-00-12 - maître Bernard MALINVAUD,
avocat à Paris 16, 1, bis place de l'Alma - Tél.: 47-23-73-70
avocat à Paris 16, 1, bis place de l'Alma - Tél.: 47-23-73-70
est ts avocats près du tribunal de grande instance de Bobigny.

Vente sur licitation au palais de justice de Créteil Le jeudi 4 octobre 1990 à 9 h 30 En six lots

1) IMMEUBLE à THIAIS (94) 201, avenue de Fontainebleau Rapport à usage commercial Mise à prix :...... 480 000 F

2) PROPRIÉTÉ | 3) TERRES et BOIS 1 ha 52 a 10 ca Mise à prix : 28 200 F But. ser 1 ha 35 a 50 ca Mise à prix : 1 100 000 F à JOUARS-PONCHARTRAIN (78) 4) TERRES (26 a 40 ca) MAUREPAS 78 - M. à P.: 5 300 F 5) TERRES et BOIS (3 ha 62 a 37 ca) à ROCHEFORT-en-YVELINES (78) - M. à P.: 65 500 F 6) TERRES à LONGVILLIERS (78) (16 a 10 ca)

Mise à Prix : 3 200 F
S'ad. à Me REGNAULT 15, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris, Tél. : 42-24-42-71 Me TACNET 20, av. Jean-Jaurès, Champigny (94). Tél. : 47-06-94-22 - Au greffe des criées du trib. de Créteil, à 1s avocats près le T.G. f. de Créteil. Mise à Prix : 3 200 F

Des « escadrons de la mort » dans les rues de Johannesburg

La violence, qui embrase depuis un mois les banlieues noires de Johannesburg, a désormais gagné la ville : mercredi 12 septembre au soir, un commando armé de fusils d'assaut a parcouru les rues en tirant sur la foule.

Le commando, se dépleçant en minibus, a ouvert le feu au hasard, sur des gens qui attendaient à une station de taxis, sur des piétons, sur des gardes de sécurité. Selon la police, on a relevé quatre morts et au moins quatorze

Plus tard, à Soweto, où les violences s'étaient poursuivies durant toute la journée, deux policiers et un homme armé ont été tués lors de deux incidents différents.

Des Blancs parmi les assaillants

Dans l'un des cas, même scénario : un minibus est passé en trombe devant le commissariat et ses passagers ont ouvert le feu sur les deux agents de faction. L'un d'eux a été tué.

Des témoignages, diffusés par une radio indépendante, ont laissé entendre que des Blancs avaient été repérés parmi les assaillants.

Ce n'est pas la première fois que l'on signale l'existence d'a escadrons de la mort», composés de Noirs et de Blancs - ces demiers ayant le visage noirci ou portant des

cagoules. Quelques-uns de ces Blancs auraient même áté aperçus dans des fourgons de la police, selon la branche de l'ANC du ghetto de Katlehong. - (AFP.)

au FLN est remise en cause du Moudjahid ou du Chaab, seuls organes d'Alger possédant une imprimerie, ils ont vu dans le démantèlement du partimoine de leurs confrères le moyen d'échap-per à un monorale dont ils crai-

Des arrêts de travail qui frappent les quotidiens El Moudjahid et Ech Chaab perturbent la sortie d'une bonne partie de la presse algérienne. ALGER

de notre correspondant

Quotidien francophone, El Moudjahid vient de reparaître après une grève de deux jours qui a empêché la sortie des journaux tirés sur ses presses. Mais au moment où El Moudjahid reprenaît le travail, Ech Chaab, son équivalent arabophone, se lançait à son tour dans la grève, bloquant la parution des journaux dont il assure le trage.

A l'origine du conflit il y a la

A l'origine du confilt îl y a la décision gouvernementale prise après les émeutes d'octobre 1988 de dénationaliser une presse jusqu'alors étroitement surveillée et de céder au FLN les deux quotidiens aujourd'hui en grève. Décidés sans trop de débats, ces transferts avaient été dénoncés par certains comme une sorte de ferts avaient été dénoncés par certains comme une sorte de hold-up opéré au profit d'un parti politique qui n'avait d'autre justifi-cation à présenter que d'avoir exercé le monopole du pouvoir. Plusieurs journalistes peu désireux de travailler pour un parti politi-que avaient, dans la foulée, quitté leur rédaction.

rude

Est-ce pour atténuer les critiques que le gouvernement a annoncé depuis que les transferts des jour-naux au FLN ne concernaient en naux au FLN ne concernaient en fait que les titres? Le reste, moyens de composition et d'impression, serait cédé, qui à un autre titre, qui à une société à créer. A charge pour cette dernière de mettre ses rotatives à la disposition de toute la presse. La majorité des journaux ont applaudi. Jusqu'alors imprimés sur les rotatives

per à un monopole dont ils crai-gnaient les conséquences dès lors qu'il était exercé par une entreprise contrôlée par un parti politique.

En revanche, cette solution a provoqué de vives protestations au sein du Moudjahid et du Chaab. Aux craintes des ouvriers du Livre de subir des compressions de per-sonnel à la faveur de la restructurasonnel à la faveur de la restructuration des imprimeries, se sont ajoutées celles des rédactions de voir
périciter leur titre. Car la concurrence est désormais rude dans la
presse algérienne. Des titres nouveaux naissent de tous côtés, grignotant chaque jour un peu plus
l'ancienne puissance du Moudjahid. Tombé désormais dans l'escarcelle du FLN, ce quotidien saurat-il être autre chose que l'organe
central du parti ou, pis, son bulletin interne? M. Abdelhamid
Mehri, secrétaire général du FLN,
a eu beau assurer que le journal, a en beau assurer que le journal, serait « un grand quoidien national d'information », il n'a pas réussi à calmer les inquiétudes de la rédaction, qui s'est aussi lancée dans la

Pressé par la mobilisation des cinq cents employés du Moudjahid, submergé de motions de soutien venues de toutes parts – MM. Ben Bella et Aît Ahmed ont chacun envoyé un message de solidarité, – confronté en outre à de délicats problèmes juridiques et financiers pour mettre en œuvre son projet, le gouvernement vient finalement d'annoncer qu'il suspendait son plan. La rédaction du Moudjahid, méfiante, se déclare cependant « vigilante » et prête à reprendre la grève à la moindre menace.

Le problème est en effet loin d'être réglé. Si le statu quo peut satisfaire les uns, il déplait fortement à ceux qui n'entendent pas dépendre du FLN pour l'impression des journaux. Après avoir l'de l'Afrique de l'Ouest (Reuter)

affronté les rédactions du Moudjahid et du Chaab, le gouvernement risque donc fort, pour des raisons exactement inverses, de devoir faire face à celles de leurs

Enfin, le conflit n'améliorera pas les relations, déja peu cordiales, qu'entretient le gouvernement de M. Mouloud Hamrouche avec la direction du FLN. Cette dernière est en effet persuadée que toute l'affaire n'a été montée que pour la priver de ses moyens d'expression et marginaliser encore un peu plus er marginaliser encore un peu plus le parti, qui traverse une crise sérieuse. Au fil d'un commentaire paru mercredi dans El Moudjahid, M. Hamrouche, encore récemment membre du bureau politique du FLN, est d'ailleurs chairement acqueé d'avoir a miné de l'incé. accusé d'avoir « mine de l'intérieur » le parti pour mieux tenter de lui briser les reins. **GEORGES MARION**

LIBERIA

L'étau se resserre autour du palais présidentiel

Les rebelles dirigés par Charles Taylor ont été signalés, mercredi 12 septembre, à faible distance du palais présidentiel de Monrovia. Selon l'envoyée spéciale de la BBC, les hommes de Taylor ont progressé rapidement dans la partie est de la capitale et se sont emparés de l'hôtel de ville, situé à quelques centaines de mètres du palais. La journaliste britannique a précisé que le groupe dissident dirigé par Prince Johnson n'avait pas semblé prendre part aux combats. Certains soldats fidèles au défunt président Samuel Doe ont été évacués vers une destination inconnue par la force d'interposition de la Communauté économique des Etats

Une соисителсе

L'autorité de M. Méhaignerie sur les centristes est contestée

Président du CDS depuis huit ans, président du groupe parlementaire UDC depuis deux ans. M. Pierre Méhaignerie doit faire face à une contestation de plus en plus forte au sein de son parti. Après les jeunes, ce sont les parlementaires qui l'ont sommé cette semaine d'éclaircir ses positions et ses intentions. Certains songent déjà à son remplacement.

Crise: ce mot, jusqu'alors, n'existait pas dans le petit dictionnaire centriste. Avec un sens de la litote œcuménique qui était leur originalité, les dirigeants centristes, maniant avec onction le « cher Pierre », le « cher Jacques » ou le « cher Bernard » échangeaient, au pire s'interpellaient, mais toujours en faisant profession de foi d'agir pour le bien commun. Le temps de ces précautions et de ces bonnes manières paraît aujourd'hui révolu, preuve que décidément tout va sens dessus dessous dans les chapelles de l'opposition. S'il y a quinze jours, quand les jeunes du CDS réunis à Ramatuelle en université d'été chahutaient sans précaution leurs dirigeants (le Monde du 31 août), on pouvait encore parler de malaise. A présent, le CDS connait une vraie crise qui pourrait précipiter dans ses rangs de profonds bouleversements.

Les liens avec M. Rocard

Déjà sérieusement ébranlé par la contestation de ses jeunes, M. Pierre Méhaignerie se trouve sans doute à présent à un tournant personnel et politique. Pour tenter d'apaiser les esprits, il avait lancé l'idée de se dégager de la présidence du groupe UDC de l'Assemblée nationale pour pouvoir s'occuper mieux du parti, et cela, avait-il précisé, dans un délai d'un an. Mais voilà que ses députés, qui n'avaient pas été consultés, le pressent de choisir au plus vite, et que d'autres suggèrent qu'il abandonne la présidence du CDS. Comme toujours chez les centristes, il y a bien sûr le dit et le non-dit, mais ce qui a été dit, mardi dernier lors de la réunion de rentrée du groupe UDC, est déjà suffisamment grave pour supposer que les arrière-pensées peuvent être ravageuses.

Jamais, de mémoire de centristes avertis, les échanges au sein de ce groupe n'avaient été aussi vifs, le procès instruit contre M. Méhaignerie aussi direct. Certains l'ont « sommé » de quitter la présidence du groupe « dans les quarante-huit

S. 2

heures n. Voyant se rapprocher avec appréhension les échéances électorales, d'autres l'ont poussé à définir enfin pour le parti une ligne cohérente qui ne soit pas une ligne de flottaison constante entre gouvernement et opposition. « Nous ne pouvons plus être les « malgré nous « de l'opposition », ont averti certains. « Il n'y a plus place pour un parti qui veut mettre un pied de chaque côté », ont prévenu d'autres. Certains, encore plus brutaux, ont reproché à leur président « de mouiller trop sa chemise avec Michel Rocard », impression parta-gée par M. Raymond Barre, pré-sent lors de ces mémorables échanges, qui se chargea de rappeler à ses collègues « que leur ennemi était Rocard ». Autant de propos qui en disent long sur le mal-être au centre.

M. Méhaignerie a commis sans doute une maladresse en laissant ouverte pendant un an sa succession à la tête du groupe. Certains appétits se sont réveillés, notamment chez MM. Jacques Barrot et Edmond Alphandery. Mais ce n'est que l'écume des vagues centristes. M. Méhaignerie est désormais contesté à la fois dans ses méthodes et dans sa stratégie poli-tique. Les jeunes lui ont reproché « d'être trop mou », « de ne pas savoir les vendre et se vendre». Moi, leur répondait-il alors, je suis un homme de synthèse et de rigueur intellectuelle. » Justification jugée un peu courte aujourd'hui. « Que voulez-vous, admettait un cadre résigné, lorsque dans la basse-cour le coq ne chante pas suffisamment fort, la volaille

Plus profondément, c'est toute la stratégie d'autonomie centriste dans l'interdépendance de l'opposition, réaffirmée récemment par M. Méhaignerie, qui apparaît de moins en moins tenable à une majorité de ses députés. La quesgroupe UDF n'est pas encore

M. Bosson prêt à prendre la relève

Mais les élus, sur leurs terres. percoivent bien que l'étiquette UDF colle de mieux en mieux aux aspirations d'union de leurs électeurs. Ils mesurent de plus en plus le risque de décalage. Entre le président du CDS et la majorité de ses parlementaires, le hiatus est profond, M. Méhaignerie persiste à imaginer une recomposition historique de l'échiquier politique, à partir des positions des uns et des autres sur le Front national et l'Eu-

DROUOT RICHELIEU 9, RUE DROUOT, 75009 PARIS Tél.: 48 00 20 20 - Télex: DROUOT 642 260

Informations téléphoniques permanente en français et anglais au : 48 00 20 17

MERCREDI 19 SEPTEMBRE

14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M. ADER, PICARD, TAJAN.

Livres anciens et modernes. Bibliographie. ARCOLE (Mª OGER. DUMONT).

JEUDI 20 SEPTEMBRE

Succession et appartenant à divers. Gravures, tableaux, bibelots. Meubles anciens et style. Beau mobilier du 19-. - Mª AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENDREDI 21 SEPTEMBRE

14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - Mª ADER, PICARD, TAJAN.

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. " Exposition le matin de la vente. Réglaseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 68.

MARDI 18 SEPTEMBRE

S. 15 - Tableaux, meubles et objets d'art. - Mª MILLON, ROBERT.

Tableaux, bibelots. - M- LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 11 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M. PESCHETEAU-BADIN,

S. 7 - Livres provenant de la bibliothèque L.P. - M= COUTURIER, de NICOLAY. M. Coulet, expert,

S. 5 - Tableaux, bibelots, meubles. - Mº BOISGIRARD.

S. 5 ~ Meubles anciens. - M[®] BINOCHE, GODEAU.

S. 11 - Meubles et objets d'art. - Mª LENORMAND, DAYEN.

S. 9 - 14 H 30. 300 du 20º siècle. - Mº BRIEST.

rope. Il demande du temps. Ses parlementaires sont hélas pressés.

A leur tour, ils s'en remettent de plus en plus volontiers à M. Valéry Giscard d'Estaing. Ils sont de plus en plus navrés d'être à l'origine des maiheurs actuels de l'UDF, avec un PR s'insurgeant contre leurs allées et venues.

Sauf à imaginer que les cen-

tristes s'effarouchent à nouveau de leur propre hardiesse, M. Méhaignerie va vivre quelques semaines difficiles. Il sait aussi que sa tête de président du parti est mise à prix. M. Bernard Bosson lui avait déjà fait savoir que le poste de président de groupe ou celui de secré-taire général du CDS ne l'intéressaient pas, mais qu'il visait le fauteuil de président du parti. Cette compétition risque de remettre en cause prématurément les structures du parti ainsi que toute sa stratégie des cinq dernières années. Le recensement est déjà fait : l'a erreur historique » de l'entrée dans le gouvernement de la cohabitation, l'allégeance aveugle au candidat présidentiel Raymond Barre, l'allégeance aveugle à la tête de liste européenne Simone Veil, le fossé créé entre anciens et modernes, le groupe sénatorial mis

M. Méhaignerie est-il encore capable d'éloigner l'orage? Le veut-il d'abord? Les journées parlementaires du groupe UDC, prévues mardi 18 et mercredi 19 septembre dans son fief de Vitré, seront déterminantes, avant la convention de Saint-Malo qui normalement en octobre devait bâtir la nouvelle plate-forme idéologique du centre. A Ramatuelle, M. Francois Bayrou avait eu cet avertissement prémonitoire : « Si nous nous mettons à faire comme les autres. à nous canarder en vaches à la kalachnikov, nous ne survivrons pas. > La chronique de annoncée est ouverte.

DANIEL CARTON

L'UPF a constitué son bureau politique

Le bureau politique de l'Union pour la France sera officiellement constitué samedi 15 septembre à l'occasion des Etats généraux de l'opposition, qui se tiendront à Saint-Maximin dans le Var. Il est composé de quinze représentants de l'UDF et d'autant du RPR.

Pour l'UDF, il s'agit de MM. Giscard d'Estaing, François Bayrou, François Léotard, Gérard Longuet, Alain Madelin, Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot, Bernard Stasi, Yves Galland, André Santini, Hervé de Charette, Paul Girod, Charles Millon, Daniel Hoeffel et Marcel Lucotte.

Pour le RPR, ont été choisis MM. Jacques Chirac, Charles Pasqua, Alain Juppé, Edouard Balla-dur, Philippe Séguin, Michel Noir, Roger Romani, Jacques Chaban-Delmas, Nicolas Sarkozy, Michel Giraud, Bernard Pons, Richard Cazenave, M™ Michèle Alliot-Marie, MM. Jacques Toubon et Jean

□ Hostilité de l'UDF au regroupement des élections en 1992. -Députés et sénateurs UDF sont pour l'instant hostiles à un report des élections cantonales qui seraient regroupées avec les régionales en 1992. Le Parlement aura à examiner, à l'automne, un projet de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, qui va dans ce sens. Certains élus estiment notamment que la différence de mode de scrutin (uninominal pour les cantonales et de liste pour les régionales) rend ce système pervers. En revanche, les élus UDF ne seraient pas hostiles à un regroupement des élections régionales et européennes en 1999.

□ La fiscalité des collectivités locales. - Les présidents RPR de conseils généraux, réunis mercredi 12 septembre à Paris, à l'initiative de M. Michel Barnier (Savoie), souhaitent que « huit ans après la décentralisation le Parlement fasse le point des transferts de fiscalité de l'État vers les collectivités locales». La loi confiant désormais en partie aux départements la charge du logement social, des collèges et celle de la solidarité à travers le RMI, les présidents RPR de conseils généraux observent que les assemblées départementales ont fait face à ces responsabilités « avec La Fête de « l'Humanité »

Le PCF mobilise « contre la guerre le racisme et l'austérité»

La traditionnelle Fête de l'Humanité, qui aura lieu du vendredi 14 au dimanche 16 septembre au parc paysager de La Courneuve, sera placée par le Parti communiste français sous le signe d'une triple offensive politique : ce sera une fête populaire « contre la guerre, contre le racisme, contre l'aus-

C'est le directeur du quotidien du parti, M. Roland Laroy, qui, cette année, prononcera, dimanche après-midi, le discours destiné à ponctuer ce rassemblement. M. Georges Marchais sera, pour sa part, l'invité de TF1, samedi, en direct, à 13 heures. Le secrétaire général du PCF a

Faire la fête, pas la guerre. Ce sera le premier slogan de la kermesse annuelle de l'Huma, qui sera celle du soixante-dixième anniversaire du Parti communiste, et les pacifistes n'auront que l'embarras du choix puisque le programme des variétés se caractérisera, comme d'habitude, par un éclectisme quasi internationa-liste : les rythmes africains précéde-ront sur scène l'orchestre symphoni-que de RTL, les chanteurs de blues américains donneront la réplique à Patricia Kaas, Guesch Patti, Johnny Clegg et aux Négresses vertes, les jeunes talents révélés au Printemps de Bourges disputeront la vedette à Jean-Edern Hallier, qui fait ses gammes de dessinateur dans une Conversation au clair de hune rédigée au terme d'une cubaine hune de miel

Donnant la note, M. Roland Leroy a expliqué, mercredi 12 septembre, au cours d'un déjeuner de presse, à propos de la crise du Golfe, que si le PCF est partisan d'un nouvel ordre mondial, il ne peut s'agir de «cetui dont parle Bush»: «Pour nous, ce nouvel ordre ne doit pas être l'établis-sement d'un condominium, d'un gouvernement mondial assuré par les grandes puissances, mais un nouvel ordre économique et politique qui sortirait les pays pauvres de leur situa-

La présence à la fête des délégués ponsable de la répression sanglante du mouvement étudiant de 1989, ne constitue-t-elle pas un fâcheux été hospitalisé, mercredi après-midi 12 septembre, pour une série d'examens, à l'hôpital Lasiboisière, où il avait déjà séjourné, en décembre dernier, à la suite d'un malaise cardiaque. M. Marchais devait reprendre normalement ses activités dès jeudi matin.

La Fête de l'Humanité sera suivie, les 20, 21 et 22 septembre, d'une session du comité central du parti au cours de laquelle doit être arrête le texte du projet de résolution qui sera soumis à la discussion des militants dans la perspective du vingtseptième congrès, prévu du 18 au 22 décembre à

couac? M. Leroy l'assume. Il dit que le PCF a condamné «sans équivoque » le massacre de la place Tianan-men; il précise que leur absence, l'an dernier, avait été enregistrée « sans regret »; il souligne que les commu-nistes français préfèrent pouvoir débattre avec les autres commu-nistes, quand ils se trompent, piutôt que de rompre toute relation avec eux comme ils le faisaient parfois

Harlem Désir en vedette

naguère. Selon M. Leroy il s'agit d'une « méthode meilleure ».

Mais comment faire la fête, en France, aujourd'hui, sans mettre hors jeu le racisme? L'un des grands moments du week-end sera donc, de l'avis des organisateurs, le débat prévu samedi à 15 h 30 avec la participation de plusieurs organisations antiracistes et en particulier, du pré-sident de SOS-Racisme, M. Hariem Désir. L'occasion aussi de s'étomer, comme l'a fait dès mercredi M. Leroy, de l'attitude de la LICRA, qui a choisi le même moment pour organiser, à l'hippodrome de Vinennes, sa propre fête contre les bèses du Front national.

Enfin, bien sûr, la «nique» sera Enfin, bien sûr, la «nique» sera faite au projet de budget du gouvernement, étant entendu qu'il est
«absolument mensonger», au regard
de M. Leroy, «de prendre prétexte de
la crise du Golfe pour justifier une
politique d'austérité dont l'expression

la plus brutale a fait l'objet de l'ordre du jour du dernier conseil des ministress. M. Leroy est d'accord avec M. Lajoinie : en l'état actuel des choses, pas question pour le PCF de voter le projet présenté par MM. Bérégovoy et Charasse.

Le débat interne? On en reparlera après le feu d'artifice de dimanche soir. Pour l'instant, les dirigeants du parti cultivent l'optimisme qui sied à toute rentrée militante : officiellement, le PCF a enregistré vingt-neuf mille adhésions depuis le début de

ALAIN ROLLAT

...... 12

277.5

Controllege As

اللها وها .

 $g \in \{0, \infty\} \setminus \{0\}$

11. 18 d m

5.3 5.2

F. 700.

- ... -x . y

12.14.

جمعت الله

7.44

225_20=4 0-10

T. 44

M. Mauroy appelle les communistes à « se ressaisir »

terpeller le Parti communiste, dans l'éditorial de l'hebdomadaire socialiste *Vendredi* (numéro du 13 septembre), une semaine avant la réunion de son comité central. « Mais que fait donc le Parti communiste?», se demande le premier secrétaire du PS, s'étonuant des positions prises par le PCF après le sommet américano-soviétique d'Helsinki et contre la réunificauon de l'Aucu

M. Mauroy rappelle aussi les votes des communistes à l'Assemblée nationale, parfois positifs, souvent négatifs ou choisissant l'abstention.

« Dans ce monde en mutation si rapide, écrit M. Mauroy, [le PCF] s'égare dans les nimbes bleutés de l'immobilisme et s'enferme dans le labyrinthe du refus. Dans ce monde-là, pourtant, la cohésion et l'unité de la gauche se posent en termes renouvelés. Premier ministre de l'union de la gauche, premier secrétaire d'un parti qui veut rassembler à gauche, je ne me résous pas à cette impasse. Et je dis aux communistes: Ressalsissez-vous! *

L'initiative du premier secrétaire a été discutée, mercredi 12 septembre, lors de la réunion du bureau exécutif du PS. M. Henri Emmanuelli, jospiniste, trésorier du parti, s'est étonné qu'un geste soit ainsi fait en direction du PCF sans attendre la réunion du comité directeur du PS qui, le 29 septembre, doit discuter notamment des alliances.

Pour M. Emmanuelli, les socialistes doivent s'adresser, non pas seulement aux communistes, mais, aussi, aux membres et aux électeurs du PCF, aux anciens communistes, aux écologistes et aux centristes de France unie, le mouvement créé par M. Jean-Pierre Soisson.

Pour M. Mauroy, au moment ou le PCF affirme son intention de voter contre le budget, le PS doit chercher à obliger M. Georges Marchais et ses amis à s'expliquer sur l'ensemble de leur politique, plutôt que de les laisser la conduire à leur guise, sans être exposés à d'autres objections que celles, faciles à contrôler pour eux, d'une opposition interne minorisée par les procédures habituelles au sein de leur parti.

□ Gard : Le RPR refuse une salle an Front national. - Le Front national « s'indigne » de la décision du maire de Rochefort-du-Gard, M. André Savonne, de « ne pas prêter de salle » à M. Rémy François, candidat du parti d'extrême droite à l'élection cantonale partielle de Villeneuve-lès-Avignon (Gard) des 23 et 30 septembre. M. Savonne, secrétaite fédéral du RPR, qui est candidat de l'opposition parlementaire dans cette consultation, indique que « la salle polyvalente, utilisée à d'autres activitės, n'a jamais ėtė prêtėe aux formations politiques ».

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 12 septembre, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux

Loi de finances pour 1991

(Lire pages 27 à 30.) La rentrée scolaire

(...) Treize millions d'élèves ont fait leur rentrée. Cette rentrée scolaire a eu lieu dans des conditions très satisfaisantes.

A chaque niveau d'enseignement, le nombre des élèves varie dans le même sens que les années précédentes, mais selon une moindre ampleur :

Augmentation de vingt-sept mille cinq cents élèves en maternelle:

- Diminution de mille cinq cents élèves dans le primaire et de onze mille cinq cents élèves dans les collèges ;

- Augmentation de cinquantecinq mille élèves dans les lycées et de dix-sept mille élèves dans les classes postérieures au baccalau-

Pour accueillir les élèves dans l'enseignement public, des emplois nouveaux ont été mis en place : cinq cents emplois d'instituteurs, quatre mille cinq cents emplois d'enseignants du second degré, cinq cent cinquante emplois d'encadrement et de documentation, sept cent cinquante emplois d'agents administratifs, techniques, ouvriers et de service. Les crédits d'heures supplémentaires ont été

Ces moyens nouveaux ont été affectés dans le souci d'une plus juste répartition des effectifs d'enseignants entre les académies.

Les difficultés de recrutement du personnel enseignant demeurent, mais un renversement de tendance est amorcé. On observe une forte croissance du nombre de candidats admis par les jurys, y compris dans les disciplines scientifiques. Pour la deuxième année consécutive, les recrutements sont plus nombreux que les départs.

L'effort des collectivités territoriales en matière de construction scolaire du second degré s'est tra-

duit par la mise en service de qua-

tre-vingt-un établissements nou-

veaux. Dans trente-trois départements pilotes, des cycles pédagogiques plurianquels seront mis en place dans les classes primaires. Dès la rentrée, les nouveaux horaires, vingt-six heures pour les élèves, vingt-sept heures pour les enseignants, seront appliqués. Le premier trimestre sera consacré à la préparation des nouvelles méthodes pédagogiques dont la mise en place effective aura lieu en janvier 1991. Cette réforme sera généralisée à la rentrée de 1991.

Comme l'an dernier, les élèves de cours élémentaire deuxième année et de sixième seront l'objet d'une évaluation dans les disciplines des apprentissages fondamentaux. Cette évaluation se déroulers dans la deuxième quinzaine de septembre selon des modalités allégées pour faciliter le travail des enseignants.

Avant la fin de l'année scolaire, toutes les écoles, tous les collèges et lycées devront avoir adopté un projet d'établissement.

Une nouvelle carte des zones d'éducation prioritaires a été arrêtée pour trois ans, en concertation avec les services de l'Etat, les collectivités territoriales, les associations de parents et les associations péri-éducatives.

 La politique française de l'environnement dans le contexte international (Lire page 11.)

> Mesure d'ordre individuel Le conseil des ministres a

adopté la mesure individuelle suivante : Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie,

des finances et du budget : ` M. Pierre Grandjest, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président de chambre.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favar (75002), 42-61-80-07, AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68. BINOCHE, GODEAU, 5, rue la Boétie (75008), 47-42-78-01. BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36. BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30. COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16. LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 42-81-50-91. MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44. OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38. (75009), 47-70-88-38.

71

12 Un espoir pour les diabétiques

13 Danse : la Biennale de Lyon

contre la guerre l'austérité »

des hospitalist, mercreti daret maria The poor and same d'example. the see and dept se come en come Marchais devait repressive remises salade die jeut mat -

La fine de l'Humanite sera suria la la As the course of the section of the

Chemin 5

WU CONTRACTOR TO

Page 1

M. Mauroy and

ies communica

2 - 58 ressait

A HARRY LANGUA to be stone Tusting B THE ROUGE, THE Majel a rear in the passion LEGGIA

M. Soire in Perc :: OF THE PROPERTY THE THE AM END. Magad min dere. Magademen, de deta: 19 mil magade de partir id M Harico M de a grennen. **产出外非经验的**

trette gidanen and Maria Contraction Communication Berteite betreit. the power few person. at and there is not the state opening of his THE BENEFITS the distance of month was to the to sentate the pre-

the short state of the same Minimum Pe . August 18 18 1 Marine Marine Tables. mineral states and division meticanies limits MEN CHARLETTE ST Mit Martin Girte tentes, again they Mary Prince Section (1)

The special and special artists design framed and store or 2014 Ber 100 1 Manual Park the state of takens of 1934 (7) Granden be Miles

W 400 AT

of all a self-ref # 54 FALL TO M. Bill SERVICE OF THE Contracting to the contraction of the contraction o

'en 1986, d'enquêter sur le mai étrange qui, depuis plusieurs années, décime les antilopes placées en captivité dans les réserves naturelles de la région du Transvaal. « Chaque hiver; elles mouraient dans des proportions anormales pouvant aller Jusqu'à 39 %, et d'autant plus grandes que leur population était élevée,

raconte M. Van Hoven, sans que l'on puisse pour autant Incriminer la moindre maladie, ni la faim ni la soif. » Très vite, l'autopsie des animaux fournit une piste. Les feuilles d'acacia mal digérées que contiennent leur estomac révèlent une concentration incrovablement élevée de tanin, beaucoup plus que ce que toute antilope normalement constituée est capable de supporter.

Messages à l'éthylène

Empoisonnées, mais pour quelle raison? Et comment, surtout, expliquer que les girafes de ces réserves haturelles, qui se nourrissent sensiblement des mêmes feuillages, ne présentent quant à elles aucun signe d'intoxication alimen-

M. Van Hoven pressent rapidement que la contradiction n'est qu'apparente. « En effet, alors que les antilopes d'éle-vage restent confinées derrière une clôture, les girafes vivent

échappatoire.

plinaire», souligne M. Claude Montpellier-II et organisateur du colloque. « Bien sûr il est encore supposer que tous les erbres communiquent entre eux, que ce soit par l'intermédiaire de l'éthylène ou d'autres substances », ajoute-t-il, mais les voie de recherche.

tions stratégiques se confirme chez d'autres espèces, forestières par exemple, elles vont permettre d'aborder sous un angle tout à fait nouveau l'évolution des écosystèmes végéraux », précise M. Claude Edelin. Les confidences chimiques des arbres nous sont encore, pour l'essentiel, inintelligibles. Du moins commençons-nous à les

CATHERINE VINCENT

La France propose un plan anti-gazcarbonique contre l'effet de serre

unies et à la Communauté euro-péenne de réduire ses émissions de Celles-ci en brûlant d'énormes quantigaz carbonique - principal responsable de l'effet de serre - à moins de pétrole notamment) sont les plus deux tonnes par an et par habitant, grosses productrices de gaz carbonicontre 2,3 tonnes aujourd'hui.

Cet objectif, annoncé par M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environ- teur des transports est responsable de nement, au conseil des ministres du 40 % des émissions de CO2 et promercredi 12 septembre, fait partie d'un plan de prévention contre les d'un plan de prévention contre les d'instaurer une « liscalité addition- c'est M. Thierry Perrin qui » promodifications climatiques dans lequel nelle» sur les énergies fossiles.

La France propose aux Nations la France voudrait entraîner les que (Etats-Unis : 5,2 tonnes par an et par habitant, Allemagne : 3,2 tonnes).

n'ont à leur disposition qu'une quantité limitée de feuillage. » Dès lors, la piste se précise pour aboutir sujourd'hui à ce constat étonnant, qui boule-

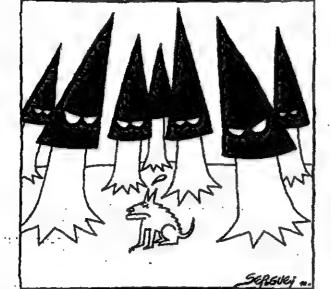
admises du règne végétal : agressées par l'animal, les feuilles d'acacia mettent en place une redoutable défense (d'autant plus nécassaire en hiver que les jeunes pousses se font rares) en augmentant sansiblement leur taux de tanin. Mieux : en libérant dans l'air ambiant une substance volatile, l'éthylène, elles préviennent de l'imminence du danger les arbres avoisinants qui élèvent à leur tour, en un temps record, la toxicité de leur feuillage. Comme l'ant vérifié les chercheurs de Pretoria, dix à quinze minutes suffisent ainsi aux feuilles d'un acacia « prévenu »

permet de se nourrir à leur

guise contrairement aux anti-

lopes qui, dans leur enclos,

verse les lois généralement



12 L'éphogue de l'affaire Saint-Aubin

Pour se défendre contre les agressions

Les arbres communiquent entre eux

En cas d'agression, l'acacia liberté, précise-t-il. Ce qui leur

Les attentats en Corse

est capable de prévenir à dis-

tance les arbres qui l'entou-

rent, leur donnant ainsi le

temps d'élaborer un système

de défense. Cette découverte.

annoncée par un zoologiste

sud-africain lors du deuxième

colloque international sur l'ar-

bre qui se tient actuellement

à Montpellier, démontre pour

la première fois l'existence de

messages chimiques entre

végétaux. Elle pourrait ouvrir

de nouvelles pistes de

recherche, notamment pour

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

En science comme en amour,

les rencontres fortuites sont

partois les plus heureuses. M. Wouter Van Hoven peut en

témoigner. Rien ne prédisposait ce zoologiste de l'université de

Pretoria à une telle découverte

jusqu'à ce qu'on lui demande,

l'étude des écosystèmes.

par un congénère situé oler leur concentration de tanin. Une dose mortelle que les girafes évitent en allant brouter, ailleurs, mais qui ne laissent aux antilopes prisonnières aucune

∉ il s'agit là d'une découverte extraordinaire, qui illustre l'intérêt de la recherche pluridisci-Edelin, botaniste à l'université impossible de généraliser et de spécialistes ne s'accordent pas moins à penser que la trouvaille du zoologiste, quasiment inespérée, ouvre une passionnante

«Si ce type de communica-

Le crépuscule du règne Médecin

Le réquisitoire de la chambre régionale des comptes sur l'affaire de la dette de Nice pourrait être fatal au maire de la ville

Serait-ce le crépuscule d'un règne? Devenue ville de toutes les rumeurs, Nice se surprend à le croire. « Jacques Médecin prépare son départ. La cérémonie des adieux », titre l'hebdomadaire local le Standard qui, lancé dans une croisade contre le maire en place, multi-plie enquêtes, révélations et accusations. «Il» a déjà écrit sa lettre de démission, «il» est en fuite au Japon, «il» déménage ses bureaux, «il» va se réfugier aux Frars-Unis. Autant de bruits infondés, comme nous le rapporte notre correspon-dant régional. Guy Pocte (voir enca-dre), mais qui nourrissent un climat délétère autour de l'avenir politique immédiat de M. Jacques Médecin, inamovible «patron» de la baie des

Car nul doute que M. Médecin est Car nul doute que M. Médecin est inquiet. Soulevée par l'administration fiscale, relayée par le parquet niçois, qui a confié à la direction centrale de la police judiciaire une enquête préliminaire dès mars dernier (le Monde du 24 juillet), l'afaire de la dette de Nice pourrait en effet lui étre fatale. Au premier abord, on auxit nu croire que ce abord, on aurait pu croire que ce dossier financier n'atteindrait pas directement le premier magistrat niçois. Une «affaire niçoise» en somme plutôt qu'une nouvelle «affaire Médecin». Or tel n'est pas l'avis de la chambre régionale des comptes de Provence-Côte d'Azur, qui, dans un jugement provisoire rendu le 12 juillet, accable directe-ment M. Médecin.

Les faits sont limpides. En 1986, une somme de 5,3 millions de francs, provenant des finances municipales et représentant l'essen-tiel d'une commission rémunérant une opération de refinancement de la dette de la ville, a abouti sur le compte bancaire personnel d'une jeune semme, Mª Elisabeth Arnuls. Or, selon les conclusions des inspecteurs du fisc, celle-ci n'avait aucune raison valable pour prétendre en être légitimement la bénéficiaire : elle ne peut « revendiquer aucune compétence de technique sinancière particulière » et elle a créé une société constituant «un écran sans existence réelle (...) pour appréhender directement sans titre et sans cause des fonds publics». De plus, M. Lucien Salies, directeur général de l'association Nice-Opéra présidée par M. Médecin, s'est empressée de retirer en espèces et en trois fois 4,6 millions de francs sur les 5.3 millions qui lui avaient été versés.

« Une incontestable libéralité »

Au total, un mystère auquel la chambre régionale des comptes donne une explication qui tourne au réquisitoire. Par delà le langage juridique et administratif de ce juge-ment provisoire de 10 pages, on comprend qu'elle se demande si toute l'opération de refinancement de la dette de Nice n'avait pas d'autre finalité que de permettre cette évaporation énigmatique de plusieurs millions de francs de fonds publics. Pis encore, elle affirme qu'au lieu d'allèger l'endettement de la ville, cette opération engagée par le conseil municipal le 27 juin 1986 à la demande de M. Médecin a finalement « accru son endettement de 43,8 millions de francs ». Non seulement des deniers publics se seraien évanonis dans la nature, mais de plus ils auraient rémunéré une mauvaise affaire où la ville serait per-

D'emblée, la chambre régionale des comptes souligne que la com-mission obtenue par l'intermédiaire apparent, la société AREFIC (Ana-lyse et recherche de financement pour les collectivités locales), qui en reversera l'essentiel à Mª Arnulf, atteignait le double du taux habituel pour ce genre d'opérations. « Une incontestable libéralité », « un montant exceptionnel », lit-on dans le jugement, qui conclut à «une presomption sérieuse d'un accord préa-lable » entre la ville et les intermédiaires - AREFIC et, surtout, le cabinet parisien Thierry Perrin, conseil en relations publiques et analyses financières – afin de leur consentir « des libéralités au détriment des deniers de la commune ».

«L'ordonnateur de cette dépense ne pousait ignorer que les fonds ver-sès étaient destinés à rémunérer d'autres intervenants», ècrit encore La France rappelle que le seul sec- la chambre régionale. Sur le papier et sur les délibérations du conseil municipal n'apparaissait que la

posa l'intervention d'AREFIC».

deux mois avant la décision de la ville, ce dernier signa une conven-tion avec Ma Arnulf stipulant qu'elle e devait rechercher tous moyens afin de permettre au cabinet Perrin de saire des propositions de service à la mairie de Nice concernant des financements et des restructurations financières ».

« Une intervention inutile »

Aux veux de la chambre régionale, ce jeu de poupées gigognes entre intermédiaires n'est pas anecdotique : mise en pièces par le jugement provisoire, l'opération de refinancement ne semble avoir eu d'autre but que de permettre le versement de

ces commissions. . Aucune étude préalable des emprunts existants n'a été réalisée par la S.1 AREFIC (...). affirme le jugement; aucun des emprunts contractés avec les compagnies d'assurances n'ont èté rachetés ni renégociés (...): la SA AREFIC n'a plus assuré sa mission d'assustance dans les phases de négociation et de remboursement des anciens prêts (...); aucune mise en concurrence des prêteurs potentiels, ni aucune étude comparative des disserentes possibilités de financement n'a été réalisée. « Certains des interlocuteurs institutionnels de la ville de Nice, la Caisse des dépôts notamment, ont même affirmé à la chambre regionale que «l'intervention d'un intermédiaire était inutile».

13 Cinéma : la Mostra de Venise

16 La relance de Télé-Monte-Carlo

Si le jugement devient définitif, après examen des réponses de M. Médecin, le maire de Nice ainsi que l'un de ses adjoints et trois

conseillers municipaux scront décla-rès « comptables de fait de la com-mune de Nice », aux côtés de M. Perrin et de Mª Arnulf, « du fait de l'extraction et du mantement irrégulier de fonds publics, à hauteur des trrégulièrement extraits, soit 13 090 287,75 Fv. Un jugement qui, pour une ville de cette importance, serait une première. Devant une jurisprudence inexistante, toutes les spéculations sont possibles : M. Médecin risque d'être immédia tement démis de son mandat électif pour «incompatibilité». Il risque aussi l'ouverture d'une information judiciaire au terme de l'actuelle enquête préliminaire de la police

Le 27 septembre prochain, le toujours maire de Nice devait leter, avec quelques amis, cent ans de vic commune entre la ville de Nice et la famille Médecin.

EDWY PLENEL

Démission, déménagement, fuite...

Les rumeurs niçoises

NICE de notre correspondant régional

«Le maire a annoncé sa démission I ». Partie d'on ne sait où, la rumeur s'est répandue comme un éclair, marcredi après-midi 12 septembre, à Nice. La nouvelle, assurait-on. aurait fait l'objet, d'une dépêche de l'AFP, diffusée depuis Osaka (Japon) où M. Jacques Médecin est en voyage d'étude. De nombreux correspondents téléphonaient au bureau niçois de l'AFP et à divers organes de presse pour en obtenir la confirmation. Auto-intoxication des Nicois

trois jours auparavant, par M. Médecin sur RMC? Campagne orchestrée par des adversaires politiques comme s'en Nice? Si, effectivement, l'information était dénuée de tout fondement, les réactions qu'elle avait suscitées étaient significatives du climat délétère régnant depuis quelques jours dans la ville. Fondée, ou non, l'impression prévaut à Nice que M. Médecin, visé par plusieurs procédures et en particulier celle instruite par la chambre régionale des comptes concernant «l'affaire de la dette», est sur le point de rendre les armes. « Les déclarations du maire, reconnait-on à son cabinet, ont

alertés par les propos tenus,

inquiété beaucoup de monde » . Quels ont été les mobiles réels de M. Médecin? La question taraude, à l'évidence, l'opinion publique niçoise. A-t-il voulu démasquer les prétendants à sa succession, comme certains de ses proches le laissent entendra? A-t-il exprimé une lassitude dont témoigne, notamment, son avocat? A-t-il voulu préparer l'opinion à son départ en sa posant en victime de la vindicte du pouvoir socialiste? A-t-il voulu créer un choc psychologique pour reprendre en main ses troupes? Le jeu des hypothèses va bon train mais quel que soit le

ment, ses positions. « C'est pas mon business »

but du maire de Nice celui-ci n'a

fait qu'ajouter à la confusion des

asprits at affaiblir, objective-

Bien d'autres rumeurs, allant toutes dans la sens de son renoncement, ont accru l'incertitude générale. M. Médecin aurait déménagé précipitamment toutes ses affaires personnelles de ses bureaux de la mairie et du conseil général. Un camion de déménagement aurait même été aperçu, mercredi matin, devant son domicile du 10 rue de la Préfecture. Il ne serait pas, de plus, au Japon mais aux Etats-Unis ou il aurait pris la décision de se

réfugier.. . Interrogés, ses proches ont multiplié les démentis. Le buste du père de M. Jacques Médecin a bien étá enfevé. c'ast vrai, du bureau du maire à l'Hôtel de ville. Mais, seulement, en prévision d'une manifestation de carectère familial qui aura lieu, le 27 septembre, pour célébrer la centenaira de la naissance de Jean Médecin, maire de Nice de 1928 4 1965.

il est exact, aussi, qu'un portrait de son épouse, Mes liène Médecin, a disparu mais il ne s'agit là que d'une péripétie touchant à la vie privée du couple. Au téléphone, Mr. Médecin, répond, sèchement, qu'elle « n'a rien à dire ». Visiblement excédée, elle ajoute : « Je suis Américaine. C'est pas mon pays. C'est pas mon business! ... ». M. Médecin, aucun doute n'est tête d'une délégation de l'essociation Nice-Promotion comprenant plusieurs personnalités nicoises, il a rencontré, mercredi, le maire d'Osaka et devalt participer, jeudi, à une émission da télévision. A la mairie, on Indique qu'il sera de retour à Nice, le lundi 24 septembre et una nota a été adressée à tous les chefs de service pour plusieurs réunions de travail dont la première a été fixée au mercredi 26. Mais que faire pour ramener s le microcosme » à la raison?

GUY PORTE

Love story chez les marchands de canons

Le ministère de la Défense innove : il s'offre, par l'intermédiaire de la Délégation générals pour l'armement (DGA), un roman-photos à paraître dans le prochein numéro de l'hebdomedaire du bonheur Nous Deux. Vingt-quatre pages où un tendre amour entre ingénieurs de l'armement le dispute à l'espionnage. Au centre de l'intrigue, le nouveau char de combat Leclerc dont les secrets sont convoités par un méchant service étranger. Menaces sur la DGA est le thème de cette aventure de Nous Deux. Une aventure plutôt simpliste, qui réunit tous les poncifs. Bien sûr, l'aspionne sara démasquée à temps, le couple amoureux devirait avoir beaucoup d'enfants et le char Leclerc rester le plus moderne des blindés dans sa catégorie. Au prix de 30 millions de francs pièce, cepen-

La DGA explique sa démarche auprès des 1,4 milsons de lectrices et de lecteurs de Nous Deux en avouant qu'elle a cherché à améliorer son image de marchand de canons dans le public. Institution longtemps discrète, la DGA est une pépinière de polytechniciens : des « X » à l'esprit de midinettes.



l'Inspection générale des services

judiciaires de le reconstituer et de

faire la lumière sur les circonstances

de l'accident. Les conclusions du

rapport de trois cents pages établi

après plus de trois ans d'enquête

sont formelles : l' a accident » a été

« provoqué par la manœuvre impru-dente d'un camion militaire», il n'y

a pas eu erreur de pilotage de Jean-

Claude Saint-Aubin et la justice a

Pour la première fois, une autorité

officielle admet donc l'existence du

fameux camion. Mais l'hypothèse de

la bavure est catégoriquement reje-tée. Quant à l'éventualité d'un

réexamen de l'affaire, la réponse est

donnée par avance : « Toutes les

prescriptions penales sont aujour-

d'hui acquises et aucune réouverture

par le médiateur marque donc pro-

bablement l'épilogue de cette affaire.

Un long calvaire juridique qui aura achevé de briser ce vieux couple de

bijoutiers de Dijon, déjà éprouvé

par la mort de leur fils. Aujourd'hui,

M. Jean Saint-Aubin a quatre-vingts

ans. Sa femme, Andrée, soixante-

douze. En prenant connaissance de

ce que le médiateur appelle « un règlement équitable », elle a simple-

ment déclaré : « Ce qui est extraordi-

naire, c'est que la justice a, pendant

près de vingt-cinq ans, tenté de

cacher la réalité des faits (...) Pour l'indemnité de 500 000 francs, cela

nous fait plaisir, mais ce n'est rien à

côté de ce que nous avons dépensé dans cette bataille juridique de plus

de vingi ans. Mais cette indemnité

prouve surtout la reconnaissance des

faits et du point de vue moral, c'est

Le regain de violence dans l'île

NATHANIEL HERZBERG

très important. »

du dossier ne peut être envisagée.

été mal rendue.

Le médiateur accorde 500 000 F d'indemnités aux époux Saint-Aubin

Le prix de l'injustice

En décidant d'accorder 500 000 francs d'indemnisation à M. et M™ Jean et Andrée Saint-Aubin pour les « conséquences inéquitables provoquées par un mauvais fonctionnement de la justice», le médiateur de la République, M. Paul Legatte, met fin à une affaire qui durait depuis vingtsix ans. Le 5 juillet 1964, la voiture de Jean-Claude Saint-Aubin s'écrasait contre un arbre entre Puget-sur-Argens et Fréjus (Var). Le conducteur et sa passagère, Dominique Kaydasch, étaient tués sur le coup. Depuis, les parents du jeune homme n'ont cessé de contester la thèse officielle de l'« accident », convaincus que les services secrets de l'armée avaient confondu leur fils avec un ancien activiste de l'OAS qu'ils avaient pour mission d'éliminer. Vingtsix ans, neuf procédures et vingt-six décisions de justice.

Des rapports dissimulés, des dossiers égarés, des registres falsifiés ou détruits, un témoin capital étrangement oublie... C'est à une des affaires les plus troubles de l'aprèsguerre que le médiateur de la République vient de mettre un terme. En accordant 500 000 francs de réparations pour les « conséquences inéquitubles provoquees par un mauvals fonctionnement de la justice ». M. Paul Legatte ne s'est bien sûr pas prononcé sur des faits dont « la prescription était acquise » mais, souligne sa lettre d'explication. « il ne pouvait que constater, sur le terrain du fonctionnement du service public de la justice, que l'institution judi-ciaire avait mal fonctionne et que, de ce fait, les époux Saint-Aubin pou-vaient avoir été victimes d'une très grave iniquité ». Une très grave iniquité qui commence comme un sim-ple fait divers, le long d'une route du Var, en bordure du camp mili-taire de Puget-sur-Argens au lieu-dit Les Esclapes. Un dos d'âne imprévu, une Volvo noire et blanche enroulée autour d'un platane. les corps d'un jeune homme de vingtdeux ans et d'une jeune fille de dixhuit, et un rapport de gendarmerie qui conclut à l'accident, Rien que de très normal. Mais cette explication. les parents de Jean-Claude Saint-Aubin la rejettent. D'abord d'instinct, sans raison, puis, au fur et à mesure qu'avance leur contre-enquête, avec

Le témoin écarté

Ils découvrent d'abord un témoin, M. Mohamed Moualkia. Et la scène que décrit cet ancien harki qui, le juillet 1964, un peu avant heures du matin, se rendait à son travail, n'a pas grand-chose à voir avec la version officielle. Lui a vu une camionnette militaire sortir brutalement d'un chemin creux, percuter la Volvo, puis s'enfuir, suivie d'une 204 noire portant « quelque chose à l'arrière, près du numéro, qui ressemblait à une flamme blanche et

Ce témoin dérange? Il est écarté. Avec pour preuve le registre de son entreprise, qui affirme qu'il a com-mence son travail à 5 heures. Un registre sur lequel un huissier mandaté par les époux Saint-Aubin notera que, comme par hasard, « le chiffre 5 indiquant l'heure d'entrée est surchargé ». Hasard encore, la le platane qui est de 193 mètres passe à 80 mètres dans le rapport des gendarmes. Hasard toujours, le registre des entrées et sorties du camp militaire disparaît mystérieu-

Faute de preuves, l'information judiciaire contre X... ouverte par le parquet de Draguignan pour homi-cide involontaire aboutit donc à un non-lieu. Et la découverte, cinq ans plus tard, dans un garage suisse, de la Volvo de Jean-Claude Saint-Aubin, celle-là même que deux fonc-tionnaires des douanes de Saint-Ra-phaēl certifiaient, sur procès-verbal, avoir vu « détruite par le feu », ne changera rien à l'affaire.

Ecœurés mais pas encore découra-gés, les époux Saint-Aubin inscrivent, un jour de juillet 1977, leur colère sur le platane qui a tué leur fils : « Crime camouflé et étouffé par les gendarmes et les magistrats du lieu, laches et serviles ». Cette fois, la machine judiciaire s'ébrante. Inculpés pour avoir « cherché à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle », ils bénéficient pourtant d'un non-lieu, mais en vertu de l'article 64 : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'inculpé était en état de démence au moment des faits ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résis-ter. » Ils n'ont été examinés par aucun psychiatre mais peu importe. Déjà malades d'injustice, les voilà

La reconstitution du dossier en 1981

En juin 1981, les Saint-Aubin saisissent, une nouvelle fois, la Chan-cellerie. On découvre que le dossier a disparu du tribunal d'Aix-en-Provence. Le garde des sceaux, M. Robert Badinter, charge alors ENVIRONNEMENT

Une réserve naturelle dans les Pyrénées-Orientales

Banyuls interdit aux chasseurs sous-marins

Depuis le 9 septembre - date de publication du décret au Journal officiel – les eaux de la station bal-néaire de Banyuls (Pyrénées-Orien-tales) sont interdites sur 650 hectares aux amateurs de plongée et de chasse sous-marine. Le ministère de l'environnement a décidé de renforcer la protection de ce eur de la Côte Vermeille, dont les fonds sont particulièrement riches en plantes marines et en corail. La zone littorale, qui a été notamment étudiée par le labora-toire de biologie marine installé là depuis longtemps par l'université Paris-VI, avait fait l'objet d'une « mise en réserve » en 1974. Mais les plongeurs pouvaient continuer à y pratiquer leur sport... et à y faire leurs prélèvements. Or, on s'est aperçu que ces activités, que l'on croyait autrefois inoffensives, La décision d'indemnisation prise sont en réalité fort « prédatrices ».

Dans la réserve de Banyuls, la pêche à partir de la surface est est réglementé par le préfet, de même que le stationnement des bateaux, la navigation et les activités touristiques. En revanche, sont interdits le ramassage des miné-raux, les recherches minières et toute activité industrielle.

Les propositions du « plan vert »

Bien que de dimension modeste, cette portion du plateau continental mise partiellement à l'abri du nillage est l'une des rares réserves marines de France avec celle des îles Lavezzi, dans le sud de la Corse, celle qui entoure le parc national de Port-Cros (Var) et celle qui vient d'être créée à la Guadeloupe, dans le Grand Cul-de-sac marin. Cette faiblesse du dispositif

de protection des fonds marins n'a pas échappé aux rédacteurs du « plan vert », rendu public par M. Brice Lalonde au printemps. Ils y proposent de créer dans les prochaines années deux parc nationaux marins, quatre réserves naturelles marines de surface appréciable et une cinquantaine de petites réserves (une centaine d'hectares chacune) échelonnées le long du littoral sur les secteurs les pius riches en faune et flore sous-

De semblables suggestions - qui ne datent pas d'hier - se sont heurtées jusqu'ici à une coalition d'intérets : ceux des pecheurs, professionnels et amateurs, ceux des plaisanciers, ceux des plongeurs et ceux des professionnels du tourisme littoral. Dans les propositions qu'il doit faire au Parlement à la rentrée pour une nouvelle politique de l'environnement, M. Lalonde osera-t-il s'attaquer à ce «lobby de la mer» qui a toujours résisté victorieusement aux efforts des protecteurs des éco-

M. A-R.

MÉDECINE

Un espoir pour les diabétiques

L'insuline pourrait être administrée par voie nasale

Un groupe de chercheurs danois a mis au point une forme d'insuline ponvant être administrée par voie nasale. Ce résultat a été rendu public, mardi 11 septembre à Copenhague, dans le cadre du mee-ting de l'Association européenne pour l'étude du diabète. Le travail ianois a été mené sur un groupe de onze volontaires sains auxquels on a administré tour à tour de l'insucutanée et intra-nasale.

L'équipe dirigée par le docteur Kirsten Drejer (unité de traitement du diabète de la firme Novo/Nordisk) conclut à l'efficacité de ce procédé, qui permet notamment d'obtenir une concentration beauconp plus rapide de l'insuline (et par conséquent une diminution beaucoup plus rapide du taux de sucre) dans le sang que par la voie sous-cutanée. En d'autres termes, l'administration d'insuline par voie nasale permet de mieux reproduire la sécrétion de cette hormone naturellement synthétisée par certaines cellules du Dancréas.

Une étape шцеше

Les chercheurs danois expliquent aussi que, grâce à leur technique, ce mode d'administration ne provoque pas d'irritation des muqueuses nasales, un effet secondaire qui jusqu'à présent avait bloqué le développement des nombreux travaux menés dans ce domaine. Bien évidemment, des recherches complémentaires seront nécessaires pour confirmer ces premiers résultats ainsi que pour préciser le mode exact d'utilisation de cette nouvelle voie thérapentique. Selon les chercheurs danois, celle-ci pourrait demain être proposée aux malades victimes de l'une ou l'autre sorme de diabète (diabète de type I ou II).

En cas de succès, ce résultat constituerait une étape maieure dans l'histoire du traitement du tanée d'insuline (la seule utilisable aujourd'hui par les malades) impose en effet d'importantes contraintes aux diabétiques et ne permet pas de reproduire très fidèlement les effets de la sécrétion naturelle de l'hormone par l'orga-

Mari violeur

La chambre criminelle de la Cour quels, en dehors de lui, s'opposearrêt rendu le 5 septembre, une décision de la chambre d'accusation de la cour d'appei de Lyon reteriant la qualification de viol contre un homme qui avait imposé, par la violence, des relations sexuelles accompagnées d'actes de torture à son épouse pour lui faire avouer une prétendue infidélité

Le 18 mai dernier, la chambre d'accusation de Lyon avait renvoyé sises pour *a viol aggravé et attentat* à la pudeur aggravé, accompagnés de torture ou d'actes de barbarie» (le Monde du 26 mai). Comme les faits avaient été commis entre époux, le procureur général avait introduit un pourvoi, arguant que «le mariage a pour effet de légitimer entre les époux les actes auxrait y avoir de viol entre époux.

La chambre criminelle de la Cour cassation, présidée par M. Christian La Gunéhec, a estimé, au contraire, que l'article 332 du code pénal, qui réprime la viol, un'exclut pas de ses prévisions les actes de pénétration sexuelle entre personnes unies par les liens du mariage lorsqu'ils sont imposés dans les circonstances prévues par ce texte. Si le consentement au mariage peut faire présumer jusqu'à un certain point, de la part des époux et aussi longtemps qu'ils demeurent mari et femme, leur consentement aux relations sexuelles, il n'en demeure pas moins, note la Cour de cassation, que cette présomption n'a rien d'ir-

Les derniers attentats en Corse renforcent le consensus autour du projet Joxe

Alors que les Corses se sont habitués à la trêve des attentats maintenue par l'ex-FLNC depuis le 31 mai 1988, un groupe de desperados tentent de rompre le processus d'« évolution politique favorable > dans tous les partis, « y compris chez certains nationalistes et autonomistes », a commenté M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, après la série de quatre attentats réalisés dans la nuit du mardi 11 septembre au mercredi 12 septembre contre des agences bancaires de la région de Bastia (le Monde du 13 septembre). Des attentats qui font suite aux trois opérations commandos réalisées soixantedouze heures auparavant en

BASTIA de notre correspondant

Ces sept plasticages, ainsi qu'un autre attentat réalisé la semaine dernière contre une agence bancaire d'Ajaccio, ont été revendiques téléphoniquement au bureau de l'AFP de Bastia par un interlocuteur anonyme se réclamant d'une «Armée de libération natio-nale de la Corse» (ALNC). Selon l'interlocuteur, ce groupement approuverait « l'idéologie définie par le FLNC dans son petit livre vert de 1977 ». Il s'agit là d'une compilation de textes gauchisants et tiers-mondistes dont chacun s'accorde à penser qu'ils ne servent plus de référence au FLNC depuis au moins 1980, date de la publication de son Livre blanc», et sur-tout depuis la diffusion en 1990 de son « Projet de société pour la Corse ».

Pourtant, ponctuellement, une «ALNC» s'était déjà manifestée à deux reprises aux époques les plus troubles de la lutte armée clandestine. Le 1º juillet 1983, en revendiquant une série de quatorze atten-tals ou tentatives, et plus récemment, en 1987, ce même sigle était apparu en signature d'attentats réalisés dans l'extrême sud de l'île. A l'époque, les observatours estimaient que, dans les deux cas, il s'agissait d'une pression interne au FLNC exercée par un groupe formant une tendance dure » opposée à la stratégie politico-militaire de la direction du mouvement clandestin.

Aujourd'hui, l'émergence d'un térieur . « Compétences nouvelles mouvement armé clandestin apparaît dans un contexte politique complètement nouveau. La famille nationaliste traverse depuis un an des turbulences qui se sont traduites par certaines ruptures politiques. Exemple, celle de M. Pierre Poggioli, l'un des chefs historiques de A Cuncolta, contraint de quitter le mouvement pour créer l'ANC (l'Accolta nazionale corsa), criti-quant la « politique hégémonique du FLNC». Un peu plus tard c'est la « politique d'unione » élaborée en 1986 par A Cuncolta et l'UPC qui volait en éclats en raison de divergences de vues sur la stratégie et la méthode de l'union.

Destabiliser l'ex-FLNC?

Dans le même temps, M. Pierre Joxe, soutenu par un large consen-sus populaire, poursuit l'élaboration d'un projet de loi qui rappro-chera les Corses de leur autonomie. D'un autre côté, le FLNC affirme une politique qui, progressivement depuis juin 1988, cloigne les clandestins de la spirale de la violence. « Le FLNC semble être la cible de cette campagne de destabilisation », explique M. Jean Gambelli, le secrétaire général de A Cuncolta, pour qui, « à travers le FLNC, il est évident que l'on essaie aujourd'hui de déstabiliser une straaujoura nut de desuoniser une stra-tégie qui marque des points, qui progresse, et qui est en train de créer les conditions d'un grand ras-semblement populaire, permettant d'interpeller l'Etat français pour que le débat soit partout possible, et surtout aboutisse à des espaces d'oction».

Pour M. François Alfonsi, le secrétaire général des autonomistes de l'UPC, « la situation de crise que connaît la Corse depuis deux décennies ne peut plus rester sans remède. Le gouvernement doit prendre conscience de l'urgence et de l'efficacité des mesures proposées à travers le projet Joxe ».

Finalement et paradoxalement, la stratégie de déstabilisation avouée par l'ALNC semble provoquer un effet de mobilisation qui, directement ou indirectement, renforce la démarche de réformes de M. Joxe. L'exemple le plus significatif est la récente présentation à la presse de la «proposition de loi portant statut de la Corse», élaborée par le député UDF Jose Rossi. Une proposition dont les orientations principales seraient très proches du contenu du projet de loi que prépare le ministre de l'in-

pour la région, ressources financières renforcées, adaptations institutionnelles permettant d'affirmer l'autorité et l'efficacité de l'exécu-tif», écrit M. José Rossi, qui espère que le débat permettra « peut-être au gouvernement d'intégrer certaines de ces propositions dans le texte ministériel». Un espoir partagé par certains élus régionaux RPR comme le vice-président de l'Assemblée de Corse, M. Paul Patriarche pour qui « l'opposition de la proposition Rossi au projet Joxe permettra de déboucher sur des amendements [car le ministre] a besoin de s'appuyer sur une majorité à l'Assemblée nationale, mais aussi sur un certain consensus recherché dans l'île».

Un consensus que M. Rossi comme M. Joxe fondent dans l'appel à la responsabilité des citoyens. Un appel que le député UDF a renouvelé en présentant son texte à la presse . « Au moment où le débat politique corse se sciérose dans des caricatures génératrices de tensions et passions, il est temps de proposer aux insulaires le choix de la responsabilité. La démarche archaique, bornée et sectaire de certains conduit en effet le plus souvent à l'invective et à l'outrance stérile. Pour ma part, j'estime au contraire qu'il est urgent de construire.»

D'une autre façon, c'est à la responsabilité qu'en appelle égale-ment M. Alain Orsoni, élu régional de A Cuncolta, en estimant que les plasticages signés ALNC sont « soit une tentative de déstabilisation menée par des éléments extérieurs, soit l'initiative de nationalistes isolés. Dans ce cas, ils auraient fait le choix grave et dangereux de créer les conditions d'un affrontement entre Corses. Même si leur démarche est sincère, ils sont manipulés dans la mesure où elle sert les

MICHEL CODACCIONI

Les Millésimes Bordas **TOUS LES SUJETS DU BAC 90** Un volume par série

+ Les sujets corrigés du Bac et du Brevet, chaque volume

Petite encyclopédie pratique — à l'usage des parents qui fréquentent — la maternelle et le primaire Aujourd'hui plus qu'hier et hien moins que demain, les parents sont sommés de se transformer en professionnels de l'éducation. Les géniteurs modernes consacrent leur energie militante à la culture intensive de leur petit éculier. Ce livre leur sera indispensable. Encyclopédique, pratique, convivial, cet ouvrage offre tout ce que vous avez toujours voulu savoir pour faire triompher votre écolier tout en gardant humour et sang-froid. "Un ouvrage appele à faire parler dans le Landerneau de l'enseignement" Le Monde de l'éducation

Oreste Saint-Drôme

COMMENT CULTIVER SON

PETIT ECOLIER

entirelle dans ser Production

easseurs sous-marins

* Prapages

Par extract the same

to the second se

The state of the s

The second secon

MEDECINE

Linsuline pour

etre administra

Par voie mu

2.2 6.092

grant and

100 1220

De monger Market State

Banyuls interdit

and Green

of \$10 bec

新春水市

tion of a

dietement:

t, mart fre

par he labora-dide describe in la funiciente

IN COMPANY

the father d'une

ma important fil a p

Patients, que

a pradatrire .

ed de Bunrule, la

THE MATTER'S, CAT

MARK MARKET

par in perfet, de minimument dec

tions of the miles in

() PPERMINE AS

PARTY MORNIE

in plateon conflictory

Barrant & Taber d.

M SAN THURS THE SET

debt it tod år i på sataore it fra getjakt/fari at egik

AR SEVANNER MINE

Monthly des Mille

Quand les femmes s'en mêlent

Sur le thème « An American Story », la cinquième Biennale internationale de Lyon rend hommage aux fondatrices de la danse moderne aux États-Unis

Quatre Américaines vont, dans les dernières années du dix-neuvième siècle, régler leur compte à Giselle et à son prince charmant sadique. Les héroïnes du ballet classique, esprits désincarnés, elles s'en moquent. Danseuses et chorégraphes, elles récusent un idéal lémmin construit par des générations de maîtres de ballet européens. Et quand les femmes se mêlent de chorégraphier, comment oublier qu'elles ont un corps? Et quel corps! Isadora Dunconfinent dublier qu'elles ont un corps? Et quel corps! Isadora Dun-can (née en 1877 à San-Francisco). Ruth Dennis, dite Saint-Denis (1878, Newark). Doris Humphrey (1895, Oak-Park) et Martha Graham (1894, Allegheny) sont des femmes magnifi-

Isadora Duncan et Ruth Saint-Denis passent à l'action les premières avec une ingénuité de néophytes. Elles rêvent d'une danse à l'image de leur pays ; jeune et énergique. Les idées des suffragettes ont déjà fait leur chemin en cette fin de siècle.

La démarche de ces femmes est plus viscérale qu'intellectuelle. Leur corps ne supporte pas l'apprentissage du ballet, avec ses pointes, ses codes et sa discipline. Elles s'élancent, pieds nus, vêtues de tuniques arachnéennes, renouant avec le temps où l'homme savait danser ses joies et ses peines. Leur corps est aussi une arme contre le puritanisme. Elles ne manquaient pas d'adeptes : elles étaient soutenues, portées, par tous ceux qui se recon-naissaient dans le naturisme prôné par le poète Walt Whitman.

Curieusement, ni l'une ni l'autre no vont se tourner vers le patrimoine national. Ni vers les rituels indiens ni vers les rythmes afro-américains du jazz. Elles empruntent leurs poses et leurs attitudes aux évolutions des danseuses grecques et égyptiennes.

Mi-Aphrodite mi-vestale

Isadora Duncan arrive à Paris, via Londres, en 1900, année de l'Exposi-tion universellé. Elle y réncontre les créateurs du monde entier. Elle est jeune, très musicienne : l'une de ses premières apparitions parisiennes a lieu chez la comtesse de Greffulhe, alias Guermantes, elle y danse sur du Gluck et du Mendelssohn. De même, quand elle utilise la 7 symphonie de Beethoven, elle excelle à rendre les tests que la musique procodue en états que la musique provoque en elle, amplifiant sa gestuelle par les ondoiements des voiles qui prolongent ses bras. Mi-Aphrodite, mi-vestale, elle aime la Grèce, Botticelli, les peintres préraphaélites, et les « génies » du sexe opposé. Elle sera la compagne du scénographe Gordon Craig, de Paris Singer, l'inventeur de la machine à coudre, et elle épousera

le poète russe Serguel Essenine. Gordon Craig, tout comme Stanislavski qu'Isadora rencontrera à Mos-cou, tous deux théoriciens de l'art du théâtre. l'interrogeront sans répit pour savoir si, derrière sa gestuelle, il y aurait une methode. Ils furent deçus de ne decouvrir qu'un grand talent du à l'instinct. Ce qui n'empêcha nullement Isadora Dunn'empêcha nullement Isadora Dun-can d'exercer une influence sur la danse, à commencer par Michel Fokine, chorégraphe aux Bailets russes. On s'accorde à penser que Raymond Duncan, son frère, fut le penseur de ce retour aux valeurs de l'art antique. Il fonda un phalanstère à Athènes, tandis qu'Elisabeth, la describbes, landis qu'Elisabeth, la deuxième fille du «clan Duncan», s'occupa du développement des écoles de danse. La vie privée d'Isa-dora, la noyade de ses deux enfants, sa mort tragique dans une Bugatti, étranglée par une écharpe, attirèrent l'attention sur elle tout autant que ses spectacles.

Ruth Saint-Denis choisit, elle, de s'associer au chorégraphe Ted Shawn (1891-1972), qu'elle épouse. Ensemble, ils créent une école, la e Denishawn , et une compagnie. Il est le premier à chercher une méthode qui transformerait en système cohérent le langage gestuel. Quand il se sépare de Ruth Saint-Denis, il crée une compagnie entière-ment composée d'hommes, ouvrant ainsi aux garçons doués pour l'exer-cice physique une autre voie que celle du base ball. Ses travaux théoriques et ses écrits sont inspirés par ceux que le Français François Delsarte effectua aux environ des années 1870. Les idées de Delsarte furent introduites aux Etats-Unis par Steele Mac Kay, un de ses élèves.

Son œuvre a autant d'importance que celle de Dalcroze ou de Laban. dont les systèmes de relation entre les émotions et les mouvements contribuèrent à créer l'expressionnisme de Mary Wigman, soit la danse moderne allemande. En France, François Delsarte ne pouvait être entendu des professionnels de la danse. En revanche, les gens de théatre l'écouteronL

va prendre la tête de cette deuxième vague et transférer le centre de la danse moderne à New-York.

Si la sylphide représentait une image de la femme que refusaient les lyse qu'elle pratiqua longtemps avec filles du Nouveau Monde, Martha l'analyste jungienne Frances Wickes.

l'héritage, le transformer et le fixer : tion de Goebbels à se rendre aux Martha Graham, Doris Humphrey, Charles Weidman, Martha Graham première à engager un danseur noir. première à engager un danseur noir. Sa grande œuvre (elle signera cent soixante-dix ballets) est le fruit de sa passion pour la mythologie grecque.



Doris Humphrey dansant avec un carceau, vers 1924

Graham, à son tour, ne peut plus concevoir la danse comme une expression individuelle. La guerre de 1914, les droits de l'homme bafoués, le chaos mondial ne laissent pas l'art intact. Il doit être une interprétation du monde, le révélateur de son mys-

Initiée par Ted Shawn aux danses des Indiens, Martha Graham va puiser son inspiration dans l'histoire béroïque de ses compatriotes et dans l'immensité des paysages. Enraciner l'homme, mais aussi lutter contre la bêtise, le puritanisme, le fascisme qui monte en Europe. Elle refuse l'invita-

Le père de Martha, qui était psychiatre, lui avait appris que le corps ne savait pas mentir. Elle en fit son credo. On lui doit la première méthode d'entraînement à la danse moderne, méthode qui repose sur la respiration (le centre vital) qui léclenche un mouvement en deux temps: extension de tout le corps et relâchement, avec le buste et l'abdomen maintenus concaves.

Elle met au point des déplacements qui utilisent le sol - la terre nourricière - avec des chutes et des relevés qui sollicitent fortement les genoux. C'est elle qui achève de faire mourir l'héroine classique, non sans préméditation cette fois : elle sait qu'il faut couper le cordon ombilical pour être libre d'inventer. Comparées à elle, Isadora Duncan et Ruth Saint-Denis appartenaient encore au dix-neuvième siècle et à ses utopies.

Si la compagnie de Doris Humphrey et Charles Weidman est moins connue en Europe, elle a formé aussi de très nombreux danseurs, comme Bob Fosse et José Limon. Ce dernier demanda à Doris Humphrey d'être la directrice artistique de sa troupe. Aujourd'hui, cette fonction est sous la responsabilité de Lütz Forster, qui vient de chez Pina Bausch, L'expressionnisme allemand a marqué le développement de la « modern dance »: Mary Wigman, des 1927,

Elle laissa, à New-York, sa plus sidèle disciple, Hanya Holm, qui sit école, notamment auprès de Alwin Nikolais. Doris Humphrey, qui arrêta assez vite de danset à cause de sa mauvaise santé, prit le temps de réfléchir sur son métier. Son livre, The Art of Making Dance, vient d'être publié en France, en même temps qu'une biographie de Martha Graham par le chorégraphe et critique d'art Daniel Dobbels (1).

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) Ces deux ouvrages, ainsi qu'une bio-graphie de Merce Cunningham par Raphaël de Gubernatis, sont parus aux Editions Bernard Coutaz au prix de 95 F.

▶ Biennale internationale de la danse de Lyon, jusqu'au 6 octobre : isadore Duncan par Anabelle Gamson, is 13 septembre, 20 h 30. Martha Graham Dance Company, le 16, 19 heures, et les 17, 18, 19, 20 h 30. Ruth Saint-Denis et Ted Shawn par la Vana-ver Caravan, le 19, 20 h 30. Isadora Duncan par Elisabeth Schwartz, les 20, 21, 22, 18 h 30. Doris Humphrey par la compagnie José Limon, 1 et 2 octobre, 20 h 30. Tél.: 16/72-

CINÉMA

Noir, c'est noir

A Venise, Werner Herzog médite et Spike Lee fait la morale

VENISE

de notre envoyée spéciale

L'ombrageux voyageur a fait une

l'épaule, la barbe en jachère, le regard beaucoup plus loin. Werner Herzog semblait déjà parti pour la Patagonie, où il va tourner le Cri de pierre, un film dont la star sera une « montagne mèchante » entourée de quelques comédiens cosmopolites, Mathilda May, Donald Sutherland, Vittorio Mezzogiorno, Herzog était Vittorio Mezzogiorno. Herzog était là pour présenter Bokassa le, échos d'un sombre empire. Il dit : « Ce n'est pas un documentaire, c'est un film, une méditation sur l'atroce perversion du pouvoir qui doit nous renvoyer à la part la plus noire de nous-mêmes. » Il a raison, Werner Herzog, on ne contemple pas assez souvent le paysage affreux de nos mauvais penchants, mais lui-même, au fait... Il promène sous sa caméra aprarempromene sous sa camera apparem ment neutre une victime de Bokassa. le journaliste Michael Goldsmith qui a été maltraité, blessé, puis enfermé dans les geòles de Bangui. C'est un homme doux, sensible, Marchant à leurs côtés dans le plus pur style télé, il interroge des témoins, la diaspora bizarre des épouses, des filles de Bokassa, les vraies, les fausses, la famille irréelle de l'ancien capitaine de l'armée française. Puis Herzog montre le reportage sur le couronnement de « l'empereur », la mascarade affolante qu'on connaît. La salle rit. Bien sûr, ce n'est pas drôle. On visite le palais en ruines, la chambre froide, la mare aux crocodiles. «Il mangeait vraiment les gens, Bokassa?» « Oui, out monsieur, ça

Où est Herzog à ce moment-là, celui de Aguirre, de Kaspar Hauser? On ne sait pas très bien. La dernière scène de Bokassa in est affreuse de malaise voulu. Dans le parc aban-donné du zoo «impérial» ne reste qu'un grand singe noir en cage. Le gardien demande une cigarette à Michael Goldsmith. La tend allumée au singe qui fume en nous regardant. Un regard d'ineffable reproche. Où est Herzog à ce moment-là? Le sing derrière ses barreaux renvoit-il à Bokassa dans sa prison ou à ceux nombreux qu'il avait enfermés Pourquoi éprouvons-nous ce sentiment de honteuse compassion, de diaboliques ambiguités? Werner

Herzog a un sourire furieux, il dit que nous autres, Français, souffrons d'un grave défaut, le goût de la métaphore: * Pour mai, un singe est un

singe et Bokassa un tyran.» Beaucoup plus sain, plus candide, plus direct, le Mo Better Blues de Spike Lee. Une entreprise fiére, fra-ternelle, familiale. Spike a écrit, produit, mis en scène, sa sœur Joie a joué un des rôles principaux, son père Bill a composé la musique, Mo Better Blues, par les Noirs, pour les Noirs, beau comme tout à regarder, la peau des Noirs lorsqu'ils font l'amour, les mains des Noirs quand ils sont du jazz, ses Noirs entre eux sont comme ça, parlent comme ça, vivent comme ça, vous, les Blanes, comprenez-le une bonne fois. Encore heureux que nous, les Blancs, ne soyons pas interdits de séjour dans les salles où l'on projettera Mo'Better

Ta seras trompette, mon fils

Ce serait dommage, car voilà un film musical qui, pour édifiant qu'il soit, n'en est pas moins plein de qua-lités esthétiques et de vitalité. Même les jazzmen ont commence petit. «Tu iras jouer quand tu auras fini ta leçon de musique», dit sa maman à celui qui va devenir le grand Bleek Gilliam (Denzel Washington, très concentré, très lisse). Puis on suit Bleek, ses copains, son manager flambeur (extraordinaire composition masochiste de Spike Lee), les deux femmes de sa vie, la piquante Indigo (Joie Lee) et la superbe Clarke (séduisants débuta de Cynda Williams), qui ont une rivale indétrônable, la trompette. Le Bleek Quintet a du succès. A des soucis. On délivre le message au passage : « Les boîtes de nuit, les maisons de

disques, appartiennent aux Blancs.

mals le jazz nous appartient à nous,
brothers.

Les musiciens de Spike Lee sont
modernes, ils font du sport, ce n'est pas eux qui se drogueraient, ou qui se saouleraient comme dans ces films où le jazz a si mauvaise mine, Bird, du Blanc Clint Eastwood, ou Around Midnight, du Blanc Bertrand Taver-nier. Tout de même, dans une bagarre pour défendre son manager tabassé par des créanciers. Block a les lèvres éclatées. Mauvais pour souffler. Mais il s'en sortira, une femme à ses côtés. Coucher de soleil sur la statue de la Liberté, lever de soleil. Mariage avec Indigo. Grossesse. Accouchement. Bien sur, c'est un garçon. On le prénomme Miles (comme Davis). Premier vagisse-ment, premier gâteau d'anniversaire. Premiers pas. Et, devinez quoi? premier cornet à piston. C'est repar Tu seras trompette, mon fils, Alle-luia. Black is beautiful.

Des rumeurs couraient. Mo'Better Blues ne serait pas seulement pro-Les imprésarios sont évidemment près de leurs sous, comme tous les imprésarios. Mais joués très « music-hall » par les frères John et Nicholas Turturro, ils forment un couple de Levy et Levy plutôt drôles, et pas méchants. Tout le film baigne d'ailleurs dans un moralisme un tantinet castrateur. Et Spike Lee était plus é l'aise dans la haine (Do the Right Thing) que dans l'amour de sa com-

On n'a pas envic cependant de bouder ce bon festin de jazz avec les solos diserts du saxophoniste Branford Marsalis « dans son propre rôle », les bouffées de John Coltrane caressant les images, ce Mo'Bettel Blues à qui on ne peut finalement reprocher qu'une chose, n'être pas assez Noir.

DANIÈLE HEYMANN

□ Sauver le patrimoine cinématogra-phique. — M. Jack Lang a lancé, mercredi 12 septembre, un plan prioritaire de quinze ans « de sauvegarde physique du patrimoine cinématographique ». « Les crèdits de restauration engages pour la conservation et la mise en valeur du patrimoine cinèmatographique seront triplés dans les deux années à venir », a annoncé le ministre de la archives du film à Bois-d'Arcy. Ces nouveaux moyens devraient permettre de « tripler le rythme annuel de restauration d'ici à 1992 » et d'assurer le sauvetage des 20 millions de mètres de films antérieurs aux années 50, dont le support nitrate réduit l'espérance de vie à cinquante ans. Le ministre de la culture tient également à associer le secteur privé - propriétaires ou producteurs - à la sauvegarde du patrimoine cinématographique. Ces actions seront complétées par plusieurs réformes juridiques, voire l'élaboration d'une « législation nouvelle ou une rediscussion de la loi de 1957 sur la propriété littéraire et artistique», pour assurer une meilleure accessibilité culturelle du patrimoine cinématographique.

Des Picasso partout

Salte de la première page

Jacqueline Picasso qui reçut, une fois la dation réalisée, un bon tiers de l'héritage, œuvres et biens immobiliers, dont le château de Vauvenargues et Notre-Dame-de-Vie à Mougins, là où Picasso mou-rut, en 1973; là où Jacqueline, enfermée dans ses souvenirs, encerciée par sa propre image, finit par se donner la mort, en 1986. Sa fille, d'un premier mariage, Catherine Hutin, hérita. Deuxième dation. Importante elle aussi, quoique sans commune mesure avec la première: 47 peintures, 2 sculptures, 40 dessins, 24 carnets de dessins, 19 céramiques, 245 gravures et lithographies.

L'exposition de cette nouvelle dation, dont le Grand Palais a la primeur, circulera en France, avant que les œuvres n'aillent rejoindre les musées auxquels elles ont été attribuées. En effet, cette fois, la dation sera répartie. C'est une bonne chose. Elle complétera intelligemment les collections de l'hôtel Salé, qui n'est pas extensible, et n'a pas besoin d'engranger d'œuvres équivalentes à celles qu'il conserve déjà. Et elle ira, pour une bonne part, enrichir des musées de province, bien incapables de s'offrir le moindre croqueton du maître. De Nantes à Saint-Etienne et Grenoble, de Lille et Villeneuve-d'Ascq à Antibes et Céret, vingt et un musées ayant des collections d'art moderne, ou voulant les développer, vont en bénéficier.

L'intérêt d'une dation, où les héritiers proposent et l'Etat dispose, n'est pas seulement d'ordre financier. C'est aussi une façon de majtriser, mieux qu'une donation, ce qui va entrer dans le patrimoine, d'éviter les doublons, les triplettes, les petites choses dont les musées ne savent que faire, alors qu'elles trouversient leur juste place dans des collections

pour filtrer les propositions, convaincre aussi de se dessaisir d'œuvres majeures. Il en fallait, face à la découverte de l'empire Picasso après sa mort. Il en fallait encore face à la dation Jacqueline (à laquelle out travaillé les conservateurs du Musée Picasso, assistés d'Isabelle Monod-Fontaine, de Germain Viatte, de Dominique Bozo, déjà impliqué dans le choix des œuvres entrées à l'hôtel Salé).

Les œuvres intimes

Catherine Hutin, comme sa mère, tenait à garder les œuvres intimes, dédicacées, qui étaient offertes à Jacqueline à l'occasion de son anniversaire, comme en 1970, ces deux petites peintures de nu debout, sur bois, de 1908, présentes dans l'exposition « Picasso et Braque » de New-York, ou réalisées pour elle, comme quantité de portraits. Et elle les a gardées . Mais, dans l'ensemble, les pièces d'importance historique ayant échappé à la première dation sont passées dans la seconde. Qui est riche, beaucoup plus riche qu'on n'aurait pu le croire. Qui, si l'on peut parler à son propos de deuxième choix, comporte encore plusieurs chefs-d'œuvres et nombres d'œuvres infiniment précieuses de toutes les périodes. Notamment les dessins, les grands, comme ceux des vingt-quatre carnets (soit environ onze cents dessins!) qui vont rejoindre les autres. à l'hôtel Salé. Parmi ces carnets, il en est un de 1899-1900, deux autres concernant la genèse des Demoiselles d'Avignon, un quatrième, celle des Trois Femmes, et encore trois autres préparant le ballet Mercure dont Picasso, en 1924, avait conçu le rideau, les décors et les costumes.

· Précieuses encore, et magnifi-A la Denishawn vinrent se former particulières. Cela suppose l'intertous ceux qui devaient perpétuer vention de personnes compétentes d'homme, taillée dans le hêtre en jambes croisées de la période rose,

1907, très certainement inspirée d'une des deux petites têtes ibériques dérobées au département des Antiquités du Louvre par un aventurier, et qu'Apollinaire, ignorant ou pas de ce fait, avait conseillé à Picasso d'acheter; et le Faucheur, de 1943, un bronze dont il n'existe pas d'autre épreuve, qu'André Malraux révait d'agrandir, pour en faire, à la pointe de l'île Saint-Louis, un monument à Baudelaire.

Contrairement encore à ce que

l'on aurait pu croire, la nouvelle

dation ne couvre pas que les « Années Jacqueline ». Jacqueline, certes, est là. A travers le célèbre Jacqueline aux mains croisées et au long cou, de 1954, qui a servi pour l'affiche de l'exposition. A travers la Femme nue allongée, pensive, de 1955, peinte au trait sur un fond de morceaux de papiers peints agrafés, en hommage évident à Matisse, récemment disparu. A travers plusieurs Etreintes sanglantes, inoules, des dernières années. A travers cette Femme à l'oreiller, de 1969, un nu blanc, magnifiquement peint, dont le corps souple et généreux se déploie dans tout l'espace du tableau, jusqu'aux bords qui en ont régi l'organisation. Un des chefs-d'œuvre de la dernière période, qui lui aussi ira au Musée Picasso, quand le Musée national d'art moderne recevra le Couple (1970-71), une œuvre formidable, dans le genre figuration libre (mais néammoins, et sexes en plus, construite) avant la lettre, dont les bleus tendres ne l'empêchent pas d'être joyeusement provocante.

Les portraits d'Olga

Des «Années Jacqueline», la dation retient encore des bustes d'hommes chapeautés, tarabiscotés, qui sont pour la plupart des autoportraits camouflés, d'humeur, d'humour et d'angoisse. Leur réunion sur un mur fait grand effet. Et I'on peut trouver presque dommage qu'ils soient voues à la dispersion dans plusieurs musées.

Et puis, il y a tout le reste. A commencer par un portrait de 1902 de Carina Pere Romeu, peint

ct Madeleine, un beau visage pompéien au pastel (1904). Dans ce reste, figurent peu de tableaux cubistes, mais nombre de dessins sont là pour compenser. Et non des moindres. La période dite classique des années 20, de son côté, est fort bien représentée par des portraits d'Olga, la première épouse de Picasso, qu'il a sagement dessinée en peinture, et sagement peinte en dessin, croisant les disciplines en croisant les bras d'Olga, joconde plus que danseuse, dans un por trait de 1921, au pastel pour la tête, au crayon pour les bras réalisés sur un support différent, puis raccordé. Autre chef-d'œuvre de la dation, dont le Musée de Grenoble

est l'heureux bénéficiaire. On ne peut pas tout citer. Pourtant chaque œuvre le mériterait - des délicieux Premiers Communiants (1919) à la Guitare (1927) dont les lignes forment les initiales de Marie-Thérèse Walter, une des compagnes de Picasso. Pour une raison ou pour une autre. Comme elles ont, chacune, quelque raison d'avoir été choisies pour aller soli tairement, à plusieurs, ou en groupes (pour les gravures, que le Grand Palais ne peut pas exposes en totalité, les 60 de 1966-68 et les 156 de 1970-72, seront conservées non partagées, respectivement : Grenoble et Strasbourg) renforcer telle ou telle collection.

Enfin, il faut parler du Braque, un grand papier collé de novembre 1913, connu sous le titre de Tivoli-Cinéma, une œuvre majeure du peintre, parfaite d'équilibre entre les courbes de la Guitare reprises par l'ovale qui boucle la composition et les droites des papiers enchevetrés qui sous-tendent l'instrument de musique. Une œuvre comme celle-là, dont on s'étonne qu'elle ait pu échapper à la première dation, après avoir échappé à la donation de la collection personnelle de Picasso, à elle seule, vaut déjà le déplacement. Et combien de millions? Bénies soient les dations. Et Picasso, créateur génial, auteur d'un grand œuvre qui réserve encore bien des surprises, collectionneur enfin.

GENEVIÈVE BREERETTE Picasso, une nouvelle dation. Grand Palais, du 15 septembre 1990 au 14 janvier 1991.

ELES SUJETS DU BACS

Mary Marine 18 from a trust of the party of Maria Maria and the appropriate the second

A MANUAL PROPERTY.

CANTON PARTY OF THE PARTY OF TH

THE PLANT OF THE PARTY OF THE P

Section of the Sectio The state of the state of the land of the land of the A SH WHILE BE 19-19 BOOK OF STREET, BY ALL THE STREET The second second second April 1984 - 1994 ST BENEFIT OF THE PARTY OF THE The second second

THE RESERVE OF The Art Art Art are Charles and Projection Man de Anna Anna Carre AND MALE Marine Commence of the Commenc the statement of

Marian A. Pill

EXPOSITIONS

GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33) . T, I, j. sf mar, de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE.

Salle d'art graphique Mnam. Jusqu'au 23 septembre. HARRY CALLAHAN, Galerie du forum, Jusqu'au 21 octobre.
COLLECTIONS DU CABINET
D'ART GRAPHIQUE, 2 volet: 19401964, Salle d'art graphique (4 étage).
Jusqu'au 23 septembre.

JEAN GUEHENNO, 1 sous-sol. Jus-

qu'au 24 septembre. RAYMOND LWY, UN PIONNIER DU DESIGN. Peut foyer. Jusqu'au 24

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France, place Henri-de-Montherlant (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le

RODOLPHE BRESDIN (1822-1885) UN GRAVEUR SOLITAIRE. Exposi-tion-dossier. Entrée : 27 F. Jusqu'au

JAMES CORDON BENNET ET LE NEW YORK HERALD. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 30 septembre. JOSEPH HORNECKER, ARCHITECTE - ART NOUVEAU A NANCY.

Palais du Louvre

Porte Jaujard - côté jardin des Tulle-ries (40-20-51-51). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences les samedis à 15 h 30.

LE GUERCHIN EN FRANCE. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 12 novembre. SCULPTURES FRAN AISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOU-VRE (1760-1830). Galerie et salle Mol-lien. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 31 décembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23ef lun, et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mar, jusqu'à 20 h 30. UN CHOIX D'ART MINIMAL DANS LA COLLECTION PANZA. Entrés 28 F. Jusqu'au 11 novembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

al-Eisenhower. PICASSO, UNE NOUVELLE DATION. Galeries nationales (42-89-54-10). T.i.j. of mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F, (dim. : 16 F). Du 15 septembre au 14 Janvier

MUSÉES

ARMEŞ INSOLITES DU XVI- AU XVIII SIÈCLE. Musée de l'armée, hôtel national des invalides, place des inva-lides (45-55-92-30). T.I.J. de 10 h à Entrée : 25 F. Du 18 septembre

au 31 décembre. L'ART NAIF AUSTRALIEN. Musée d'Art natif Max Fourny - halls Seint-Pierre, 2, rua Ronsard (42-58-74-12). T.i.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Du 14 septembre au 30 octobre. COULEURS DE LA VIE. Bibliothèque

Nationale, galeries Mansart, 58, rue de Richelleu (47-03-81-26), T.I.J. de 12 h à 18 h, mercredi jusqu'à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 octobre. DES ARTISTES A LA COUPOLE, MONTPARNASSE 1918-1940. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27), T.I.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 septembre.

EN TRAIN. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.|. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée :

A PARTIR DU 21 SEPTEMBRE

PETIT MARIGNY

100: REPRESENTATIONS

ocation 42 25 20 74 et agences

|25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 5 novembre.

GO WEST. Photographies de

'Ouest américain à la fin du XIXº siècle, Palais de Tokyo, 13, av. du Prési-dent-Wilson (47-23-36-53), T.I.J. st mar, de 10 h à 17 h. Entrés : 25 F (comprenant l'ensemble des exposi-tions). Jusqu'au 15 septembre.

HOMMAGE AUX TILLEULS ET A RODIN PAR FRANCIS MORELLET. Musée Rodin, hôtel Biron, parc, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.I.J. sf lun. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 septem-

LOUIS JOUVET ET LE CINÉMA. Bibliothàque Nationale, passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.I.J. sf dim. et fêtes de 9 h à 18 h 30. Jusqu'au 8 décembre.

LA MAISON DES ILLUSIONS DE JOY DE ROHAN-CHABOT, Trianon de Bagatelle, Orangerie, bois de Boulogne (45-01-20-10). T.I.J. de 11 h à 18 h. Entrée : 5 F (prix d'entrée du parc). Jus-

qu'au 14 octobre.
JULES ET PAUL MARMOTTAN COLLECTIONNEURS PRESTIGIEUX AU MUSEE Marmottan. Musée Mar-mottan, 2, rue Louis-Boilly (42-24-07-02). T.I.i. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre.

TOGYU OKUMURA, KAZUMASA NAKAGAWA. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.I.I. st lun. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 14 octo-

PIÈCES D'ÉCHECS. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et anti-ques, 58, rue de Richelleu (47-03-83-30). T.I., de 13 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

ROBES DU SOIR. Musée de la Mode et du Costume. Palais Galliers, 10, sv. Pierre-1-de-Serbis (47-20-85-23). T.I.]. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F.

RODIN ET LA CARICATURE. Musée Rodin, hôtal Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.I.), sf lun. de 10 h à 17 h 45. Du 1 octobre au 11 novembre t.i.j. sf lun. de 11 h à 17 h. Bradarie dim. 18 septembre de 10 h à 17 h 15.

CEMTRES CULTURELS

2 000 ANS DE PEINTURE DÉCO-RATIVE. De Pompei à la Grande Arche. Bibliothàque Forney, hōtel de Sens, 1, rue du Figuier (42-78-14-60). T.J., sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Du 13 septembre au

L'ALTERNATIVE! Une œuvre d'art suédois, hôtel de Marie - 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.I.]. sf km. de 12 h à 18 h. Du 14 septembre au

14 octobre. ROY ARDEN, JOHN MASSEY. PIERRE LECLERC. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (45-51-

35-73). T.l.j. af dim. de 10 h à 19 h. Du 13 septembre su 20 octobre. FRANCIS AUBURTIN. Mairie du XIVe, 12, rue Durouchoux. T.i.). de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 23 septem-

AUX SOURCES DU MONDE ARABE, L'ARABIE AVANT L'ISLAM.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fos-aés-Saint-Bernard (40-51-38-38), T.I.J., af lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre 1993, JEAN-FRANÇOIS BAURET. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.I.J. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h, Entrée : 7 F. Jusqu'au 14 octo-

BAYA, CHAIBIA, FAHRELNISSA,

TROIS FEMMES PEINTRES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.I.J. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jus-BÉNIN, TRÉSOR ROYAL, Collec-

tion du Museum für Völkerkunde, Vienne. Fondetion Dapper, 50, av. Vic-tor-Hugo (45-00-01-50). T.I.J. de 11 h à 19 h. Visites guidées jeudi à 15 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 23 septembre. LES ELEVES DE LA SFP, Société française de photographie, 9, rue Mon-talembert (42-22-37-17), T.I.), sf sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28

KOJI FURUDOI. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47), T.I.J. sf dim., lun, et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 13 octobre. ALBERT HADJIGANEV. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine, T.I.). sf lun, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

DAVID HAMILTON. Fleur de fleure.

Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres (45-01-20-10). T.I.J. de 11 h à 18 h 30. Entrée : 5 F (entrée du parc). Du 14 septembre au 18 novem-bre.

PARIS 1913 : LE SACRE DU PRIN-TEMPS, Drouot-Montaigne, 15, avenue Montaigne (48-00-20-71). T.I.J. sf mer. 19 septambre de 11 h à 19 h. Du 14 eptembre au 26 septembre.

DARINE SAPORTA. Photographies, Frac Forum des Helles, riveau - 3, porte Lescot (40-26-27-45). T.I.J. sf m. de 10 h à 19 h 30. Du 18 septer bre au 3 novembre, LE VENT DU NORD VI. Institut nite

landais, 121, rue de Lille (47-05-85-99), T.I.J. ef lun, de 13 h à 18 h. Du 16 septembre au 10 octobre. LÉO WALLACH, Centre juif d'art et de culture level la foctaté. de culture Israel Jefroykin, 68, rue de la Folie-Méricourt (48-05-28-60). Mer., lun. de 10 h à 14 h et de 18 h à 21 h, jeu., mar. de 10 h à 21 h, ven. de 10 h à 14 h. Du 13 septembre au 15 octo-

GALERIES

ALECHINSKY, DU BOUCHET, BRISSON, ERNST, KNIPHALS, LAI-GRE, PINCEMIN. Ramette, Rossineux, Van Velde. Galerie Lucette Herzog, passage Molière - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-94). Jusqu'au

ROY ARDEN. Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trols-Bornes (40-21-89-69). Jusqu'au 10 octobre. HUGUETTE ARTHUR-BERTRAND.

Galerie Galarté, 13, rue Mazarine (43-25-90-84). Du 15 septembre au MIQUEL BARCELO, LOUISE LAW-LER. Galerte Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Tempte (42-71-09-33). Jus-

qu'au 10 octobre. JEAN-MICHEL BASQUIAT, FRA-JEAN-MICHEL BASQUIAT, FRA-NOIS BOISROND, ROBERT COM-BAS, HERVÉ DI. Rosa, Keith Herling. Galerie Beaubourg, 23, rue du Ranard (42-71-20-50), Jusqu'au 6 octobre. LARRY BELL Galerie Montensy, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Jus-qu'au 29 septembre.

DAVID BNO. Galeria des Archiv 46, rue des Archives (42-78-05-77).

Françoise Palluel, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15), Jusqu'au 12 octobre. SOPHIE BOURSAT. Galerie Alina 70, rue Bonaparte (43-26 08-68). Du 13 septembre su 20 octo-

TROY BRAUNTUCH. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (42-77-63-60). Jusqu'au 13 octobre. FRÉDÉRIC BRECK. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 10 octobre.

MARK BRUSSE. Galerie Michel Vidal, 56, ma du Faubouro-Saint-Ao toine (43-42-22-71). Du 13 septembre au 10 novembre.

GIANSTEFANO BURATTONI. Gale rie Polaris, 8, rue Saint-Claude (42-72-21-27). Jusqu'au 8 octobre.

LUCIANO CASTELLI, JOL FIS-CHER, MANKUS RAFTZ, GEORGES ROUSSE, JUAN, Unit. Galorie Faricah-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 13 octobre.

THIERRY CAUWET. Série anti-llaise. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au

SANDRO CHIA, BILL BECKLEY. Galerie Daniel Templon, 30, rue Beau-bourg (42-72-14-10). Jusqu'au

CUECO, Les chiens de Seggarah. Galerie du Centre, 5, rue Plerre-au-Lard (42-77-37-92). Du 13 septembre au 31 octobre. RICHARD DAVIES. Galarie Michile

Broutta, 31, rue des Bergers (45-77-93-79), Du 18 septembre au 27 octo-

MARC DEVADE. Galerie Regards, 11. rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 11 octobre. JEAN-FRANIOIS DUBREUIL. Galeie Convergence, 39, rue des Archives

(42-78-57-45), Jusqu'au 6 octobre. KOJI FURUDOI. Galerie d'art inter-national, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 13 octobre.

MICHAEL GRAIG-MARTIN, Galery Claudine Papillon, 59, rue de Turerne (40-29-98-80). Jusqu'au 13 octobre. CHAIM GROSS. Galerie 1900-2000, 9, rue de Penthièvre (47-42-93-06). Jusqu'au 28 aeptembre.

GROUPE : HUIT NOUVEAUX ARTISTES, PEINTRES ET SCULP-TEURS. Galerie Peinture frache, 29, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Jusqu'au 28 septembre.

HUGHIE, d'Eugène O'NEILL

Mise en scène DANIEL POSTAL Avec Christian FAREAUD et Boris NAPÈS

Th. GUICHET-MONTPARNASSE 15, rue du Maine, PARIS 14°

Du 4 SEPT. au 13 OCT. 1990 Du mardi au samedi à 20 h 30 Réservations : 43-27-88-61 et 3 FNAC FRIEDEMANN HANN, CALLIM FRASER. Galerie Lavignes-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Du 13 septembre au 11 octobre.

MICHEL HUMAIR. Galarie Bellint. 28 bis, bd Sébastopol (42-78-01-91). Jusqu'au 20 octobre. NICOLAS HÉRUBEL. Galerie J. Moussion, 110, rue Vieille-du-Temple (48-87-75-91). Jusqu'au 25 septem-

IPERCAMERA. Galaria Proz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Du 13 septembre au 27 octo-

bre. |SIDORE |SOU, Galerie Rambert, A, rue des Beaux-Arts (43-29-34-90). Du 15 septembre au 20 octobre, / Gale-rie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Du 15 septembre au

JACOBSEN. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). JEANNE LAGANNE. Gulerie Plante

Lescot, 153, rue Saim-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 9 octobre. ELIANE LARUS, Galerie Bercovy gier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Du 13 septembre au 27 octo-

JEAN-CLAUDE LATTES. Espace d'art contemporain, 55, rue du Mont-parnasse (43-22-72-77). Jusqu'su 29

parnasse (43-22-72-77), Jusqu'au 29 septembre. CATHERINE LEE, Galaria Karatun Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 17 octobre.

JOHN LEVÉE. Galerie de Poche, 3, rue Bonaparte (43-29-76-23). Jus-qu'au 29 septembre. / Galerie Callu Mérite, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 29 septembre.

ERIC MAILLET, JEAN-CESAR SUCHORSKI. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jus-MAYO. Galerie Alain Blondel, 4, rus -Boucher (42-78-66-67). Jus-

gu'au 27 octobre. qui au 27 octobre.

MAITRES ANCIENS ET
MODERNES. Galerie Charles et André
Bailly, 25, quel Voltaire (42-60-38-47).

Du 18 septembre eu 20 décembre.

MAITRES FRAN AIS DU XIXE. Galerie du Carrousel, 11, quai Voltaire (42-61-10-75). Du 14 septembre au 14 décembre. ALBERT MERZ. Galeris Krief, 50, rue

Mazarine (43-29-32-37). Du 15 septembre au 13 octobre. MITCHELL Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob (42-60-86-31). Jusqu'eu 28 septembre. LA MONTE YOUNG, MARIAN

ZAZEELA. Espace Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au

20 octobre.
DAVID NEWMAN. Galerie Gutharc
Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10).
Du 14 septembre au 13 octobre.
OBJECTAL Galerie Jacques Barbier Caroline Beltz, 7, rue Pecquay (40-2784-14). Jusqu'au 29 septembre. JULES OLITSKI, Galerie Montaigne

36, svenue Montaigne (47-23-32-35). Du 15 septembre au 16 octobre. / Gale-rie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arcs (43-54-10-98). Du 15 septembre au 31 octobre. CARMEN PERRIN, Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 6 octobre.

FRANÇOIS PERRODIN. Galerie Gilbert Brownstone et Cle, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21), Jusqu'au 17 octo-

CLAUDE PICART, Galerie Nane Stern, 26, rue de Charonne (48-06-78-64). Jusqu'au 6 octobre.

LE PLAISIR DU PHOTOGRAPHE Gelerie Adrien Masght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Du 15 septembre au 15 octobre. JULIO POMAR, Galeria Georges

Lavrov, 42, rue Beaubourg (42-72-71-19). Jusqu'au 13 octobre. DANIEL POMMEREULLE, Galarie Rocca, 18, rue Charlot (48-87-56-56). lusqu'au 25 octobre.

ROBERT RAUSCHENBERG. Galerie Fabien Boulekia, 20, rue Bonaparte (43-26-56-79). Jusqu'au 22 septembre. OLIVIER RICHON. Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures Seint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au

THOMAS RUFF, Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 6 octobre.

CHÉRI SAMBA. Gaierie Jean-Marc Patras, 9, rue Saint-Anastase (42-72-22-04). Du 15 septembre au 27 octo-KENNY SCHARF. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 6 octo-

IRIS SARA SCHILLER. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 6 octobre.

ANTONIO SEMERARO. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincempolx (42-77-32-31). Jusqu'au 8 octobre. / Galerie Jean Lupu, 43, rue du Feubourg-Saint-Honoré (42-65-93-19), Jusqu'au

CHRISTIAN SORG. Galerie Clivages, 46, rue de l'Université (42-96-69-57). Jusqu'au 27 octobre. GIANGIACOMO SPADARI. Galaria

Cremniter-Leffanour (Down-Town), 33, rue de Seine (46-33-82-41). Du 15 MARK DI SUVERO. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 13 octobre.

RICHARD TEXIER. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Plâtre (42-76-03-10). Jusqu'au 16 octobre. / Galerie Bernard Davignon, 76, rue Vieille-du-Temple (48-04-52-50). Jusqu'au

DOMINIQUE THIOLAT. Galerie Apomixie, 19, rue Guénégaud (46-33-03-02). Du 16 septembre au 15 octo-

TIME SPACE PLAGE, Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Heu-driettes (48-87-60-81), Jusqu'au

BERNADETTE TINTAUD. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Du 13 septembre au

PÉRIPHÉRIES

BIÈVRES. Juan I-Jong de Taipei. Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (69-41-10-60), T.J.), de 10 hà 12 h et de 14 hà 18 h. Jusqu'au

LA DÉFENSE, Art contemporain du Sériégal, Grande Arche, socie de la Grande Arche 1, parvis de la Défense. T.I.J. st lun. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Du 18 septembre au 28 octobre. France des libertés, France des étrangers. Grande Arche, toit, 1, parvis de la Défense (49-07-26-26), T.i.]. de 9 h à 17 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 3 mars 1991.

IVRY-SUR-SEINE, Situation(s) IVIY Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gosnat (48-70-15-71). T.J.; sf lun, de 12 h à 19 h, dim, de 11 h à

17 h. Jusqu'au 23 septembre, PONTOISE. Les Acquisitions du musée Pissarro de Pontoise, 4, rue Lemercler - 17, rue du Château (30-38-02-40), T.I.I. sf lun. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 7 octobre, Les Plus Belles uvres d'art ancien. Musée Beiles uvres d'art ancien, musée Tayet-Delacour, 4, rue Lemercer (30-38-02-40), T.I.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, Jusqu'au 7 octobre. Sculptures religieuses du musée. Musée Tayet-Delacour, 4, rue Lemercier (30-38-02-40). T.I.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Du 15 septem-

bre au 16 septembre. SAINT-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE. Aux grands hommes, David D'Angers, Fondation de Coubertin, domaine de Coubertin (30-85-69-89). T.I.J. sf hun. et mer. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au

PARIS EN VISITES

« Les salons de l'hôtel de Lauzun et quatre hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, 17, quai d'Asjou (D. Bouchard).

« Jardins et cités d'artistes de Montparnasse », 14 h 30, métro E .- Quinet (Paris pittoresque et

« Le village de Saint-Germaindes-Prés, son abbaye, ses jardins, ruelles et jardins jusqu'à l'hôtel des archevêques de Sens », 14 h 30, sortie métro Saint-Germain-des-

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Prés (f. Hauller).

« Pyramide du Grand Louvre et crypte de Philippe-Auguste », 14 h 45, métro Palais-Royal, sortie rue de Rivoli (M. Banassat).

« L'Assemblée nationale », (carte d'identité; La visite peut être annulée, tél. le matin au 45-74-13-31), 15 heures, 33, quai

d'Orsay (E. Romann). « Exposition : Rodin et la caricature », 15 heures, 77, rue de Varenne (Tourisme culturel).

« L'Opéra Carnier et les fastes du Second Empire », 15 heures, en haut des marches (Connaissance de « Les cours des miracles : évoca-

tion de la corporation des voleurs

et des malingreux, etc. », 14 h 30,

métro Bonne-Nouvelle, devant la poste (P.-Y. Jasiet). « Bénin, trésor royal », 15 heures, musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (Paris et son his-

DEJEROME SAVARY



MISE EN SCENE JÉRÔME SAVARY USE PRODUCTION OU THEATRE NATIONAL DE CHARLOT LOCATION/RENSEIGNEMENTS 47.27.81.15 AREX LE SOUTTEN DES CRAM

THEATRENATIONAL DE CHAILLOT



一 智 建黄

LIBRAIRIES VIRGIN MEGASTORE

Les ouvrages sélectionnés par Le Monde sont disponibles aux VIRGIN MEGASTORES

> PARIS 52-60, avenue des Champs-Élysées MARSEULE 75, rue Saint-Ferréol Ouverts tous les jours jusqu'à minuit

and the second

Maria Cara

Aus probation

wayning to be

A PREMOVED TO

MARKA 15 R. AND P.

partie de la Détermant de la Contraction de 15 à Louise de 15 à Lo

ET THE TES

subme de Philad de Lau-sante sérate de l'As Santi 1888 M. W. quiei d'Adijon.

en en cinés d'activités de mais n. 14 à 30, metro

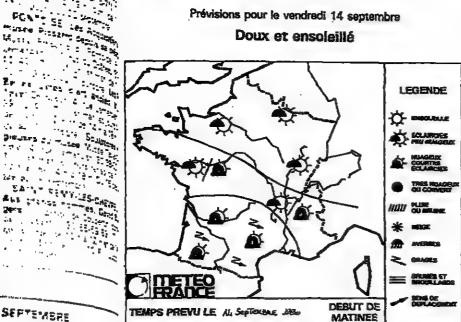
cilinge de Letes Correac; ner abbert, ses pardies Jectus americ Fadies de jun de little a. 14 h /c 1000 faint Dermans-de

de Marten

Court of the little of the lit

MEMOREDI 14 SEPTEMBRE

MINERAL DISEASE CONTRACTOR



Samedi 15 septembre : Quelques orages isolés

15 Las passages RUBGBUX n'empêcheront pas le soleil de se montrer. Par moment, les nuages se montreront plus menacants et donneront une petite ondée, voire un orage. Ce sont les régions qui s'étendent du Sud-Ouest au Massif central et à le Franche-Comté qui seront les plus menacées par

ces ondées orageuses. Le soir, la couche nuageuse s'épeiasire sur le Bre-tagne et le Cotemin.

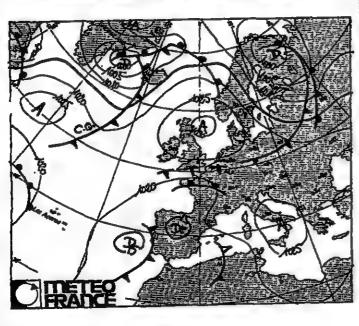
Les températures du metin saront de 11 à 13 degrés sur le Nord et le Nord-Est, 13 à 16 degrés ailleurs. L'après-midi. il fera 24 à 26 degrés du Nord au Nord-Est, 26 à 28 degrés sur les autres régions, voire 30 degrés

SITUATION LE 13 SEPTEMBRE 1990 A 0 HEURE TU

sur le Sud-Ouest.

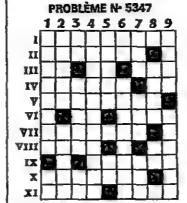


PRÉVISIONS POUR LE 1 SEPTEMBRE À 12 HEURES TU



| Malana arefere | maxima – minima e s relevées entre n le 13-9-90 à 6 heures TU | is 12-9-90 |
|--------------------|---|---------------|
| FRANCE AJACCIO | TOURS | |
| A B C ciel convert | D N O orage degrate numbers. | P T - * neige |

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT i. Avec lui, on est sûr de tomber sur un os. - II. Pard tout son imérêt quand la glace est rompue. -III. Note. Préfixe, Pousse à s'occuper des affaires des autres. des attares des autres. — IV. Se déplacent sans bruit. Alla au Ciel. — V. Prêtre à rire. — VI. Prêtre. Cui ord laissé tomber laurs affaires. — VII. Rase bien. — VIII. Formule. A beaucoup fait rêver. — IX. Oui est donc toujours le même. — X. Se prête en cas de basoin. — XI. Est bien verte. Chassait les nuages.

1. Jeu de mots. Réfléchi. - 2. Faite

VERTICALEMENT

pour récolter. Pour celui qui ne veut pas trop se mouller. - 3. A de beaux restes. A cause d'elle, certains ne s'entendant plus, Adverbe. - 4, De quoi ne plus être dans la course. -5. Sont responsables de certaines usures. Tel celui qui débute dans la vie. – 6. Pronom. Huisible aux projets d'avenir. – 7. Se déplace rapidement. Amenée à « la » ramener. Est réveilé depuis longremps. – 8. Consomme beaucoup. Donnatt un avis. – 9. Va bien avec lui. Mise en valeur.

Solution du problème nº 5346 Hortrominisment

I. Sénateurs. – II. Louer. Rés. III. Aléria. Tu. – IV. Li. Os. Art. – V. Odessa. – VI. Menteuse. – VII. Tardive. – VIII. Unit. Et. – Récit. Cru. - X. Houle. -

Varticalement 1. Slalomeurs. - 2. Eolide. Né. -Nue. Entiché. - 4. Aérostation. -Trisser, Tue. - 8. Aude. Lu. - Ur. Si. Cas. - 8. Retriever. -9. Saut. Etuis.

GUY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 10 et mardi 11 septembre DES DECRETS - Nº 90-798 du 10 septembre 1990 portant incorporation au code général des impôts de divers textes modifiant et complétant cer-

taines dispositions de ce code. - Nº 90-799 du 10 septembre 1990 portant incorporation au livre des procédures fiscales de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce

ivre.

UN ARRETE - Du 10 septembre 1990 por-tant incorporation à l'annexe IV au

code général des impôts de divers textes modifiant et complétant

Est publié au Journal officiel du mercredi 12 septembre 1990 :

UN DECRET

-Nº 90-801 du 6 septembre 1990 pris pour l'application de l'article 34 de la loi Nº88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie et relatif à l'indemnité compensatrice en matière d'enseignement primaire et d'assis-tance médicale gratuite

MERCREDI 12 SEPTEMBRE 1990 19H55 43 41 39 35 NUMERO COMPLÉMENTAIRE PÉRIODE DETIRAGE IF 37

20H35 49 22 16 9 4 NUMERO SIPLEMENTAIRE VALIDATION DU JEURI AU SAMEDI 18HO). PHOCHADIS TIRAGES BANED! 19456-20405

290719

390719

490719

Les numéros

approchant à la centaine

de mille

TIRAGE DU MERCREDI 12 SEPTEMBRE 1990 lotő Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)

Le numéro 090719 gagne 4000000 F 190719

590719

690719

790719

gagnent

40 000 F

| | Les numéros approchant aux | | | | | |
|--|--|--|--|--|----------|--|
| Dizelnes de mille | Mille | Contolines | Dispines | Unités | gagnent | |
| 000719 010719 020719 030719 040719 050719 060719 070719 080719 | 091719 092719 093719 094719 095719 096719 097719 098719 099719 | 090019 090119 090219 090319 090419 090519 090619 090819 090919 | 090709 090729 090739 090749 090759 090769 090779 | 090710 090711 090712 090713 090714 090715 090716 090717 | 10 000 F | |
| Tous les 0719 billets 719 se terminant 19 par 9 | | g | agnent | 4 000 F 400 F 200 F 100 F | | |

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS Par minitel 38.15 LOTO Par téléphone 36.65.77.02

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS Le Grand Prix de L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu

d'une couvre intéraire médite. Toutes les couvres sélec-

Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées sprès établissement d'un contrat règi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias:

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08

CARNET DU MORDE

Naissances - Télémaque,

fils d'Ulice D. MASSON, et de Brigitte RÉCIPON,

petit frère de Martin et Lazare,

est né le 4 septembre 1990.

Décès

- M. Jean Allard. son époux, M. et M∞ Michel Gouet, M. et M. Michae Court,
M. et M. Philippe Deronne

ses entants,
Patrice, Florence, Murielle, Valérie,
Marie-Agnès, Sébastien, Amaud,
ses petits-enfants.
M. et M. Pierre Humbert-Droz, ses sœur et beau-frère, Michèle, Geneviève, Sylvic,

ses nièces, Mª Louise Fligelman, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du rappel à

> Mª Jean ALLARD, CFME.

survenu à Paris, le 11 septembre 1990,

La cérémonie religiouse sera célébrei le vendredi 14 septembre 1990, i 10 h 30, en l'église Spint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclere, Paris-14.

L'inhumation aura lieu au cimetière Cadet de Niort (Deux-Sèvres), le même jour, à 17 heures.

1, rue Monticelli, 75014 Paris. 24, avenue Félix-Viallet, 38000 Grenoble. 29, avenue Jean-Racine, 92330 Sceaux. 14, impasse du Coteau, 30000 Nimes.

- Ma Humbert Guyot,
M. et Ma Humbert Guyot
et leurs enfants. M. et M= Georges-Henri Soutou, M. et M= Jean-Mare Tiberghien

et leurs enfants. Le capitaine et M= Olivier Duporté et leurs enfants, M. Jean-François Desueldre

ont l'honneur de faire part du rappel à Dieu, le 1= août 1990, du

Humbert GUYOT, officier de la Légion d'honneus

eroix de guerre, valeur militaire, médaille de la Résistance.

Il fut l'ultime chef de corps du 7- régiment de Spahis algériens (Senlis), dernière unité à cheval de la cavalerie française, dissous le 30 septembre

Ses obsèques ont été célébrées le 3 août en l'église de Châteauneuf.

73190 Châtcauncul (Savoie).

31, avenue de la Bourdonnais, M= Edmond Schzer,

M. Jean Gaussorgues, M= Etienne Gaussorgues, ses enfants et petits-enfants, M. et M= Jean-Marc Soltzer leurs enfants et petits-enfants, M. et M= Charles Anglade et leurs enfants,

dans la tristesse et l'espérance, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu

Madeleine SELTZER, croix de guerre 1917, de la Reconnaissance française,

fondatrice et directrice du sanatoriu chevalier de la Légion d'honneur.

survenu dans sa quatre-vingt-dix-sep-

Les obsèques ont eu lieu au temple protestant de Sanary-sur-Mer, le 4 sep-tembre 1990.

a lleureux ceux qui meurent dans

le Scigneur. Ils se reposent de leurs travaux et leurs œuvres les suivent. » Apoc. XIV, 13.

98, impasse Bory. 83110 Sanary-sur-Mer.

 La fondation Edith Seltzer,
 Le centre de cure et convalesce
 hantoiseau-Chantesoleil, Le centre de réadaptation profes

nelle Chantoiseau. Le conseil d'administration, Le comité médical, Le comité d'entrepris L'Association des amis de Chantoieau-Chantesoleil.

La direction et tout le personnel,

ont la tristesse de faire part du décès de

Madeleine SELTZER, survenu le 1° septembre 1990, à Sanary-sur-Mer.

Les obsèques ont eu lieu au temple de Sanary-sur-Mer, le 4 septembre 1990.

Chantoiseau, 05100 Briancon.

- Lise et Claude Chanut, Georges Rosenberg, Les familles Seligman, Lyon, Rosen-berg, Devaux, Chanut, Lehmann,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mª Suzanne LEHMANN. leur mère, belle-mère, grand-mère et

arrière-grand-mère, survenu le 11 septembre, dans sa qua-

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le président-directeur général du Centre français du commerce extérieur, Le président du Comité français des manifestations économiques à l'étran-

Et l'ensemble du personnel, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Paul STEHLIN,

urvenu je mardi 11 septembre 1990, a Paris, à l'âge de cinquante-huit ans.

10, avenue d'Iéna, 75016 Paris,

- M= Adrine Lusina Tamm,

M. Lars Tamm,

son frère, M≃ Beth Krautmeyer et M≃ Margareta Sylvén, Ses neveux et nièces, Et tous les amis du ministère suèdois

des affaires étrangères, ont la douleur de faire part du décès de M. Hugo TAMM, adeur de Suède E.R.,

survenu le 9 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

Une cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 14 septembre, à 8 h 30, à la chapelle Sainte-Thérèse, à la paroisse Saint-Honoré-d'Eylau, 71, rue Boissière, Paris-164.

Le corps sera inhumé au caveau familial à la paroisse de Lôt en Suède.

4, rue Thiers, Paris-16.

Remerciements

- Les familles Szulmajster, Ceinikier, de Robichon, Mathon, Carrère, Kunthala, très touchées par les nombreuses mar-

ques de sympathic reçues à l'occasion

M. Jekisiel SZULMAJSTER, directeur de recherche au CNRS, chevalier dans l'ordre national

remercient les fidèles amis et tous ceux qui se sont associés à leur deuil.

<u>Anniversaires</u>

- Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du

SOME Brune DE LA FOREST D'ARMAILLÉ,

une messe sera célébrée le jeudi 20 sep-tembra 1990, à 18 h 15, en l'église Saint-Philippe du Roule, Paris-8.

- Pour le premier anniversaire de la disparition de M. Henri HECHT,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé, et restent fidèles à son souvenir.

il y a neuf ans, le 15 septembre

Georges MAZURELLE

nous quittait. Son épouse, ses enfants, ses amis, évoquent le souvenir de celui qui reste présent parmi cux.

Messes anniversaires - Pour le huitième anniversaire du décès du président

> Bachir GEMAYEL et de ses compagnons,

Solange, Youmna et Nadim Gemayel roumna et Nadim Gemayel font part de la messe de requiem qui sera célébrée par le vicaire patriareal maronite. Mgr Pierre Harfouche, le dimanche 16 septembre 1990, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-du-Liban, rue d'Ulm, Paris-5.

Pompes Funèbres Marbrurie

CAHEN & Cie

43-20-74-52 MINITEL par le 11

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

20.40 Série : Le triplé gagnant. L'assassin, 6'il vous plait ? de Bernard Vil-liot, avec Raymond Pellegan, Darry Cowl. 22.05 Ex libris.

Islan : De la sour Invités : Bernard Lewis, Djura, Bruno Etienne, Freidoun Sahebjam, Sapho.

23,10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 0.05 Journal, Météo et Bourse.

20.40 Cinéma : Coup double. II Film américain de Jeff Kanew (1986). Avec Burt Lancaster, Kirk Douglas, Charles Dur-

22.25 Variétés : Ages tendres. Emission présentée par Albert Raisner. 23.15 Feuilleton : Le journal (demier épisode). 0.20 Journal et Météo.

FR 3

20.35 Cinéma Les vécés étaient fermés de l'Inté-Film français de Patrice Leconte (1975). Avec Jean Rochefort, Coluche, Roland Dubiliard. 22.00 Journal et Météo.

22.20 Dessin animé : Run Sheep Run. Cinéma : Mauvais sang. ■ Film trançais de Leos Carax (1986). Avec Denis Levant, Juliette Binoche, Michel Pic-

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Australia.

Jeudi 13 septembre

Andrien (1988), Avec Fanny Ardant, Jeremy Irons, Agnès Soral, 22.25 Flash d'informations. Cinéma : Karaté Kid, le moment de vérité 2, E Film américain de John G, Avildsen (1986). Avec Noriyuki « Pat » Monta, Ralph Mac-chio, Tamlyn Tomita (vo).

Cinéma : J'aurais jamais dû croiser son regard. D Film français de Jean-Marc Longval (1989). Avec Nathalie Cardone, Smaln, Luc Thiller.

LA 5

20,35 Histoires yraies. Mon bébé, mon amour, téléfilm de James Staven Sadwith, avec Jo Beth Walliams, John Shea (2º partie). Un procès déchirant.

22.20 Débat : Un enfant à tout prix. 0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Cinéma : On est venu là pour s'éclater.

Film français de Max Pécas (1979). Avec Marco Perrin, Sylvain Green, Christina 22.05 Téléfilm : Vol 755.

chantage à la bombe. De Scott Hicks, avec Chris Haywood, Vin-Panique pour un prétendu explosif.

23.40 Six minutes d'Informations.

LA SEPT

20.30 Série: Objectif amateur (2). 21.00 Théatre : Oh I Les beaux jours.

Pièce de Samuel Beckett, avec Renaud, Jean-Louis Barrault.

22.30 Le Concertgebouw Amsterdam 23.00 Documentaire : Tours du monde,

tours du ciel (7). 23.55 Série : Grafic (Harry Clarke).

FRANCE-CULTURE

20.30 Festival d'Avignon 1990.

Profils perdus. acques Doucet

22.40 Nuits magnétiques. Relire la littérature : Le roman des manus crits.

0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. L'héritage anfoul de Tracy Chapman.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées): Noctumes pour orches-tre, de Debussy; Concerto pour piano et orchestre en sol majeur, de Ravel Concerto pour orchestre, de Bartok, par le Chœur de Radio-France et l'Orchestre national de France, dir. Charles Outoit sol. : Martha Argerich, piano.

23.07 Nuits chaudes. De grands oiseaux de nuit.

0.58 Les valses de l'été.

Vendredi 14 septembre

TF_1 13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour. 14.25 Série : Commissaire Moulin. Série: Tribunal.

16.50 Variétés : La chance aux chansons. 17.05 Club Dorothée. 17.35 Série : Hawaii, police d'Etat. 18.30 Jeu : Une famille en or. Anime par Patrick Roy.

18.55 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 19.55 Divertissement : Pas folles, les bêtes ! 20.00 Journal, Météo et Tapis vert

20.35 Variétés: Tous à la Une.
Emission présentée par Patrick Sabatier.
Avec Jean Lefèbvre, Toto Cutugno, Kassav', Les Inconnus, Patrick Sébastien,
Michel Fugain, Véronique Genest, La Compagnie Créole, Marc Lavoine, Emmanuelle
Béart. 22.35 Magazine : Grands reportages.

Les gros... la faim du rêve américain, de Jean-Loup Demigneux. 23.35 Série : Madame SOS. 0.50 Journal, Météo et Bourse.

13.40 Série : Faicon Crest. 14.05 Magazine : Eté show. 14.10 Feuilleton : Les dames de la côte

15.40 Magazine : Eté show (suite). Invité : Ivry Gitis. 16.45 Série : Larry et Balki.

17.10 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, animé par Leurent

17.35 Magazine : Giga. Les années collège. 18.05 Feuilleton : Châteauvallon (demier épi-19.05 Série : Mac Gyver.

20.00 Journal et Météo. 20.40 Série : Profession comique. D'André Halimi. Fu-Fu (Louis de Funès).

21.35 Série : La belle Anglaise 21.50 Caractères.

Magazine littéraire de Bernard Rapp. Premiers romans. Invités: Philippe Blasband (De cendres et de furnées), Kits Hilaire (Ber-lin, Dernière), Jean Rouaud (les Champs d'Honneur), Amitav Ghosh (les Feux du Bengale), le professeur Emile Papiernik (Naître, de Lennart Nilsson), Catherine Monetti (Les saucisses de Toulouse).

Journal et Météo. FR 3

23.05

13.30 Magazine : Regards de femme. Invité : Almudena Grandes, pour les Vies de Loulou ; Le grand témoin : Aniko Husti, chercheur à l'Institut national de la recherche pédagogique. 14.05 Sport : Tennis.

Passing shot de Bordeaux, en direct.

17.30 Magazine : C'est pas juste.

18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 20.05 Jeux : La classe. Magazine: Thalassa 20.35

ll était une fois la Transat, de Ramon Gutierrez et Patrick Boileau. 21.35 Feuilleton : Le roi de Patagonie. De Stéphane Kurc et Georges Campana, d'après le roman de Jean Raspail, avec Fré-déric Van Den Driessche, Omar Sharif (1-La fabuleuse histoire d'Antoine de Tou-

22.30 Journal et Météo.

16.00 Sport : Golf.

CANAL PLUS 13.30 Cinéma : L'arme fatale. Film américain de Richard Donner (1987). Avec Mel Gibson, Danny Glover, Gary Busey. 15.15 Cinéma dans les salles.

Trophée Lancôme, en direct de Saint-Nom-

la-Bretèche. Cabou cadin. 18.00 eporter blues; The Dick Tracy show. En çlair jusqu'à 20.30 -

18.30 Dessins animés : Ça cartoon. 18.50 Top albums. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Téléfilm : Strip-tease fatal. De Robert Lewis, avec Marilu Henner, Susan Blakely. Enquête dans une boîte où les hommes se

22.05 Documentaire : Retour au Kham.

De Bruno Vienne, Un lama de retour su Tibet. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma :

Randonnée pour un tueur. Film américain de Roger Spottiswoode (1988). Avec Sidney Poitier, Tom Berenger, Kristie Alley.

LA_5

13.30 Série : Amicalement vôtre. 14.30 Série : L'enquêteur. 15.25 Série : Soko, brigade des stups.

16.35 Dessins animés. 18.00 Série : Riptide. 19.00 Journal Images 19.10 Jeu : Je compte sur toi.

19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.35 Téléfilm : Ma femme a disparu, De David Greene, avec Elliot Gould, Mike

Farrell. *Un prêtre est au courant...* 22.25 Série : L'inspecteur Demick. 23.30 Soko, brigade des stups (rediff.). 0.00 Le minuit pile.

M 6

Madame est servie (rediff.). 13.50 Série : Docteur Marcus Welby. 14.40 Série : Médecins de nuit. 15.30 Musique : Boulevard des clips (et à

1.00). 17.00 Série : Magnum. 17.45 Téléfilm : Panique dans le périphérique. De Jerry Jameson, avec James Farentino, Don Stroud.

18.54 Six minutes d'informations. 19.00 Série : La fête à la maison. 19.25 Série : Roseanne. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Téléfilm : Racolage. De Joseph Sargent, avec Lee Remick, Jill

Clayburgh.
Une journaliste et une prostituée.

FOYERS AYANT REGARDE LA TV

(en %)

60,2

84,8

35.B

HORAIRE

19 h 22

19 h 45

20 h 16

郊水袋

22 h 08

22 h 44

Audience TV du 12 septembre 1990

TF1

Tac-o-Tac

12,5

Bose Fort.

21.1

Journal

27,6

Sacrée solitée

22.9

Pub

Sácréo scirle

A2

Mac Gyve

8,1

9.3

Journal

12,1

nteris Lesca

16,8

Enfants Lascas

15,6

Venise e. ambiya

3.6

FR3

Actu. rég.

18,1

19-20 14

12,2

La Cassa

10,5

M. s. inerity.

8.3

М

Soir 3

22.15 Série : Clair de lune.

23.05 Série :

Les années coup de cœur. 23.35 Magazine : Avec ou sans rock. 0.20 Six minutes d'informations.

LA SEPT

.30 Cours d'italien (14)

16.00 Débat : Dialogue. (La Golfe, l'islam et la guerre). : 16.55 Série : Grafic (Sens interdit).

17.00 Téléfilm : Le maître (1º partie). 18,15 Court métrage : Blanche et Claire. 18.30 Série : Grafic (Quasimodo). 18.45 Série: Portraits (La matelassière) D'alain Cavalier.

18,55 Vidéo-danse : Ex-romance. 19,45 Vidéo-danse : Vire-volta. 20.00 Documentaire : Rêves des enfants du dragon. De Pierre Hoffmann.

21.00 Série : Grafic (Liberatore) 21.10 Téléfilm : Le maître (2º partie). 22.15 Court métrage : Les chiens. De Melvin

22,30 Série : Grafic (Tout va bien). 22.40 Série : Portraits (La fileuse). 23.00 Documentaire : Paris-Nord. D'après le

FRANCE-CULTURE

20,30 Radio-archives.

21.30 Black and blue. Table ronde. 22.40 Nuits magnétiques. Relire la littérature Le roman des manuscrits. 0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. L'héritage enfoul de Tracy Chapman.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 13 octobre 1989 lors de l'Emis de Paris): Concerto pour violoncelle et orchestre m 2 en si mineur op. 104, de Dvorak; Symphonie m 2, de Ives, per l'Orchestre philhermonique de Radio-France, dir. John Nelson; sol. Lynn Harrell, violon.

22.20 Cycle acousmatique. 23.07 Nuits chaudes. De grands oiseaux de

Te Monde / SOFRESNIELSEN

LA 5

20

1.4

Journal

32

L bábá m. to

10,9

bébé m. a

11,0

Officer

M6

F. à maison

2,6

2.4

Mad, service

\$.0.£. otagas

S.O.S. ctages

3,9

3.9

Le saint

4,9

0.58 Les valses de l'été.

CANAL -

Commen.

1,2

Naile part,

3.0

Nuls per L

22

Cináme agles

2,7

2,8

L'imité sepris

L'ionié supis

Du kındi ay vendredi, à 9 heures, FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de radio qui parle de la télévision. Présentée par GLEENT DENOYAN et ANNICK COJEAN

En partenariat avec la Générale des eaux

COMMUNICATION

Relance de Télé-Monte-Carlo

A partir du mois de décembre, Télé-Monte-Carlo diffusera chaque jour entre 20 heures et 22 heures, un programme produit par un nouveau partenaire, la Monégasque des ondes. Cette société de droit monégasque est une filiale de la Générale d'images (du groupe Générale des eaux) dans laquelle les banques Banexi et Barclay's détiedront des parts.

Ce programme propre à Télé-Monte-Carlo (qui en assurera la responsabilité éditoriale) sera composé de films, de festivals, d'événements sportifs ou culturels, de vingt minutes d'informations régionales conçues avec l'aide de Radio-Monte-Carlo, TMC et la Monégasque des ondes produiront ensemble des programmes thémati-ques. L'ensemble de ces programmes respectera les règles définies par les ministères français de la culture et de la communication. puisque TMC dispose d'émetteurs à Marseille et Toulon.

Pour TMC, dont les actionnaires

restent RMC (60 %) et la principauté de Monaco (40 %), cette relance de la programation est la deuxième étape d'un plan qui vise à rétablir son équilibre financier (la chaîne perdait 2 millions de francs par mois) et à apprer les dettes bancaires (80 millions de francs) d'ici quelques années. La première étape de ce plan (le Monde des 22 juin et 10 novembre 1989) avait consisté à diffuser sur les fréquences de TMC le programme musical de MCM (Monte-Carlo-Musique), produit par la société Euromusique, dont la Générale des eaux est aussi actionnaire avec d'autres câblo-distribu-

teurs et RMC. Ce programme MCM reste diffusé par TMC entre 7 heures et 20 heures, et après 22 heures. Selon M. Hervé Bourges, PDG de la Sofirad, maison-mère de RMC et TMC, l'équilibre financier de MCM est presque atteint.

القدائط تعزز

. . . 5

1000

100

1.4.50

4

3.5

چى يە جە ⁻⁻-

Trible #

16 m

··2 . .:

SANSON SCHOOL

M-6 et FR-3 se lancent dans la télévision locale à Lille

THE

de notre correspondant

M-6 diffuse depuis mardi 11 sep-tembre un journal télévisé d'informations locale sur Lille, Roubaix, Tourcoing . Ce «6 minutes Lille» reprend la formule du «6 minutes Bordeaux» lancé en janvier 1989 : un journal court et rythmé avec sept à neuf sujets tout en images et commentaires en voix off, diffusé à 19 h 54 du lundi au vendredi.

Le test de Bordeaux avait paru suffisamment concluant pour que la chaîne en demande la reconduc-tion au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et son extension à Lille, mais aussi à Tours, et Mar-seille. A terme, M-6 entend constituer un réseau de décrochages sur une quinzaine de grandes villes,

A Lille, la chaîne a passé un secord avec les quotidiens Nord-Eclair et Nord-Matin ainsi qu'avec Région Câble, la filiale câble de la Générale de chauffe (groupe Générale des eaux), réunis au sein de la société Prodis, à qui est confiée la production du « 6 minutes Lille » pour un budget annuel de 4 millions de francs.

La métropole lilloise devient ainsi le premier terrain de concurrence dans le domaine de l'information locale télévisée (le Monde du 3 juillet). En effet, le matin

même du lancement du «6 minutes Lille», FR 3 et le quo-tidien régional la Voix du Nord annonçaient la diffusion, par décrochage, à partir du 24 septem-bre, d'un projet concurrent baptisé

« Europoie TV ». Première télévision de proximité de FR-3 à être mise en place après la préfiguration de Tours en juin dernier, « Europole TV » diffusera chaque soir sur FR-3 avant le jour-nal régional, sept jours sur sept, de 19 heures à 19 h 10, un journal . consacré à l'information et aux services. « Europole TV » visera ia métropole lilloise, mais également les habitants de la zone belge voi-sine de Tournai et Courtrai.

Ce journal, pour lequel FR 3 annonce un budget de 6 millions de francs, sera réalisé par une équipe de la chaîne publique en collaboration avec NEP-TV, filiale audiovisuelle de la Volx du Nord en liaison avec le Courrier de l'Escaut, de l'autre côté de la frontière.

Les abonnes du câble de l'agglomération lilloise auront en outre, dans quelques semaines, le choix avec un troisième journal télévisé local. Après ceux de Roubaix-Tourcoing, ils devraient en effet bénéficier d'un journal de dix minutes diffusé tous les jours par Région Cable en collaboration avec Nord-Eclair.

JEAN-RENÉ LORE

Ouverture du premier FIMAJ

Création d'un lobby français pour les programmes jeunesse

TROYES

de notre envoyée spéciale

Des associations parfois amies mais toujours concurrentes regroupées pour défendre le développement et la qualité de la program-mation télévisée pour la jeunesse : c'est par cette heureuse initiative que le FIMAJ (1), premier marché international de programmes jeunesse, devait ouvrir ses portes, jeudi 13 septembre au matin. Por-tée sur les fonts baptismaux devant près de mille deux cents profes-sionnels de la production et de la programmation pour les enfants réunis à Troyes, l'Association pour la fondation du jeune téléspecta-teur actif a défini les grandes lignes d'un projet salué par le ministère de la communication

Fondée à l'initiative de l'association de défense des téléspectateurs Les pieds dans le PAF, ce réseau national veut rassembler « tous les acteurs engagés dans l'action, la qualité et l'éthique des programmes destinés aux jeunes». Dotée d'un conseil scientifique, composée de personnalités et de spécialistes de la télévision jeunesse, et dont le journaliste Noëi Mamère sera le porte-parole, cette association régie par la loi de 1901 compte parmi ses membres fondateurs des repré-sentants de la FEN, de la Fédération Léo Lagrange, des associations Enjeu-télé et Médias-télévision-télespectateurs, de l'inspection de la jeunesse et des sports, de la Ligue de l'enseignement ou encore Edu-

« Dernier sursaut pour tenter de définir le rôle d'un vrai service public», selon Michel Bonjiovanni, l'un des organisateurs du FIMAJ, et membre de l'Association pour la fondation du jeune téléspectateur actif réclame d'ores et déjà la constitution d'une commission consultative auprès du Conseil

supérieur de l'audiovisuel, Pour conduire ses actions, elle devrait, selon toute logique, déboucher rapidement sur une formation proche de l'actif lobby américain de M. Peggy Charren, l'Action for Children Television (ACT). Avec, sans doute, une branche production, à l'image de la prestigieuse Austrian Children's Television Foundation. Reste encore à savoir si les associations de réputation moins libérale que Les pieds dans le PAF comme Antea nu Si tous les enfants du monde accepteront de rejoindre une initiative largement cautionnée par le ministre de la communication, M= Catherine

ARIANE CHEMIN

(1) Festival international/Marché de l'audiovisuel de programmes jeunesse, Palais du printemps, Troyes, éasqu'au 16

M. Jean-François Kahn part en croisade contre l'OJD. - M. Jean-François Kahn, directeur de la publication de l'Evénement du jeudi, a dénoncé, le 12 septembre, lors d'une conférence de presse, l'ab-sence de transparence des chiffres de vente de la presse française publiés par l'Office de justification de la dif-fusion (OJD). Se disant décidé à aller en justice, M. Kahn accuse cet organisme de violer ses propres règles. L'Office ne devrait pas pren-dre en compte, dans ses calculs, les ventes de journaux dont le prix est inférieur à 50 % du prix normal. Mais en réalité, selon M. Kahn, les chiffres publiés par l'OID mélent les ventes habituelles aux ventes promotionnelles (les abonnements avec cadeaux). Le directeur de l'Evénement du jeudi dénonce les a magouilles » que permet l'arbi-traire de telles règles.

Ca programme propie à l'éle Composition à des annuelles le Compositions des annuelles les les manifest diversity or com-mit de film, de fintrest, d'exce-ment modelle du Callurell. S-conte modelle du Callurell. S-conte modelle de fintrest con diversité des modelle fentiums de production de modelle fentiums de production de modelle fintres-manifest des grandes de regles get-minus de modelles de regles get-les productions de regles get-les productions de regles get-les productions de fintresses de les productions de fintresses de in he semipter francis de me e di la communication of This Sugare d'Emerication alors et Toulon.

> M-6 et FR-3 se lancent dans la télévision locale à li

1. 1000 mag

and the party

A SERVE ACTIVISACIONES

make differe dispute materi fa urts maken dispute med likering dispute materials for the materials materials be formed do not be added to be made in the materials do not be added to provide the formed of judge see. The provide the materials and art of the provide the materials and art of the materials and the season of the season.

Co man de Mandelle Sede de Constitue de Cons

4.19

Creation d'un lobby fras pour les programmes jet

Le Monde

••• Le Monde • Vendredi 14 septembre 1990 17

SECTION C

Enquêtes sur deux « monstres sacrés »

Barthes ou la vie triste

Louis-Jean Calvet écrit la biographie d'un homme qui n'en voulait pas



« La mélancolie de cet homme, sa bienveillance, cette sagesse inquiète... »

Jean Calvet n'est donc en rien « autorisée », ni par Barthes ni par ses héritiers. Il semble même sans ambages le refus barthésien de la biographie, sa çois Wahl, l'éditeur de Barthes part de ruse et de dérobades. En au Seuil, contre qui l'auteur polémique assez durement, lui contestant le rôle d'exécuteur somme, il ne s'excuse pas auprès de lui de ne pas le suivre quand testamentaire, lui déniant notamment le droit de « reteil annonce théoriquement la « mort de l'auteur » : comme nir » des correspondances intimes. Ces lettres à des amis, Louis-Jean Calvet a pu les lire, mais il n'a pas obtenu l'autorisa-tion de les citer, et il pense Barthes, il n'y croit qu'à moitié. Ce n'est pas un essai brillant, profond ou paradoxal, qui avancerait, sur la trajectoire intellectuelle de Barthes, sur son rôle qu'elles ne seront pas publiées. Sur ce point, François Wahl serait sans doute bien avisé de social et sur sa configuration psychique, des interprétations neuves en un style séduisant, à la s'expliquer, ses raisons peuvent Barthes, comme l'avait tenté Le livre de Louis-Jean Calvet Philippe Roger (1). C'est une

nalistique, et la trad sympathie », selon les propres termes du biographe. Bref, c'est un livre qui répond à une commande, comme il s'en fabrique de plus en plus (2).

Ainsi des précisions sont fournies, que ne donnait évidemment pas l'elliptique et coquet petit Roland Barthes par Roland Barthes de la collection « Les écrivains de toujours », sur la généalogie familiale, la mort du père dans un combat naval, en 1916, qui laisse Henriette Barthes veuve de guerre et sans fortune et fera du petit Roland

se signale d'abord par d'incon- « enquête », un « travail de un « pupille de la nation », l'entestables qualités d'honnêteté. Il recherche historique, parfois jour- fance à Bayonne, où l'adolescent l'une retourne nour les vacances, si bien qu'il ne se sentira jamais « parisien », mais d'abord homme du Sud-Ouest, basque et gascon_

C'est pourtant à Paris qu'il fait ses classes, au lycée Montaigne, jusqu'à la quatrième, puis à Louis-le-Grand. Entre-temps, la mère a un deuxième fils, né hors mariage, le demi-frère de Roland Barthes et qui sera son héritier. Cette naissance semble avoir brouillé Henriette avec sa propre mère, qui vit dans l'opulence, alors que la jeune veuve et ses deux garçons se débattent dans

la gêne. Se noue alors un vif ressentiment contre la bourgeoisie : bourgeois pauvre, Roland Barthes se sentira toujours une solidarité avec les non-privilégiés, se situera politiquement toujours « à gauche », quand bien même il aspirera toujours aussi au style de vie de la bourgeoisie aisée et provinciale et era de la modération une vertu intellectuelle et morale.

A Louis-le-Grand, il se lie d'amitié avec un brillant sujet, lequel est persuadé que son condisciple deviendra « le Victor Hugo de notre temps ». Ils ambitionnent l'un et l'autre d'entrer à l'Ecole normale supérieure. L'ami réussit à tous les concours et entre dans la diplomatie, il fera la courte échelle à Barthes chaque fois qu'il le pourra. Et cette aide, Barthes en aura besoin, car la tuberculose, qui se déclare en 1934, va faire obstacle à toute carrière universitaire a normale », jusqu'à sa nomina-tion, en 1960, à l'Ecole pratique des hautes études (où il est appelé par Fernand Braudel) puis à son élection, en 1978, au Collège de France (où c'est Michel Foucault qui, à sa demande, fait campagne pour lui créer une chaire de « sémiologie littéraire »). Comme dans la biographie de Michel Fou-cault publice l'année dernière par Didier Eribon dans la même collection, c'est sur les aléas de la carrière et sur le rapport aux institutions que le livre de Caivet est le

> Michel Coutet Lire in suite page 19

(1) Voir Philippe Roger, Roland Barthes, roman, Grasset, 1986 (« le Mondo des livres », 4 avril 1986. Cette étude est rééditée en Livre de poche, « Biblio Essais ». Louis-Jean Calves a publié l'une des toutes Barthes, avant le succès mondain de celul-ci, Roland Barthes, un regard politique sur le signe, Payot, 1973.

sur le sione, Payot, 1973.

(2) Avec quelque négligence parfois, lci, on s'étonne d'apprendre que A. J. Greimas, le linguiste d'origine lituanienne, a été « nationalisé » français en 1951, bien avant les « privatisations » balladuriennes qui semblent avoir quelque peu affolé le vocabulaire. Soyons clair, ce n'est pas le genre biographique qui est en cause, c'est la façon dont on le comçoit à présent : un livre pressé. Si l'on veut un modéle inverse, une véritable biographie, passionnée, érudite, historienne et intellectuelle, le plus récent est le Schopenhauer et l'année folle de la philosophia, de Rüdiger Safrauski (PUF). Mais, il bénéficie évidemment d'un siècle et derai de recherche.

LE FEUILLETON de Michel Braudeau Profession éditeur

Il a fait connaître aux lecteurs français Lowry, Sciascia, Gombrowicz, Hawkes et tant d'autres. Il fut l'ami de Perec, de Queneau, de Barthes, d'Henry Miller, connut Artaud, Reverzy, Blanchot... Maurice Nadeau publie aujourd'hui ses Mémoires. Grâce lui soit rendue... Paga 18

LA RENTRÉE ROMANESQUE

La grâce de Jean Rouaud

Les Champs d'honneur, de Jean Rouaud, c'est, pour Patrick Kéchichian, le roman de la rentrée. Une œuvre de débutant qui est déjà un accomplissement. Les Quartiers d'hiver, de J.-N. Pancrazi : le premier roman du sida. Une beauté sinistre, un incendie crépusculaire. Du côté de la vie, de M.-F. Hans: quand un auteur jette sur ees personnages le regard des femmes de marin. Page 20

PHILOSOPHIE

Lettre ouverte à Gilles Deleuze

« Al-ie dit au'avec vous le rire de la philosophie éclate encore ? Non ? Alors, en un moment si frivolement, si tristement affairé à se prendre au sérieux, il faut célébrer ces joies. Elles nuisent à la bêtise. » Ainsi se conclut l'adresse de Roger-Pol Droit au philosophe, alors que paraissent ses Pourparlers, 1972-1990. Page 23

Yourcenar ou la vie nomade

Josyane Savigneau face à la dame de Mount Desert par Bertrand Poirot-Delpech

de l'Académie française

MARGUERITE YOUREZMAN, de Josyane Savigneau. Gallimard, coll. « Biographies ». 542 p., 145 F.

être acceptables.

ROLAND BARTHES

de Louis-Jean Calvet,

Flammarion. 336 p., 140 F.

biographie de grand homme.

par égard pour lui-même aussi

pour ne pas se laisser prendre à

La biographie écrite par Louis

nu'elle se soit faite maleré Fran

la consistance d'un rôle.

Josyane Savigneau, on s'en doute, est une amie. Ce n'est pas une raison pour dire du mai d'elle; ni du bien. Heureusement, son premier livre donne des soucis plus sérieux que de trousser des compliments à usage publicitaire, et usés d'avance. Ca naît comment, une vocation littéraire et une œuvre de poids? Quelle place y joue la vie, et doit-on, peut-on, en connaître? Entre l'enquête policière à l'américaine, l'étude universitaire des sources, et l'essai cavalier à la francaise, y a-t-il place pour une biographie à la fois historienne et subjective? Réponse au terme de 540 pages auxquelles érudits et fervents de Yourcenar devront désormais se référer, et auxqueiles ils

racontent pas leur vie telle qu'ils l'ont vécue, ils la vivent telle qu'ils la raconteront. Yourcenar enchérit sur ces invitations gidiennes au mensonge. Seule l'intéresse, elle a prévenu, la part de vécu qui se prête à la transfiguration littéraire. Elle a largement anticipé, par ses propres souvenirs, la tâche des biographes, mais elle l'a compliquée en imposant les scellés à ses carnets, à sa correspondance, en répugnant à toute confidence sur son intime, et en cultivant avec la chronologie (celle de « La Pléiade » le montre) des liens fantaisistes. De toute façon, elle aura plus fréquenté Hadrien et Zénon qu'aucun ami

A ces difficultés s'ajoutait l'empressement qui saisit, de nos jours, accordent déjà l'article défini qui le genre biographique. Le temps vaut tous les éloges : «le» Savi- posthume, lui aussi, s'accélère. Les grands morts n'attendent plus nne Les écrivains préfèrent laisser des entrer dans les mannels et inspirer traces d'eux-mêmes plutôt que des des «Vies». Annie Cohen-Solal et

preuves, fatales au rêve. Ils ne Dominique Bona ont mis moins de cinq ans pour boucler leur Sanne et leur Gary. Il y a à peine trois ans que Yourcenar a disparu, trois mois seulement qu'elle a été remplacée à l'Académie, et la voilà déjà portraiturée de pied en cap. Cette bâte des éditeurs d'arriver en promier prive des nécessaires décantations, mais elle permet d'interroger les survivants, de témoigner persomellement.

> L'œil et l'oreille

Josyane Savigneau a été reçue par la dame de Mount Desert, au printemps 1987, et elle a eu accès à certains agendas. Contrairement à d'autres, elle ne fait pas tout un foin de ce contact personnel. On ne l'apprend qu'incidemment, page 440. Son admiration attendrie laisse intact, on le verra, un pen-L'entreprise cumulait les risques. génération, comme naguère, pour chant verveux pour la causticité, y compris envers son hôtesse. Comme journaliste, elle a appris à

se servir de son équation personnelle sans la dissimuler ni y céder. Ainsi de la connivence qui l'aide à décrire une vie de couple homosexuel, où d'autres auraient perdu leur latin. A l'inverse, elle supplée par l'imagination aux distances qui la séparent de Yourcenar sur d'autres plans, esthétique ou social.

Bien que née loin des châteaux, Savigneau a l'œil, et l'oreille, pour déceler ce qu'il y a de morgue héritée dans le port de tête et de voix de mademoiselle de Crayencour. Comme Gide, son modèle. Yourcenar occupait la langue parlée, autant que l'écrite, en châtelaine qui savait, avant de naître, se servir d'un porte-couteau. Voyez la magnifique photo qui orne la couverture du livre : à vingt ans, sous la toque d'héroine de Tolstoi, le regard myope aux paupières déjà lourdes, les narines pincées et la bouche gourmande ont la souveraineté impérieuse, impériale, des enfants nés pour s'appartenir sans partage; une Ingrid Bergman, sans la glace des convenances!

Lire la suite page 19



DERNIÈRES LIVRAISONS

ALBUM

A.E. HOTCHNERI: Hemingway et son univers. - A.E. Hotchneri, ami de l'écrivain, a rassemblé pour cette biographie en images ses souvenirs personnels et de nombreux documents. Un voyage à travers la vie mouvementée du romancier américain, riche en amitiés, en passions, en aventures... Traduit de l'anglais par Mireille Davidovici et Edith Ochs. (Ed. du Chêne, 207 p., 300 photographies, dont 70 en couleurs, 398 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

COLLECTIF: Les styles de Giono. - Ce recueil, qui rassemble les actes du troisième colloque international Jean Giono (Aix-en-Provence en juin 1989), s'attache à analyser la diversité et la richesse de l'œuvre du « prodigieux conteur ». Les thèmes abordés ont été : « L'art du récit » , « Autobiographie, histoire, poésie » et « Rhétorique stylistique». Cet ouvrage est le premier édité par la revue de l'université de Lille-III. (Ed. Roman 20/50, 56, rue Brûle-Maison, 59000 Lille, 300 p., 95 F.)

ÉCONOMIE

ALEXANDRE TCHAYANOV : L'organisation de l'économie paysanne. - L'œuvre maîtresse, publiée pour la première fois en 1925, de celul qui fut, jusqu'à son arrestation en 1930, le plus grand spécialiste russe d'économie rurale. Une défense et illustration, contre Marx et Lénine, de l'exploitation familiale, considérée comme étrangère à la logique capitaliste. Tchayanov a été réhabilité en 1987. Preface de Daniel Thorner, postface de Basile Kerblay. Traduit du russe par Alexis Berelowitch. (Librairie du Regard, 41, rue du Cherche-Midi, 75005 Paris, 344 p., 180 F.)

ESSAIS

HENRI BEHAR et ROGER FAYOLLE (sous la direction de) : L'Histoire littéraire aujourd'hui. - Du lansonisme à l'histoire sociale des pratiques culturelles, un riche panorama des recherches en cours. qui invite à redécouvrir l'histoire littéraire, quelque peu éclipsée, au cours des années 70, par la critique structurale, mais désormais enrichie par le développement des sciences humaines. (Armand Colin, 187 p., 85 F.)

VICTOR DAVIS HANSON : Le modèle occidental de la guerre. -Comment les Grecs ont inventé la bataille rangée, le face-à-face meurtrier de deux phalanges, comme méthode de guerre destinée non pas à anéantir l'ennemi, mais au contraire à terminer rapidement le combat afin de permettre aux soldats de retourner au plus vite à la vie civile. Historien américain, l'auteur retrouve une partie de cet héritage dans la guerre du Vietnam, mais souligne que l'arme nucléaire rend désormais un tel modèle inopérant. Introduction de John Keegan. Traduit de l'anglais par Alain Billauft. (Les Belles Lettres, 298 p., 135 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

VLADIMIR NABOKOV : Regarde, regarde les arlequins. - Ce demier roman de l'auteur de Lolita a été publié une première fois en 1974, trois ans avant sa mort, et traduit en 1978. Sa réédition permet de découvrir le personnage de Vadim Vadimovitch - double de Nabokov?, - écrivain russe émigré, qui promène sa nostalgie, de la Côte d'Azur des années 20 au Leningrad des années 60. Traduit de l'angiais par Jean-Bernard Blandenier. (Fayard, 310 p., 120 F.)

SOUVENIRS

AUGUSTE FRANCOIS: Le mandarin blanc, Souvenirs d'un consul en Extrême-Orient 1886-1904. - Diplomate en poste au Tonkin, puis en Chine, pendant près de vingt ans à la fin du siècle dernier, Auguste François a laissé une série de notes qu'il destinait à un livre de souvenirs. Précieusement conservés, ces brouillons ont été réunis par un de ses descendants, qui les publie pour la première fois. Ils constituent un étonnant témoignage sur les débuts de la colonisation française en Extrême-Orient et sur l'histoire de la Chine au temps de la révolte des Boxers. Textes rassemblés et présentés par Pierre Seydoux. Rappel historique de Gérard Guicheteau. (Calmann-Lévy, 379 p., 140 F.)

A signaler chez le même éditeur, et dans la même collection «Temps et continents», la réédition de Les Etats-Unis pendant la guerre de Sécession, d'Ernest Duvergier de Hauranne (312 p., 98 F), et de l'Amérique espagnole en 1800, d'Alexandre de Humboldt. (296 p., 98 F.)



BRACES LEUR SOIENT RENDUES

Mémoires littéraires de Maurice Nadeau. Albin Michel, 480 p., 140 F.

ET automne 1990 voit paraître plusieurs livres de Mémoires rédigés par des éditeurs et non des moindres. Ce ne sont pas les premiers, mais en un sens ils ne sont pas loin d'être les derniers de leur espèce au train où va l'industrie dans le monde subtil des maisons de papier et des pen-sées écrites. L'exemple du doyen de ces jeunes dinosaures, Maurice Nadeau, est éloquent. Certes, il n'est pas seulement éditeur au sens strict, celui de Lowry, de Gombrowicz, de Sciascia, de Perec, mais aussi journaliste, critique (à Combat, France Observaleur, l'Express), directeur de revues (les Lettres nouvelles, la Quinzaine littéraire), essayiste (Histoire du surréalisme, en 1945, Gustave Flaubert écrivain, en 1969); et surtout dénicheur de talents, lecteur forcené, funambule financier. C'est tout cela qui fait la beauté d'un éditeur ancienne manière.

Il ne chasse pas l'auteur comme la palombe dans le Sud-Ouest, au filet, mais il le trouve. Il le laisse venir à lui, par la réputation qu'il se fait d'être disponible et de tout lire. De n'avoir pas forcément de l'argent, mais du temps, de l'attention, du respect. De répondre au téléphone, de se mettre à la place de l'auteur en panne, de l'en-courager, de l'écouter. D'être son père, son psy, son client jamais lassé, tout un fanclub, s'il le faut, pour un romancier qui doute. Ce qu'était Jean Cayrol au Seuil avant qu'il ne présère ses terres de la Gironde : un éveilleur, un accoucheur. Mais Cayrol, l'écrivain et le cinéaste, faisait oublier à l'extérieur son activité de sage-femme pour jeunes personnes dont la vocation se présente douloureusement. Tandis que le pur éditeur (au sens large, pas forcément propriétaire d'une maison) est un artisan mystérieux qui n'écrit pas de littérature.

ADEAU a fait des essais, NADEAU a lait des comancier. Comme il le dit d'emblée dans sa préface, « c'est là qu'est le hic : journaliste, pas vraiment écrivain. Le surfing ». Question de talent peut-être, de narcissisme surement (« au fond, ma personne ne m'intéresse pas outre mesure »), nécessaire à cette activité si désespérément solitaire. De l'égoïsme et du nombrilisme, il en faut pour se croire capable d'inventer la réalité par l'écriture. Au moins se faire quelques illusions sur soi-même. Or, par chance ou par dédain, parce que ça ne lui disait rien d'oser cela, Nadeau ne s'est pas bercé de cette chimère. Il porterait les œuvres des autres plutôt que

es siennes. Cette même volonté d'effacement réduit au minimum la part de la vie privée, de la confidence personnelle dans ces Mémoires : un très beau et très touchant portrait de sa mère Zilda, qu'il a aimée et détestée, celle qui ne l'appelait que « mon pauvre Momo» et gagnait sa vic en faisant des ménages, à qui il offrit des funérailles magnifiques; une autre esquisse, en très peu de lignes, de Marthe, la compagne de toute sa vie; la découverte à travers Pierre Naville du trotskisme, auquel il restera fidèle au-delà de la mort du Vieux. « Trotskiste « refroidi », j'ai lu cette apprêciation sur moi une dizaine d'années après la guerre. Sans doute et il y avait de LE FEUILLETON de Michel Braudeau



Maurice Nadeau vu par Ulf Andersen

quoi et j'y avais mis le temps. » La perspective politique disparue, reste ce sentiment qui fait « vomir les tièdes, les belles âmes, les humanistes à la petite semaine». Mais pour le reste, silence. Il s'agit bel et bien de «Mémoires littéraires».

C'est donc une galerie de portraits que l'on est convié visiter avec dans maints tableaux la figure de l'auteur mêlée aux combattants, aux amis, rarement en posture d'adorateur. Il découvre André Breton en même temps que Trotski, mais le pape de la place Pigalle ne le subjugue pas comme il a su le faire avec tant d'autres de caractère plus faible. Nadeau, intellectuel prolétarien, fils d'une domestique, élevé à la dure et pauvre école des instituteurs, s'étonne un peu du style de Breton le révolutionnaire absolu entrant aux Deux-Magots: «Je le vois arriver, pardessus bleu de nuit en poil de chameau, avec Jacqueline, échafaudage d'oiseaux et de fleurs dans les cheveux. Je suis éberlué. J'approche un monde que je ne connais pas: d'assurance luxueuse et tranquille dans le non-conformisme. »

Nadeau entreprend

d'écrire son Histoire du surréalisme alors que la guerre a cassé la vigueur première du mouvement, son élan le plus sincère. Après la Libération, les surréalistes ne feront que singer leurs anciennes révoltes, les nouveaux adhérents trouveront au banquet un goût de cendres. Breton revient des Etats-Unis, feuillette le bouquin de Nadeau, le gronde un peu. Où est la faute? Les photos. Breton aurait voulu d'autres clichés, mieux posés, mieux tirés. Nadeau voit rouge. Il démolit le cher maître dans un article de Combat assez redoutable. Celui-ci lui renverra la balle de facon foudroyante quand Nadeau tombera dans le piège de la Chasse spirituelle, un faux Rimbaud « retrouvé », fabriqué par un groupe de comédiens amateurs de canulars et auquel Nadeau, comme son ami Saillet, comme Pascai Pia, prêtera foi. Tandis que Breton, plus fin, plus intime avec Rimbaud, dénoncera

pour seul argument que Rim-baud ne se répétait jamais.

SARTRE est un autre oiseau de taille dans la volière du mémorialiste. Il fait sa connaissance sous l'Occupation, quand Sartre veut créer des groupes de réflexion clandestins, pour preparer la sudversion des temps de paix, plus tard. Le regard de Nadeau sur Sartre. est lucide et chaleureux. Sartre n'est pas surévalué, loin de là, en tant que romancier. ni Proust ni Dostoševski. Plutôt un caméléon, insuffisamment nourri de son monde intérieur et capable de trop de métamorphoses. Tourmenté par ce secret même de la création chez les plus grands, fasciné par Faulkner, Maliarmé, Kafka. Tintoret et Giacometti. «Il les met à la torture pour leur faire avouer leur secret, c'est peut-être en fin de compte le sien qu'il cherche à travers eux. » Mais l'hommage qu'il rend à Sartre au jour de sa mort est sans faille. Avec lui disparaît le dernier des généralistes. Commence le règne des spécialistes, et l'on sait que les vaches seront bien gardées.

Une des affections les moins contrariées de Nadeau sera celle qu'il éprouve pour Pascal Pia, qui l'engage comme journaliste à Combat, sur un malentendu apparent, une vraie reconnaissance instinctive. Pia, un érudit, un résistant, un mystificateur, un homme de cœur, un fou de travail qui s'oublie dans mille menues tâches, qui s'efface, comme Nadeau, par goût de l'ombre, dégoût du paraître, et qui fut certainement l'âme de ce journal bricolé que tout le monde considérait un peu abusivement comme celui de Camus. Pia qui dans sa jeunesse fauchée allait avec le jeune Malraux chanter dans les cours «Tiens ma jolie maman, voici des roses blanches »... Malraux qui n'aurait pas longtemps l'humour, ni la voix, de pousser la goualante et deviendrait le Grand Officieux...

ENRY MILLER est aussi un des personnages préférés de Nadeau, un de ceux qui suscitent particulièrement sa tendresse. Miller et immédiatement le pastiche, sa dégaine de cow-boy dandès le premier jour, avec sant, Miller faisant la sieste satanique, »

où qu'il se trouve, et Miller quasi gâteux aimant toujours la vie, à trois jours à peine de sa mort. Il faudrait citer Gide aussi, qui apparaît à plusieurs reprises, l'inévitable Gide curieux de tout, prudent parfois et courageux comme personne au moment de dénoncer l'image pieuse qu'on se fait encore de I'URSS. Et les auteurs que Nadeau a fait connaître chez les éditeurs qui l'ont abrité, de Buchet-Chastel à Gallimard en passant par Julliard : Malcolm Lowry, par exemple, avec lequel il a bien des difficultés, tant l'alcool rend l'auteur évasif; Georges Perec, le jeune homme timide qui venzit prendre des forces auprès de lui. Roland Barthes, connu au retour du sanatorium, ami charmant, véritable pilote de la nébuleuse du nouveau roman; et Raymond Queneau, à qui Nadeau ressemble comme un jumeau, ce qui les amuse tous deux, provoque de nombreux quiproquos, les agace aussi. Un jour, sans se concerter, ils décident de changer de lunettes pour qu'on les dis-tingue plus facilement. Ils se retrouvent dans la rue : tous deux ont choisi les mêmes nouvelles montures, à la mode. On n'échappe pas à son double.

orași 🧸

au 🔏 🕺

10 1 to 1 10 to

A

Ten 🛊

ASSESSED Topological

TOTAL PROPERTY OF THE PARTY OF

ATALAN SHIPP

to we

« Grâces leur soient rendues » à ces auteurs, à ces autres par qui Nadeau avoue. avec une humilité un peu écrasante, accéder à l'existence et même à une gloire discrète. Il en cite pourtant à qui il ne fait pas toujours grace. John Hawkes - « que j'ai révélé aux Français» – a moins de talent maintenant qu'il ne publie plus chez lui. Sciascia le laisse tomber sur le tard. Il déteste Mauriac. Ses employeurs ne sont pas souvent flattés. Seul-René Julliard apparaît sympathique, avec sa fantaisie, son élégance, son sens de l'épate, qui se fait appeler par la standardiste pendant les comités de lecture - « c'est Edgar Faure » ou « c'est Mendès France », dit-il à ses interiocuteurs - et roule dans une énorme Cadillac pour aller de la rue de l'Université à la rue de Grenelle. Mais Henry Smadja, le racheteur de Combat, n'est qu'un filou, lâche, exploiteur, qui saborde le journal. Le clan Gallimard n'est pas épargné: Gaston, passe encore, mais Claude, un crocodile, « obtus, retors et peu sympathique ». Quant à Jean Paulhan, «ce Machiavel d'opérette, ce couard hypocrite » régnant sur la nouvelle NRF, Nadeau lui prête une ame des plus mesquines."

'ENNUI dans ces moments d'aigreur et d'amertume auxquels se laisse aller Nadeau contre tel ou tel, au terme d'une si longue carrière dans un si petit milieu, c'est qu'il n'évite pas les pièges du «gendelet-trisme». Sa formidable modestie souffre bien deux pages sur son prix Mac-Orlan. Et des querelles de jury et d'ayants droit, toutes picrocholines et dérisoires, on s'en passerait bien. Combien plus fort est l'hommage de Nadeau à Geneviève Serreau, son bras droit à la Quinzaine littéraire, et plus précieux ses souvenirs de Jean Reverzy, d'Antonin Artaud, de Maurice Blanchot. Mais soit, avec ses petitesses et ses morceaux de bravoure, l'ensemble est passionnant et on ne pourra plus lire le vingtième siècle littéraine français sans passer par le Nadeau. Ce drôle de Nadeau à qui Gombrowicz écrivait : « Je trouve que la critique est une chose vraiment diabolique (...). Mais votre grande hônneteté spirituelle vous procure une espèce d'innocence dans votre métier

THE PET THE

ing the feat

T. II There she

- 大阪 中

THE THE MENT OF THE

ने ने नातः ल

A HONE

Depart 1911 - 11

ng rather

Yourcenar ou la vie nomade

1. 122

band on an repetant

SARTEE CHE WE

1407 AM LOCALES AND THE

TOC spaties, quant

test their des groupe

otherior chadening

perfected to and cold

ne Primare as Design

PRODUCE CALCULATION

SERVICE MARTE and the same of

The recent was as a second

Piet grands for

Concret of Colombia

the man is not present the second

the second less to

THE WAR PAR SERVICE TOWN

THE RESERVE

PRINT & SHOPE OF THE PERSON OF

somet per some large Superior to derector to

THE MERCHANT WITH

THE PERSON SPORTS

time des alle sont

MOON CONSIDERS

MAR MAN WAS TO SERVICE THE PARTY OF THE PART

100

Sciences programmed a

Marie Charles Control of the Control

were training that

BROWN THE THE TANK

-

the same and have

Barrier Annie

there are used to

the water of the

THE RESERVE

Paris day

7

AND PARK TO A

MITTALL AND A SALE

Management of the second of th

THE WILLIAM

The state of the s

and the part of

The statement is not a line of

THE BOOK OF STATE OF

1.30

PARTY MENT THE HEAT !!

THE REAL PROPERTY.

the same of the same of

Toute l'œuvre naîtra d'un lien paradoxal entre la bienséance et la rébellion. L'envie de gloire apparue dès l'enfance porte la marque du milieu aristocratique, de même que le choix de thèmes et d'un style hyperclassiques. Cela rap-pelle l'ambition d'un homme d'extraction comparable, Montherlant. Comme ce dernier, la femme de lettres ne supportera aucune réserve de la part de la presse - d'où la brouille avec Jean Chalon - et cherchera noise aux éditeurs, à Pion notamment. Mais là s'arrêtera la parenté avec l'auteur des Jeunes filles. Sa singularité de mœurs, loin de s'en cacher, Yourcenar la revendiquera, sans exhibitionnisme ni militantisme, mais avec la force de qui s'est juré de braver les normes, de croire et de vivre autrement, au nom du bon plaisir.

Quête de l'impossible

On attendait d'une biographie qu'elle explique cet élan libertaire au cœur d'une vie et d'une œuvre plutôt ordonnées. C'est chose faite. L'absence de mère, morte en couche, a aidé Marguerite à s'émanciper, ainsi que le caractère fantasque du père, pour qui « on n'est bien qu'ailleurs ». Il y a cu aussi le goût pour le voyage, où Hadrien verra « une secousse donnée aux préjugés ». On sous-estimait la part prise par l'écrivain André Fraigneau dans la découverte, par Yourcenar, du voyage, de l'Antiquité et de sa sensibilité profonde. Grâce à sa passion pour un homosexuel, l'auteur d'Alexis a compris que, tout en aimant les femmes, elle revait d'être la maîtresse d'hommes aimant les hommes. Cette quête de l'impossible n'a rien d'exceptionnel. Violette Leduc allait la pousser à la

L'amour dans la vie de Yource-

à enfreindre une consigne sacrée. Pour l'ermite de Petite-Plaisance. la liberté de vivre comme on l'entend implique celle de n'en pas parier. Barthes n'était pas loin de penser ainsi, quand il défendait, comme aussi sacré que le droit à l'expression, le droit de se taire. Que dire du corps, sinon qu'« il existe », et de ses préférences, sinon les affirmer tranquillement? La pudeur de Yourcenar ne s'arrête pas à la vie des sens. Elle englobe le sentimental. Elle dira seulement de Grace, compagne de toute sa vie : « La femme avec laquelle je partage ma Toute biographie est un peu

une histoire d'amour à trois, entre l'auteur, son modèle et le lecteur. Le premier veut faire partager au troisième sa passion pour le second. Souvent, cette passion l'aveugle et lui sert à se faire aimer pour lui-même. Josyane Savigneau résiste à la tentation. C'est avec le calme des professionnels chevronnés, et parfois la distance espiègle d'un Henri Guillemin, qu'elle évoque la rencontre-coup de foudre avec Grace, la conjugalité assumée, et l'exaspération dont souffrent, à la longue, les unions les plus solides. Dans sa sécheresse descriptive, l'agonie de Grace acquiert la puissance d'un effet romanesque. Les «rites du chagrin » sont indiqués de manière à nous laisser libres de notre émotion, de même que le récit des derniers temps, adoucis mais rendus pathétiques par le compagnonnage, puis la mort, de deux homosexuels ombrageux, menaçants, suicidaires.

Pour allier la précision fac-tuelle, digne d'une thèse d'Etat, et cet art de suggérer les réalités inté-rieures, Savigneau ne renouvelle pas les méthodes éprouvées, elle les conjugue. Contre une évidence

nar! Il fallait bien y venir, quitte constatable semaine après semaine dans ces colonnes, elle prétend n'être pas « critique littéraire»; c'est vrai, ici. Les œuvres de Yourcenar ne sont analysées que pour mémoire. Si la journaliste se laisse voir, sous l'universitaire rentrée et l'écrivain qui se cherche encore, c'est l'ancien chroniqueur judiciaire. Dès qu'apparaît un point litigieux, elle instruit à charge et a décharge, recoupe les temoignages, avoue son embarras, sans pour autant dissimuler son intime conviction, son parti pris,



Une souveraineté impérieuse...

C'est le moment de pointer ce que l'effacement volontaire et on ne sait quoi d'intimité cachent, chez notre enquêtrice, de vraie violence. Pas un «je», en cinq cents pages, mais passablement de «moi», et d'un «moi» pugiliste. Gare aux détracteurs de Yourcenar, jamais cités mais accrochés pour leurs niaiseries sur le «style viril» de Marguerite! Chemin faisant, Savigneau ne se prive pas d'égratigner Julien Gracq, ou ses propres éditeurs, qualifiés de « bourgeois montés en graine ». Comme c'est fréquent entre visiteurs successifs, elle ne gâte pas les interviewers qui l'ont précédée à Mount Desert. Pour des raisons de vague jalousie auxquelles d'au-

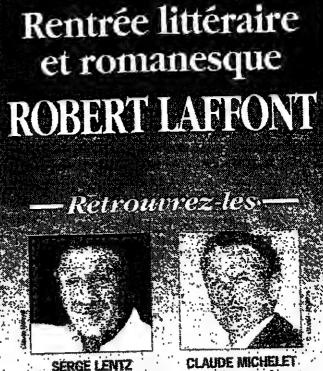
tres témoins ont cédé, elle soup conne Grace d'avoir été parfois une compagne encombrante. L'Academie se voit reprocher vertement, si on peut dire, des médisances invérifiables comme il en court avant chaque élection, et des mauvaises manières dont on peut au moins dire que les torts furent partagés.

Compassion contenue

Fait plus rare chez les biographes, presque toujours trop bons: Yourcenar elle-même n'est pas épargnée. Savigneau épingle son style trop protégé des secousses de son temps, sa poésie attardée, certaines «banalités» emphatiques. Mais ces sévérités, quelque peu intrépides de la part d'une débutante, ne font que mettre en valeur l'attitude générale, faite de scrupule scientifique, de révérence troublée, et, vers la fin. de compassion contenue. Certains passages sont d'un chercheur confirmé et d'un écrivain déjà maître de ses effets : sur les influences religieuses, dont le bouddhisme, sur l'horreur de la procréation et de la surpopulation iu globe, l'élocution «à livre ouvert», les objets familiers de la maison du Maine, les rousseurs de l'été indien, et les derniers instants, relatés en romancière à l'anglo-saxonne.

... J'ai pris soin de ne laisser filer aucun adjectif qu'on risquerait de changer en slogan commercial. J'ai dit simplement ma conviction: «le » Savigneau ne décevra pas les lecteurs qui mettent à leur place, haut, l'œuvre de Yourcenar, sa vie de nomade spi-rituel, et le délicat travail biographique. J'oubliais: il est toujours émouvant, inquietant, de voir un journaliste, et un ami, tenter l'aventure du Livre. Ouf, c'est

Bertrand Poirot-Delpech



SERGE LENTZ a stratégie du bouffon

L'appel des enguulevents



ORLANDO DE RUDDER Le village sans héros



Chez Cyprien La tradition a de l'avenir.



GENEVIÈVE BON La poupée du loup



JACQUES DOYON Une mise au monde

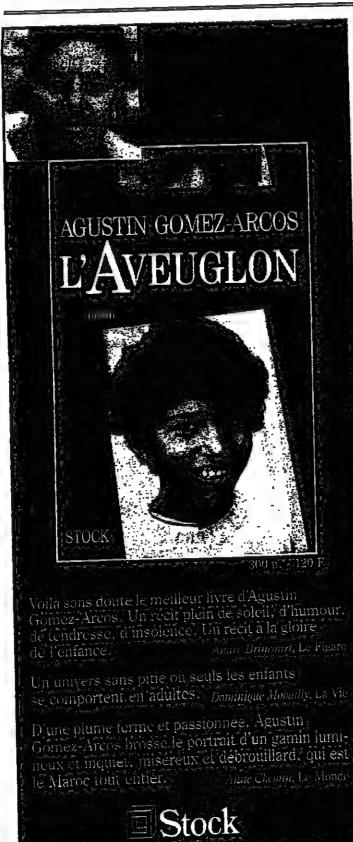


FRÉDÉRIC BONHOMMÉ

Lobsede La volx des nouveaux enfants du siècle.



des livres ouverts sur la vie



Barthes ou la vie triste

diriger la thèse que lui proposait Barthes sur la mode vestimentaire, mais a donné à celui-ci l'utile conseil de se limiter au vêtement tel qu'on en parle dans la presse et de lire Propp sur la structure du conte. Il en résultera un livre, qui n'a pas le statut d'une thèse, sur le Système de la mode, et dans lequel Louis-Jean Calvet voit pertinemment « un rêve de scientificité », de stricte « écrivance » (où l'on écrit quel-que chose que l'on sait) avant les livres qui, comme le Plaisir du lexie, l'Empire des signes (lec-ture, superbement inspirée, du Japon comme épiphanie de purs signifiants), les Fragments d'un discours amoureux, prennent l'autre versant de l'écriture barthésienne, l'écriture intransitive, sans autre objet que l'écriture elle-même, cette écriture qui, selon la distinction captieuse introduite par Barthes, est celle de l'écrivain et non plus de l'écrivant. Or, toute la vie pro-ductive de Barthes apparaît marquée par cette hésitation entre l'écriture du savant et celle de l'écrivain et par le rêve peut-être irréalisable de leur dépassement réciproque dans une écriture qui soit une découverte non littérale du sens.

Avançant pas à pas dans la chronologie, cette biographie abonde en anecdotes dont elle se garde prudemment de tirer le sens. Ainsi, lorsqu'après leur visite guidée en Chine, en 1974, avec l'équipe maoïsante de Tel Quel, Julia Kristeva publie son récit de voyage intitulé Des Chinaires. abonde en anecdotes dont elle se noises, un ami à qui il a demandé d'en rendre compte n'ose dire à Barthes qu'il trouve le livre faible. L'amitié de Barthes pour Kristeva, l'admira-tion intellectuelle qu'il avait pour elle, sa volonté constante aussi de garder de bons rapports avec l'avant-garde qu'elle et Phi-lippe Sollers incarnaient dans les années 70, lui ont fait taire et ont fait taire autour de lui bien des doutes idéologiques. A quelqu'un qui l'interrogeait sur Kristeva, il aurait répondu en riant : n C'est la seule personne dont je sois vraiment amoureux, la seule.

qui me ferait changer ma sexua-lité. » On doute qu'il aurait aimé On apprend ainsi que Claude le portrait que Sollers dans Femmes et Kristeva dans les Samourals ont tracé de lui en « Mamie » attendrissante mais attristante aussi. Rien, bien sûr, d'aussi méchant que ce mot de Jean Genet, rapporte par Georges Lapassade: « Nous parlions de la manière dont il a séparé sa vie en deux, le Barthes des bordels à garçons et le Barthes talmudiste: (...). Je disais : « Barthes, c'est un homme de salon, c'est une table, un fauteull... - Non, répliqua Genet, Barthes, c'est une ber-

Le fait est que la sexualité de Barthes, surtout à la fin de sa vie, quand l'argent lui permet des plaisirs que la séduction intellectuelle ne suffit plus à lui obtenir, devient assez pitoyable dès lors qu'elle est racontée, et c'est l'effet produit non seulement par sa transformation en personnage de roman puis de biographie, mais en sujet autobiographique malheureux dans le petit volume Incidents publié après sa mort.

Dix ans après sa disparition prématurée, la biographie que publie Louis-Jean Calvet, si cha-leureuse et amicale qu'elle soit, en même temps qu'objective par contrat, obéit cependant à cette forme de totalitarisme médiatique qui donnerait le droit de tout savoir sur quelqu'un, du simple fait qu'il a produit de lui une image publique. Le contrat est tenu, mais on aurait préféré qu'un livre, plus désiré par l'auteur lui-même, ait égréné, ténus et émouvants, quelques biographèmes qui soient chacun l'équivalent littéraire de la très belle photo de couverture. Elle dit le plus important : la mélancolie de cet homme, sa bienveillance, son intelligence, son élégance morale, cette sagesse inquiète. Le reste, finalement, du moment qu'on peut lire ses livres, on s'en moque. Et, sur les livres euxmêmes, cette biographie ne nous apprend rien de notable.

Michel Contat

DÉBUTS

Jean Rouaud a la grâce

LES CHAMPS D'HONNEUR de Jean Rouaud. Ed. de Minuit, 100 p., 75 F.

Soyons clair : placer le premier roman de Jean Rouaud, les Champs d'honneur, sous la rubrique « débuts » relève plus de la commodité que de la justice. D'emblée, spectaculairement, il y est à l'étroit. Soyons encore plus clair : si une rentrée littéraire ne devait offrir qu'un livre de cette valeur, toutes les considérations moroses sur la capacité de l'époque à produire une haute littérature, une littérature qui ne cherche sa dignité et sa justification qu'en elle-même, paraîtraient aussi vaines que hors de propos. Cela ne doit d'ailleurs pas condulre à un optimisme excessif, à un enthousiasme inverse : il faut plusieurs rentrées pour voir naître un roman comme celui de Jean Rouaud.

Un premier roman donc, pulsqu'il faut blen un commencement. Et que souvent le chemin est long, tătonnant, jusqu'à l'accomplisse ment, dont ce commencement, dans les meilleurs des cas, est la promesse. Lorsque ce chemin s'avère inutile, ou qu'il semble avoir déjà été, dans une secrète gestation, parcouru, forsque promesse et accomplissement coîncident, il devient alors licite de risquer le mot qui convient : grâce.

Même si elle tombe du ciel c'est-à-dire d'on ne sait où, cette grace intervient dans un paysage littéraire spécifique. Afin de n'y plus revenir, citons, à propos du roman de Jean Rouaud, la nom de Claude Simon (c'est aussi una commodité...), non tant pour repérer une influence que pour signaler un territoire. Territoire que le grand aîne ne limite pas, mais qu'au contraire il a largement ouvert.

C'est dans cette ouverture que Rouaud, avec sa matière propre, vient se placer.

Quelle est cette matière? Celle de la mémoire, commune en même temps qu'irréductiblement singulière; de la mémoire qu'il faut, comme les reins et le cœur, encore et toujours sonder, afin



marchand de loumaux à Paris

d'en extraire le sens, un sens qui vaille, solidairement, pour les vivants et les morts.

Un lieu : la Loire inférieure. le pays nantais ou'imprègnent l'humidité et les brumes océanes. Un temps : celui qui a vu se succéder deux guerres, trois républiques et autant de générations...

Il n'y a pas, pour dire l'intimité de cette mémoire, de position d'extériorité. Elle ne se reconte pas du dehors. Elle se vit. L'écriture, qui est l'un des modes de ce vécu, ne la maîtrise pas, ne la plie pas à ses lois, mais s'inscrit en elle, s'y fond, y gagne sa tonalité propre. Mais être su cœur de cette

« petits faits obtus ». à travers les figures familiales et l'humble généalogie où elles ont leur place. il retrouve la substance émotionnelle - tour à tour drôle ou pathétique - de ce temps scandé par la mort : celle du grand-père d'abord, de la « petite tante », admirables silhouettes arrachées à l'effacement ; celle du père, « à quarante ans», qui est l'un des fils essen-

mémoire, comme l'est le narrateur de Jean Rouaud, ne signifie pas

qu'on y impose sa présence, son

C'est au contraire à partir d'un

creux, d'une transparence, que le

narrateur s'exprime, qu'il tisse,

dans son récit, la trame du temps

omniprésence.

tiels du roman. «L'histoire (l'officielle, pour une tois que celle-là interfère avec la nôtre, la laissée-pour-compte) ». n'est pas ici, comme il arrive souvent dans le roman contemporair courant, un cadre plus ou moins

nostalgique, un motif décoratif ou idéologique. Plus gravement, plus essentiellement, elle constitue l'épaisseur vivante qui englobe et détermine les destins individuels. Au centre de cette histoire, la querre, la « Grande ». « paysage de lamentation, terre nue ensemencée de ces corps laboureurs, souches noires hérissées en souvenir d'un bosquet frais, peuple de

boue, argile informe de l'œuvre rendue à la matière avec ses vani-tés, fange nauséeuse mêlée de l'odeur àcre de poudre brûlée et de chamier... ». Il faut lire à voix haute ces pages, à la fin du livre, sur l'emploi des gaz de combat, pour y entendre l'écho bouleversant de toute la souffrance des hommes des tranchées, souffrance anonyme et sans mesure.

L'écriture souple et ample, jamais emphatique, de Jean Rouaud épouse magnifiquement les inflexions d'un récit qui se développe en une construction circulaire parfaitement maîtrisée ; elle rythme sa progression, ordonne et donne sens au chaos de la mémoire. Les Champs d'honneur est mieux qu'un livre réussi dont on discuta les vertus et qu'on range ensuite dans une hiérarchie serrée des mérites. Il est l'un de ces rares, de ces très rares livres, qui emportent l'immédiate conviction; conviction qu'on brûle de faire partager. On peut souhaiter à Jean Rouaud de recueillir les suffrages, qu'il mérite superbement, du public et ceux, plus aléatoires, des jurys littéraires de l'automne. Pour notre part, souhaltons plutôt à ce même public - et à ces mêmes jurys - de découvrir tout simplement son livre et de s'enrichir de la grâce dont il est habité.

Patrick Kéchichian

L'hiver de la jeunesse

Jean-Noël Pancrazi a écrit le premier roman du sida

LES QUARTIERS D'HIVER de Jean-Noël Pancrazi. Gallimard, 200 p., 80 F.

Voici le premier roman du sida - au sens où la Comedie humaine est le roman de l'ar-gent, où la Recherche est le roman de la mémoire. Il y a eu. certes, de très nombreux textes littéraires sur la terrible maladie, certains très forts. Mais, quelle que soit la forme choisie par leurs auteurs, il s'agissait toujours de récits égocentriques, de parades autobiogra-phiques, de journaux d'une confrontation avec la déchéance physique et avec la mort. Pancrazi a pris le risque de rompre avec les séductionsrépulsions du tête-à-tête et de la confession pour faire un roman.

Entendez que le mot sida n'est pas écrit une seule fois dans les Quartiers d'airer. Il n'est pas sur la toile du livre, mais dans chaque pouce de sa trame. Il est l'horizon de tous les personnages, l'espace dans lequel ils se meuvent, le poison qui s'instille dans toutes leurs pensées, le poids qui pèse sur leurs épaules, l'hiver qui s'installe au cœur de leur vie. Ce n'est pas un fléau qui menace chacun, c'est la fin d'un monde : une histoire.

Evidemment, cette histoire, dans un roman, se manifeste par des histoires. Pancrazi en raconte quelques-unes, de la manière la plus simple, la plus pudique, la plus nue. Pas question pour lui de trouver des res sorts dramatiques en s'appesantissant sur l'horreur, sur la destruction des corps, sur la défaite de la beauté. Quand ils sont atteints par le mal, les personnages disparaissent discrètement de la scène des plaisirs et vont cacher au loin, dans un village d'Espagne ou au bord d'un canal hollandais, les terreurs de leur agonie. A la place qu'ils occupaient, demeure, pendant quelques semaines, un vide, une blessure, que le silence et le temps ont charge de cicatriser.

Ceux-là ont pris définitivement leurs quartiers d'hiver. Mais c'est tout un monde qui est transi de froid, saisi par une glace qui fige les corps, ratatine les esprits et transforme les êtres en figures : en pantins d'eux-mêmes.

4.0

1. By 1945

スと多り確認

 $a_{i} = (a_{i} \otimes a_{i}) \otimes (a$

St. 4357

an sate ing Antisanti

erian 4

 $(A, \lambda_1) \cup (\Phi_{a^*})$

CHECHOI -

CERTAL STREET

et bal Affermance 11.

De bardeta, l'autr

e department ave.

The second second

BALLAND

With SHE WAR

14.78

Un défi désespéré

Un bar de la rue Thérèse, le Vagabond, sert de microcosme au romancier. Dans cet établissement, soigneusement régi par les lois qu'imposent le plaisir et une culture de la différence, se sont déroulées les fêtes les plus folles, se sont nouées des amours extravagantes, s'est célébré, dans l'euphorie, dans l'ivresse, dans un enthousiasme conquérant et un appétit juvénile et désordonné, un culte de la jouissance et de la passion.

Mais cette évocation d'un printemps d'effervescence et de piaisits appartient deja aux souvenirs lointains de ceux qui peuvent encore le raconter. Et ce sont surtout des vieux qui racontent : dans cet univers inversé où le temps lui-même semble se dérouler à rebours, ce sont d'abord les jeunes qui meurent.

Les autres continuent à mimer les gestes de la séduction, à faire les grimaces que commandent l'exaltation et le désir. Certains même ont choisi, par panique autant que par un défi désespéré, de se jeter dans une frénésie plus désordonnée encore. Il y a dans les Quartiers d'hiver des pages magnifiques, pleines de couleurs et pourtant infiniment tristes, dans lesquelles Pancrazi décrit cette danse de mort, ce bal surexcité mené jusqu'à l'épuisement par des jeunes gens qui narguent moins la mort qu'ils ne semblent l'ac-cueillir dans leurs jeux, en faire la partenaire obligée, omniprésente, de leur quête sensuelle.

Les Quartiers d'hiver est un

roman d'une beauté sinistre, un incendie crépusculaire. Il s'ouvre par une citation de Sandro Penna: « Peut-être n'est-ce que cela la jeunesse : aimer à jamais les sens et ne pas s'en repentir. » C'est bien le goût de cette jeunesse qui s'exalte dans le livre : cette soif inextinguible et cette quête éperdue d'une identité à travers les expériences sensuelles. Il ne peut être question de repentir, de renonciation, de châtiment ou de damnation. La jeunesse ne peut pas être une faute. Pas davantage, l'hiver n'est une malédiction. C'est simplement ainsi. Inutile de se révolter, inutile de hurler ni de trépigner, inutile de tendre ses poings vers le ciel qui est vide. Toute la misère et toute l'horreur du roman tiennent dans le constat impuissant de cette fatalité : l'hiver est là, la jeunesse gèle, la mort frappe. La vie se peuple de fantômes « Entre deux accrochages de guirlandes et d'ampoules autour des glaces, ils viendront me souffler leur désir de ne pas être oubliés, de compter encore un peu. Je leur promettrai, et ce lien fraternel à travers les saisons et les années me tiendra lieu d'amour.»

Pierre Lepape

rudesse

Marie-Françoise Hans jette sur ses personnages le regard des femmes de marin

DU CÔTÉ DE LA VIE . de Marle-Françoise Hans.

Grasset, 346 p., 110 F.

Marie-Françoise Hans est un ecrivain à ressorts. Elle bondit depuis une quinzaine d'années du roman à l'essai, avec une belle regularité dans l'alternance, et toujours la même passion de raconter. Elle dit ce qu'elle voit, ce qu'elle apprend ou ce qu'elle invente, toujours au plus près de ses préoccupations, axées jusqu'ici sur l'observation la plus fine du comportement féminin dans les temps modernes et anciens. Esquisse pour une jeune fille, le Temps des copines ont une sincérité qui surprend et secoue le lecteur. Aucun de ceux qui l'ont lu ne peuvent oublier son brillant ouvrage féminicole au titre à la fois trop modeste et trop ambigu: les Femmes et l'argent - qui n'a rien à voir avec le proxénétisme, mais qui montre d'une manière

lumineuse, un peu bouleversante gnac cauchois, fils d'un marinmême lorsqu'on vit soi-même au genre masculin, le rapport particulier que les femmes de tous âges entretiennent avec « le nerf de la guerre ». Un livre qui change son homme, et dont je puis dire que c'est le texte qui a eu pour moi, ces dernières années, le plus d'influence directe sur ma vie privée.

Le roman qui vient de paraître. Du côté de la vie. glisse sur un axe légèrement parallèle aux précédents écrits, dans la mesure où, pour la première fois, le personnage du premier plan est un homme. Entouré, il est vrai – pour ne pas dire ballotté - par une panoplie de femmes : mères. épouse, filles, amantes, clientes, toutes très minutieusement dessinées à leur place respective et qui. finalement, déterminent sa vie d'un bout à l'autre. Elles commandent ses choix, ses joies, son ambition et sa mort. Le roman raconte les espoirs et les mésaventures d'un garçon, sorte de Rasti-

Michel Chaillou. Collection

"Brèves". Un écrivain flâne

BREVES

pêcheur de Dieppe, qui devient un médecin parisien dans le vent des découvertes gynécologiques, et qui se rend passagèrement célèbre. Un transfuge donc, assez typique de notre second demi-siècle, qui paie une partie de ses études en ouant au football. Il a la fragilité des ascensions rapides, les remords cachés de ceux qui enjambent trop radicalement les catégories sociales au cours de leur existence. Sa mère lui a évité, au moment crucial, l'école du port à laquelle il était promis, et le dur apprentissage des mousses.

Une vision féroce du monde

Le jeune homme intellectuellement si doué ne reste donc pas un « péqueux », mais il conserve jusqu'au fond des blocs opératoires, où s'exerce sa virtuosité chirurgicale, des rêves d'embruns et de tours du monde. Il ira jusqu'à

pousser ses derniers gargouillis humains dans les hautes vagues déferlantes de la Manche, lorsque viendra le coup de chien qui entrainera sa chute. En abusant des images - blouses blanches et voiliers -, on dirait que Michel Levasseur a le destin d'une mouette égarée trop avant dans les terres...

Au travers de cette trame roma nesque, plus complexe qu'il n'y paraît, passe une vision féroce du monde, des relations, des ambi-tions: une vision-vérité amère et lucide comme en portent les gens qui ont été longtemps malheureux, ou profondément blessés... A la lecture, on éprouve toute l'angoisse de la vie, justement. Les engueulades sonnent si juste! On redoute le pire, de page en page, un peu comme chez des amis lorsqu'éclate une scène de ménage assez violente, et qu'on ne sait plus si l'on doit rester.

A cause de cette rudesse, précisément, Du côté de la vie est un roman captivant, dont on a peine à se détacher, genre à faire passer la nuit blanche à un lecteur du soir. En effet, les événements présentés sont vrais jusque dans les détails, qui sortent nus et cocasses au détour des conversations - on nous les sert comme des peaux de banane. Le récit produit le charme particulier d'un fait divers raconté dans un journal... C'est l'habileté de la construction, mais c'est aussi le fond du talent de Marie-Françoise Hans de décrire des choses proches, existantes,

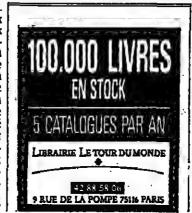
La partie dieppoise de l'action n'est pas vue à la lorgnette marine : les gens habitent Neuville, ils ont l'accent du Pollet. L'auteur observe un pays de Caux où l'on joue véritablement aux dominos, avec les mots et les sensations de quelqu'un qui est déjà monté sur un bateau un jour de houle et a fréquenté des bars à matelots. Mais Marie-Françoise Hans y entre en voisine, l'ironie à la bouche, presque en femme de marin qui doit veiller : la santé du portefeuille - son regard est entièrement dépourvu du romantisme de pacotille qui est souvent de rigueur lorsqu'un écrivain franchit la porte de ces rades... La partie médicale est aussi fortement documentée : on sent que l'auteur

a enquêté sur le milieu des cliniques, ou qu'elle a fait elle-même des études de médecine.

Le pendant de ces qualités c'est une langue directe, qui a la crudité du parler ordinaire. Marie-Françoise Hans écrit en conteuse, dans un langage proche du quotidien, sans apprêt notable, et qui garde toute l'instabilité de l'oral. L'écriture est alternativement sèche et bavarde, elle frôle souvent le cliché d'usage, puis, à la ligne suivante, bascule et fait mouche dans la brutalité du ton. Elle dit, quand il le faut, « la berlèque » ou « mon garchon », et jongle sans réserve avec la néovulgarité qui caractérise la bourgeoisie parisienne bien élevée : « Je t'interdis de dire des conneries

Ces ruptures permanentes, imprévisibles, irrégulières, contribuent à donner un ton aierte, elliptique - quatre phrases de dialogue jetées à la diable résument souvent une scène, une situation, voire un épisode entier - et il y a quelque chose de vaguement dérangeant dans cette instabilité, cette apparente simplicité sautillante. Il en résulte un style « impoli », un peu bizarre, dont le curieux effet est qu'il pénètre dans l'intimité du lecteur, à son insu. On se rend compte, seulement après lecture, que « du côté de la vie » s'applique aussi bien à la façon d'écrire - une sorte de titre-

Claude Duneton

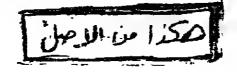


ses braillards, ses ombres, ses cabarets, ses fumées.

à travers le XVIIe siècle,

sa littérature, ses poètes,

***HATTER**



حكدًا من الأحلّ

Surréaliste, il fut le témoin et l'acteur des fiévreuses années 50. Ses portraits dessinent toute une époque

L'AVENTURE EN SOI

Jean-Need Par. real a com e premier remained to sign

the assesser comes du france de la Comeza de la Jomes de 127-de Lacherche de 127-

service to terrible many service ten forts. Ma and sail is former should not attend, if a agreed

de fort une seule telle de Castlere d'Aller nes signis tode de lette dans chaque politic et

traction dans toutes contraction in the state of the stat

Candidate bistiant Candidates and candidates are continued to the candidates of the

Aprile anterior de la constanta de la constant

pour faire un telles

d'Alexandrian. Mercure de France, 450 p., 130 F.

Alexandrian conçoit l'aventure humaine comme un cheminement intérieur vers la connais-sance, la beauté et la poésie. L'Aventure en soi n'est pas une autobiographie au sens strict du mot mais, plutôt, une manière de politesse qu'il fait aux lec-teurs qui ont apprécié ses romans (1), ses essais (2) ou ses écrits sur l'art (3).

Dès les premières pages, Alexandrian se révèle comme un conteur hors pair à qui quelques phrases suffisent pour nous restituer l'ambiance et les parfums du Bagdad de Faycal l". Son père était le stomatologiste de ce monarque leader du panarabisme, que le colonel Lawrence immortalisa dans les Sept Piliers de la sagesse.

Elevé en petit dynaste et sur-nommé « Sarano » (Prince) par sa nourrice indienne, le jeune Alexandrian soumet déjà la réalité à ses désirs. La capitale de l'Irak lui apparaît comme « un grand théâtre permanent » où le merveilleux est à qui sait le voir : en 1930, à l'âge de trois ans, il assiste, curieux et ravi, à une invasion de criquets pèlerins qui enveloppent villes et villages pendant douze jours.

Une poliomyélite lui fera quitter Bagdad pour Paris, où il vivra auprès de sa grand-mère maternelle. La bibliothèque familiale lui offrira bientôt les plus beaux voyages dont un jeune garçon peut rêver. « Le livre, se souvient-il, était une incitation à sortir de soi-même, à devenir temporairement un autre en pensée ou en imagination. »

110.010

1. 4

La lecture a trouvé en Alexandrian un propagandiste d'une rare efficacité. Ce bourlingueur des mots nous donne l'envie de nous plonger dans tous les livres qu'il cite avec volupté comme « Lire anoblit », dit-il avant de préciser que la poésie est « le seul langage capable de nous convaincre qu'on n'appartient pas à une race de bêtes puantes et

La rencontre d'André Breton

Réfugiés dans le Limousin pendant l'Occupation, Alexan-drian et sa grand-mère vivront ces heures noires le plus digne-ment possible. Dejà feru de Baudelaire, le jeune homme découvrira d'autres horizons poétiques grace au dadaïste Raoul Hausmann, replié lui aussi à Peyratle-Château. L'ancien fondateur du Club Dada de Berlin initiera son jeune ami à Lautréamont et au vertige des idées. Dès son retour à Paris après la Libération, Alexandrian se consacre à



la poésie. Il hésitera, un temps, entre trois maîtres spirituels -Jean-Paul Sartre, Georges Bataille et André Breton, - mais choisira vite le poète surréaliste, seul capable, à ses yeux, d'ouvrir des horizons nouveaux à un jeune homme épris de liberté et ivre de sa propre imagination.

Alexandrian raconte par le menu les batailles du surréalisme et explique son différend avec Breton, mais surtout, à travers une magnifique galerie de portraits, il retrace, en filigrane, toute l'activité intellectuelle de l'immédiat après-guerre dont il fut un témoin et un acteur. Comme Alexandrian s'aime « beaucoup, passionnément, à la folie »... il ne résiste pas au plaisir de reproduire les dédicaces, lettres et articles élogieux que les uns et les autres ont écrits sur sa personne et son œuvre. Cet enfantillage n'est rien, fort heureusement, en regard des pages dans lesquelles, avec une plume fiévreuse, il s'efface derrière les peintres et les poètes qui furent ses amis.

Le lettriste Gabriel Pomerand permet à Alexandrian de donner toute la mesure de sa sensibilité. Les lignes qu'il lui consacre, sont, autant qu'un morceau d'anthologie, une invite à aimer ce hurleur qui avouait : « Je suis l'ensant de mon siècle dans la

mesure où j'ai accepté d'être

Bien des années avant de se suicider en 1971, Gabriel Pomesuicider en 1971, Cashie d'and dressa, dans Testament d'un acquitté, une sorte d'état des lieux de ses illusions : « Je lègue ma bonté à mes ennemis afin qu'ils la transmettent aux leurs... Je lègue mon temps perdu à un clochard afin que sa promenade dure plus longtemps que sa misère... Je lègue mon portefeuille vide au vent, car j'ai tou-jours associé mon portefeuille aux feuilles de l'automne... »

Alexandrian rend hommage aussi aux amantes qui lui prétèrent un corps. « On peut voyager à travers une femme comme à travers un pays », dit cet amoureux fou de la vie qui, aujourd'hui encore, ne sait que répondre à la question qui déjà le hantait, en 1946, alors qu'il n'avait que dix-neuf aus : « Comment aller plus loin que le

Pierre Drachline

(1) L'Homme des lointains, Flamma-rion, 1960 ; les Terres fortunées du songe. Galilée, 1980. (2) André Breton par lui-même, Seuil, 1971 : le Surrèalisme et le Rêve, Galli-mard, 1974 : les Libérateurs de l'amour, Seuil, 1977.

(3) Victor Brauner l'illuminateur, Cahiers d'art, 1954; Marcel Duchamp, Flammarion, 1976; Seurat, Flammarion, 1980; Max Ernst, Somogy, 1986.

Ce personnage bizarre appelé Paul Claudel

Quand le diplomate-écrivain se démasque à travers ses lettres, dévoilant une fantaisie et une liberté de ton inattendues

LETTRES A ELISABETH SAINTE-MARIE PERRIN ET A AUDREY PARR

de Paul Claudel. Cahiers Paul Claudel 13, 457 p., 210 F.

Les deux derniers Cahiers Paul Claudel contenzient les correspondances du poète avec son metteur en scène privilégié, Jean-Louis Barrault, et son ami de jadis, J. Rivière. Celui-ci nous apporte celles qu'il entretint avec sa belle-sœur et « consœur », Elisabeth Sainte-Marie Perrin, puis avec sa « fournisseuse de jote et de soleil », la pétulante Audrey Parr, alias Margotine. Cet ensemble vient grossir un trésor épistolaire déjà considérable: correspondances publices depuis longtemps avec Gide, Suarès, Jammes et depuis peu avec Massignon et Mauriac. La source est loin d'être tarie : doivent voir bientôt le jour les lettres à ses enfants (1) ; celles, très nom-breuses, échangées avec une « délicieuse malade », Françoise de Marcilly, dont il parle ici à Audrey Part; et, pour finir, l'extraordinaire dialogue que Claudel poursuivit avec Marie

Romain-Rolland, du vivant puis après la mort du père de Jean-Christophe.

En ces temps où Paul Claudel paraît entrer dans une nouvelle ère de soupçon, victime d'une confrontation mal éclaircie avec sa sœur Camille, pareille publi-cation a son prix. Ne disons pas que Claudel s'y révèle tout entier : il est inépuisable et c'est à ses œuvres qu'il faut demander ses plus profonds secrets. Mais sa liberté de ton, l'imprévu multiforme des événements, des ren-contres, des sujets qui viennent à lui et dont il rend compte à Elisabeth, puis à Margotine, font que, si nous sommes assez atten-tifs, nous finirons, comme cette dernière et selon les mots de son « vieux camarade », par « avoir parfaitement la connaissance et le maniement de ce personnage bizarre qu'on appelle Paul Clau-

Ce n'est pas jouer les cicérones indiscrets que de signaler, au moins dans le premier lot, la lettre écrite après la semaine terri-ble de mars 1913 où il enterre son père et fait interner sa sœur ; celle aussi de mai 1926, où, s'essayant au rôle de directeur de conscience, il met à nu ses propres faiblesses. Les historiens retiendront, eux, les pages où

d'Albert Londres vaut surtout par

celui que l'on croyait « de droite » fustige le « nationalisme étroit et hargneux » de Poincaré, auquel il prefere de loin les ouvertures généreuses de Briand et d'Herriot.

Les échanges avec l'a aimable et détestable » Margotine sont d'une fantaisie et d'une prodiga-lité qui repoussent toute idée de choix. On y reconnaîtra, de place en place, émergeant d'un tohu-bohu à faire fuir les esprits sensés, l'affirmation des crédos indestructibles de Claudel, dans l'ordre religieux, moral, esthétique surtout. Car il a fait de Margotine, pleine de talent, sa collaboratrice pour la mise en scène de l'Homme et son désir, Jeanne au bûcher, le Festin de la sagesse,

« Un petit drame espagnol »

La plus belle surprise pourrait être la première annonce d'un certain projet d'ouvrage encore dans les limbes de l'imaginaire : « J'ai l'idée de faire une espèce de petit drame espagnol où l'on verra un vieux conquistador retour du Maroc où il a délivre mille captives et de l'Amérique du mille caplives et de l'Amerique du Sud et où j'expliquerai un peu de mes sentiments à votre égard l'unai 1919). Et dix mois plus tard, alors que son métier de diplomate l'accapare: « C'est dommage. J'étais engagé dans de vieux conquistaaommage. Jesais engage dans une histoire de vieux conquista-dor malheureux en amour, qui se venge en ravageant le Maroc et en culbutant la cordillère des Andes, et qui finit capilf et enchaîne que mains d'une de ses enchaîne aux mains d'une de ses filles, d'ailleurs belle comme un ange et brune comme Margo-

Voyez comment, en si peu de temps, la scène déjà s'est emplie d'une ribambelle de personnages dépareillés, propres à faire du petit drame espagnol une vaste entreprise dramaturgique, cosmique et, plus encore, comique : tant il est vrai que l'auteur a juré de ne plus se laisser « emmerdover » par le goût du public des augures, et de se livrer sans frein au bonheur d'une « œuvre tout à fait extravagante qui achèvera de le perdre dans l'esprit des classiques », et, pour mieux dire, d'une « énorme mascarade ».

Gérald Antoine

(1) Voici déjà, annotées par les soins attentifs de Michel Malicet, les lettres que le poète écrivit à son fils cadet, Henri. Ce sont les plus nombreuses, car la maiadie dans les années 1924-1926, puis la guerre, en les séparant, les invitèrent davantage à correspondre. Les messages de la première époque sont d'un père affectueux, sermonneur à l'occasion, s'essayant à plaisanter pour distraire l'enfant de son mai. Ceux de la seconde sont d'un autre ordre; on y découvre en particulier les prises de position de Claudel à l'égard de l'Europe, de l'Union soviétique et des Etats-Unis, du gouvernement de Vichy, puis du général de Gaulle. (Ed. L'Age d'homme, 300 p., 160 F.)

DIANNUNZIO CONQUERANT DE FIUME d'Albert Londres. Préface de Francis Lacassin,

Julilard, 298 p. 100 F.

J'avais lu Albert Londres pendant le service militaire. En ces mois d'uniformes où d'aucuns comptent les jours. Terre d'Ebène, Biribi, Eugène Dieudonné m'avaient bouleversé. Londres renait le parti des vicumes attitude ne déplaît pas à tout la monde. Les années ont passé. Voità que, par la grâce de cet érudit indispensable qu'est Francis Lacassin, paraît un livre qui rassemble quelques reportages de celui qui refusa toujours d'opposer aux faits des idées préconçues.

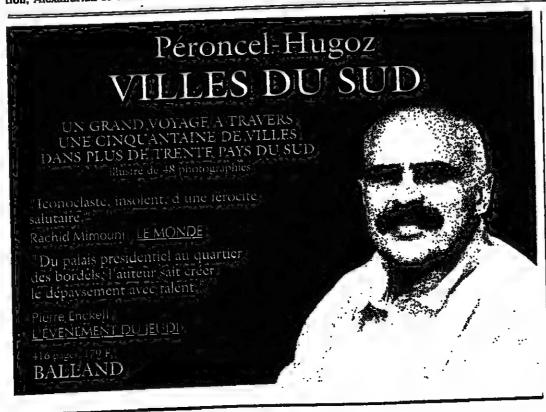
Si l'on en croit la couverture, D'Annunzio conquérant de Fiume constitue la pièce maîtresse de l'ouvrage. Il est vrai que le frénétique esthète des Abruzzes suscita une fameuse explosion quand, dans la nuit du 12 septembre 1919, il s'empara de « l'ex-port hongrois de Fiume (aujourd'hui Rijeka) », que le président Wilson et les Alliés voulaient attribuer à la

Yougoslavie. Cependant, semble-t-ii, la livre

les chapitres consacrés à la « Rus-sie des Soviets ». On savait les horreurs du pays où, même « pour lever les yeux au clei, il faut y être autorisé ». Mais la narration prise sur le vif arrache des sangiots, comme si la temps ne pouvait effacer les humiliations, les crimes, le martyrologe d'un peuple soumis à l'espionnage, à la délation, car, lorsque la faim et la froid règnent, l'homme devient plus que jamais n loup pour l'homme. Ici, « il faut interrompre sa marche vingt fois par heure tant est impérieuse la nécessité de se certifier à soimême que l'on voit bien ce que l'on voit et que ce n'est pas votre esprit qui déraille », dit Albert Londres. Albert Londres montre Lénine,

Trotski, Gorki, le doux Tchitcherine au dévouement inlassable.. Là où tant d'écrivains, d'intellectuels se sont laissé leurrer, lui, le journaliste, ne s'est pas trompé. Et l'on songe avec Indignation aux beaux esprits qui abusèrent des générations de cœurs purs, quittes à flatter plus tard leur conscience avec des mea culpa comme naguère ils la flattaient avec leurs erreurs. L'actualité d'Albert Londres est criante.

Louis Nucera





Jean Roudaut. Collection "Brèves". Un écrivain déam-

bule à travers les villes de la littérature, leurs décors, leur métaphysique, leurs significations enfouies.



≠HATIER



Le rire et le noir

Ce n'est pas parce que le polar est considéré comme un genre de divertissement qu'on y rigole tous les jours. Au contraire. Raison de plus pour ne pas manquer les livres des quelques auteurs qui nous font le trop rare cadeau d'un éclat de rire salutaire ou celui de placer délibérément leurs œuvres sous le signe de l'ange du bizarre.

Le Midnight Examiner est un journal de Manhattan. Le genre de feuille de chou pour qui les faits ne sont que des embûches inventées par les avocats pour gêner le boulot des journalistes. Howard Halliday en est le rédacteur en chef; son job, c'est de trouver et d'exploiter des informations capitales telles que : « On a trouvé un objet volant non identifié dans l'utérus d'une jeune fille.

Sans le moindre état d'âme, Howard et son équipe, une bande d'écrivains new-yorkais aussi sophistiqués que cinglés, arrosent l'Amérique profonde de manchettes ahurissantes, assurent la promotion de produits aphrodisiaques ou cosmétiques bricolés dans une arrière-cour du Bronx, bref, pratiquent le charlatanisme à l'échelle d'un pays assez grand pour que seul l'incrovable ait des chances d'être cru. Et on y croit. Si bien que lorsque surgissent une sorcière vaudou, un chauffeur de taxi égyptien ex-pilleur de tombes, une reine du pomo et une bande de maffieux assoiffés de sang, on s'accroche à l'histoire comme à l'Intrigue de n'importe quelle « Série noire » et. tout en hurlant de rire, on tremble pour l'héroïne, et l'on se dit qu'elle a bien raison d'avoir, pour Howard Halliday, les yeux de Chimène pour

Irrésistible parabole sur la folie new-yorkaise, Midnight Examiner, de William Kotzwinkle, est aussi un thriller impeccablement construit (Rivages/Thriller, 250 p., 89 F).

Loren, D. Estleman est, sans doute, l'un des derniers représentants de la tendance hardboiled pure et dure. Son héros, Amos Walker, est détective à Detroit. Il trimballe sa pauvreté et son cynisma hautain dans l'apocalyptique capitale américaine de l'automobile entre les flics qui ne pensent qu'à lui sucrer sa licence et tous les truands du coin qui rêvent d'en finir avec le seul type honnête de la ville. Un mec bien, ce Walker. Rien à voir avec son double, détective lui aussi, héros de la Soutane en plomb et qu'Estiemar semble avoir créé pour se purger de tous les bons sentiments de Walker. Opération réussie. Ralph Poteet est gros, laid, sale, ivrogne, lâche et profondément malhonnête. Aussi quand sa voisine de palier, une pute free-lance, vient lui

Première sélection

pour le prix Goncourt

demander de débarrasser son lit du corps d'un évêque mort d'un excès d'amour, Ralph sa dit que la religion a du bon et que l'Eglise doit avoir de quoi payer la virginité de son évêque. Manque de pot, les autorités eccléalastiques du coin ont d'autres sources de revenu que le denier du culte et l'évêque n'était pas tenté que par la chair. Sans comprendre ce qui lui arrive, c'est à la CIA, aux flics et à une version musclée des vicaires du Christ que Ralph va proposer son chantage.

Débarrassé des contraintes que lui imposait un héros positif, Estleman transforme une intrigue classique en une comédie burlesque étourdissante. Il tire les situations jusqu'au bout, multipliant les rebondissements cocasses qu'il émaille de dialogues ausal incisifs qu'hilarants sans jamais quitter la ligne mélodique du récit. On connaissait déjà l'humour et la rigueur des romans de Loren D. Estleman. Mariage extrême de ces deux qualités, la Soutane en plomb est un chef-d'œuvre du genre. (Gallimard, coll. « Série noire », 228 p., 40 F.)

Rien n'incite au rire dans le roman de George Chesbro. Au contraire, Une affaire de sorciers est un livre d'autant plus noir qu'il met en scène ces forces que l'on dit « des ténèbres ». Mais, comme Midnight Examiner, il utilise les ressorts habituels du roman policier pour mieux traiter du bizarre. Son héros est un détective, mais c'est aussi un nain. Ex-acrobate de cirque, docteur en criminologie, ceinture noire de judo, le D' Frederickson, alias Mongo le Magnifique, tire de son infirmité l'avantage d'un regard différent sur les êtres et les choses. Confronté, en plein New-York, à la lutte sans merci que se livrent une bande de maîtres sorciers, il se fait mordre par une chauve-souris enragée, saute d'une voiture en marche et manque de mourir dans un caisson de privation sensorielle. Rien que de très normal pour quelqu'un qui aurait pu faire ses classes chez Barnum et Sam Spade.

Mais le plus étrange, c'est que ça fonctionne diaboliquement bien. Très vite, cette galerie de freaks se met à exister et, par la grâce d'une intrigue menée magnifiquement, les sorciers prennent la place des maffieux dans l'échelle du mal. Insensiblement, le lecteur glisse dans les rouages d'une histoire policière classique où maîtres des ténèbres, prophètes, guérisseurs et autres médiums auraient, tout naturellement, remplacé les bons vieux truands.

A mi-chemin entre Frederick Brown et Lovecraft, Une affaire de sorciers est un livre saisissant dont la tonalité n'est pas loin de rappeler le film Freaks de Tod Browning. (Rivages/Noir, 328 p., 52 F.)

Patrick Raynal

Mœurs et langages des tribus parisiennes

Alain Schifres et François Maspero ont rédigé deux précis d'ethnologie sur ces peuplades qu'on nomme « Parisiens » et « banlieusards »

LES PARISIENS d'Alain Schifres. J. C. Lattès, 377 p., 120 F.

J. C. Lattes, 377 p., 120 l LES PASSAGERS

DU ROISSY-EXPRESS

de François Maspero. Sevil, 330 p., 120 F.

Dans le ciel sans bavures de la géographie, Paris ressemble à une planète entourée du large anneau gazeux de «sa» banlieue. Deux mondes qui font bande à part et tournent l'un près de l'autre, dans le petit encadré spécial que leur fabriquent les auteurs de cartes et de plans. Ces dames, pourtant, ne sont pas sœurs, ni même cousines comme vondraient le faire croire ceux qui présentent la «couronne» comme une simple extension de la 'capitale. Deux ouvrages, écrits récemment par Alain Schiffres et François Maspero, montrent qu'il s'agit bien d'univers distincts, qui s'échangent, à l'occasion, des particules asservies aux horaires de bureau sans jamais vraiment se

Et comment, d'ailleurs, la capitale égocentrique dont les humières prétendent illuminer le monde pourrait-elle voir ceux que masque la proximité de ses feux? Alain Schifres décrit à merveille ces «Parisiens» persuadés de concocter en laboratoire la forme la plus perfectionnée de civilisation. Ils sont snobs à en étouffer et consacrent une énergie fascinante à entretenir leur corps et leurs petits bobos, à gratter leurs plaies sentimentales pour aggraver ces fausses blessures du cœur sans lesquelles nul ne peut prétendre être tout à fait accompli.

> De la fable à la satire

lts passent enfin beaucoup de temps à soigner leur langage, que l'auteur observe au microscope après avoir annoncé qu'à Paris «une poignée de mots sert à toux». Il y a d'abord le dialecte « adoparisien», qui tourne autour des deux adjectifs « nul» et « génial». « On a vu des enfants parvenir au bac C sans avoir jamais usé d'autres adjectifs en expression orale», explique patiemment Alain Schifres. Lui succède le « parigomondain», qui se gargarise d'adverbes d'intensité, puise largement dans le vocabulaire psychiatrique et inverse à plaisir la signification (apparente) des insultes et des marques de ten-

L'acquisition de cette langue ésotérique et superbement dépouillée précède forcément tout repérage dans le jeu social qui superpose les milieux comme des génoises dans une pâtisserie autrichienne. Si l'auteur des Parisiens se consacre surtout à la description des classes dites « aisées », aux intellectuels en mal d'idéologies et aux vedettes du demi-monde, il observe aussi, en passant, les petites professions qui font le quotidien de la capitale. Dans sa galerie des métiers, le médecin de quartier côtoie la kiosquière mal embouchée, le « grand patron», dont les mains «ne touchent pas l'argent», s'aligne auprès du chauffeur de taxi dont la mine se renfrogne à l'idée de voir un client monter dans sa voiture.

« Adoparisien » ou « parigomondain » ?

L'ensemble est tordant, Alain Schifres ne ménageant aucune des qualités d'esprit que lui connaissent les lecteurs du Nouvel Observateur, où il est journaliste. Il virevolte avec éclat de la fable à la plus pure satire, en passant par une ethnologie de trottoir où beaucoup devront faire effort pour ne pas se reconnaître. Puis il cerne la capitale de belles idées, comme ces apurgatoires (...) peuplés d'idées mort-nées, d'élans inachevés, d'avortons d'enthousiasme», où les « parigomondains » relèguent leurs projets sans suite. Inutile d'être grand clerc, cependant, pour comprendre qu'il détesterait sans doute vivre en dehors de ce marigot grouillant de faux bons sentiments et de vraie

A l'extérieur de la capitale, loin derrière les montagnes, vit une autre peuplade hétéroclite nommée, en vrac, les «banlieusards». Tellement loin, même, que les Parisiens s'y rendent comme sur l'Himalaya, en expédition. «Les Parisiens qui sont allés jusqu'à Tourcoing donnent des conférences à Pleyel», écrit

Alain Schiffes, pour moquer les continues casanières de ses compatriotes. François Maspero, lui, a poussé l'aventure jusqu'aux confins de la ligne B du RER, celle qui relie Roissy à Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Un voyage qui relève du sport extrême pour beaucoup de Parisiens, et dont l'auteur a fait un fort joli récit. Parti « le nez au vent» en compagnie de la photographe Anaik Frantz, il rapporte des impressions fortes et remarquablement sensibles de cette zone diffuse où des horizons fragmentés se juxtaposent sans jamais s'enchaîner. Les Passagers du Roissy-Express racontent aussi de belles histoires de rencontres provisoires et des souvenirs du temps où la banlieue n'était pas encore une vaste nébuleuse.

Raphaelle Révolle

➤ Signalons également la parution de la Métrographie, de Marie-Florence Ehret, chroniques, sur une année, du métro parisien vu comme une scène de théâtre. (La Différence, 107 p.,59 F.)

ACTUALITÉS

La mort de Maurice Saillet

Ami des livres et pataphysicien

Le jury Goncourt a rendu Maurice Saillet, qui est mort publique, mercredi 12 septemdans sa maison de Montlognon bre, la première liste pour le prix (Oise) le 13 août, n'avait guère le qui sera attribué le 19 novembre. goût de la publicité. Maurice Une prochaine sélection sera Nadeau, dans ses Mémoires publiée le 2 octobre, une autre le (voir le feuilleton de Michel 6 novembre et la dernière à Braudeau), raconte qu'il faisait Brive, lors de la Fête du livre, le répondre au téléphone, lorsqu'on 10 novembre. le demandait : « Maurice Saillet est mort! "

Quatorze romans ont été sélec-Né en Savoie en avril 1914, tionnés d'André Brincourt : la Maurice Saillet fut pourtant, Parole dérobée (Grasset); de comme son ami Pascal Pia, l'une Patrick Besson : la Parcsseuse de ces personnalités qui compta (Albin Michel) ; de Michel Cafdans les lettres françaises fier: les Coches bleues (Grasset); d'après-guerre. Associé, à partir de Serge Filippini : l'Homme de 1940, avec Adrienne Monincendié (Phébus); de Pierrette nier, à l'aventure de la Maison Fleutiaux: Nous sommes éternels des Amis des livres, collabora-(Gallimard); de Axel Gauvin: teur de Combat dès les débuts de l'Aimée (Seuil) ; de Jean Guerce journal, Saillet participa, sous reschi: Comme dans un berceau la direction de Maurice Nadeau, (Julliard) ; de Philippe Labro : le à la création des Lettres nou-Petit garçon (Gallimard) ; de velles, avant de se brouiller avec Marc Lambron : la nuit des masques (Flammarion) ; de Fran-çoise Lefèvre : le Petit prince ce dernier. Directeur littéraire au Mercure de France, cofondateur, avec Emmanuel Paillet, du Colcannibale (Actes Sud); de Serge lège de pataphysique en 1948, Lentz : la Stratègie du bouffon Saillet était l'un des meilleurs (Robert Laffont); de François Sureau: l'Infortune (Gallimard); spécialistes de Jarry dont il édita plusieurs œuvres et sur lequel il de François Weyergans : Rire ou écrivit plusieurs études imporpleurer (Grasset) ; de Jean-Didier Wolfromm : la Leçon inau-

Maurice Saillet donna également, en 1964 au Livre de supercherie littéraire autour d'un faux de Rimbaud, la Chasse spirituelle.

P. Ke.

Premiers prix. - Le prix Alexandra David-Neel, attribué pour la quatrième fois, le 8 septembre, jour anniversaire de la mort de la célèbre exploratrice, a été décerné à Pierre-Antoine Donnet, pour son livre Tibet mort ou vif (Gallimard, collection « au Vif du sujet »). Ce prix est doté de 10 000 F.

poche, une nouvelle édition des

Œuvres complètes d'Isidore Ducasse, dans laquelle il apporta

quelques mises au point sur la biographie de l'auteur des Chants de Maldoror. Auteur d'un

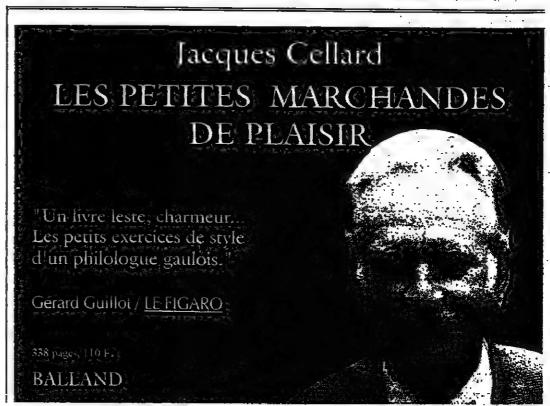
pamphlet contre Saint-John Perse (il nourrissait une haine

tenace à l'égard de la NRF et de la maison Gallimard), il fut à l'origine, en 1949, avec bonne foi semble-t-il, de la célèbre

En Italie, le prix Campiello, l'un des plus importants prix littéraires italiens, est revenu à Dacia Maraini pour un livre où elle retrace « la longue vie de Marianna Ucria », (la Lunga Vita di Marianna Ucria), l'histoire de l'une de ses ancêtres siciliennes sourde et muette.

De PRÉCISIONS. — Dans la liste des romans étrangers de la rentrée « le Monde des livres », du 7 septembre), une erreur de classement nous a fait attribuer à d'autres éditeurs deux ouvrages publiés par les éditions Complèxe, il s'agit du Bufle front large, de Fazil Iskander et du livre du Mexicain Jose Revueltas. le Mitard.

D'autre part, le nom de Jean Delumeau a été malencontreusement omis dans la référence de son livre, l'Aveu et le Pardon, analysé par Roger Chartier.



Le Livre

gurale (Grasset).

LE LIVRE SUR LA PLACE 12° ÉDITION

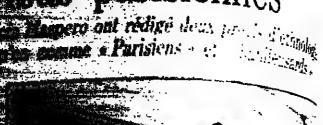
Les 20, 21, 22 et 23 septembre place Stanislas NANCY

Sur le thème
« LE LIVRE, LA GUERRE, LA PAIX »
Rendez-vous sur le stand Te Hende

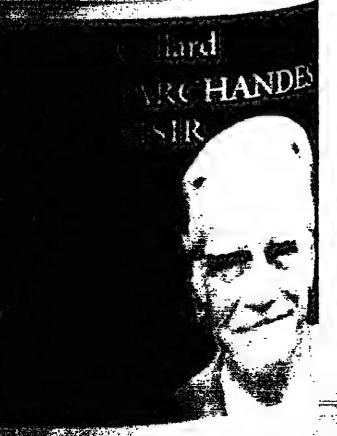
مكذا من الاصل



INSI PAR







PGURPARLERS 1972-1990 de Gilles Deleuze.

Editions de Minuit, 254 p., 69 F.

OUS qui œuvrez à « la guerre des joies contre les tristesses », comment vous remercier? C'est toute une histoire. Vous savez bien, vous le dites, qu'une telle histoire échappe pour une part à ce qui est historique. Paimerais vous en dire quelques mots. Il n'est pas mauvais qu'ils soient, pour une fois, personnels et publics tout ensemble.

Pourparlers n'est pas une bonne victime pour un compte rendu. Il m'a fait songer que « rendre compte » d'un livre est une affreuse formule. Elle évoque le rapport de police ou d'autopsie, l'assurance des juges ou celle des arpenteurs qui jaugent. Tout cela est bien utile, comme bon nombre de choses affreuses. Mais peut-être est-ce trop utile, ou utilitaire, pour rendre réellement service à qui

Qu'indiquerait un compte rendu? D'abord que ce volume rassemble des textes publiés dans des journaux et diverses revues entre 1972 et 1990. Il préciserait qu'il s'agit d'entretiens, de lettres, d'articles, où il est question de vos itinéraires, depuis l'Anti-Œdipe et Mille Plateaux jusqu'à l'Image-mou-vement et à votre livre sur Foucault - l'ami, le complice, le frère. Il ne manquerait pas de gloser sur vos lectures de Bergson, de Leibniz ou de Spinoza, et sur vos positions concernant philosophie et politique. Mais ce serait somme toute sans importance. Il y a autre chose à tenter : dire ce qui se produit quand on yous lit. Car c'est cela qui seul vous

importe, et vous rend à présent si singulier. Vous rappelez que les discours ne se limitent pas à des objets purement théoriques, qu'ils sont tout entiers traversés d'expérimentations, d'événements, d'aventures du corps, de souffles, de flux. Comme des retours de voyages impossibles qui pourtant ont lieu ou comme d'étranges véhicules pour de nouveaux mouvements de cerveau. Voilà, me semble-t-il. comment il convient de vous lire : en acrobate, en danseur, en gymnaste. Se dire : cette posture de pensée-là, l'ai-je déjà prise ? Puis-ie la trouver, la tenir? Ouels circuits empruntet-elle? Est-ce une entrave, ou

OUS pariez souvent de res-piration. Idée folle : pratiqueriez-vous une sorte de voga à votre mode ? Je le crois. Dans vos derniers textes (ceux de Pourparlers, mais aussi Fou-cault ou le Pli) revient la question de l'irrespirable, du vide où l'on ne respire plus. Peut-être ne cessez-vous de demander à la pensée des voies nouvelles pour le souffle, écartant celles qui le coupent ou l'étouffent, privilégiant celles qui peuvent le ramifier, le faire circuler, l'aider à emprunter des circuits encore à frayer. Sans donte est-ce une interprétation inhabituelle. Mais elle ne paraît pas vous être tout à fait infi-dèle.



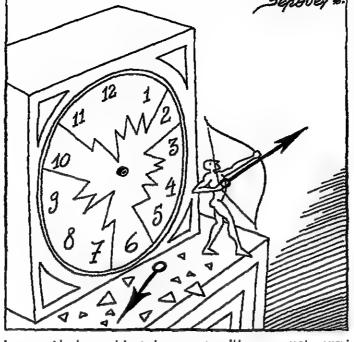
Lettre ouverte à Gilles Deleuze

Derrière tout cela, une seule chose : des mouvements. Peu importe, finalement, les contextes. Ils multiplieront indéfiniment les cas de figure. Votre démarche consiste tou-jours à permettre des mouve-ments, à tenter de les penser, prenant ainsi le beau risque d'accompagner leur cours. Démarche politique : « Si les oppressions sont si terribles, écrivez-vous, c'est parce qu'elles empêchent les mouvements et non parce qu'elles offensent l'éternel. » Démarche théorique : à un antique amour de la vérité, essence immuable et figée, vous substituez l'atten-tion multiple aux métamorphoses inouïes des langues, des corps, des peuples,

E N cela évidemment vous êtes fidèle à Nietzsche, Le premier, il déchira la « déplorable croyance en la vérité ». Ou bien, comme vous dites : « Pas d'idées justes, juste des Idées. » Mais sans doute êtes-vous à présent plus loin, on plus net, que Nietzsche. Car vous éclairez ce qu'il a seulement suggéré. Par exemple ceci : l'histoire n'est pas le lieu des mutations décisives. Mieux : l'histoire serait seulement le nom des obstacles qu'il convient d'écarter pour qu'advienne quelque nouveauté effective. « L'his-toire, dites-vous, désigne seule-ment l'ensemble des conditions, si récentes soient-elles, dont on se détourne pour « devenir », c'est-à-dire pour créer quelque chose de nouveau. »

Cette nouveauté est celle des expériences de pensée. L'histoire en est comme le lieu d'émergence, ou la condition d'apparition. Elle n'en est ni moteur ni cause : « L'expérimentation n'est pas historique, elle est philosophique. » En cela vous n'êtes pas seulement sidèle à Nietzsche, mais aussi à Berg-son. Après que le Bergsonisme et Cinèma I et II l'eurent mis en lumière, ces Pourparlers disent à leur tour quelle rupture radicale Bergson a, selon vous, introduite dans la pensée.

Et tout va vite, dans cette vingtaine de textes. Ils sont très simples, souvent familiers. Le sel de l'improvisation les parsème et crépite. Leurs lecteurs peuvent être aussi divers que ceux des journaux. Mais moins distraits. Car ce sont des textes difficiles. Pas à cause de leur vocabulaire : il est courant, et sans technicité. A cause de la pensée, et de ses postures. Les mouvements, là encore. Ce que vous appelez ainsi, il faut de la subtilité pour l'entrevoir. Ce serait une erreur de croire qu'ils nécessitent un déplacement, une agitation ou même quelque transport spatial. A vous suivre, les plus bouleversants ont lieu sans que rien, apparemment,



bouge. Ainsi procèdent les inventions de souffle, les créations de syntaxe et les révolutions de la pensée. Cela a-t-il dit pourquoi il convient de vous remercier? Pas encore. J'y

DES pourparlers, ce sont des discours entre guerre et paix. Telle est, pour vous, la place de la philosophie. Elle « ne se sépare pas d'une colère

contre l'époque, mais aussi d'une sérénlié qu'elle nous assure ». Elle ne peut livrer bataille contre ces puissances que sont « les religions, les Etats, le capitalisme, la science, le droit, l'opinion, la télévision ». Elle ne peut que les harceler en menant « une guerre sans bataille, une guérilla contre elles ». Mais de tels mouvements de résistance ne mobili-

sent pas des groupes. La « gué-rilla » que mêne la philosophie n'oppose pas les penseurs aux pouvoirs, les marginaux aux tenants de l'ordre ou les créateurs aux gardiens de tous les statu quo. « Comme les puissances ne se contentent pas d'être extérieures, mais passent aussi en chacun de nous, c'est chacun de nous qui se trouve sans cesse en pourparlers et en guérilla avec lui-même, grâce à la philosophie. »

GUERRE de chacun contre soi : belle définition de la philosophie. Les formes de cette guerre : le style (a les grands philosophes sont aussi de grands stylistes »). Ses armes : des concepts qui ne diraient pas l'essence, mais l'événement. Son but : la vie, c'est-à-dire une vie plus grande (« dans l'acte d'écrire, il y a la tentative de faire de la vie quelque chose de plus que personnel, de libèrer la vie de ce qui l'emprisonne »). Ses ennemis : les puissances ? Oui, mais sous les formes qu'elles prennent au sein de nous-mêmes. Exemple : les pesanteurs de la langue, qui engendrent les lourdeurs de la bêtise et le faux sérieux des conformismes. Parmi de tels ennemis, ne pas oublier le moi (a on n'écrit pas avec son mol, sa mémoire et ses maladies ») ni les évidences trompeuses de ce qu'on croit comprendre (« on parle du fond de ce qu'on

Sans doute savez-vous à présent pourquoi je veux vous dire merci. Parce que vous etes le seul aujourd'hui à dire si bien que la philosophie est affaire de création plutôt que d'histoire des textes. Parce que vous lui attribuez sans vergogne son rôle impérissable : construire des systèmes et forger toujours de nouveaux concepts. Parce que vous soulignez sans cesse que ce travail a lieu sur fond d'obscurité (« la pensée n'est pas affaire de théorie »). Parce que dans une époque effectivement sèche, réactive, manipulatrice, où l'inflation des discours préfabriqués lamine les cerveaux. vous incitez chacun à oser suivre ses voies secrètes.

Je vous remercie en mon nom, et au nom de tous ceux à qui vos livres ont montré ou montreront un jour ce qu'est la force des solitudes. L'Université a fait semblant de ne pas savoir que vous êtes l'un des plus grands. Les pouvoirs feignent toujours de l'ignorer. C'est bien : je vous vois mal encombré d'honneurs. Ils vous iraient mal, parce qu'à vous lire on se sent blen moins craintif, et nullement contraint à la veulerie. Voilà qui est rare, et vital pour tous. Ai-je dit qu'avec vous le rire de la philosophie éclate encore? Non? Alors, en un moment si frivolement, si tristement affairé à se prendre au sérieux, il faut célébrer ces joies. Elles nuisent à la bétise.

A signaler également : e Dans la collection « Pour demain », dirigée par André Robinet et Gilbert Hottois, paraîtra prochainement aux édi-tions Vrin, un ouvrage de Mireille Buydens, Sahara, thétique de Gilles Deleuze. e Gilles Deleuze travaille à un

livre intitulé Qu'est-ce que la philosophie ?, qui devrait paraître d'ici un an aux éditions

Comprendre l'art moderne

THÉORIES ESTHÉTIQUES APRÈS ADORNO

Textes présentés par Rainer Rochittz, traduits de l'allemand Roughindhomme Actes Sud, 300 p., 180 F.

Officiellement, l'esthétique - le mot comme la chose - neit vers 1750, s'impose avec Kant, se développe avec l'idéalisme allemand, Hegel, Nietzsche, Heldegger, Lukacs et connaît sa demière grande systématisation dans l'œuvra de T.W. Adomo, Théorie esthétique, parue en 1970, un an après la mort de son auteur (1). A mieux y regarder, les rapports de l'art et de la philosophie ont une plus longue histoire, qui commence avec Platon et ne s'achève pas avec Adomo - dont l'esthétique, tributaire de l'historicisme marxiste, est loin de constituer le cadre approprié à une réflexion sur les enjeux de l'art contemporain,

particulièrement à l'âge « post-mo- sible de penser l'art comme une suffisamment générales pour s'apreste, fait l'objet d'une remise en de la société. Loin de correspondre question, en Allemagne même, à une « mode » aristocratique ou

C'est un écho de ce débat qui nous parvient à travers les cinq textes - publiés entre 1973 et 1983 - Icl réunis par Rainer Rochlitz. Leurs auteurs, cinq universitaires allemands travaillant dans des départements de philosophie (Rüdiger Bubner, Albrecht Wellmer) ou de théorie littéraire (Hans Robert Jauss, Karl Heinz Bohrer, Peter Bürger), se situent dans la postérité d'Adorno, même s'ils n'hésitent pas à critiquer ce der-

Empruntant comme lui leurs instruments conceptuels à l'idéalisme allemand, ils s'efforcent de les adapter aux problèmes nouveaux que soulève l'art du vingtième siècle. En effet, après la grande rupture consommée par les avantgardes historiques (Malevitch, Duchamp, Joyce), li n'est plus posd'una certaine façon la vérité de l'art. La création est, d'abord, création de formes obéissant à leur

logique propre.

de l'œuvre L'œuvre a, aujourd'hui, définitivement conquis son autonomie, à la fois par rapport aux conflits sociaux et par rapport aux idéologies religieuses. Comprendre l'art moderne, c'est essayer de ne pas le réduire à autre chose : sur ce point, l'esthétique classique avait effectivement besoin d'un aggior-

Autonomie

Là où, en revanche, nos cinq théoriciens se révèlent moins convaincants, c'est dans leur tentative pour penser ce nouveau statut de l'art dans des catégories

BREVES

derne ». Cette esthétique a, du simple superstructure, un pur reflet pliquer à la fois à la littérature, à la peinture, à la musique et à l'architecture, D'une part, ils s'interdisent bourgeoise, le formalisme est ainsi de pénétrer dans les mécanismes de la création propres chacun de ces domaines. De l'autra, ils semblent continuer à exclure certaines formes d'expression - comme la danse ou le cinéma - du chamo de leur étude.

On reconnaît bien, à ces deux traits, la traditionnelle indifférence des a théoriciens a par rapport à la spécificité des œuvres. Quelque effort qu'elle fasse pour mieux comprendre ces demières, l'esthétique allemande reste une branche de la philosophie - et même de l'idéalisme le plus classique. Peutelle vraiment alter plus loin ? Pour moment, le débat autour d'Adomo ne semble guère prendre cette direction.

Christian Delacampagne

Nouvelle traduction par Marc Jime-nez, Klincksieck, 1989.





Jean-Noël Vuarnet. Collection "Brèves". Un écrivain musarde

dans le XVIIIe siècle et sa littérature, ses éblouissements et sa frivolité, sa sensualité et son esprit.



≉HATIER

Flamboyant Danemark

Une fresque de Johannes V. Jensen aux accents shakespeariens

LA CHUTE DU ROI

de Johannes V. Jensen. Traduit du danois par Frédéric Durand. Actes Sud, 282 p., 129 F.

« Les voici donc, ces deux tranche-montagnes! Le roi Christranche-montagnes: Le roi Caris-tian, frénétique à force d'impa-tience, possèdé par des ambitions de Titan et qui a donné au Dane-mark son absence à l'Histoire. Et Mikkel, qui, avec son intraitable fierté et ses rèves impénitents, devint l'ancètre d'une race pensive, ramifiée à l'infini. »

Paradoxal Johannes V. Jensen! Dans l'année même (1901) où il se fait l'idéologue enthousiaste et naîf de l'impérialisme des peuples du Nord avec la Renaissance gothique, le voici qui met tout son lyrisme au service d'un perdant de l'Histoire, Christian II (1481-1559), roi du Danemark de 1515 à 1523 dont l'existence sanglante s'acheva par une jacquerie au terme de laquelle, écrit l'auteur, « les Danois cessèrent d'être un peuple nordique».

Comment cet idolâtre de Darwin, à qui, disait-il, « tout homme doit son ame », a-t-il pu se mettre, même le temps d'un roman, à l'écoute de trop humains laisséspour-compte de la « sélection naturelle »? Est-ce parce que ce demi-siècle, capital dans l'histoire du Danemark, fut trop furieux, trop confus pour accepter d'entrer un seul instant dans un carcan démonstratif? Ou n'est-ce pas plutôt parce que dans leurs chevauchées, au cœur des tempêtes, l'un vers l'autre, l'un avec l'autre, le roi et l'homme du peuple, Christian et Mikkel, et tout leur environnement de reîtres et de paysans, de courtisanes et d'évêques, ne pouvaient exister aussi intensément qu'en réduisant en charpie tout soupçon d'idéolosie? Alors, ce seratt elle, l'idéoli gie, la vaincue de l'Histoire, elle dont Johannes V. Jensen, grand maître ès sélections naturelles des personnages, aurait obtenu raison.

Toutes les couleurs de l'Orient

A moins que, plus subtilement, l'idéologie ne demeure enfouie dans la terre, car « la terre comprend tout, bien qu'elle se taise». Et si « l'homme s'est relevé au-dessus d'elle, [c'est qu'il] a triché avec la pesanteur ». Hommes tricheurs avec les grands principes, malades d'eux, hommes vrais de chair et de rêves, de sang et d'angoisse, tels sont ces héros ballottés par les éléments, devant lesquels il n'est de femmes que muettes, consentantes, tremblantes de passion, séduites et sitôt abandonnées. Et lorsque l'amour fait lever les morts, c'est qu'ils appartiennent à la terre, maîtresse ultime des guer-

Dans cette Chute du rol, fresque tracée du dur trait d'un Dûrer (1), l'auteur dispose les couleurs à la façon de l'équarrisseur qui contemple le cheval dépecé « tel un paysage richement irrigue, vu de très haut... où éclatent toutes les couleurs crues de l'Orient et des Indes v. Pays et paysages, terre et ciel, captent les signes de vie et de mort, les amplifient, les échan-gent, les répandent : l'orage est fait de « frissons sonores parçourant l'air, comme venus d'un vivant qui suffoquerait de dou-leur ». Et lors du terrible « bain de sang de Stockholm » dans lequel Christian II fit exécuter des dizaines de nobles suédois, Axel, l'enfant de toutes les rencontres, « qui portait son cœur à son cou», voit « le sang couler sur la grandplace en formant une gigantesque place en formain une giganesqui lettre, et chaque fois qu'il revient à la fenètre, cette rune (2) s'est encore ramifiée, comme s'il fallait l'interpréter diffèremment ».

STAGES D'ÉDITION

 INITIATION: Connaissance des métiers de l'édition; fonctionnement d'une maison d'édi-

- SPÉCIALISATION: Fabrication: service de presse; droits des auteurs; création d'une maison d'édition.

Rens. et inscriptions : S.I.P.E.L. 8, pl. du Palais-Bourbon, 75007 Tél. : 45-51-55-50 - 45-50-23-30

Païens irréductibles, affranchis de Dieu et du Diable, les personnages jenséniens négligent le sens pour la fascination des signes, comme s'ils acceptaient sans rechigner leur simple condition d'objets de l'Histoire ou de la Nature. Avec les retours obligés afin de reprendre souffle à la surface de leur terre natale du Jut-Jand, celle de l'auteur.

Johannes V. Jensen

(1873-1950), Prix Nobel de littérature en 1944, dont aucune œuvre majeure n'avait été traduite intégralement en français, accumule dans la Chute du roi les morceaux de bravoure comme l'incendie dans la campagne du Limfjord, le bain de sang de Stockholm, et cette nuit où, avec le doute, la défaite vint au roi, lorsque « les pierres qu'il avait lancées vers le ciel commencèrent à retomber sur sa tête». On trouvera peut-être là, dans cette flamboyante manière « gothique », un autre retour de l'idéologie. Il n'importe. Comment ne pas être touché, lorsque dans la forteresse où sont retenus, au soir de leur aventure, Christian et Mikkel, ce dernier, qui a eu vent des idées coperniciennes, se rend compte qu'a il avait commence par croire que toute l'existence gravitait autour de sa seule personne ». Mais « avec le temps. Il avait reconnu que ce n'était qu'une apparence. Le roi, toutefois ne pouvait accepter qu'il le pensât, et se mettait en colère».

Jean-Louis Perrier

(1) Lequel fit, d'ailleurs, un portrait de

Le secret de Gengis Khan

Qu'est-ce qui faisait courir le conquérant ? Inoue propose une réponse de romancier

LE LOUP BLEU

de Yasushi Inoue, traduit du japonais par Dominique Palme et Kyoto Sato. Ed., Picquier, 271 p., 98 F.

Chaque destin exceptionnel recèle-t-il un secret, une hantise pareille à une énigme empoisonnée ? A quelle blessure intime obéissent ainsi les grands pourfendeurs d'espace, conquérants insatiables qui se soumettent le monde pour fuir ou effacer sans cesse une partie d'eux-mêmes ? L'épopée fabuleuse de Gengis Khan - un adolescent privé d'héritage, déchu, traqué, avec pour tout bien huit chevaux pommelés, et qui en moins de trente ans va dominer la Terre, de Pékin jusqu'à la Volga, - avait-elle un ressort obscur et d'autant plus violent qu'il ne pouvait être désigné ?

Yasushi Inoue, dans la veine ici de ses romans historiques dont les Chemins du désert reste le chef-d'œuvre, a voulu explorer 'à cette interrogation. « J'ai eu envie, dit-il, d'écrire la vie de Gengis Khan car si j'étais capable, jusqu'à un certain degré, de la comprendre, il y avait pourtant un point que je ne parvenais pas à élucider : qu'y avait-il à la source de son désir de conquête ? C'est ce mystère qui m'a attiré. » Et c'est ce mystère qui est l'aiguillon de son livre, le vertige qui porte toujours plus loin le chef mongol, non seulement pour plus de gloire, de butin, d'ivresse batailleuse, mais pour un surcroît de légitimité.

Car, si Inque utilise toutes les données transmises par l'Histoire secrète des Mongols, il saçonne cendant de l'ancêtre mythique, brusquement jeté nu dans l'uni- 103 p., 69-F.)



Yasushi inoue : l'ombre de la mère

d'un romancier. Son Gengis Khan est sans doute infiniment plus tourmenté par le problème de l'identité que ne le fut l'original. A partir d'un fait avéré - le rapt de la mère, - il développe une obsédante illusion : de qui Gengis est-il vraiment le fils? Qu'il y ait là l'ombre d'un doute suffit à mettre en mouvement la formidable énergie de celui qui se veut, par-dessus tout, le des-

ses personnages à la manière du loup « couleur de ciel ». « Pour Gengis Khan, la mort de sa mère représentait avant tout la disparition de la seule personne à connaître le secret de sa naissance. Il éprouvait bien sûr la tristesse de n'importe quel fils quand il perd l'être qui l'a mis au monde, qui l'a élevé, qui a traversé avec lui toutes les épreuves. Mais il y avait, au-delà de cette douleur, un sentiment de total abandon, comme s'il se trouvait

vers : car avec Hōelūn était morte celle qui détenait sans doute les éléments lui permettant de déterminer s'il était merkit ou mongol. (...) En même temps, la mort de sa mère apporta à Gengis Khan un sentiment de délivrance qu'il n'aurait jamais cru possible : l'être qui l'obligeait à surveiller ses pensées n'était

Le récit d'Inoue, nerveux, sans aucune sensiblerie mais avec parfois des effarements, des bouffées de passion, d'émotion, de cruauté, progresse comme si toutes les actions menées, qu'elles soient guerrières, amoureuses ou administratives, finissaient par ouvrir sur un vide dévorant. L'empire des steppes, avec sa frénésie à repousser les horizons, aurait donc été la chimère d'un homme incertain, féal d'une légende dont il n'était héritier ni d'évidence ni de droit, et qu'il lui fallait gagner de vive

André Velter

n Un pouveau livre de Sôseki. - Les éditions Rivages publient un nouveau livre de Sòseid, le 210 Jour. Composé en 1906, ce bref roman confirme l'originalité, la liberté formelle, la modernité de l'auteur de je suis un chat et d'Oreiller d'herbes. Deux amis décident d'entreprendre l'ascension d'un volcan en picine saison des typhons mais ils parient, dissertent, observent plus qu'ils n'agissent. Leur dialogue dérive sans cresse, la gravité, l'émotion ne surgissant que par ricochets au milieu de propos apparemment futiles. Que sa réverie soit légère ou ironique, poétique ou absurde, il y a une grâce qui appartient en propre à Soseki : il évoque le filigrane des jours, le trame de la vie – de la vie qui n'est qu'un songe. Traduit du japonais par René de Ceccatty et Ryoji Makamura.

De Stefan Zweig à Franz Werfel

Retour à deux irréductibles de l'empire austro-hongrois à travers un roman, des nouvelles et une biographie

DERNIÈRES PROMENADES A PETROPOLIS de Belinda Cannone.

Seuil, 225 p., 89 F. L'AMOUR

D'ERIKA EWALD nouvelles de Stefan Zweig. Traduites de l'allemand par Hélène Denis. Belfond, à paraître en octobre

FILANZ WERFEL distoire d'une vie de Peter Stephan Jungk. Traduit de l'allemand

Albin Michel, 295 p., 160 F.

par Nicole Casanova,

II y a un cas Stefan Zweig. Voici un écrivain auquel on doit quelques incontestables chefs-d'œuvre -Amok, Lettre d'une inconnue, le Joueur d'échecs, le Monde d'hier - et qui est considéré comme un aimable faiseur, un romancier pour midinettes, un « pisseur de copie », pour reprendre l'expression d'un expert en mépris : Robert Musil. Certes, Arthur Schnitzler voyait en Zweig son héritier; certes. Freud n'hésitait pas à proclamer qu'il le préférait à Dostoïevski. Mais, près de cin-

quante ans après son suicide à Petropolis, au Brésil - suicide qui ne fut pas mieux compris que son œuvre, - on traite encore Zweig avec une certaine condescendance : à côté de Hofmannstahl, de Broch, de Musil, de Kraus, il ne ferait pas le poids. Et seul son personnage de dandy cosmopolite, de juif traqué par le nazisme, d'homme à femmes tempérant son désespoir par un humanisme désuet susciterait encore quelque curiosité.

Même dans le premier roman, franchement raté, de Belinda Can-none, Dernières promenades à Petro-polis, on perçoit à l'égard de Zweig une agressivité à fleur de peau qui s'exprime de manière bien maladroite: « Elle n'aimait pas les écrits de Zweig. Mais plus encore que les écrits, elle déteste parfois le personnage. Un peu trop mondain, par exemple. Il connaissait tout Vienne et tout ce que l'Europe comptait d'artistes et de penseurs. Il tenait l'amitié pour valeur suprême. Toujours son côté éternel jeune homme. »

Une rumeur étrange - et dont je donnerais cher pour connaître l'ori-gine - circule également dans ce roman: Zweig aurait toujours eu avec lui un papier certifiant qu'il nouvelles de Zweig regroupées sous était un patient de Freud pour le cas le titre l'Amour d'Erika Ewald. C'est

police. On prête volontiers aux écri-vains des perversions - l'exhibition-conviendrait de savourer l'histoire, nisme en l'occurrence, - mais on imagine mal Freud rédigeant un certificat médical sur les mœurs de son ami, certificat qui, par ailleurs, compte tenu de la réputation de Freud à Vienne, n'aurait été d'aucune utilité.

« Les frissons sacrés de l'attente »

Autant Pierre Mertens avait subtilement retravaillé de l'intérieur la biographie d'Alban Berg dans ses Lettres clandestines (1), qui ne ren-contra pas un écho à la mesure de sa réussite, autant Belinda Cannone échoue à nous faire partager les derniers instants d'un écrivain infiniment plus complexe et torturé qu'il n'y paraît. Outre cela, peut-on écrire sans ridicule que « Zweig est sans doute mort parce que les faits l'ont soudain empêché d'oublier l'aporie dans laquelle semblait se résoudre

l'espoir des temps modernes »? Mais laissons là ce roman à l'écriture pâteuse, à la construction déliquescente et à la pensée courte pour conseiller plutôt la lecture de quatre

où il aurait des démêlés avec la au Café Hawelka ou dans les salons outrageusement sentimentale, de cette jeune musicienne découvrant l'amour et prenant la fuite car trop exaltée pour désirer plus que « les frissons sacrés de l'attente ». Ou encore l'histoire de ce maître d'hôtel qui se suicidera pour une belle comtesse qui jamais ne daigna lever les yeux jusqu'à hui.

> D'aucuns ricaneront en stigmatisant la « sensiblerie » de Zweig, son romantisme suranné, son goût pour les clichés sentimentaux les plus éculés - et, pourtant, tout éculés qu'ils soient, ce sont encore eux qui commandent ce qu'il y a de plus douloureux et peut-être de plus intense dans nos existences. Et je ne doute pas que les lecteurs les plus rebelles au charme insidieux de Zweig seront conquis par sa dernière nouvelle, les Prodiges de la vie, qui, dans la ville d'Anvers déchirée par les guerres de religion, met en scène, dans un climat fantastique, une jeune juive et un vieux peintre catholique. Si Zweig se laisse parfois aller à des facilités, il est également capable d'affronter les sujets les plus difficiles - ici, le conflit entre nidaïsme et christianisme - avec un art totalement maîtrisé.

Les rapports de Franz Werfel, qui fut un ami de Zweig - et dont le principal titre de gloire aujourd'hui est d'avoir été le dernier compagnon d'Alma Mahler, - au christianisme sont plus que troublants : cet écrivain, auteur d'un best-seller universel : le Chant de Bernadette (2), ne craignait pas d'écrire en 1944 que « l'un des délits les plus étranges d'Israel, c'est bien de conduire les chrétiens par une certaine manière d'être à commettre le péché d'antisémitisme, afin d'attirer sur soi le mal10/10

10 May 188

171 62

Harman Barton Ba

A STATE OF THE STA

7-6

1.00

-4.6 26

Par ailleurs, il diffamait volontiers l'idéal expressionniste de sa jeunesse : il n'y a jamais eu, affirmait-il, d'orgueil plus dévorant, arrogant, railleur et possédé du démon que celui des artistes d'avant-garde. « Sous les éclats de rire amusés et indignés de quelques philistins, ajoutait-il, nous étions les minables manœuvres de l'enfer, lui fournissant la braise où rôtit à présent l'humanité. » On retrouve là l'influence d'Alma Mahler, pour qui, selon la formule qu'elle affectionnait, le coupable, c'est toujours la victime...

On ne quittera donc pas Prague, Vienne et Los Angeles sans s'être plongé dans la biographie, honnête sans plus, de Peter Stephan Jungk : Franz Werfel, histoire d'une vie, ni sans avoir consulté l'excellent dossier de la revoe la Règle du jeu (3) sur celui qui fut, comme Zweig, un humaniste engagé et un des témoins de la chute d'un empire tout à la fois imaginaire et inaltérable qui n'a pas fini de cristalliser nos passions.

Roland Jaccard

(1) Ed. dia Secil. (2) Ed. Albin Michel. (3) N= 2, 295 p., 88 F.

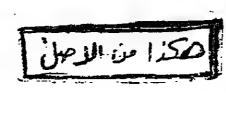
 Les Editions Albin Michel rééditent par ailleurs deux livres de Werfel : les Qua-rantes Jours de Musa Dagh (repris également, il y a peu de temps, au Livre de poche) et le Chant de Bemadette, préfact

Marie-Françoise Hans

Du côté de la vie

GRASSE





the the romanding

Control of the second s

The State of the S

And the second s

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

1 111 - 1 1111

" A marrie unit frie

10 to 10 to

1

The first of the

人名英格兰克斯里德

100

7 **5**

200

3 1

1

The state of the s

tel

TO DESCRIPTION OF STREET

2014

BILLET

M. Bergeron tourne la page

Attendu, puis reporté, l'événement n'en est pas moins symbolique. M. André Bergeron a quitté, le 12 septembre, la présidence de l'UNEDIC. organisme de gestion du régime d'assurance-chomage, Comme le veut la tradition de l'alternance, il est remplacé par M. Bernard Boisson, vice président de la commission sociale du CNPF, qui avait exercé la fin du précédent mandat patronal, de septembre 1987 à septembre 1988. Mais l'ancien secrétaire général de Force ouvrière, âgé de . soixante-huit ans, reste membre du conseil d'administration, où il représentera toujours son organisation.

Depuis 1959, l'histoire de l'UNEDIC se confond avec la carrière de M. Bergeron. Il a contribué à la création du régime d'assurance par les partenaires sociaux et s'en déclare volontiers le père. Par huit fois, il fut éiu à sa tête, assurant à lui seul toutes les présidences d'origine syndicale. Longtemps, il imprima de sa marque les méthodes de gestion, très « chef de famille ». Il en fit un monument à la gloire du paritarisme, cher à FO, et de la sagesse de la politique conventionnelle.

Souvent, devenu secrétaire général de FO en 1963, il s'appuya sur les informations en provenance de l'UNEDIC pour elerter, appeler à la prudence. Cela lui permit de proclamer doctement, avec son goût pour les formules surarmées, depuis les perrons des ministères, qu'il fallait « du grain à moudre » ou que, « en cette affaire, il ne faut point en rajouter ».

Au cours des années de crise, M. Bergeron se donna parfois una stature de précurseur, pour souligner les bienfaits de l'assurance-chômage. Mais, comme tous les dirigeants syndicaux et patronaux, il fut aussi confronté à la tourmente et aux révisions déchirantes. L'UNEDIC connut le déficit. Le régime d'indemnisation dut être révisé à la baisse.

Il n'empêche. Dix-huit mols après son remplacement à la tête de FO, dans des conditions douloureuses, M. André Bergeron quitte discrètement un poste qu'il affectionnait particulièrement. Une page de l'histoire sociale est tournée.

Dans le cadre du « Renouveau du secteur public »

M. Durafour propose de développer l'intéressement des fonctionnaires

En dépit du blocage des discus-sions salariales, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, souhaite poursuivre avec les syndicats l'étude d'un a retour collectif de modernisation», mécanisme d'intéressement des sonctionnaires lorsque des « gains d'efficacité » sont réalisés. « Ces discussions seront peut-être dissi-ciles, mais je les meneral avec un esprit d'écoute et de dialogue », a déclaré M. Durafour, jeudi 13 septembre, à Paris au cours des Rencontres 1990 du «Renouveau du service public».

M. Durafour, qui souhaite que l'évolution des prix ne constitue plus le seul critère d'évolution des salaires de la fonction publique,. devrait recevoir les syndicats de fonctionnaires début octobre, à l'issue des travaux du groupe

The second secon

36 L'OCDE et la crise du Golfe

36 Marchés financiers 37 Bourse -

Les manifestations des agriculteurs et la crise de l'élevage

Les appels se multiplient pour réviser la politique agricole commune

Alors qu'une importante manifestation d'agriculteurs est organisée jeudi 13 septembre à Nevers (ville dont le maire est le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy), de nouveaux incidents ont eu lieu tôt dans la matinée, exprimant l'exaspération des paysans et éleveurs qui dénoncent l'insuffisance de la politique

protection communautaire contre les importations de visade à bas prix (le Monde du 13 septembre). Un camion beige transportant des agneaux vivants a été intercepté dans l'Indre et, à Rodez, un abattoir a été investi par des éleveurs en colère qui ont arrêté la chaîne d'abattage, Les interventions des agricultaurs français contre des carriors britanniques transportant du bétail suscitent des réactions gouvernementale et les lecunes des dispositifs de très vives en Grande-Bretagne. Dans une inter-

view à l'Humanité, le quotidien communiste, compléments de prix pour les producteurs ovins et M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, bovins. Dans le projet de budget pour 1991, les estime qu'il faut e en revenir à une organisation de la politique agricole commune qui ne soit pas ce que de 2,4 %. Enfin, lors de la réunion du bureau libéralisme sauvage que certains voudraient continuer à développer... Une Europe libérale est une nuelli, trésorier du parti, s'est inquiété du « cerac-Europe qui tue les agriculteurs ». La Confédération paysante a, pour sa part, demandé « une nouvelle loi d'orientation agricole et rurale » ainsi que des

crédits du ministère de l'agriculture n'augmentent exécutif du PS, le 12 septembre, M. Henri Emmatère pouiadiste » des manifestations agricoles qui, selon lui, pourraient bénéficier en fin de compte au

Les Britanniques espèrent la fin des guets-apens contre leurs routiers

de notre correspondant

Les coups de mains des éleveurs ovins français à l'encontre de routiers anglais et de leurs cargaisons suscite une indignation considéra-ble en Grande-Bretagne. On a recensé plus d'une vingtaine d'opé-rations de ce genre depuis la fin août. Dans certains cas, le conducteur était invité à quitter son véhicule pendant que les bêtes sur pied ou les carcasses étaient déchargées mais il n'a parsois dû son salut qu'à une foite rapide. Le grand public n'a retenn que cette image d'un autodafé public de moutons britanuiques et du camion qui les tranportait, sous l'œil de la police et des autorités locales.

C'était le 23 soût au matin, à Thouars (Deux-Sevres) et on n'a pas fini d'en entendre parler. Le sort de ces 219 moutons, a qui ont connu une mort atroce », a provo-qué ici une colère durable. Il y avait des caméras. Cette vision est insoutenable dans un pays qui fait de l'attitude envers les animaux un critère de rectitude morale et même d'appartenance au monde Le Sun, le plus spontanément

xénophobe des journaux popu-laires, avait lancé dès le 6 septemtaires, avait lance des le o septem-bre un appel aux représailles. «N'achetez pas à l'avenir pour un centime de produits français. Les Français nous vendent beaucoup plus qu'ils ne nous achètent. Frap-pons-les là ou cela fait le plus mal. au porteseuille », écrivait ce quoti-dien, qui tire à plus de quatre millions d'exemplaires, et appartient, comme le *Times*, à M. Rupert Murdoch.

« Policiers frog »

Le Sun repartait à l'assaut le 10 septembre sous un titre-choc:
«Les policiers frog («grenouilles»)
doivent protéger nos chauffeurs
poids lourd!» Il s'agissait d'une libre improvisation à partir d'une déclaration du commissaire européen à l'agriculture, M. Ray Mac-Sharry. Ce dernier venait de rappe-ler au ministre français, M. Henri Nallet, l'existence du principe de libre circulation des personnes et des biens à l'intérieur de la Com-

Le boycottage des produits fran-Le boycottage des produits fran-cais se développe surtout au pays de Galles, grande région ovine du Royaume-Uni. Environ soixante-dix commerçants gallois refusent désormais de à approvisionner en vins, fromages, légumes et fruits français. La mesure s'applique même aux eaux minérales en bou-teille... Marks and Spencer, la chaîne préférée de M= Thatcher, s'apprête à annuler une campagne s'apprête à annuler une campagne de promotion des produits alimen-taires français.

Le pays de Galles et l'Ecosse sont des pays « naisseurs » alors que le reste du Royaume-Uni est « engraisseur ». Les agneaux nais-sent dans ces régions pauvres et prennent du poids en Angleterre. Le gigot de mouton à la menthe n'est pas pour rien le plat tradi-tionnel de la vieille Angleterre...

Il y a donc de nombreux symboles à l'œuvre dans cette « guerre du mouton ». Mais il y a surtout de l'argent. La politique agricole communantaire est en effet fondée sur l'attribution de subventions. Celles-ci ne sont pas distributes de la même manière dans les îles britanniques et sur le continent.

Prime de compensation

Le système en vigueur ici consiste à verser une « indemnité compensatoire» chaque fois qu'on abat une bête. En France, an contraire, la « prime de compensation ovine» est payée une fois par | nier pays, rappelle le rapport, a

an à chaque éleveur. Les agriculteurs britanniques bénéficient donc de ce ballon d'oxygène nettement plus rapidement que les Français.

Les éleveurs britanniques sont d'autre part mieux organisés et plus compétitifs. Il y a d'abord plus d'herbe de ce côté-ci de la Manche. Mais surtout, les exploitants ont davantage rationalisé leur production. Ils n'hésitent pas à mettre par exemple des moutons et des vaches dans le même pré, sachant que les uns et les autres ne mangent pas nécessairement les mêmes espèces d'herbe, ce qui ren-tabilise l'occupation des sols. Les charges d'exploitation sont nettement moins lourdes en Grande-

Les fermiers britanniques ont également été moins touchés que les Français par la chute des cours parce qu'ils ont choisi, souvent depuis des années, de produire de la viande de qualité supérieure. Ils sont pour la plupart au courant des difficultés des paysans français. mais ils ne voient pas pourquoi ils seraient pénalisés parce qu'ils ont investi dans des races ovines plus coûteuses, mais aussi plus délecta-

Ils ne comprennent surtout pas pourquoi les agriculteurs français, même au bord de la ruine, ont recours à des méthodes violentes. On ne plaisante pas ici avec celui qui viole la loi, surtout s'il le fait consciemment et même avec un

bria de complaisance. Le fait que la police française soit longtemps restée spectatrice, avant le virage à angle droit pris il y a environ une semaine par M. Joxe (qui a soudain décidé d'accorder sa protection aux routiers britanniques et a leurs moutons) a extrêmement choqué l'opinion de ce côté-ci de la

Un routier français de vingt-sept ans, M. Eric Gunther, a payé très cher pour les mésaventures de ses collègues britanniques. Trois inconnus l'ont attaqué le 7 septembre à coups de batte de base-ball dans son camion (il transportait des produits pharmaceutiques), sur l'autoroute M2 qui relie Douvres à Londres, et l'ont laissé avec une fracture du crâne et de multiples contusions. Il a été rapatrié au bout de quelques jours et sa vie n'est pas en danger. Ses agresseurs pourraient être des membres de l'organisation nationaliste d'extrême-droite National Front.

Il semble que cette guérilla soit terminée. On constate ici avec satisfaction qu'il n'y a pratiquement plus eu d'incidents sur le territoire français depuis une semaine et on espère que les camionneurs britanniques ne risquent plus de guets-apens. Mais Londres se éserve la possibilité de poursuivre l'affaire devant la Cour européenne de justice.

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. Henri Nallet privé de championnat de labours

de notre correspondant

Contrairement à une tradition bien établie, M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture, ne sera pas, dimanche prochain 16 septembre, invité à la trente-septième finale nationale des labours organisée par le Centre natio-nal des jeunes agriculteurs (CNJA) et sponsorisée par Elf-Aquitaine, à Poiré-sur-Vie (Vendée), l'un des départe-ment les plus touchés par l'effondrement des cours des animaux de boucherie.

Chaque année, cette manifestation, qui est considérée comme la plus importante pour le monde agricole après le Salon de la porte de Versailles et qui attire plusieurs dizaines de milliers de visiteurs, est l'occasion pour le ministre de l'agriculture en exercice (ou, éventuellement, son secrétaire d'Etat) de prononcer un discours-programme sur les intentions

CNJA, a estimé cette année que la présence du ministre risquait « d'être interprétée comme une trève dans la

du pouvoir en matière agricole.

lutte syndicale en cours » et au'elle était donc hors de question. Surtout à un moment où le syndicalisme agricole organisé a fort à faire avec « la montée des extrémismes » (dixit M. Philippe Mangin) qui l'accusent volontiers de mollesse. Cette très inhabituelle non-invita-

M. Philippe Mangin, président du

tion ne doit pas chagriner beaucoup M. Henri Nallet : une entorse à la courtoisie est apparue à tout le monde tacitement préférable à une présence qui aurait très vraisemblablement été ressentie comme une provocation et aurait risqué d'aboutir à des débordements sur le terrain de la finale nationale des labours.

GEORGES CHATAIN

☐ L'inoulétude des élus UDF. — Les parlementaires UDF réunis à Deauville mercredi 12 septembre se sont montrés très inquiets du malaise du monde agricole. A l'initiative de M. Philippe Vasseur, député UDF du Pas-de-Calais, ils vont demander à leurs collègues de l'opposition de cosigner, dans la discussion budgétaire, des amendements prévoyant une série de mesures d'urgence en cinq points : l'écrètement de la taxe sur le foncier non bâti; l'introduction d'un mécanisme limitant la hausse des cotisations sociales sur le revenu

des agriculteurs en deçà du taux d'inflation : l'élargissement de la possibilité de pratiquer la déduction pour l'autofinancement sur le bénéfice réel; le remboursement total de la TVA sur le fioul domestique utilisé dans les activités agricoles, ainsi que des dispositions favorisant la transmission des entreprises agricoles (une part d'exonération pour celles qui le seraient à titre gratuit, et un abaissement du taux du prélèvement sur les transmissions à titre onéreux).

Encourageant la remise en ordre des économies moins développées

Le Fonds monétaire a doublé ses engagements en 1989-1990

L'URSS aura, pour la deuxième fois, un siège d'observateur à l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale qui s'ouvrira officiellement à Washington le mardi 25 septembre. Au cours des trois jours précédents auront lieu les réunions d'usage, celles du comité intérimaire du groupe des Sept, du groupe des Dix, du groupe des Vingt-Quatre (représentant les pays dits du tiersmonde) et du comité de dévelop-

Trois nouveaux pays ont demandé leur adhésion aux institutions linancières internationales : la Monvolie, la Suisse et la Namibie. Il n'est plus de par le monde que quatre pays qui ne font pas partie de ces institutions et qui n'ont pas, ou pas encore, sollicité d'y entrer. Il s'agit de l'URSS, de Cuba, de la Corée du Nord et de l'Albanie. Une mission du Fonds monétaire est actuellement en URSS pour y établir un bilan d'ensemble de la situation économique et financière. Il a été convenu que le Fonds ne rendrait publique aucune information concernant le déroulement de ses relations offi-

La « révolution silencieuse »

cieuses avec Moscou.

Au cours du dernier exercice de douze mois, clos an 31 mars 1990, le Fonds monétaire a conclu vingtsix accords avec des pays membres comportant un engagement total de 11.2 milliards de DTS (Droits de tirage spéciaux) dont la valeur unitaire est actuellement d'environ 1,3 dollar. Ce montant représente environ le double de celui de l'année dernière. Parmi les principaux pays bénéficiaires : l'Argentine, la Pologne et la Yougoslavie. Ce der-

laire l'inflation. Parmi les autres programmes importants ou relativement importants conclus par le Fonds monétaire figurent ceux avec l'Algérie, la Hongrie et la Côte-d'Ivoire.

L'augmentation des engagements du Fonds est aussi la conséquence, écrivent les auteurs, de ce que le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, avait appelé l'année dernière la « révolu-

tion silencieuse . Un grand nombre de pays en voie de développement font désormais appel au Fonds monétaire, pas seulement pour essaver d'en obtenir des crédits mais aussi et surtout pour mettre en œuvre avec lui un programme de remise en ordre de leurs affaires.

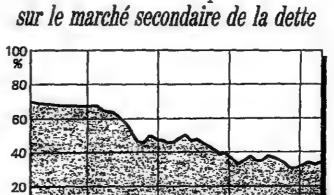
Au cours de l'exercice, le Fonds monétaire a effectivement déboursé quelque 5,2 milliards de DTS, somme qui, comme au cours

rieure au total des remboursements, égal à 6,3 milliards de dollars (33,4 milliards de francs). L'importance relative des remboursements s'explique par la forte poussée des demandes de crédits au cours des années antérieures. Au total, l'encours des crédits alloués par le Fonds s'élève à quelque 24.4 milliards de DTS, en retrait par rapport aux années précédentes (le total des encours entre 1984 et 1989 a oscillé entre 37,6 et 25,5 milliards de DTS). Cela laisse au Fonds la disposition en devises « utilisables » de presque 41,2 milliards de dollars, ce qui, écrivent les auteurs du rapport, correspond à une e liquidité satisfaisante v .

Le rapport rappelle qu'en vertu d'une décision entérinée par le conseil d'administration le 28 juin dernier le total des ressources (quota) doit être augmenté de 50 % pour atteindre 135,214 milliards de DTS. Cependant, cette augmentation est subordonnée à l'adoption, à concurrence de 85 % des voix (pondérées) des pays membres, d'un troisième amendement visant à modifier le régime applicable aux pays accumulant des arriérés. Pour éviter la sanction

suprême consistant, après l'inéligibilité, à prononcer l'expulsion pure et simple un système compliqué a été mis en œuvre pour permettre au pays de rester au FMI où il perd ses droits de vote, pendant une période de trois ans consacrée au redressement de ses affaires. Grace notamment au Canada, la Guyane a été capable de se mettre à jour au mois de juin dernier. Pendant le même mois, un autre pays, le Honduras, avec l'aide d'autres créanciers, a également effectué les remboursements nécessaires pour être retiré de la liste noire des pays en état de cessation de paiement visà-vis du Fonds monétaire.

PAUL FABRA Lire la suite page 26



La baisse des prix

1989 1990 1987 1988 Source: Fonds monétaire international - Salomon Brothers

Depuis plusieurs années, les banques commerciales et d'autres prêteurs ont commencé à échanger entre elles leurs titres de créances, avec une valeur décotée, afin de restructurer leur portefeuille de dette. Le graphi-

que illustre la valeur moyenne de la décote des titres de créances de quinze pays lourdement

Ces titres s'échangeaient à 70 % environ de leur valeur en 1986, et à moins de 40 % depuis 1989.

CHAUFFEUR DE MAITRE noel. présente. Réf., esp., pou vent voyager, 42-88-82-07.

Homemo 31 ans, directour com-mercial, messe assignme d'écono-mercial, messe assignme d'écono-me de la companie s'explaison à la aurrière. Equile touses propei-tions adrisses. Erris aous rél. M/11 à HYPERBOLE, 2, bd de Messes. 250.00 et presentits.

OFFRES D'EMPLOIS

CH. JEUNE FILLE

pour garder enfant CF de 16 h 30 à 19 h lundi, mardi, jeudi et vendred, piece Clicky, 17-. Tél. : 45-22-05-36,

secrétaires

ettre manuscrite au 32, du Fig-St-Antoine, 75011 Paris.

L'AGENDA

MILLET DÉCO

Tél.: 43-96-19-38

boxes - parking

2.15 m, porte bascul. 2,50 m avec contrapolds + petite porte à l'ambre de 0,70 m, état impac.

automobiles :

de 5 à 7 CV

VDS RAT TIPO 16 V IE, décem-bre 1989, rouge racing, 11 500 km, direction assistés,

Décoration

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs:

INGENIEURS toutes spécialisations

 CADRES administratifs, commerciaux • JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

ACTION RELATION COMMUNICATION définissent l'ambition professionnelle d'une femme de 30 ans, diplômée en sciences po., ayant géré durant 3 ans un secrétariat général

RECHERCHE: un emploi d'attachée de presse ou de char-gée en relations publiques auprès d'une sté basée à Paris, libre immédiatement. (Section BCO/VL 1781.) F. 27 ans, CHERCHEUR ET DOCTEUR EN PUBLICITÉ

marketing dotée d'expérience prof. RECHERCHE: emploi dans la communication: études de marché, organisation des campagnes publicitaires, relations avec les médias, etc. (Section BCO/HP 1782.)

H. 38 ans, RESPONSABLE DE PRODUCTION graphiste

de formation, 18 ans exp. dont 6 à la tête d'un studio de création, maîtrise complète de la chaîne graphique, rigoureux, autonome, bon relationnel, négociateur, gestionnaire. RECHERCHE: poste agence ou annonceur.
(Section BCO/DDS 1783.)

J.F., BAC + 5, titulaire d'une licence de géographie option climatologie, océanographie, géo, éco, et po. d'une maîtrise d'océanographie (Sorbonne), d'un DEA de géosciences options géochimie et sédimentologie (Orsay).

RECHERCHE; poste dans organismes ou sté domaines; environnement, aménagement du territoire, infographie, télédétection... ou autres secteurs en rapport avec études, (Section BCO/DDS 1784.)

40 ans, diplômée EFAP CECELE, 15 ans expérience prof., anglais courant.

RECHERCHE: poste communication globale: réflexion stratégique et technique, relations publiques et presse, édition d'entreprise, organisation événements, salons, etc., en agence ou service intégré. (Section BCO/CR 1785.)

CADRE SUPÉRIEUR, 47 ans, 15 ans d'assurance vie. ETUDIERAIT: toute proposition de compagnie, caisse de retraite, mutuelle ou cabinet de courtage direction administrative, technique ou commerciale. 250 KF + - Ile-de-France ou Chartres. (Section BCO/JV 1786.)



Le Monde

L'IMMOBILIER

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09 TÉL.: 42-85-44-40, poste 27.

pavillons!

Normandie à Bernay (27), part. v. pevillon 1950, plain-pled, rue calme, 3 ch., séjour, ensoleillé, curaine, s.d.b., w.-c., garage, produ, centre ville et commerce à 3 me. 480 000 F. 761, domicle : 45-75-77-18, w.e.: {16} 32-44-36-44,

🗆 viagers 🚟

285 000 + 6 500 F/mote Layer rece per acquéréu 3 000 F c.c., 2 p., 11 cft + part., 9 ét. (191) M* Derabe Viager Cruz 42-65-19-00,

LIBRE DE SUITE

p., ti cit + box, bel app 8° ét., soleil, 845 000 F + 4 950 F. Cruz, 8, rus La Boètie, 42-98-19-00,

immeubles:

11" LEDRU-ROLLIN Spiendide imm. pierre de 2, 050 m² dont 700 m² fares e 350 m² loués. 42-89-15-05.

hôtels

particuliers

BUTTE-AUX-CAILLES

SUPERBE MAISON

CONTEMPORAINE Récept. + 3 chères, 3 bs. in se pief. 4,50 m. 200 m² + 60 m² TERRASSE + park. 6 600 000 F. 46-27-12-19.

appartements ventes

4º arrdt LE DE LA CITÉ

5° arrdt Rue des Lyonnas (5º) Propriétaire vd studio carac-tère, 30 m² + grande mez-zarume, 4º ét. 950 000 F Tél. : 45-87-08-24.

9° arrdt Vue Sacré-Cœur, statior artis à rénover s 2 niveaux, immeuble penns de taile.

2 180 000 F + parking 120 000 F, 43-47-51-21. 11° arrdt

M- VOLTAME MAISON 200 m² Vaste living, 4 chbres, parfeit état, 42-72-40-19.

14° arrdt MAISON JARDIN

170 m² ATELIER + 4 CHBRES EM8ASSY 45-62-16-40.

17° arrdt MONCEAU

78-Yvelines VERSAILLES, 3/4 p., cuis. bns, park, 870 000 F ATIMMO 39-49-59-90. VERSAILLES Chantiers, 4 p., cuis., bre, cab, tok., 2 perks, 1 250 000 F. ATIMMO 39-49-59-90.

92 Hauts-de-Seine ST-CLOUD CENTRE
Bel imm. 88, superbe 175 m² + balcon. récept., 5 cràbres.
3 barus, box double, solet.
4 250 000 F. Vendradi et samed 14 h-17 h, 23, rue du CALVAIRE ou 46-44-98-07.

appartements

achats Part. ch. appertement rég. 93. Noisy-le-Sec. Ville-momble, Bandy, Gagny, 2/3 p., px max. 370 000 F. Tél.: 48-47-59-26 à part-de 19 h 30.

non meublees

demandes

MASTER GROUP

recharche apper vides ou moublés de standing POUR CADRES ET DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS

meublees

offres

individuelles BO km de Paris. sute bres, solon, meszanine, salle di bains) + gravier. Chauffeyi contral + 3 chemindes. Tohure récente. Cour commune + jordin. Beaucoup de chames Prix : 515 000 F. Tet. : 48-76-19-83 le soer.

bureaux Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS constitution de sociétés et ous represes. 43-55-17-50.

DOMICILIATION BUREAUX, TÉLEX, TÉLÉCOPIE

AGECO 42-94-95-28

boutiques

BAIL A CÉDER Boutique 42 m², re commercial Vita

AGENDA IMMOBILIER



21 VILLAS DE STYLÉ PROVENÇAL DANS LÉ DOMAINE DU GOLF DE SAINTE MAXIME 💆 AVEC VUE IMPRENABLE SUR LE GOLFE DE SAINT TROPEZ TERRAIN DE 2000 m² ENVIRON - SURFACE HABITABLE DE 150 à 170 m² A PARTIR DE 4.500.000 TIC

VISITE SUR RENDEZ-VOUS : DOCUMENTATION SUR DEMANDE ATOUCHOF GOLF sait 21 ALEE DES SALLES 8020 PORMES LES MINDSAS TEL SETTITES FAX SETTI 205

FINANCES

Le rapport annuel de la Société financière internationale

Le développement du secteur privé ne touche pas seulement l'Europe de l'Est

Prêts-projets, sociétés mixtes, développement des marchés des capitaux locaux, stimulation de l'investissement privé, programme de privatisations : les services proposés à l'Europe de l'Est par la (filiale de la Banque mondiale, spécialisée dans le développement du secteur privé dans le monde en développement) ressemblent fort à ceux que se propose d'offrir la nouvelle Banque européenne pour la reconstruction et le développe-ment (BERD). A deux différences près : seion le rapport annuel de la SFI publié mardi 11 septembre, l'organisme de Washington a déjà monté des projets financiers importants dans le secteur agricole polonais ou sur le marché des capitaux hongrois. Et, contrairement à la BERD, plusieurs pays d'Europe de l'Est (Tchécoslovaquie, Bulga-rie, Roumanie) ne peuvent bénéfi-cier des concours de la SFI, faute d'avoir encore adhéré aux institutions de Bretton Woods.

Particulièrement nette en Europe de l'Est, la volonté de développement du secteur privé se retrouve actuellement sur tous les continents. C'est certainement sans déplaisir que la SFI constate que : « Le secteur privé se lance de plus en plus fréquemment dans des activités aussi diverses que l'aviation commerciale, les télécommunications et l'électricité, secteurs qui étaient autrefois, dans les pays

industriels comme dans les pays en développement, la chasse gardée des Etats et des entreprises publiques. » Cette tendance est nette puisque, selon les estimations de la SFI, la part moyenne de l'investissement privé dans le produit intérieur brut de 27 pays en dévelop-pement est passée de 10,2 % en 1986 à 11,8 % en 1988, alors que dans le même temps, la part de l'investissement public tombait de 8,2 % à 7,5 %. Un symbole de ce 8,2 % à 7,5 %. Un symbole de ce développement des politiques de marché : l'Angola et la République du Cap-Vert ont adhéré à la SFI au cours de la dernière année.

ÉCONOMIE

L'organisme a consacré 1,5 milliard de dollars à de nouveaux investissements au cours de son exercice 1990 (clos au 30 juin), soit 16 % de plus qu'en 1989. Compte tenu d'un important effet de levier - la BERD souhaiterait opérer de la même façon - « pour chaque dollar investi par la SFI, les projets ont reçu en moyenne 5,2 dollars d'autres bailleurs de fonds et inves-

Certaines personnalités américaines avaient émis le souhait que la SFI, compte tenu de son expérience, soit désignée pour assister l'Europe de l'Est dans sa transition vers l'économie de marché. La BERD a finalement été créée. LA SFI affirme cependant son intention de collaborer avec le nouvel

Le Fonds monétaire a doublé ses engagements en 1989-1990

Ces pays concernés sont le Liberia, le Panama, le Pérou, la Sierra-Leone, la Somalie, le Soudan, le Vietnam, la Zambie et, enfin, le nier pays est le seul à n'avoir verse aucune somme ni du reste répondu à aucun des courriers officiels que lui ont adressés le Fonds et la Banque mondiale. Au cours de l'exer-cice, le total des arriérés a encore augmenté, pour passer de 2,8 à 3,25 milliards de DTS. Le total des intérêts non versés était, à la fin 1989, de 834,4 millions de dollars.

Le rapport consacre certains développements à ses programmes de * soulagement des pauvres », un des grands thèmes traditionnels de la Banque mondiale. Concrètement, le premier pays à avoir bénéficié de ce genre de programme est la Bolivie, qui a reçu certains crédits destinés notamment à l'éducation des populations déshéritées.

Accords « енсоигадеаліз »

Tout un chapitre est consacré à la stratégie de la dette et en particulier aux accords relatifs à sa réduction. Avec les banques commerciales, trois pays ont, jusqu'à maintenant, conclu un arrangement de ce genre. Il s'agit du Mexique, du Costa-Rica et des Philippines. Le Fonds a apporté son concours pour aider à la bonne fin de ces accords «encoura-geants». Le FMI a, par ailleurs, anticipé sur le résultat des futures négociations entre les banques commerciales et six autres pays avec lesquels elle a conclu par avance un accord. Il s'agit de l'Argentine, de la Côte-d'Ivoire, de l'Equateur, de la Jordanie, de la Pologne et du Venezuela, Selon le rapport, deux de ces pays. l'Equateur et le Venezuela, ont déjà fait de sensibles progrès dans leurs nécociations avec les banques, Caracas ayant, pour sa part, déjà conclu un accord de principe au mois de mars dernier, « Certains des accords avec les banques, précise le rapport, ne comportent pas toutefois

un financement nouveau aussi important qu'on s'y était attendu.» Les auteurs du document publié par le Fonds monétaire estiment à quel-que 30 milliards de dollars le financement extérieur accordé en 1989 aux pays en voie de développement. Ce montant total, disent-ils, reste sensiblement inférieur à ce qu'il était avant l'année 1987.

Le total de la dette extérieure accumulée par les pays en voie de développement n'aurait pas change d'une année sur l'autre et se scrait élevé, à la fin de l'année 1989, à quelque I 235 milliards de dollars, soit environ 32 % des produits nationaux bruts additionnés de ces

Queile a été l'évolution des liqui-dités internationales pendant la période sous revue? Les données dont on dispose sont limitées et « il est devenu difficile, à cause de cer-taines ambiguités conceptuelles, de les quantifier de façon significative ». Le Fonds monétaire donne toutefois quelques précisions : les réserves officielles en devises auraient aug-menté de 10 % en 1989 pour attein-dre 542 milliards de DTS (plus de quinze fois, remarquons-le, le mon-tant d'il y a une vingtaine d'années). La part des réserves libellées en dollars est tombée à environ 60 %. La deuxième place est occupée par le deutschemark, dont le pourcentage, par rapport au total, est passé de 14 % en 1987 à 19 % en 1989 (au grand dam, observons-le en passant, de la Bundesbank qui considère, à juste titre, ces réserves étrangères en deutschemarks comme une dette lui incombant directement).

Dans son chapitre consecré à la « surveillance » de la politique suivie par les pays membres, le Fonds monétaire consacre un sous-chapitre à la situation dans les pays de l'Est européen. Leur passage à une écono-mie de marché devrait « comporter des coûts à court terme considéra-bles ». Le Fonds monétaire recommande, d'une façon générale, des réformes rapidement menées et aussi complètes que possible.

PAUL FABRA

TRANSPORTS

La Fédération nationale des transports routiers demande

des poids lourds plus grands

Le président de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR), M. René Petit, a presenté le 12 septembre à la presse ses propositions pour permettre à une profession fragilisée par une guerre des prix suicidaire (+28,5 % de faillites au cours des einq premiers mois de 1990) d'affronter la poussée des prix du gazole.

La FNTR attend du budget 1991 la déductibilité de la TVA sur le gazole à 95 % le 1° janvier et à 100 % le la juillet, la désindexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ramenée de 0,75 % à 0,50 % et, enfin, la réduction de moitié du taux de la taxe spécifique sur les assurances, actuellement fixé à 18 %.

M. Petit a souligné que l'accroissement des capacités des camions français était un moyen d'économiser de l'énergie et d'aligner la France sur les pays du Bénélux et de l'Italie. Il a rappelé que sa Fèdération demande l'autorisation de camions plus grands (19 mètres de long et 2,60 m de large) et plus lourds (44 tonnes de poids total en .charge).

EN BREF

 Grève de vingt-quatre heures sur les plates-formes pétrolières de mer du Nord. – Les ouvriers des platesformes pétrolières de mer du Nord, qui demandent depuis plusieurs semaines la reconnaissance officielle de leur syndicar, l'amélioration des mesures de sécurité et la réintégration d'employés licencies pour faits de grève, ont entrepris mercredi 12 septembre une nou-velle grève de vingt-quatre heures. Cette nouvelle a inquiété le marché pétrolier, sensible aux moindres menaces pesant sur la production. progressé mercredi à 30,95 dollars le baril, contre 30.65 dollars la

Scion un représentant du syndicat, la grève a été suivie par plusieurs centaines d'ouvriers. Shell comme BP, les deux compagnies visées, indiquaient toutefois en milieu de journée que la production n'était pas affectée. Cinq arrêts de travail similaires avaient eu lieu le mois dernier. - (AFP.)

□ LA REDOUTE: 150 suppressions d'emplois. - Première entreprise française de vente par correspondance, La Redoute, qui fait partie du groupe Printemps, annonce le départ en préretraite de 150 personnes. C'est la première fois depuis 1983 - où 300 personnes avaient du quitter l'entreprise avec le système des « contrats de solidarité» - que la Redoute a recours à une telle mesure. La Redoute emploie 6 500 personnes. et a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 13 milliards de francs.

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI^e Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX ARTS RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 142, Champs-Elystes 43-59-20-41 De midi à 22 h 30. Spécialité DANOISES et SCANDINAVES. CANARD salé, F. dim. SAUMON mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

RIVE GAUCHE DODIN BOUFFART

43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le semedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le r. Frédéric-Saston (Maub-Mahalité) F.dim menu 155 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Paring Lagrange.

9. pl. Saint-André-des-Arts, 6

43-26-89-36
Au cour du QUARTIER LATIN, dans un cadre à découvrir. Déjeuners. Diners.
Scupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salon pour 16, 20, 30, 60 couverts. Sur demande, étude de prix.

YUGARAJ 14, rue Dauphine (6º) 43-26-44-91 SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-lit est de très lois le F. lundi meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

--- --- Comments (\$150 per 200 per

Ventes

4. 72

Source.

Party Care

AMERICAN CO.

bandes delicas l

7 3 xx

4

14 T

4 - - **3**

10年10年12年

EN BREF

Section of contents The second second

CONTRACTOR ATTERIOR the designate designation of the compact designa attabayes ave. If hower

per de de l'es flest arrent : rurs de Mesquinest public :: MANY AND THE PROPERTY.

ge pelasticas Tel Bentin Marie delain butter STREET, AL. TO PART OF CE Statement of the learner (金倉 発展の場合の)の

TRANSPORTS La Fédération este des transports in demande des poids had

plus grand

Prudence, terrain miné

médias du troisième budget de la législature, le cinquième pour lui en incluent ceux de 1985 et 1986, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, flanqué de M. Michel Charasse, ministre du budget, et de Ma Véronique Neiertz. secrétaire d'Etat à la consornmation, s'est montré d'une prudence de serpent sur ce terrain particulièrement miné. Avec conviction certes, mais sans trop de flamme, le ministre a défendu le dispositif gouvernemental qui doit permettre à l'économie française de s'adapter sans délai à la nouvelle donne issue de la crise du Golfe et qui a soulevé et continue à soulever de nombreuses criti-QUEEN.

Les syndicats s'élèvent contre les « cadeaux aux entreprises», allusion à la baisse de trois points de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis et contre la «rigueur» du projet de budget, notamment vis-à-vis des fonctionnaires, ce qui irrite fort M. Cherasse. Las « engagements » pris seront respectés, s'est-il écrié, aioutant : ∢Est-ce de la rigueur qu'une réduction de 10 milliards de francs du déficit budgétaire? Une véritable aggravation de la crise justifierait 20, 30, 40 milliards d'économies la

M. Bérégovoy lui a falt écho et ne manque pas de mettre en avant la diminution de trois points du taux majoré de la TVA au profit des consommateurs, l'augmentation de 9 % du budget de l'éducation nationale, le plus important maintenant avant la défense, l'augmentation des crédits pour le logement, le RMI, la reconduction de l'allégement de la taxe d'habitation. Mais, qu'on se le dise, l'indexation des salaires sur les prix, abandonnée en 1982, ne sera pas rétablie : « il n'est pas question d'y revenir i »

« On fait payer

Sur les nouvelles recettes fiscales, le ministre ne s'est guère étendu : « On fait payer les riches», vieille recette désormais bien rodée, en prenant soin de ne frapper que le patrimoine (les fruits du rapport Hoilande) sans trop d'imagination, en relevant le taux de plafonnement de l'impôt sur la fortune.

Où en est donc le grand proiet de M. Michel Rocard aul voulait élargir l'assiette de cet Impôt et en diminuer le taux? Les véritables grandes fortunes aujourd'hui, on le sait bien, sont faites d'actions de sociétés, et

Pour la présentation aux leurs détenteurs, s'ils ont plus de 25 % du capital de ces sociétés, continuent d'être exonérés. Ne parlons même plus des objets d'art, valeurs refuges, bien commodes et à l'abri de l'impôt. Parmi les mesures d'aéquités, M. Bérégovoy a glissé sans crier gare un nouvel alourdissement de l'impôt sur les revenus fonciers. La déduction forfaitaire sur les lovers percus, ramenés l'an dernier de 15 % à 10 %, tombe à 5 %. Voilà qui va ravir les cen-taines de milliers de Français qui donnent en location un studio ou un appartement et qu'on a incités à investir dans l'immobilier à louer.

> L'an dernier, M. Bérégovoy avait assuré qu'une déduction forfaitaire de 10 % pour l'amortissement, les assurances et des dépenses diverses était « bonne et suffisante », compte tenu des déductions des dépenses réelles, pour travaux notamment. Cette année, il en juge autrement, mais, comme soupire un fonctionnaire des finances, « il fallait bien trouver des recettes > (1,8 milliard de francs). Explication de M. Bérégovoy: « Nous ne souhaitons pas tout remettre en cause chaque année, mais nécessité fait

Quant à la fameuse taxe foncière qui devait aider à dégeler les terrains, elle est passée à la trappe. On a tout de même alourdi la taxation des plus-values immobilières des particuliers, ce qui va contribuer à geler encore plus les terrains, mals an se gardant bien d'alourdir celle des plus-values en actions. L'état de la Bourse n'y Incite guère, il est vrai, mais il aurait fallu le faire plus tôt, lorsque les cours des actions flambaient et sans attendre que les prix de l'immobilier fléchissent à leur tour, ce qui n'est pas exclu. Comme toujours, le rapport Hoilande sur l'imposition du patrimoine arrive au mauvais moment, lorsque les marchés

Tout ce projet de budget, au reste, va devoir affronter le feu de l'Assemblée, où les députés socialistes s'en donneront à cœur joie pour rogner certains avantages et alourdir certains prélèvements, même si un accord de principe a été obtenu, après un dialogue tumultueux. Selon certaines rumeurs, néanmoins, le président de la République, au conseil des ministres du mercredi 13 septembre, aurait affirmé : « Sur l'Imposition du patrimoine il faut faice une pause sur trois ans. » Ce serait bien le première fois.

FRANÇOIS RENARD

Les ressources de la nation

| | (résult.) | 1990 (estim.) | 1991 (prév.) |
|--|----------------|---|-------------------------|
| en volume et en pourcentage) 1) Produit intérieur brut marchand 2) Importations | + 4.1 + 9.6 | + 2,8 + 6,3 | + 2,7 + 5,6 |
| EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION 1) Consommation des ménages | | + 3,3 + 4,7 + 5,7 + 5,1 | + 2,6 + 3,8 + 5,9 |
| HAUSSE DES PRIX (en pourcentage) En glissement (décembre à décembre) En moyenne annuelle POUVOIR D'ACHAT (en pourcentage) Du salaire moyen par tête Des prestations sociales Du revenu disponible brut | + 3.6 | + 3,4 + 3,2 + 1,8 + 3,1 + 3,5 | + 2,8 |

Evolution des déficits budgétaires

(en millions de francs)

| | Prévu en LFI | Résisé | Déficit réalisé (*) (en % du PIB) |
|------|--|--|--|
| 1984 | - 125 800 - 140 192 - 145 342 - 129 289 - 114 983 - 100 541 - 90 169 - 80 239 | - 146 180 - 153 280 - 141 080 - 120 080 - 114 670 - 100 388 | 3,3 3,3 2,8 2,3 2,0 1,6 1,4 1,2 |

Le projet de loi de finances pour 1991 Un budget

à risques

Suite de la première page

Cette vision assez optimiste des choses que traduit le taux d'inflation officiellement retenu pour 1991 – un taux vraiment très faible puisque ne dépassant pas 2,8% – ne pourrait se vérifier qu'au prix d'une grande discipline salariale dans le secteur public comme dans le secteur privé. Autant dire, pour mettre les points aur les / un retard mettre les points sur les / un retard de plusieurs mois l'année pro-chaine dans les revalorisations habituelles des traitements des fonctionnaires.

Mais ces hypothèses clandestines contenues dans le projet de budget de 1991 se révéleraient très insulfi-santes si les prix du pétrole bondis-saient au-delà des chiffres retenus. A plus de 30 dollars le baril en moyenne annuelle - chiffre qui peut être atteint dans une situation de guerre comme dans une situa-tion d'enlisement - c'est une politique très rigoureuse des revenus qu'il saudrait mettre en œuvre pour empêcher l'inflation de se

Le renchérissement des coûts d'approvisionnement de notre industrie serait réperçuté mais les entreprises auraient à comprimer leurs marges chaque fois que cela ne leur poserait pas de problèmes vitaux. La désindexation des salaires sur les prix serait quant à elle totale. Tous ces efforts de compression viseraient à « faire sortir » le moins d'inflation possible au niveau des prix de détail.

On admettra que, si de tels évé-nements se produisaient, la baisse de trois points du taux de l'impôt sur les bénéfices réinvestis annoncée par M. Bérégovoy, le aouveau plafonnement de la taxe profes-sionaelle qui profitera surtout à l'industrie, seraient justifiés. Il s'agirait, dans des circonstances exceptionnelles, de concilier des impératifs contradictoires : faire barrage à l'inflation en « appau-vrissant » momentanément les entreprises et les particuliers, tout en sauvegardant un effort d'investissement important et coûteux.

Pour éviter que l'épargne brute des entreprises industrielles ne lasse les frais d'une telle compression, l'Etat doit alléger son prélève-ment. Et doit d'autant plus le faire que les taux d'intérêt réels contitueut de se situer à det niveaux jamais atteints dans l'histoire économique de l'après-guerre.

Dur rappel des réalités

Fragile et rédigé en pointillé, chargé des nombreux engagements pris ces dernières années, le projet de budget pour 1991 n'en est pas moins une tentative d'adaptation rapide aux circonstances. On pourra discuter le choix

opéré en faveur de la rapidité, c'est à dire du court terme : en autorisant brusquement sur les deux pro-chaines années la déductibilité totale de la TVA sur les achats de fuel, plus rapidement encore sur le gazole utilisé comme carburant, en freinant la hausse de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pêtroliers), le gouvernement va d'une certaine façon encourager les entreprises et les particuliers à consommer plus de produits pétroliers.

D'un strict point de vue économique, c'est le contraire qu'il aurait fallu faire : freiner la consommation de pétrole en ren-chérissant sa fiscalité. Solution qui, aux Etats-Unis, tente maintenant M. Bush. Car, à long terme, l'offre - affaiblie par les défaillances de l'extraction en URSS - équilibrerait plus facilement la demande, les prix mondiaux pouvant alors se stabiliser à des niveaux raisonna-

Mais, dans les conditions actuelles et malgré la contradiction signalée, MM.Rocard et Bérégovoy ont probablement eu raison de choisir une riposte immédiate. S'ils a'avaient pas montré assez vite leur volonté de faire barrage contre l'inflation – filt-ce par des moyens aussi frustes que le blocage des marges ou la baisse de la fiscalité pour peser sur l'indice - le risque aurait été grand de voir renaître ces phénomènes d'anticipation que redoutest tous les gonvernements. Des phénomènes qui suscitent une inflation se nourrissant d'ellemême, chaque agent économique, chef d'entreprise, commerçant, prestataire de service, se protégeant des hausses à venir en rele-vant immédiatement ses prix ou SES LATILS.

La crise du Golfe peut avoir ses vertus. En « appauvrissant » les entreprises et les particuliers des pays industrialisés, elle va rendre plus dure la compétition internationale, plus nécessaires les inves-

l'emploi. Car tout risque d'être mal fait. Le danger est déjà bien réel avec le plan « renouveau » du sec-teur public, étrangement discret sur la recherche d'une meilleure productivité.

certains à penser qu'il était possi-ble d'augmenter plus rapidement les salaires en même temps que continueraient d'être crées des centaines de milliers d'emplois. C'est d'une certaine façon la reprise d'une vive croissance économique à partir du printemps 1987 qui a réveillé chez les Fran-çais le lointain souvenir d'une période (1968-1978) au cours de laquelle le niveau de vie avait constamment et fortement progressé. Après huit années (1981-1989) durant lesquelles le

IL FAUT PENSER BUUNE

Aurait des conséquences

DES PRIX.

DRAMATIQUES SUR L'INDICE

pouvoir d'achat des salaires nets

(après versement des cotisations sociales) a globalement stagné, un sentiment de frustration et d'impa-

tience s'est répandu dans la popu-

suscité chez les chess d'entreprise ont produit leurs essets : depuis le

début de l'année, les salaires du

secteur privé progressent nette-ment plus vite, à un rythme com-pris entre 5 % et 6 % l'an. Dans le

secteur public, des grèves dures et

longues ont produit les mêmes résultats : les rémunérations auront

augmenté de 5,8 % cette année (1),

L'économie française aurait-elle pu tenir le coup longtemps sur cette lancée ? Si les statistiques ont un sens, on aurait pu s'inquièter de

l'alourdissement des coûts sala-

riaux unitaires, en progression de

3,5% cette année contre 2,3% en 1989 et 1% en 1988. On surestime les possibilités qu'a notre écono-mie de distribuer du pouvoir

d'achat parce qu'on surestime les progrès de sa productivité. La même erreur avait été commise au cours des années 70 et c'est elle qui

avait jeté le pays dans une infla-tion nigüe dont nous sommes seu-

Cette surestimation de nos

marges de manœuvre se retrouve dans la dépense publique. Celle-ci,

dans la dépense publique. Celle-ci, qui aura augmenté d'environ 6% en valeur réelle cette année, devait encore progresser – avant la crise du Golfé et les corrections qu'elle a provoquées – de 5.4 % en 1991 avec 11 500 créations de postes (2). Que le secteur public ait besoin d'être modernisé, rénové, transformé, cela n'est pas douteur

transformé, cela n'est pas douteux, et le plan de « renouveau » lancé par Michel Rocard répond à un besoin pressant. Que l'éducation nationale — première priorité — bénéficie de crédits en très forte de crédits en très fo

augmentation (+ 9 % en un an, +26% sur trois ant) n'est pas criti-

Mais dans un pays où le prèlè-vement fiscal et social est proba-

blement trop lourd et les déficits publics non encore résorbés, tout ne peut être fait en même temps : la recherche, la police, l'armée, l'éducation nationale, la culture,

quable, bien au contraire.

lement en train de nous guérir.

faissant un gain de d'environ 2,3%.

Ce sentiment et le trouble qu'il a

TROUSIÈME QUERRE MONDIALE

d'épargne nationale. Cela au

moment où en France un vaste débat sur les inégalités conduisait

Ce danger existe d'une façon plus générale pour tous les minis-tères auxquels sont accordes des crédits importants, sans contrene se vendent pas si facilement.

partie sérieuse : pas de soutien ren-forcé pour les élèves défavorises ou en retard à l'éducation nationale; pas d'allongement de l'année universitaire pour mieux utiliser les locaux neufs; pas d'extension des horaires de travail pour la police urbaine dont la durée de présence ne doit guere dépasser les trente heures par semaine; pas de refonte de la carte judiciaire, qui voit certains tribunaux prendre des retards considérables alors que d'autres sont remarquablement efficaces parce que moins encombrés; pas de mesures prises pour freiner une mobilité excessive qui prive Paris d'inspecteurs fiscaux expérimentés,

parce que chacon cherche à regagner au plus vite sa région natale...On en passe.

Les très difficiles arbitrages qui ont émaillé en juin et juillet la pré-paration du budget pour 1991 illustrent ces dérives, le ministère de l'économie et des finances frei-nant la dépense publique alors même que tous les ministres l'accéléraient, indifférents aux recommandations qui leurs avaient été données en avril par M. Rocard La crise du Golfe aura été salu-

taire si elle provoque une prise de conscience générale. Elle aura en tout cas forcé les uns et les autres à faire des économies. Du coup, la progression de la dépense publique a été ramence à 4,8% (+ 3,9 % pour les seules dépenses définitives) mais elle masque une donnée essentielle du budget de 1991 qui supporte le poids des engagements passés: la place écrasante consacrée aux rémunérations de la fonction publique dans l'augmentation des dépenses de l'Etat l'année prochaine. Un budget pour les fonctionnaires, dira l'opposition.

Une mauvaise impression

On voit tout ce que le projet de budget pour 1991 prévoit, tout ce qu'il sous-entend, ou ne dit pas clairement. A l'évidence, la discussion du texte gouvernemental au Parlement à partir d'octobre don-nera lieu à de nombreux amendements, beaucoup d'élus socialistes qui n'acceptent pas la baisse ren-forcée de l'impôt sur les sociétés semblant bien décidés à faire payer au gouvernement leur soutien à une politique d'allégements favorable aux entreprises.

Le danger est là : que la France donne l'impression aux milieux financiers internationaux d'un pays finalement peu stable, refusant à la moindre occasion de jouer le jeu et donc peu apte à absorber l'actuel choc pétrolier, Déjà les investisseurs japonais ont manifesté leurs doutes en opérant un retrait concerté du marché des

Fallait-il dans ces conditions annoncer des mesures (iscales comme la suppression de l'exoné-

sions de titres non cotés, mesure certainement justifiée sur le plan de l'équité mais qui va faire suir les actionnaires des petites firmes. attirės jusqu'à present par l'espoir d'une « sortic » sans impôt? Cet actionnariat sera probablement difficile à remplacer dans la mesure où les sociétés non cotées

ration des plus-values sur les ces-

Fallait-il modifier la taxation des plus-values immobilières des particuliers au risque évident de raré-fier l'offre et de faire monter les prix sur un marché immobilier en train de se détendre ? Au risque aussi de rendre inapplicable une hypothétique taxe foncière - chère à Pierre Bérégovoy - qui viserait plutot à pousser les propriétaires à endre, Fallait-il à nouveau alourdir la taxation des plus-values financières des entreprises, le dernier relevement ne datant que d'un an? Fallait-il enfin réduire une pouvelle fois - de 10 % à 5 % - la déduction forfaitaire dont bénéficient les propriétaires d'immeubles prbains donnés en location, déduction qui atteignait 25% il y a dix ans et dont le ministère des finances expliquait il y a un an que 10% était décidément le bon taux pour couvrir les frais d'assurances, de gestion, d'amortissement? Le résultat le plus clair de cette déci-sion bien mal inspirée va être de faire disparaitre quantité d'appartements du marché de la location, rendant encore plus difficile la recherche d'un logement...

Dans cet ensemble de mesures moralisatrices imposées par le Parti socialiste, la correction du régime fiscal de l'impôt de solidarité sur la fortune (hausse de 70 à 85% du taux du plafonnement) cut été suffisante parce que justifiée. Encore que, au train ou vont les choses, l'ISF ne concernera bientôt plus que les maisons et les immeubles et ne sera plus payé que par les cadres (3), ce qui n'était pas, on en conviendra, sa vocation pre-

En harcelant le gouvernement sur des questions finalement secondaires (4), le Parti socialiste, qui ne renonce décidément ni à ses querelles internes ni à ses problèmes idéologiques, fait courir à notre économie le risque d'apparaître comme peu sûre puisque ses règles du jeu sont sans cesse modifices. « La siscalité n'est pas un instrument conjoncturel au'on modifie en permanence selon les circonstances », disait en juin Michel rannelani ments européens et notre ouverture sur le monde,

L'ennui est que le Parti socialiste tiont peu compte des avis d'un premier ministre alrop peu à gaucher et qu'il arrive que le président de la République lui-même, dans une de ces improvisations dont il a le secret, brouille la vision des choses comme ce fut le cas à Auxerre le 28 mai quand il critiqua les gens qui gagnent de l'argent en dor-

Dans les périodes de trouble et d'inquiétude, la meilleure chose qui puisse arriver à un grand pays est de donner de lui une image de stabilité, les règles fiscales y participant, qu'on le veuille ou non.

Chacun, dans la majorité comme dans l'opposition, devrait y penser.

ALAIN VERNHOLES

(1) Chiffre qui comprend le GVT (glis-sement-vieillesse-technicité), les mesures catégorielles, les mesures générales et les effers de report.

(2) Les créations nettes d'emploi atteignent 11 300 dans le projet de budget pour 1991. Pour la seule éducation natio-nale 12 880 postes vont être créés (+ 38 900 sur la pénode 1988-1991). Un seul ministère voit ses effectifs diminuer pour 1991 : celui de la défense nationale. (3) L'outil de travail n'étant pas imposé à l'ISF, une personne possèdant plus de 25% du capital d'une société échappe á l'impót.

(4) Dans son rapport sur la fiscalité du patrimoine (le Monde des 21 et 22 juin 1990). M. François Hollande, député socialiste de la Corrèze soulignair, que la fiscalité ne peut pas être un instrument important de réduction des inégalités.

Les masses budgétaires (en milliards de francs)

| | Loi de finances pour 1990 | Projet de budget pour 1991 | Montant de la différence | Evolution en % |
|---|------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-------------------|
| Dette publique | 138,00 | 150,58 | 12,59 | 9,1 |
| et d'intervention | 769,89 | 794,24 | 24,54 | 3,2 |
| Dépenses civiles en capital Budget militaire Comptes d'affectation spéciale | 81,98 230,77 | 84,37 238,46 | 2,38 7,69 | 3,2 2,9 3,3 |
| Opérations définitives | - 0,16 - 0,65 | ~ 0,08 10,44 | 0,08 11,09 | NS NS |
| Total des charges | 1 219,63 1 129,46 | 1 278,01 1197,77 | 58,38 68,31 | 4.8 6 |
| Solde général | - 90,17 | ~ 80,24 | 9,93 | - 11 |

Recettes: 8,6 milliards de francs d'allègements fiscaux

L'ensemble des recettes budgétaires - fiscales et non fiscales - progressent de 6 % dans le projet de loi de finances pour 1991, atteignant 1 197,8 milliards de francs contre 129,5 milliards de francs dans la loi de finances pour 1990 telle qu'elle fut votée par le Parlement à la fin de l'année dernière. Le projet de budget prévoit un allègement fiscal global de 15,3 milliards de francs en 1991.

Celui-ci profitera aux entreprises pour 7,4 milliards de francs et aux consommateurs pour 7,9 milliards de francs. Pour les premières, c'est l'investissement qui est encouragé par un soutien à l'épargne prute (baisse de l'impôt sur les sociétés et plafonnement de la taxe professionnelle); pour les seconds, c'est l'inflation qui est combattue par une

réduction du taux majoré de la TVA qui passe de 25 à 22 % le jeudi 13 septembre pour les automobiles et le lundi 17 septembre pour les matériels électroniques ainsi que pour l'ensemble des biens et services soumis au taux majoré (la baisse de la TVA interviendra le 1" janvier 1991 sur le tabac)

Les consommateurs bénéficieront également de la sous-indexation de la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) qui freinera - relativement - la hausse des prix de l'essence. L'allègement de la fiscalité sur les entreprises entraînera à nouveau des pertes de recettes en 1992, de 8,6 milliards de

Pour encourager les économies d'énergie, le gouvernement a décidé d'autoriser les entre-

prises à amortir à 100 % dès la première année leurs dépenses dans ce domaine. Il a également décidé d'étendre aux locataires les réductions d'impôt pour l'isolation thermique. Ces mesures, qui ne coûteront rien à l'État en 1991, n'entraîneront de pertes de recettes fiscales qu'à partir de 1992 (500 millions de

Enfin, le gouvernement a retenu sept mesures, dites d'équité fiscale, qui rapporte-ront 6,7 milliards de francs à l'État l'année prochaine : réduction du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), relèvement de l'imposition des plus-values financières, suppression de l'exonération des plusvalues sur cessions de titres non cotés, durcissement du calcul des plus-values immobi-

lières des particuliers, majoration du taux d'imposition des plus-values à long terme des professions libérales (alignement sur les professions commerciales taxées à 16 %), réduction de 10 à 5 % de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers, modification du critère de non-imposition pour le bénéfice du dégrèvement de la taxe d'habitation.

Soutien à l'investissement, maîtrise de l'inflation, équité, économies d'énergie : tels sont les quatre objectifs prioritaires des mesures fiscales retenues dans le projet de budget pour 1991. Le Parlement qui va les examiner, les événements qui vont suivre, décideront si ces mesures étaient bonnes et adaptées à la situation française.

Fiscalité des ménages

Impôt sur le revenu : actualisa-

Toutes les limites des tranches du barème ainsi que la limite d'ap-plication de la décote sont relevées de 3.2 %, c'est-à-dire dans une proportion égale à celle de la hausse prévisible des prix en moyenne en 1990, pour éviter un alourdissement de l'imposition à revenus

Pour l'imposition des revenus de 1990, la décote s'appliquera à tous les contribuables dont l'impôt n'excédera pas 4 820 F au lieu de

L'impôt est d'autre part minoré dans les mêmes conditions que pour l'imposition des revenus de 1989 et le seuil d'application de chaque taux de minoration est réé-valué de 3,2 %.

Le plafond de l'avantage procuré par le quotient familial est relevé de 3,2 % et porté de 11 800 F à 12 180 F pour chaque demi-part. De même, le plafond de l'avantage en impôt procuré par les deux premières demi-parts des contribuamis à une imposition distincte est fixé à 15 580 F au lieu de 15 090 F. bles célibataires, divorcés ou sou-

L'abattement accordé par enfant marié rattaché au foyer fiscal est porté de 20 780 F à 21 450 F.

Mesures de soutien à l'investissement

L'impôt sur les sociétés est allégé mais pour les seuls bénéfices réinvestis dans l'entreprise : son taux passe de 37 % à 34 %. Cet allégement s'applique aux exercices ouverts à compter du premier janvier 1991 et sera répercuté sur les acomptes échus à compter de cette même date. Le coût de cette mesure est de 5,4 milliards de francs en 1991. Quand les bénéfices sont distribués, le taux d'imposition reste fixé à 42 %.

Taxe professionnelle : nouvel allegement

Le montant de taxe professionnelle payé par les entreprises est plafonné à un certain montant de la valeur ajoutée qu'elle produit. D'abord fixé à 5 % de la valeur ajoutée pour les années 1985 à 1988, ce plafonnement a été ramené successivement à 4,5 % pour 1989, puis à 4 % pour 1990. Ce pourcentage sera de 3,5 % pour les impositions établies au titre de 1991 et des années suivantes.

Le coût de cette mesure est de 90 millions de francs en 1991 mais de 3,3 milliards de francs en 1992.

· Crédit d'impôt recherche :

relèvement du plafond

Les entreprises industrielles et commerciales peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt en fonction de leurs dépenses en recherche. Ce crédit est plafonné. Le projet de budget prévoit de relever le pla-fond existant à 40 millions de

Le coût de cette mesure sera de 780 millions de francs en 1992. • Rémanences de TVA: sup-

pression sur le fioni et le gazole La déduction totale de la taxe à la valeur ajoutée sur les achais de fioul domestique et de coke de pétrole utilisés par les entreprises est autorisée. Elle se fera en deux temps: 50 % de la TVA acquittée à compter du premier janvier 1991, puis 100 % à compter du premier janvier 1992.

Cette mesure qui coûtera 905 millions de francs à l'Etat en 1991 aurait du être appliquée un jour dans le cadre de l'harmonisa-

111.080 F.... 134.440 F....

355,420 F....

258,420 F.

420.420 F. 478.240 F.

478.240 F...

35.140 F à 36.740 F à 43.540 F à

de 88.480 F à de 111.080 F à de 155.100 F à de 258.420 F à

de 420.420 F à

Au-delà de

tion des règles européennes de TVA.

D'autre part, la déduction de TVA sur le gazole utilisé comme carburant qui est actuellement de 80 % sera portée à 95 % au premier janvier 1991 et à 100 % au premier juillet 1991.

Cette mesure bénéficiera surtout aux transporteurs routiers. Son coût est de 570 millions de francs pour 1991.

Conventions d'assurances: taxe réduits

Le taux de la taxe sur les conventions d'assurances relatives aux véhicules utilitaires d'un poids supérieur à 3,5 tonnes est ramené de 18 % à 9 %.

Le coût de cette mesure est de 225 millions pour 1991.

36.280 I 37.920 I

44.940 F. 71.040 F. 91.320 F.

114.640 | 138.740 | 160.060 | 266.680 |

366.800 F 433.880 F 493.540 F

493.540 F...

Taux

(en %)

9,6 14,4 19,2

24 28,8 33,6 38,4 43,2 49 53,9 56,8

Barème de l'impôt sur le revenu

(Fractions du revenu imposable pour 2 parts)

de 91.320 de 114.640 de 138.740 de 160.060

de 366,800 à de 433,880 à

les intérêts produits par ces comptes. Mais cette possibilité est limitée aux intérêts qui rémunèrent la fraction des sommes n'excé-dant pas 200 000 F. Ce plafond va être porté à 400 000 F à compter

• Comptes courants bloqués d'associés : amélioration

disposition de la société dont ils sont associés ou actionnaires des

sommes portées sur un compte blo-

qué individuel peuvent soumettre au prélèvement libératoire de 15 %

Les particuliers qui mettent à la

du premier janvier 1991. Le coût de cette mesure est de 130 millions de francs pour 1991. Capital-risque : régime fiscal plus favorable

Le régime fiscal du capital-risque va être amélioré. Pour les FCPR (fonds communs de placements à risques) créés à partir de 1983 et les SCR (sociétés de capital-risque) créées à partir de 1983, les règles fiscales seront les mêmes que pour les OPCVM (organismes de placements collectifs en valeurs mobi-lières) de capitalisation notamment l'exonération totale d'IS. Le régime fiscal applicable aux actionnaires de SCR sera aligné sur le droit commun (IS ou IR). Toutefois l'exonération actuelle d'impôt sur le revenu pour les produits réinvestis sous condition de conservation des titres

maintenue. Maitrise

de l'Inflation e Taxe à la valeur ajoutée : baisse du taux majoré

Le taux majoré de la TVA est ramené de 23 % à 22 %. Cette mesure s'applique à compter du 13 septembre 1990 aux automo-biles et du 17 septembre 1990 pour les matériels électroniques et l'en-semble des biens et services soumis au taux majoré. La baisse aura lieu le premier janvier 1991 pour le tabac (elle sera compensée par un relèvement du droit de consomma-

Le coût de cette mesure est de

6,6 milliards de francs. La TVA applicable à la redevance télévision est ramenée de 5,5 % à 2,10 %, taux déjà appliqué

Le coût de cette mesure est de 247 millions de francs en 1991.

· Taxe intérieure sur les produits pétroliers : sous-indexation Le tarif de la TIPP sera indexé sur la moitié de la hansse des prix au lieu des trois quarts jusqu'à

Le coût de cette mesure est de 1 milliard de francs en 1991.

Mesures d'équité fiscale

• Fonds salariaux : relance du Les Fonds salarianx seront relancés pour encourager l'épargne sala-riale. Un amendement sera déposé

au cours de la discussion parle-

 Impôt de solidarité sur la for-tune : réaménagement Le montant total de l'ISF et de l'impôt sur le revenu ne peut actuellement excéder 70 % des

revenus nets imposables à l'IR au titre de l'année précédente. Ce plafond sera porté à 85 %. Le gain rapporté par cette mesure est de 650 millions de francs pour 1991.

Plus-values à long terme des

entréprises : taxation durcie Le taux d'imposition des plusvalues financières à long terme réalisées par les entreprises sera porté de 19 % à 23 % pour les exercices clos à compter du premier novem-bre 1990. Ce relèvement concerne les obligations, les titres participatifs, les parts ou actions d'OPCVM. Les actions détenues en direct ne sont en revanche pas concernées.

Le gain apporté par cette mesure est de 2,4 milliards de francs pour

· Titres non cotés : imposition Les plus-values réalisées lors de la cession de titres non cotés seront

imposablés au taux de 16 % .

à 3,3 % par au. Cette mesure aura pour effet d'exonèrer les plus-values des particuliers après trente-deux ans de détention au lieu de vingt-deux ans jusqu'à présent. Cette mesure rapportera

190 millions de francs en 1992.

Le gain rapporté par cette

· Plus-values immobilières des

Les plus-values immobilières réa-

lisées par les particuliers sont calcu-lées actuellement eu tenant compte

d'un abattement de 5 % par année de possession, cela à partir de la deuxième année. Ce taux est réduit

mesure est de 1,4 milliard pour 1991.

particuliers : durcissement

 Plus-values à long terme pro-Les plus-values à long terme réa-lisées par les professions non com-merciales (BNC) seront imposées au taux commun de 16 % contre 11 % actuellement, et de 26 % s'il s'agit de cessions de terrains à

Le gain de cette mesure est de 225 millions de francs pour 1991. Revenus fonciers : nouvelle

Les propriétaires d'immeubles donnés en location peuvent actuellement pratiquer une déduction brut de ces propriétés, cela au titre des frais d'assurances, de gestion, d'amortissement... Cette déduction est ramenée à 5 % à compter de l'imposition des revenus de 1990.

Le gain de cette mesure est de 1,8 milliard de francs en 1991. · Impôts locaux : modification

des critères de dégrévement Le bénéfice des avantages fiscaux prévus en matière de fiscalité locale, et notamment de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés bâties va être réservé aux seuls contribuables dont la non-imposition résulte de la faiblesse des reve-

Le gain de cette mesure sera de 650 millions de francs en 1991.

Economies d'énergie

• Equipement des entreprises : mortissement à 100 %

Les entreprises pourront amortir à 100 % dès la première année les investissements réalisés pour économiser l'energie à compter du le janvier 1991.

Le coût de cette mesure sera de 150 millions de francs en 1992.

 Dépenses d'isolation thermique : extension des déductions aux locatelres Les réductions d'impôts accordées

pour les travaux d'isolation thermique ou de régulation de chanffage seront étendues aux locataires à compter du le janvier 1991. Le coût de cette mesure sera de 350 millions de francs en 1992.

Mesures diverses

Avocats : assujettissement à la

Les avocats et les avoués, qui sont actuellement exonérés de TVA, y seront assujettis à compter du le avril 1991. Une franchise de TVA de 245 000 F est toutefois prévue pour les petits cabinets dont la clientèle est essentiellement composée de particuliers.



Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

Comment varieront les divers impôts

(en millions de francs)

| | Résultats 1989 | Lol de finances initiale 1990 | Evaluations révisées 1990 | Projet de loi de finances pour 1991 | 1990/1989 (+ %) | 1991/1990 (+ ou - %) |
|--|---|---|---|--|--|---|
| I. – RECEITES FISCALES Impôt sur le revenu | 102 185 4 546 72 034 124 100 594 895 - 97 573 497 322 | 261 850 161 092 103 480 5 285 77 205 131 277 612 223 - 97 900 514 323 | 263 100 172 500 102 700 5 950 79 050 128 110 634 085 -109 400 524 685 | 294 490 168 940 109 942 7 250 81 555 132 052 669 722 - 122 600 547 122 | 10,28 % 12,78 % 0,50 % 30,88 % 9,74 % 3,23 % 6,59 % 12,12 % | 11,93 % - 2,06 % 7,05 % 21,85 % 3,17 % 3,08 % 5,62 % 12,07 % 4,28 % |
| Autres impôts indirects | 1 321 404 | 34 034 1 381 161 105 237 | 33 900 1 413 445 104 434 | 39 903 1 496 610 108 547 | -7,53 % 6,97 % -1,03 % | 17,71 % 5,88 % 3,94 % |
| III. – PRÉLÈVEMENTS au profit des collectivités locales et de la CEE IV. – A DÉDUIRE : | ~ 185 2 6 5 | F187232 | -188 642 | -204851 | 1,82% | 8,59 % |
| Remboursements et dégrèvements | -154405 | -169705 | -189600 | -202 540 | 22,79% | 6.82 % |
| Total des recettes nettes(chapitres à IV) | 1087259 | 1129481 | 1 139 637 | 1 197 766 | 4,82% | 5,10% |
| Recettes fiscales nettes | 981 734 | 1024224 | 1 035 203 | 1069219 | 5,45 % | 5,22% |

A l'Assemblée nationale

L'opposition reproche au gouvernement de négliger l'emploi

Le premier à paraître, mercredi 12 septembre, à l'issue de la présentation du projet de budget de 1991 devant la commission des finances de l'Assemblée nationale. est » un socialiste heureux ». C'est à se demander si ce n'est pas le seul, tant les députés socialistes se montrent discrets après leur rencontre avec MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse. Député des Vosges, M. Christian Pierret estime que le projet du gouvernement est en mesure de « doper l'épargne et l'investissement, dans un contexte très difficile », et qu'il « s'attaque aux injustices ». Les socialistes ont tout lieu d'être satisfaits, puisqu'ils ont « obtenu » que le logement social, l'environnement. l'éducation et la justice figurent, côté dépenses, au premier rang des priorités du gouvernement.

Objet d'un différend interne aux socialistes, le nouveau taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis (34 %) ne devrait plus a bouger », à la grande satisfaction de l'ancien rapporteur genéral du budget. « C'est la seule mesure précise contenue dans la Lettre à tous les Français », fait-il remarquer. « Un petit groupe de députés socialistes a bataillé sur des points tout à fait techniques de la fiscalité. Ils se sont battus pour des clopinettes v. affirme encore M. Pierret, pour lequel « la seule critique » admissible pourrait porter sur « les hypothèses économiques » du gouvernement.

Du pétrole à 25 dollars le baril, une hausse des prix estimée à 2,8 % et un taux de croissance évalué à 2,7 %, ce sont là, précisément, des « hypothèses très optimistes » pour M. Michel d'Ornano. « Le gouvernement ne prend pas les mesures nècessaires pour sauvegarder l'emploi et préparer la France à l'espace unique européen », estime

le député (UDF) du Calvados . Surpris par la brièveté de l'exposé des deux ministres, M. d'Ornano en a tout de suite compris les raisons: « Moins on parlerait, mieux ça vaudrait, avec les socialistes. » A ses côtés, M. Edouard Balladur (RPR) renchérit : « Ce budget ne prépare pas la France à ce qui l'attend. On baisse les impôts de 8 milliards de francs, alors qu'il faudrait le faire à hauteur de 30 ou 35 milliards. » Voterait-il contre ce budget? «Oh... je pense, oui », répond l'ancien ministre, en faisant mine de réfléchir longuement.

Les centristes, en revanche, sont plus hésitants. « Notre vote dépen-dra de l'accueil qui sera fait à nos amendements », indique M. Edmond Alphandery, en précisant que « ce budget est relativement loin du budget idéal que nous aurions souhaité pour la France ». Le député du Maine-et-Loire relève certes « un effort notable en

faveur des entreprises », mais le projet lui parait « très nettement insuffisant pour renverser la tendance sur le plan de l'emploi ». « C'est un budget antichoc, mais pas antichômage», juge M. Alphandery. «Un budget qui aurait très bien pu être présenté par la droite », assirme M. Fabien Thiémé, porte-parole du groupe communiste à la commission des finances, en annoncant une offensive d'amendements qui «prendra appui sur le mouvement popu-

Député (UDF) de la Mayenne, M. François d'Aubert a relevé, de son côté, un autre oubli : l'agriculture. « C'est un budget hors du temps, qui n'est adapté ni à la crise ni aux problèmes agricoles. Si, le jour de la discussion budgétaire, le baril de pétrole est à 30 dollars, on aura tout lieu de s'interroger sur la crédibilité du projet.»

JEAN-LOUIS SAUX

والمراجع والمحاربة

Mary Mary Comment

Soution & I universation on maintain designation objected promotion of the property of the pro

periodical qui suctioni à la desta anomale direct (i) de constité de actornaures de la constité de actornaures de la constité de actornaures de la constité de actornaure de la constité de la cons

The section of Post ter being the section of the se Control of the state of the sta in the Astronomy of the State o The second state of the second in pion for product

months for home of springs but in the same shalled. Le busines sure in the same parameter (77) in-The same development of a line of the line

The second of the second the profess de marche for source The wholese we be too

to deposit the name

Man & Married Co. 11

Le projet de budget pour 1991 prévoit 1 278 milliards de francs de dépenses. Par rapport au budget de 1990 voté par le Parlament à la fin de l'année dernière (1 219,6 milliards de francs), la progression est de 4,8 %. Malgré environ 8 mil-

liards de francs de coupes pratiquées au cours du mois d'août par le ministère de l'économie et des finances sur les dépenses arrêtées début juillet révisions décidées en raison de la crise du Golfe, le projet pour 1991 prévoît une augmentation de 58.4 milliards de francs des dépenses par rap-port à la loi de finances initiale de 1990.

Le gouvernement souligne que le taux de proression d'une année sur l'autre des charges de l'Etat est inférieur à la croissance de la richesse nationale : le PIB augmentera effectivement de 5.5 % en valeur. Il est vrai aussi que les seules

Dépenses : priorité au fonctionnement

dépenses définitives - dites de dessus de la ligne - augmentent de 3,9 %. Mais cette progression reste supérieure à la hausse des prix.

Le projet de budget pour 1991 est profondé-ment marqué par la forte croissance des « moyens des services » c'est-à-dire des dépenses de fonctionnement : + 5,8 % par rap-port à 1990. On retrouve là les priorités accordées par M. Michel Rocard à la rénovation du secteur public, qui s'est traduite par des midlin trés importants accordés à l'éducation nationale et à diverses catégories de fonctionnaires qui firent grave ou manifestèrent leur mécontente-

Sur les 432,5 milliards de france de crédits de fonctionnement prévus dans le projet de budget 1991, l'essentiel va aux rémunérations, dont la tifs de la fonction publique recommencent à augmenter (+ 11 458) .

Un autre poste de dépenses est en très forte progréssion : celui des intérêts de la dette publique. Par rapport à la loi de finances de 1990, la charge augmente de 12,6 milliards de francs, soit de 9,1 %. Il faut voir là le résultat de taux d'intérêt extrêmement élevés mais aussi le gonflement continuel du stock de la dette, qui atteint maintenant 1 750 milliards de francs, soit presque 130 millards de francs de plus qu'en 1989.

Par rapport à ces deux postes de dépenses explosives », les interventions publiques (+ 0.2 %) et les charges d'équipement (+ 2,9 %) se taillent la part du pauvre. Quant aux dépenses militaires avec 238,46 milliards de francs, elles

masse progresse d'autant plus vite que les effec- augmentent de 3,3 % (+ 5,2 % pour le fonctionnament. + 1 % pour les équipements).

> Le chapitre des « charges temporaires » atteint 10,44 milliards de francs alors qu'il avait pratiguernent disparu en 1990. Ce bond a pour origine les provisions opérées par le Trésor pour payer les intérêts et le capital des ORT (obligations renouvelables du Trésor) imprudemment lancées en 1983 et 1984 pour financer le déficit budgétaire et qui arrivaient à échéance - capital et intérêt - en 1989 et 1990. C'est l'énorme charge suscitée par ces emprunts - aussi lourde en întérêts qu'en capital - qui a forcé le Trésor à provisionner plusieurs années à l'avance l'opération de remboursement.

Les grands axes

· Logement : trois objectifs

Trois objectifs pour le logement social : le logement des plus dému-nis, l'accession sociale à la propriété et la poursuite de l'effort en faveur de la réhabilitation du parc HLM, des DOM et des accédants victimes de la désinflation. En tout, 13,2 mil-liards de francs d'autorisations de programme, 40,1 milliards de francs de crédits de paiement.

75 000 prêts locatifs aidés (PLA), dont 10 000 «PLA d'insertion», seront destinés aux ménages à faibles revenus, avec des loyers aména-

Une augmentation de 807 millions de francs des crédits destinés aux aides à la personne permettra de généraliser l'allocation de logement social à tous les ménages de faibles revenus dans la région parisienne, sous scule condition de ressources, que le logement occupé appartienne au parc social ou au parc privé; d'actualiser les aides personnelles ; d'unifier les barèmes des aides en zone peu urbanisée; de fournir 150 millions de franca au « fonds de solidarité logement » prévu par la loi sur le droit au logement.

L'achat de 20 000 logements anciens sans obligation de travaux grace à des prêts conventionnés assortis d'une aide à la personne adaptée s'ajoutera au programme de 40 000 prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP).

Enfin, 2,7 milliards de francs (+ 51 %) seront consacrés à la réhabilitation du parc HLM; 1,1 milliard d'autorisations de programme (+ 13,4 %) et autant de crédits de paiement (+ 75 %) iront aux dépar-tements d'outre-mer; et le réaména-gement prêts aidés au profit des accédants en difficulté bénéficiers de 1,44 milliard de francs (+ 80 %). De plus, 400 millions de francs (+ 5 %) iront à la politique de la ville (effort en faveur des quartiers dégradés et insertion des popula-

1.50

Long the state of

1.10.50

1

100

LILLE BE ME

1 45

150

11641

● 11年 新田本 松 ST

seems of the seems of the

· Revenu minimum d'insertion : hausse de 21.8 % des crédits

Le projet de loi de finances pour 1991 prévoit un crédit de 9,1 milliards de francs pour le financement du revenu minimum d'insertion (RMI), soit une progression de 21.8 % (après + 25 % dans le budget précédent). Pour 1990, la revalorisstion du montant de cette allocation devrait se situer à 3,5 % en moyenne. Un million de personnes au total en auront bénéficié. Pour une personne seule, le revenu mini-mum est de 2 110 francs (1 055 francs pour la première per-sonne à charge, 844 francs à partir du troisième enfant).

Par ailleurs, certains crédits ouverts au budget du ministère du travail au titre du financement d'actions d'insertion devraient bénéfi-cier à 120 000 allocataires du RMI. Leur coût est évalué à 1,02 milliards

L'aide publique au développement : hausse de 10,9 %

En progression de 10,9 %, le volume global des aides au développement inscrit au budget 1991 atteint 38,4 milliards de francs, soit 4 milliards de plus que l'année pré-cédente. L'effort en faveur des pays en voie de développement, hors DOM - TOM, représentera, en 1991, 0.56 % du PIB contre 0.54 % en 1989 (dernier exercice connu), ce qui maintient la France en tête des pays industrialisés.

Cette aide est accordée prioritairement dans un cadre bilatéral (28,5 milliards de francs). Elle couvre principalement les mesures d'annulation ou de rééchelonnement de dettes, conformément aux engagements pris lors des sommets Toronto, Dakar et La Baule. Les crédits de coopération technique et les prêts privilégiés connaissent une progression plus réduite. Le total des contributions françaises aux pro-grammes d'aide multilatérale s'élève pour 1991 à 9,9 milliards de francs. Education : la priorité nationale

Avec 247,8 milliards de francs inscrits au projet de loi de finances pour 1991, l'éducation redevient, pour la première fois depuis dix ans, le premier budget de l'Etat, devancant celui de la défense.

Conformément aux engagements pris en 1988 par le président de la République et réaffirmés par la loi d'orientation sur l'éducation de juil-let 1989, l'effort budgétaire en faveur de l'éducation s'accentue encore cette année, avec une aug-mentation de 20,7 milliards de francs, soit une hausse de 9 % par rapport à l'an dernier, contre 8,7 % dans le budget 1990 et 5,6 % dans celui de 1989. Pour les trois derniers exercices, le budget de l'éducation aura donc progressé de 26 %.

Les crédits consacrés à l'enseigne-ment scolaire (écoles, collèges et lycées) dépassent pour la première lois la barre des 200 milliards : avec 217 milliards (+ 17,1 milliards) ils sont en hausse de 8,5 %. Le budget alloué à l'enseignement supérieur augmente encore plus fortement (30,8 milliards, +12 %).

La majeure partie de cet effort est

consacrée aux personnels de l'éduca-tion nationale. Au total, 12 880 créations nettes d'emplois sont prévues. Dans le secteur sco-laire, 8 948 emplois sont créés, dont 7 613 d'enseignants. En outre, la généralisation à la rentrée 1991 des nouveaux instituts universitaires de formation des maîtres impliquera la création de 12 300 allocations destinées aux élèves de ces instituts. Dans le supérieur, 3 932 créations nettes d'emploi sont inscrites au projet de budget, dont 2 680 emplois d'enseignants, 785 emplois administratifs et techniques et 140 emplois supplémentaires pour les bibliothèques universitaires.

Le renforcement des moyens en Le rentorcement des moyens en personnels est accompagné de la poursuite du plan de revatorisation de la fonction enseignante, négocié en 1989. Environ 1,4 milliard de francs de mesures nouvelles sont prévues à cet effet. Elles permettront notamment l'intégration dans le nouveau corps des professeurs des écoles de 12 000 instituteurs, l'accession à la hors-classe de 2 500 professeurs de collège et la création de 1 200 emplois au titre du congé-mobilité rétuunéré. Dans le supérieur, 118 millions de francs de mesures nouvelles donneront au d'accorder aux universitaires, à la rentrée 1991, 5 500 primes d'encadrement doctoral et de recherche (au lieu de 3 750 initialement pré-

En dehors des mesures pour les personnels, trois séries d'actions seront prioritaires dans le budget 1991. Tout d'abord, la rénovation de l'enseignement (relance des zones d'éducation prioritaire, poursuite du plan lecture, développement de l'enseignement des langues vivantes dans le primaire). En deuxième lieu, la mise en œuvre du plan de développement des constructions universitaires: l'effort est spectaculaire puisque les autorisations de pro-gramme des chapitres d'équipement universitaire atteignent 2,3 milliards de francs, soit une augmentation de 1 milliard (+ 75 %) par rapport à 1990. Enfin, un effort particulier sera fait pour améliorer les condi-tions de vie des étudiants : finance-ment de 6 000 nouveaux logements étudiants, relèvement de 15 % des crédits alloués aux bourses et amorce (60 millions de francs) d'un système de garantie de prêta aux étudiants.

Emploi et formation profession-nelle : redéploiement

Compte tenu de l'évolution de la situation de l'emploi, un redéploie-ment des dépenses est entrepris, de l'indemnisation du chômage vers l'emploi, notamment par le soutien des actions de formation qualifiante. Une amélioration étant intervenue, il est possible de prévenir les risques d'exclusion par le chômage de lon-

Les crédits du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle s'élèvent à 67,7 milliards de francs contre 75,2 en 1990 mais le report des crédits non utilisés permettent d'atteindre la somme de 76,7 milliards. Les crédits affec-tés à la promotion de l'emploi et à la formation professionnelle aug-mentent de 12,7 %. Les dépenses d'indemnisation du chômage et des pré-retraites baissent mécaniquement de 13,4 %. Ainsi, la subvenment de 13,4 %. Auss, la supren-tion de l'Etat pour le règime de soli-darité de l'assurance-chômage est ramenée à 7,4 milliards, en diminu-tion de 1,5 milliard; la dotation pour le chômage partiel passe de 220 à 150 millions de francs, et le soutien aux différents régimes de pré-retraite revient de 19,6 milliards en 1990, à 18 milliards.

L'effort en faveur de la formation professionnelle et de l'insertion, avec 38 milliards de francs, augmente de 8 % par rapport à l'an passé. L'accent est mis sur la qualité des dispositifs, le nombre de places en crédit-formation individualisé étant doublé (200 000 contre 100 000) pour les jeunes et les adultes, conformément au vœu du Président de la République.

Créditées de 13 milliards de francs, les actions pour l'accès des jeunes à l'emploi se traduisent sur-tout par un développement du crédit-formation. Ce dispositif scra porté de 100 000 à 125 000 places et 5 milliards lui seront consacrés. TUC - obtiendront 2.1 milliards pour un objectif consolidé par rap-port à 1990 de 220 00 bénéficiaires. La poursuite de la rénovation de l'apprentissage nécessitera 495 millions de francs. Avec 41 000 places, les stages d'initiation à la vie profes-sionnelle (SIVP) disposeront d'une enveloppe globale de 429 millions

Pour améliorer la formation et le retour à l'emploi des chômeurs

gue durée et de mieux répondre aux adultes, les crédits seront augmentés de fficultés de recrutement, adultes, les crédits seront augmentés de 8 % (21 milliards de francs): 415 000 stages seront offerts au titre du Fonds national de l'emploi (FNE) et 80 000 contrats emploi solidarité pourront être signés. Quant au crédit formation individualisé, qui leur sera accessible, il offrira 75 000 places réparties en 30 000 pour les salariés et 45 000 pour les chômeurs. En outre, le programme de la formation professionnelle sera doté de 1,7 milliard (4.5 %).

> Les crédits consacrés aux mesures de soutien à l'emploi augmenteront de 1,5 % (11 milliards de francs) pour tenir compte d'une évolution marquée par l'amélioration de la situation économique. Dans cet ensemble, l'ANPE se taille la part du lion, en conformité avec le contrat de progrès signé pour trois ans. Elle obtient 3,8 milliards de francs (+ 13 %) et 300 emplois sup-

> Les aides actives à la promotion de l'emploi seront renforcées, qu'il s'agisse du reclassement des travail-leurs handicapés (3,6 milliards), en croissance de 9,8 %, de la dotation pour la promotion de l'emploi (+ 128 millions) ou de celle pour les initiatives locales pour l'emploi (110 millions). En revanche, en raison de l'amé-

> lioration du marché du travail, les aides aux restructurations indus-trielles seront stabilisées à 477 millions de francs. Les crédits pour les chômeurs créateurs d'entreprise seront ajustés aux besoins (1,63 milliard), ainsi que ceux pour les dispo-sitifs de conversion (673 millions). • Recherche: effort soutenn pour la recherche technologique

Le budget civil de recherche et développement technologique (BCRD), augmente de 7,3 % en 1991 (+ 3,3 milliards de francs). En outre, le crédit d'impôt recherche est

amélioré : le plafond passe de 5 à 40 millions de francs et son assiette est élargie. Un effort particulier est engagé en faveur de la recherche industrielle, qu'il s'agisse des grands programmes technologiques, comme le développement de la télévision haute définition, ou de la recherche dans les PMI: les moyens de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) augmen-tent ainsi de 15 %.

Les grands programmes technologiques sont poursuivis, avec, en parde 13,9 % du budget spatial : aux programmes déjà engagés (Ariane V, Hermès et Colombus), s'en ajoutent deux nouveaux : ERS2 (satellite d'observation de la Terrei et DTRM (télécommunications entre l'infrastructure orbitale et le sol). Enfin, l'aide à la recherche publi-

que est aussi renforcée : avec la création de 549 emplois et de 450 allocations de recherche supplémentaire, et un accroissement de 8 % (hors CEA) des moyens des organismes de recherche.

· Environmement : Bouveaux

Juge prioritaire, le budget du secrétariat d'Etat à l'environnement - jusqu'à présent faiblement doté -progresse de 43,5 % en moyens de paiement (1,2 milliard de francs) et de 7.4 % en autorisations de programme (663 millions de francs). Cet effort se traduit notamment par des créations de postes et par un redéploiement au profit du secrétariat à l'environnement de personnels jusqu'ici dispersés entre plusieurs Les dotations consacrées à la pro-

tection des espaces natureis (parcs nationaux, réserves) s'inscrivent en progression: 30 millions de francs supplémentaires sont consacrés à la gestion et à la planification des ressources en eaux. Par ailleurs, 18 millions de francs ont été dégagés dans le budget 1991 pour la misc en place de la future structure chargée de la surveillance de l'environnement.

Le total de la dépense d'Etat en matière d'environnement s'élèvera à 10 milliards de francs en 1991 sous forme directe (4 milliards de crédits

budgétaires) et indirecte (redevances et taxes parafiscales, dépenses fis-

Justice : crédits en hausse de

Présenté comme l'une des priorités de la loi de finances de 1991, le budget du ministère de la justice augmente de 12,4 % en autorisations de programme et dépenses ordinaires. En moyens de paiement (dépenses ordinaires et crédits de paiement), le budget s'élève à 18 milliards de francs, ce qui correspond à une croissance de 12,7 % (sans compter les crédits de paie ment du programme de construction des 13 000 nouvelles places de prison qui s'achève). On prévoit la création de 25 emplois de magistrats de l'ordre judiciaire et de 28 dans les juridictions administratives 300 emplois de greffiers, 30 postes à la protection judiciaire de la jeunesse et 827 emplois nouveaux sont prévus à l'administration pénitentiaire (dont 514 affectés aux nouvelles prisons et 313 au renforcement des autres établissements).

Le schéma directeur informatique bénéficie d'une dotation en augmen-tation de 106 millions de francs; 107 millions de francs supplémentaires, par rapport à 1990, seront consacrés aux moyens de fonctionnement et à l'entretien immobilier des juridictions et des établissements pénitentiaires : 17 millions de francs seront affectés à des actions de formation et 44.5 millions de francs aux indemnités des magis-

Les autorisations de paiement destinées à la modernisation du parc immobilier, notamment judiciaire, augmentent de 57 % et passent à 500 millions de francs. 78 millions de francs supplémentaires seront affectés à la protection des mineurs. Par ailleurs, en prévision de la réforme de l'aide légale, une provision de 75 millions de francs a été

Les autres missions de l'Etat

 Affaires étrangères : effort rers l'Est

Les crédits du ministère des affaires étrangères augmentent de 10.6 %. Cette forte progression s'explique beaucoup par les efforts faits en direction des pays de l'Est: 691 millions soit un quintu-plement par rapport au budget

Défense : 9750 suppressions

En augmentation de 3,33 %, le budget de la Désense pour 1991 s'élève au total à 238,45 milliards de francs. L'enveloppe hors pen-sions s'établit à 194,54 milliards de francs, soit une progression de 2,7 % environ. Les crédits d'équi-pement (103,15 milliards de francs de moyens de paiement et 116 milliards de francs en autorisation de programme) sont simplement reconduits par rapport à l'année précédente. Le budget militaire d'équipement, dans se cuvée 1991, se présente en effet comme un budget de transition dans l'attente d'une révision de la loi de programmation militaire qui inter-viendra dans le courant de l'année.

Les dépenses ordinaires sont, pour leur part, en hausse de 4,64 % à 91,4 milliards de francs, L'accent a été mis sur les moyens de sonc-tionnement. Un crédit global de 623 millions de francs leur est consacré. Des efforts de meilleure gestion des effectifs sont engagés. Sont prévus : la suppression de 9750 emplois dont 7000 d'appelés. des redéploiements de personnel au profit du service de santé des armées, la création de 1000 postes dans la gendarmerie et l'ouverture nouveaux sont mis à la disposition de 99 places supplémentaires à éde la sécurilé civile par le Délense l'Ecole polytechnique.

Intérieur : la sécurité au quotidien

Le projet de budget du ministère de l'intérieur pour 1991 s'élève à 65 milliards de francs (+4,9 %). Hors les crédits réservés pour les élections et les dotations aux collectivités locales (26 milliards), les 39 milliards de crédits affectés au ministère de l'intérieur progressent d'environ 6,5 %. Ce projet traduit la volonté gouvernementale d'assu-rer la sécurité au quotidien, en renforçant l'efficacité des services.

La police nationale : au-delà de la consolidation, au niveau de 1990, des crédits du plan plurian-nuel de modernisation de la police voté fia 1985, les moyens accordes par l'ouverture de 662.8 millions Bien que ce plan de modernisation des équipements arrive à échéance à la fin de 1990, des moyens sup plementaires importants (+20 %) sont alloués en 1991. Ils permet-tent notamment la création de 400 emplois de policiers, dont environ 200 emplois de gardiens de la paix au titre des reconduites à la fronformation des personnels et l'aug-mentation des moyens de fonctionnement (généralisation de la micro-informatique dans les commissariats). L'amélioration de la situation des personnels comprend en particulier la consolidation des mesures catégorielles accordées en

La sécurité civile : la création de 41 emplois de pilotes doit permettre de renforcer la lutte contre les incendies. En outre, 412 emplois nouveaux sont mis à la disposition

effectuer leur service au SAMU ou chez les pompiers). Les moyens supplémentaires de fonctionnement et d'intervention prévus pour 1991 (44 millions de francs) seront notamment affectés au renforcement de la flotte aérienne de lutte contre le feu.

Les autres services du ministère : le renfort des effectifs et la modernisation des autres services sont réalisés avec la création de 70 emplois au titre du cadre national des préfectures, de 30 emplois pour améliorer le fonctionnement des greffes des tribunaux adminis-tratifs, et de 40 emplois pour les transmissions. Les autres mesures nouvelles concernent principalement l'informatique et les transmissions, ainsi que l'amélioration du régime indemnitaire des personnels du cadre national des préfectures.

Culture : toujours les grands

REATRIES. Le budget 1991 de la Culture bénéficie d'un sérieux coup de pouce. A 12,1 milliards de francs, il progresse de 15,2 % par rapport au cru 1990, confirmant une nouvelle fois la priorité affectée à ce secteur. Cette augmentation doit permettre de consolider la politique de grands travaux et de renforcer les moyens d'intervention en matière culturelle, notamment au bénéfice de la province.

L'enveloppe affecte aux grands travaux permet d'assurer le démarrage du projet de la Bibliothèque de France (2,2 milliards de francs en autorisation de programme et 1.1 milliard de francs en crédits de paiement), le financement de la deuxième phase du Grand Louvre et le développement des grandes opérations architecturales et cultu-

relles en région. La sauvegarde et l'enrichissement du patrimoine voient également leurs dotations progresser. L'action en faveur des musées de province est également mases de province est également renforcée. La priorité affectée à la réduction des inégalités culturelles se traduit en 1991 par une aug-mentation des crédits de soutien alloués aux enseignements artisti-ques (en hausse de 227 millions de francs) comme aux aides à la diffusion du livre ou à la diffusion artis-

 Audiovisuel : priorité aux Le budget du secteur public de

l'audiovisuel, en progression de 5,2 %, s'élève en 1991 à 11,5 mil-liards de francs. L'effort financier l'artos de l'Etat est pour sa part majoré de 148 % par rapport à 1990 en rai-son d'un doublement des dotations budgétaires (1,02 milliard de francs au total) et de la moins-value de recettes résultant de la baisse de la TVA sur la redevance perçue par les chaînes (la perte est évaluée à 247 millions de francs). Cette augmentation vise à renfor-cer les moyens des organismes de radio et télévisions en matière de programmes. Le montant de la redevance est fixé en 1991 à 566 francs pour les postes couleur et à 364 francs pour les postes noir et blanc, soit une augmentation de 2,5 % par rapport à 1990.

 Protection sociale: progression nette

Les crédits budgétaires au titre de la protection sociale enregistrent une hausse de 5,5 % des fonds consacrés à l'allocation pour adulte handicapé (AAH) qui attcignent 15,5 milliards de francs. Par

Lire la suite page 30

Suite de la page 29

ailleurs, 2 800 places supplémentaires sont crées dans les centres d'aide par le travail, soit une progression de 154 millions de francs sur une enveloppe globale de 4 milliards de francs. Les crédits (3.6 milliards) destinés au reclassement des travailleurs handicapés sont en hausse de 9.8 %.

D'autre part, l'aide au logement s'établit à 21,7 milliards de francs, Les crédits alloues au Fonds national d'aide au logement (7,5 mil-liards) et au Fonds national de l'habitation (14 milliards) doivent notamment permettre d'actualiser le barème des aides et d'élargir les droits à l'allocation de logement,

Le Fonds national de solidarité («minimum vicillesse») continue de péricliter (il n'atteint plus «que» 18 milliards de francs) en raison de l'amélioration continue du niveau des retraites.

Les actions de prévention sanitaire voient une progression de 18 % du budget de lutte contre la toxicomanie (711 millions de francs) alors que la lutte contre le sida représente 160 millions de francs dont 20 millions au titre de la prévention.

Pour 1991, les principaux concours de l'Etat aux régimes de sécurité sociale atteignent plus de 103 millions de francs. L'augmen-tation n'atteint que 2,2 %.

Départements et territoires d'outre-mer : réduction des Inégali-

En progression de 5,5 %, le bud-get des DOM-TOM s'élève pour 1991 à 2,17 milliards de françs en investissements et crédits de fonc-tionnement. Les priorités sont la réduction des inégalités (enseignement primaire, assistance médicale gratuite...), la construction de logements sociaux, des crédits d'inves-tissements pour la Nouvelle-Calé-donie (+ 8,6 % en autorisations de programmes et + 15,4 % en crédits de paiements).

A la modernisation et au renouveau du service public (informatique, rénovation des locaux...) sont consacrés 12,5 millions de francs,

Aménagement du territoire :

majoration des primes

Le budget de l'aménagement du
territoire augmente de 24,9 % et
atteint 2.1 milliards de francs. Les
crédits d'équipement progressent
ide 27 % en autorisations de proigrammes (1.8 milliard) et de 4,2 %
en crédits de paiements (1,8 milliard). Les dotations aux primes
d'aménagement du territoire sont
plus que doublèes en faveur spécialement des activités créatrices lement des activités créatrices

Agriculture ; solidarité et

Le budget de l'agriculture pour 1991, qui atteindra 38,4 milliards de francs (+ 2,3 %), devrait tra-duire les grandes priorités du gouvernement en ce domaine : accroître l'effort de solidarité face aux conséquences sociales de la politique agricole commune (PAC); respecter les engagements souscrits par la France vis-à-vis de la CEE; préparer l'avenir en ren-forçant la structure des exploitaions et en formant les hommes. Notons que le budget de l'agricul-ture ne représente que 27 % du total des dépenses publiques consa-crées à ce secteur. L'agriculture recevra de l'Etat au total 143,4 milliards de francs (+ 5,8 %).

En matière de solidarité, le dis-positif « agriculture en difficulté » mis en place en 1989 sera complété par un programme européen d'aides aux revenus des agricul-teurs (PARA). Les producteurs de viande ovine et bovine recevront ainsi des aides destinées à compen-ser le préjudice provoqué par le nouvel ajustement des marchés. La subvention versée par l'Etat au Bapsa s'élèvera à 11, 61 milliards

- 236,4 millions de francs (+ 11,8 %) seront affectés aux instru-

ments communautaire de la politique structurelle :

- 54 millions de france dans le cadre de l'extensification de la production, principalement pour l'élevage bovin et la vigne;

182 millions de francs pour le gel des terres. Une dotation de 14 millions de francs sera destinée aux actions spécifiques pour la sauvegarde de

Les crédits à la formation agri-cole seront enfin majores de 58.4 millions de francs, et 110 emplois seront créés. Les établissements agricoles privés recevont 53.2 millions de francs de subvention (+ 3,8 %).

• Industrie : priorité à l'inno-vation

Avec 17.9 milliards de francs, le budget du ministère de l'industrie sera modestement augmenté de 2,3 % en 1991. Les grandes masses ne changent pas : 7 milliards pour les charbonnages et 6,5 milliards de subvention au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Les efforts entrepris depuis quelques années seront poursuivis en faveur de la normalisation et la métrologie (crédits en hausse de 7 % à 375 millions de francs), des économies d'énergie (les crédits de l'Agence pour la maitrise de l'énergie gagnent 3,5 % à 370 millions), de l'aménagement du territoire (dont la dotation passe de 300 à 660 millions) et de la formation (50 millions sont dégagés pour la cin-quième école des mines que veut crèer le ministre de l'industrie, M. Fauroux, et 50 autres millions serviront à accroître les promotions des écoles existantes).

Pour dégager la marge de manœuvre nécessaire, les crédits aux entreprises en difficultés sont ramenés de 200 à 100 millions, et les crédits aux chantiers navals perdent 20 millions à 935 millions de francs : on aidera moins des

La première priorité du minis-tère reste l'innovation. Les crédits tère reste l'innovation. Les crédits propres du ministère sur ce chapitre passent de 1,7 à 2,4 milliards de francs auxquels s'ajoutent le 1,7 milliard, comme en 1990, pris sur le budget des PTT et consacré à la filière électronique. Ces sommes sont versées à l'ANVAR (dont la dotation passers de 850 à 980 milliant) à passers de 850 à 980 milliant) aux grade prosessemes. lions) et aux grands programmes technologiques (Télévision haute définition, composants électroni-ques, voiture propre, TGV,...) qui bénéficieront au total de 1,05 mil-

liard de francs. Transports : résorption des points noirs

Les transports terrestres diposent d'un budget de 43 milliards de francs, en progression de 8,2 %, grâce à une majoration de 3 milliards des concours à la SNCF afin de conforter le retour à l'équilibre obtenu en 1989. L'instauration d'un financement des voies paries. d'un financement des voies navigables par le biais d'une redevance permet un accroissement des dépenses de 30 %. Le budget des routes stagne à un niveau élevé et permet de poursuivre les contrats de plan Etat-Régions, les programmes Tarentaise et Trans-manhe et le désenclavement du

La sécurité routière voit progres-ser son budget de 828 millions (+7.4 %). Ses autorisations de proramme seront surtout consacrees à la résorption des « points noirs » et à la poursuite de l'installation du système Sirius destiné à gérer le trafic en lle-de-France.

Le budget de l'aviation civile augmente de 5,7 % et s'élève à 6 milliards. Il prévoit la création de 180 emplois, la poursuite du plan triennal de formation des illustration des montagnes au le de le programme agripilotes et celle du programme antiterroriste.

Tourisme

Son budget qui s'élève à 397 mil-lions de francs (+ 3,6 %) comporte une croissance de 6 % des dépenses

Les syndicats entre la condamnation et la compréhension

Alors que la CGT et Force baisse du taux des cotisations de ouvrière dénoncent un budget antisocial », les autres conférations syndicales portent un juge-ment plus modéré sur la loi de finances pour 1991.

Selon la CGT, ce budget e mal-faisant et innacceptable » va « favo-riser la finance et la fortune sur le dos des sataries ». Pour sa part, FO dénonce « une accentuation de la denonce « une accentuation de la rigueur qui amplifiera le déficit social et les inégalités » et critique la « prime à la spéculation » que constitue l'abaissement du taux de l'impôt sur les bénéfices non distribués. De même, la centrale considerant la signature de la Feoretiera dère que la réforme de la Fonction publique sera « largement payée par les fonctionnaires » sur leurs

La CFTC s'inquiète « de ne voir aucune compensation prévue à la

prestations familiales » mais reconnait le bien fondé d'un « effort pour soutenir les investissements et la croissance». La CFE-CGC s'estime en présence d'un a budget rigoureux mais trop rigide » et regrette que l'Etat n'ait pas davantage réduit son train de vie. Enfin. la CFDT se félicite des mesures en faveur du RMI, de l'aide au logement et des économies d'énergie mais conteste desallègements fiscaux « non ciblés, coûteux et peu efficaces pour l'emploi».

ng ng Panguan Pili Tanggan San Pili Tanggan San Pilip

. N. A. 100 🍅

1 (2) (a) (b)

 $I = i \omega_1$

Cependant, tous les syndicats se retrouvent pour estimer que la prévision d'une hausse des prix de 2,8 % en 1991 parait notoirement sous évaluée et risque de peser sur le bon déroulement des négociations salariales à venir.

Le CNPF n'est « pas du tout rassuré »

M. François Perigot, président du CNPF, n'est « pas du tout rassuré e et n'a « pas du tout l'impression d'avoir été entendu » par le gouvernement lors de la préparation du budget 1991.

a Ce qu'a fait le gouvernement dans cette loi de finances, c'est vraiment le minimum qu'il pouvait faire, même avant la crise », a-t-il déclaré le jeudi 13 septembre sur

Europe-1. M. Perigot affirme pourtant que « ce gouvernement, et il faut l'en féliciter, a choisi de miser sur l'économie, sur l'entreprise ». Du reste, a-t-il ajouté, a depuis qu'on a laissé» les entreprises « un peu respirer, la croissance est repartie, on a créé des emplois et la France a retrouvé une position qui est bien meilleure que celle qu'elle

Un établissement public chargé de gérer les voies d'eau

Conformément aux décisions du conseil interministériel du 17 janvier dernier. l'Office national de la navigation sera transformé en étament public industriel et commercial ayant toutes compétences sur l'exploitation, l'entretien, la modernisation et l'extension des nies navieables françaises. Cet éta blissement devrait être baptisé France-Voies navigables et entrer en fonctionnement is 1st janvier 1991.

Le projet de loi de finances pour 1991 transfère à cet organisme, en contrepartie, toutes les ressources budgétaires correspondantes, auxnovation majeure – une taxe assise sur le mètre cube prélevable ou rejetable dans les cours d'eau ainsi qu'un péage sur les transporteurs de marchandises ou de passagers et les propriétaires de bateaux de plai-

Ces nouvelles recettes rapporteront en appée pleine 400 millions de francs, dont EDF acquittera 300 millions. Au total, France-Voies navigables disposera, en 1991, d'un budget de 736 millions de francs, en sance de près de 57 % par rapport au budget en cours, qui s'éta-blissait à 469 millions. En matière de crédits d'investissement, l'enveloppe passera de 273 millions en

1990 à 537 millions de francs en 1991. Ce remembrement des compétences et des moyens financiers dans le domaine fluvial est une véritable révolution voulue par le chef de l'Etat, le premier ministre et le secrétaire d'Etat aux transports, Georges Sarre. Il a été mis en forme de loi de façon étonnamment rapide. Il accélérera singulièrement la modernisation des canaux de France en piteux état. Des travaux sont d'ores et déjà

engagés entre Bray-sur-Seine (Seineet-Marne) et Nogent (Haute-Marne). entre Niffer (Haut-Rhin) et Mulhouse. Le contournement du pont de Mâcon en cours de réalisation par la Compagnie nationale du Rhône, le dragage de la Saône sur 150 kilomètres jusqu'à Saint-Symphorien et la destruction prochaine d'un affleurement de rocher près d'Arles qui limitait à 1 300 tonnes la capacité des cargos fluviaux mari-times préparent à l'évidence la liaison Rhône-Rhin. Mais France-Voies navigables devra se prononcer sur d'autres investissements, comme la haison Seine-Nord, afin de relier la France aux réseaux à grand gabarit

Evolution des emplois publics

| | Effectifs 1990 | Effectifs 1991 | Evolution en pourcentage et en nombre |
|---|---|---|---|
| L EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENTS SCOLAIRE ET SUPERIEUR | 1 027 268 | 1 040 122 | +1,3%(+12854 |
| U. JUSTICE | 53 823 | 55 040 | +2.3%(+1 217) |
| III. AUTRES BUOGETS Affaires étrangères et coopération Agriculture et forét Culture et communication Economie, finances et budget Equipement, logement, transports et mer Intérieur (hors appelés) Services du premier ministre | 11 927 29 537 12 296 179 285 124 969 157 678 | 11 925 29 552 12 256 179 210 124 133 158 080 | 0 % 0.1 % -0.3 % -0.7 % -0.7 % |
| Services ou premier finistre Solidarité, santé et protection sociale et traveil, emploi et formation prol. Autres budgets civils Défense (hors appelés) Bodgets annexes | 2 476 24 504 20 558 430 619 865 | 2 582 24 442 20 381 428 718 860 | - 0.3 % - 1,1 % - 0.4 % - 0.6 % |
| TOTAUX (III) | 994 752 | 992 139 | -0,3%(-2613) |
| TOTAUX (H+H+I) XUATOT | 2 075 843 | 2 087 301 | 0,5%(+11458) |

Concours budgétaires aux entreprises publiques (en millions de francs)

| Entreprises | 1990 | Projet de loi de finances pour 1991 |
|--|------------------------|---|
| ÉNERGIE CDF | 6 988 | 6 923 |
| TRANSPORTS SNCF. | 20 675 3 959 | 21 298 4 312 |
| Sous-total | 24 634 | 25 610 |
| SNCFCANSSM (1)SEITA | 12 942 6 933 486 | 14 208 6 568 488 |
| Sous-total | 20 361 | 21 264 |
| DOTATIONS EN CAPITAL | 4 700 | 4 400 (2) |
| TOTAL GÉNÉRAL Progression en pourcentage | 56 683 | 58 197 2,67 % |

En hausse de 2,7 % par rapport à 1990

Le projet de budget militaire prévoit des abandons ou des réductions de programmes d'armement

D'un montant de 194,6 milliards de francs, le projet de budget de la défense pour 1991, s'il maintient l'effort financier au profit de l'arsenal nucléaire, fait apparaître une série de choix nouveaux en matière d'armements classiques, à savoir l'abandon du projet Orchidée d'hélicoptère porte-radar au service de l'armée de terre et la réduction des commandes de Mirage 2000 pour l'armée de l'air, ainsi que la limitation à deux du nombre des régiments de lance-roquettes.

Tel qu'il a été approuvé par le conseil des ministres du mercredi 12 septembre, le projet de budget militaire pour l'an prochain s'élève à 194 548 millions de francs (238,5 milliards de francs avec les pensions), soit une augmentation de 2,69 % par rapport aux crédits accordés en 1990 aux armées.

A quelques francs près, le gouvernement a donc maintenu l'enveloppe financière qu'il avait arrêtée et 23 juillet), avant la crise dans le avec la création d'une allocation

Cette somme se répartit entre deux catégories de dépenses : le fonctionnement des armées (les soldes et charges sociales, les crédits d'entretien et d'entrainement) à hauteur de 91,4 milliards de francs, et l'équipement des armées (les études, le développement et la fabrication des matériels nucléaires et classiques) pour 103 148 millions de francs. L'ensemble de ces évaluations pour 1991 est exprimé en crédits de paiement.

Près de dix mille emplois supprimés

En hausse de 4,64 % par rapport à 1990, les dépenses de fonctionnement consacrent environ 2 137 milliards de francs à l'amélioration de la condition militaire. Le plan de revalorisation décrété l'an dernier représente, à lui seul, un engagement financier de 866 millions de francs. A quoi il faut ajouter l'augmentation de l'indemnité pour charges militaires (330 millions de francs) attribuée aux cadres, la hausse du montant du prêt des à la fin de juillet (le Monde des 22 appelés (300 millions de francs)

péciale de 300 francs délivrée à chacun à la fin de son service, l'application aux militaires du protocole Durafour dans la fonction publique, et des mesures pour les personnels civils (80 millions de

Cette revalorisation de la condition militaire s'accompagne d'une déflation des effectifs, surtout sensible dans l'armée de terre. Au total, le ministère de la désense devra, en 1991, se séparer de 7 000 postes d'appelés du contingent, 500 emplois civils et 1 250 postes de cadres d'active et engagés.

Seule la gendarmerie sera autorisée à recruter (1 000 emplois, dont 250 gendarmes auxiliaires), ainsi que la Direction générale de la sécurité extérieure (200 postes).

Des choix en matière d'équipements classiques

Le ralentissement des crédits de la défense pour 1991 se marque davantage dans le domaine de l'équipement. Alors que la pro-grammation militaire 1990-1993 prévoyait d'allouer l'an prochain 109,2 milliards de francs à la défense, l'enveloppe retenue par le gouvernement pour l'équipement des armées s'élève à 103 148 millions de francs, soit une hausse de 1,03 % par rapport au même budget de 1990. L'amputation envisagée au début de cet été a donc été maintenue après la crise du Golfe.

Dans le domaine nucléaire, les grands programmes demeurent, comme la rénovation du sous-marin stratégique le Foudroyant, la continuation du programme du nouveau sous-marin lance-missiles le Triomphant ou celle des missiles nucléaires préstratégiques Hades qui entreront en service en 1992 dans l'armée de terre. De même, les projets spatiaux (satellite Hélios d'observation et satellite Syracuse de communications) devraient recevoir des crédits en hausse de 2,4 %

En revanche, certains programmes d'armement classique sont ou supprimés ou réduits. Supprime, comme attendu (le Monde du 9 août), le projet Orchidée d'un hélicoptère Super-Puma qui embarque un radar de surveillance du champ de bataille : vingt « machines » de ce type auraient dû être commandées par l'armée de

liards de francs. Réduits, les achats d'avions Mirage 2000 de défense aérienne (vingt-quatre appareils, sans compter huit Mirage 2000 N aptes à l'emport du missile nucléaire préstratégique ASMP), et limitées les commandes de lanceroquettes multiples LRM (de quoi équiper deux régiments d'artillerie, au lieu de trois, puisque l'armée française n'aura plus que deux

Des achats à l'étranger

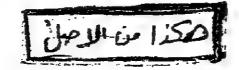
Pour le reste des grands programmes d'armement classique, on ne devrait pas enregistrer de changement notable. Le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle, l'avion de combat Rafale, le char de bataille AMX-Leclerc, les patrouilleurs maritimes Atlantique-2, la frégate anti-aérienne Jean-Bart, les quatre avions-radars AWACS on les sous-marins nucléaires d'attaque de nouvelle génération (comme l'Améthyste) continueront de bénéficier des crédits prévus.

Dans un message adressé aux armées, le ministre de la défense.

M. Jean-Pierre Chevènement, aver tit: «La France ne pourra plus à l'avenir fabriquer 96 % de ses armes. Elle devra de plus en plus soit développer des coopérations, soit se résoudre à des « achats sur éta-

gères », à l'étranger ». Ainsi, dès 1991, on en aura un avant-goût, avec notamment l'acquisition de deux nouveaux avionscargos lourds C-130 Hercules aux Etats-Unis et celle de six avionscargos légers CASA-Nurtanio 235 construits par l'Espagne et l'Indoné-

Cet avertissement de M. Chevènement pourrait avoir un antre sens, avec l'abandon par la France de son système national Orchidée de surveillance du champ de bataille. On peut, en effet, imaginer une solution extérience de remplacement, qui serait un abonnement comme c'est déjà le cas aupres des instances alliées de détection aérienne à longue distance en Europe - des Français au système equivalent JSTAR mis an point par les Etats-Unis. A l'origine, Orchidec devait être rendu interopérable



AFFAIRES

Le Monde

Les banques centrales dans la construction européenne

A Banque se fera construire un palais proportionné à la grande de son établissement et à la magnificence de la ville de Paris, stipulent les statuts de la Banque de France du 16 janvier 1808. Pois de devine de la Banque de France du 16 janvier 1808. Pois de devine de des la Banque de France du 16 janvier 1808. Pois de devine de des la Banque de France du 16 janvier 1808. Pois de devine de des la Banque de France du 16 janvier 1808. Pois de devine de la la la grande de la la grande de la la grande de la la grande de la la la grande de la la la grande de la ville de la la grande de la ville de la la la grande de la la la grande de la ville de la la la grande de vier 1808. Près de deux cents ans après, un gouverneur nouvel-lement nommé à qui l'on proposait de rajouter quelques tableaux sur les murs de l'hôtel de la Vrillière émit la remarque que la décoration était déjà « très finie ».

"Très finie", l'expression s'applique bien à la Banque de France. L'institut d'émission compte aujourd hui 17 000 employés, 222 comptoirs – les succursales, – et pas moins de 16 types d'activités différentes, les métiers.

Ceux-ci vont de la conception de la politique monétaire à la fabrication de billets, en passant par l'élaboration de statistiques et d'études, l'animation du réseau, ou la surveillance du système bancaire. Parmi les banques centrales européennes, l'institut de la rue de la Vrillière est l'un de ceux dont le champ d'action est le plus vaste. Mais dont le cœur des activités est de plus en plus concentré.

L'action centrale de la Banque - c'est-à-dire la mise en œuvre de la politique monétaire – a beaucoup changé au cours des dernières années. Elle a évolué dans le sens d'une plus grande centralisation au gré de la transfor-mation des instruments de régulation du crédit. Avec l'abandon de la prati-que de l'escompte, de l'encadrement du crédit, et la place grandissante accordée au maniement des taux d'intérêt, l'activité première de la Banque est desenue de plus en plus conventrée aux mains de quelques services. est devenue de plus en plus concentrée aux mains de quelques services

entre crise et défis

commerce de la Banque, est menacée à plus ou moins longue échéance. En dépit de cette sophistication de la politique monétaire, qui fait davantage appel à l'informatique qu'aux guichets, le réseau de la Banque de France (les comptoirs) n'a pas été remis en cause. Il doit simplement être «allégé» de 10 % environ au cours du plan d'entreprise 1989-1993. Officiellement, la Banque considère que les comptoirs jouent un rôle unile à travers les services financiers qu'ils offrent aux entreprises et même aux particuliers, et la connaissance du tissu industriel qu'ils procurent.

Si l'Eurofed est créé, le «cœur» de la Banque quittera forcément Paris, L'élaboration de la politique monétaire, la gestion des réserves internationales, le service des changes seront transférés au «centre» c'est à dire au système européen de banques centrales, ou disparaîtront de fait. D'autres, comme les études, les statistiques, le suivi de la politique monétaire, la centrale des bilans, ou le traitement du surendettement resteront à Paris, «La politique monétaire unique n'empêche pas le travail des banques cen-trales nationales. Même si c'est la même chose d'émettre des francs ou des marks, la Banque de France continuera à gerer les francs «, explique l'un des responsables du gouvernement de la Banque. « La liquidité n'est jamais exactement la même sur les différentes places financières internationales, de Cette évolution n'a pas encore touché à sa fin. L'existence de certains même que le prix de l'essence à la pompe n'est pas le même à Royan qu'à instruments de la politique monétaire, comme les réserves obligatoires auxquelles les banques sont astreintes et qui constituent l'un des fonds de que régionale, comme le sont les 12 organismes du système de réserve

fédérale américain ou mieux encore, selon les responsables de la rue de la Vrillière, les 11 instituts fédérés allemands (bientôt 16 avec ceux de RDA).

Ce qui reste en suspens, ce sont les activités « périphériques » qui posent le problème général de la définition des missions de la banque. Victime d'une grève de son personnel particulièrement longue et dure, qui alla jusqu'à la séquestration de l'un des sous-gouverneurs, la Banque de France a commencé, en 1987, à refléchir sérieusement à son avenir (lire ci-contre). Le commence, in 1987, a reflectiff scheuchter a son aventi (the exchang), to plan d'entreprise 1989-1993 esquisse plusieurs projets, mais laisse d'importantes questions sans réponse. En regardant à long terme, le réseau doit-il continuer d'exister? Les responsables de la Banque remarquent que la Bundesbank possèdent également un vaste réseau. « C'est justement l'une des saiblesses de l'institut allemand», rétorque un cadre. Selon lui, l'avenir est mal préparé, et le plan d'entreprise n'est qu'un « coup d'épée dans l'eau ». Une réflexion paraît s'imposer également sur la supervision du système bancaire, la gestion de la centrale du bilan des entreprises, ou les services d'études, qui seront forcément affectés même positivement par la création d'une unité centrale européente.

Indépendamment de la « magnificence de la ville de Paris », la « grandeur de l'établissement » Banque de France à l'horizon d'une dizaine d'années une fois l'union monétaire européenne mise en place, est encore difficile à aporécier. Elle dépendra sans doute du fruit des réflexions menées sur les missions de la Banque. Une chose est sure. Après le déménagement du ministère de l'économie et des finances, ceux possibles d'un certain nombre de banques dans une vaste «cité financière» à l'autre bout de Paris, la Banque de France restera, au moins dans son symbole, la grande institution

FRANÇOISE LAZARE

Des gouverneurs à l'indépendance tatillonne

Les différents « patrons » de l'institut d'émission se sont fait une spécialité des déclarations musclées et soignent leur image de gardien de l'orthodoxie monétaire

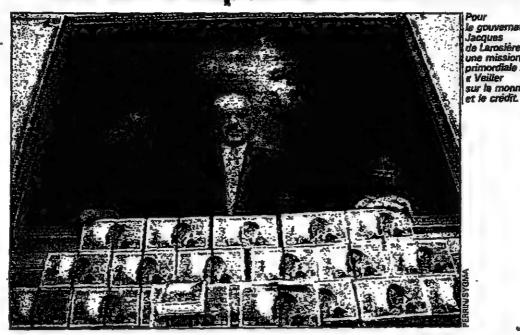
L v a une caractéristique peu connue à la Banque de France que les autres Banques cenpas : le gouverneur prête serment de faire son devoir en ame et conscience. S'il est un homme d'honneur et qu'il se trouve privé d'honneur et qu'il se trouve prive des moyens de faire son devoir, il doit partir. » Cette profession de foi, inhabituelle, fut rendue publi-que le 6 décembre 1985 par M. Michel Camdessus, gouverneur à l'époque, en réponse à une ques-tion d'un journaliste sur le projet. nourri par l'opposition de l'époque à l'initiative de Charles Pasqua de rendre « indépendante » la Banque

M. Camdessus avait ajonté qu'à son avis aucune banque centrale n'est absolument indépendante ni mait-il, « je trouve que la loi, relati-vement récente (3 janvier 1973), qui fixe le statut de la Banque de France me donne une indépendance suffisante. A l'étranger, on dit qu'il n'est pas stipulé clairement que la Banque de France dois défendre la monnaie et que le gouverneur a un statut précaire (il est révocable ad nutum). Si les pouvoirs publics veu-lent dire clairement que la Banque doit déjendre la monnaie, comme il est stipulé pour la Bandesbank, j'en serai ravi. Quand un mandat est fixé par avance, pourquoi pas »?

En quelques phrases, M. Camtranché le vieux débat sur l'indépendance de la Banque de France vis-à-vis du gouvernement. Selon les textes (loi nº 737 du 3 janvier 1973), cette institution e reçoit la mission générale de veiller sur la monnaie et le crédit, dans le cadre de la politique économique et finan-cière de la nation ». En outre, elle est « habilitée à donner des avis sur toute question relative à la monnaie. Elle contribue à la prépara-tion et participe à la mise en œuvre de la politique monétaire arrêtée por le gouvernement ».

En théorie, ces textes, contraire-

ment à ceux qui étaient en vigueur avant la seconde guerre mondiale, placent la Banque de France dans la dépendance de l'Etat, son seul propriétaire à l'heure actuelle. Sans doute reçoit-elle de lui une mission primordiale : « Veiller sur la monnaie et le crédit », mais elle participe à la mise en œuvre de « la politique monétaire arrêtée par le gouvernement», ce qui veut dire, juridiquement, qu'en cas de conflit sur cette politique elle doit s'incliner. Au reste, son gouverneur, nommé par décret, sans indication de durée de mandat, est révocable à tout moment, bien qu'une pratique se soit développée depuis une dizaine d'années pour, dans les faits, assigner à ce mandat une durée de cinq ans. En nommant gouverneur M. de la Genière, en novembre 1979, M. Raymond Barre lui avait adressé une lettre



état d'un tel o nécessaire au bon exercice de cette mission. Mais le décret de nomination n'y faisait pas référence.

Dans la pratique courante, les rapports entre la Banque de France et le gouvernement s'établissent dans un climat de considération réciproque : collaboration loyale de la part de la première et respect prudent de la part du second. Ce respect est certes plus accentué quand la situation financière du pays est manuaise et que l'institut d'émission en vient à jouer les Cas-sandre et ... le bailleur de fonds. Le 29 février 1952 il avait adressé une admonestation solennelle à M. Edgar Faure, président du Conseil, pour l'inciter à mettre de l'ordre dans les comptes de l'Etat, en même temps qu'étaient avancés au Trésor 25 milliards de francs de l'époque. A cette occasion, le gou-

de mission confidentielle saisant verneur de la Banque de France. l'un des pères sondateurs. Consèprononcé cette phrase demeurée célèbre : « La France vit au-dessus de ses movens, » Ses mises en garde entraînèrent la chute du gouvernement. Celles de ses successeurs, si elle n'eurent nas le même effet, à cause du changement de régime politique, furent souvent assez « musclées » ou tout au moins d'une grande fermeté. Ainsi, M. Bernard Clappier, homme discret, n'en prévint pas moins le gouvernement de M. Jacques Chirac, en mars 1976, que le chiffre de 4 milliards de dollars constituait l'extrême limite des pertes de réserves que la Banque de France était disposée à consentir pour maintenir le franc dans le serpent

Son successeur, M. Renaud de la Genière, ne cessa de prêcher la rigueur qui « frappe les entreprises et doit s'appliquer également aux finances publiques ». Tout en restant rigoureusement loyal au ministre des finances de la nou-velle majorité de gauche, M. Jac-ques Delors, qu'il soutint efficacement dans son difficile combat pour la défense du franc. M. de la Genière s'opposera énergiquement à toute baisse des taux d'intérêt qu'il aurait jugée peu compatible avec la santé de l'économie francaise. Pour lui, la baisse devait se modeler sur celle des rythmes de croissance des liquidités et sur la

> FRANÇOIS RENARD Lire la suite page 34 | effet, le recours exclusif à des

La modernisation à découvert

Le climat s'est amélioré depuis la grève de 1987. Mais la modernisation est délicate à mettre en œuvre.

ÊME les plus vénérables institutions ont leurs crises. Le grave conflit de a fin 1987 avait donné de la Banque de France l'image d'une entreprise bloquée, su personnel mai dans sa peau maigré les avantages d'un statut que beaucoup lui envient. Le « plan d'entreprise », vaste opération de modernisation et de motivation des 17 000 salariés, lancée à la suite de ces remous, n'a pas fait l'unanimité parmi les syndi-cats. En revanche, il a indiscutablement permis de clarifier les débats. La direction de la banque ne s'en cache pas: il s'agit désormais d'a adapter les règles du jeu social ». Dans la concertation, certes, mais sans perdre de temps.

Cette modernisation a affronté un premier test en début d'année lorsque la fermeture de vingt-deux comptoirs locaux, sur un total de deux cent trente-trois, a été entamée. Test apparemment réussi : les agents statul des onze premiers comptoirs ont été reclassés en priorité sans trop de diffistatutaires (des gardiens-veilleurs essentiellement) ont bénéficié d'un plan social juge a correct par les représentants du personnel (trente ont été reclassés, vingt-deux mis en retraite et pré-retraite et quatorze ont été licencies). Mi-1991 dix autres succursales seront fermées à leur tour.

Parallèlement, la Banque de France a poursuivi la réorganisation de la fabrication de billets et confié au cabinet Raymond Poulain un audit qui vise à mieux répertorier les fonc-tions des cadres et à classer les emplois. Plus généralement, on réfléchit depuis quelque temps rue de la Vrillière à une éventuelle modification des modes de recrutement. En

concours, outre qu'il apparaît comme facteur de monolithisme, cadre mal avec la multiplicité des métiers que recouvrent les activités de la banque. Enfin, un système d'intéressement des salariés est en préparation.

En dépit de réticences « le projet d'entreprise nous a été imposé », assure M. Patrick Macaire, secrétaire national du Syndicat national auto-nome (40 % des voix) de la Banque de France, car les « cent vingt nouvenux projets » de modernisation sont sur les rails. Or un facteur exogène risque de raientir la cadence. Confide à la Banque de France, la gestion des dossiers des ménages surendettés ne facilité guère la gestion du personnel et réveille le mécontentement des syn-

Cinq cents Intérimaires

«La Banque ne parvient pas à faire direction n'a accepté que de maintenir les effectifs en 1991 alors que ceux-ci diminuaient de 1,5 % chaque année. Les heures supplémentaires lui ont coûté 28 millions de francs en 1989 et vont encore augmenter cette année », déplore M. Macaire. Scion lui, le traitement des cas de surendettement, donne des résultats peu probants.

Au gouvernement de la banque, on ne nie pas les difficultés liées à la profusion des affaires de surendettement mais on récuse ce pessimisme. Au 31 août, 64 308 dossiers ont été ouverts : 46 107 ont fait l'objet d'un premier examen de recevabilité devant la commission et 10 989 ont ont abouti à la signature d'un accord et 7 101 se sont soldés par un désact cord. « Ces affaires sont complexes et mettent en cause plusieurs établissements. La procedure amiable est, de refait, longue et les dossiers ne peu-vent se régler du jour au lendemain », soulignent les dirigeants de la Banque qui insistent sur les efforts qui ont été

Actuellement, mille personnes sont * sur le pont ». Soixante-quinze cadres nouvellement embauchés ont été pour suivre les dossiers, quatre-vingt-dix agents des services centraux ont été affectés en «intérim de longue durée + pour la même tâche et postes de secrétaire-comptable ont été accrus de quatre-vingt-onze unités. La banque a dú également parer au plus presse en faisant appel à des intérimaires. Leur nombre devrait attein-dre cinq cents mais la direction s'est engagée auprès des syndicats à ne plus utiliser de personnel « précaire » au-delà du la janvier prochain, ce qui risque d'ailleurs de la placer en position délicate dans quelques mois. Par ailleurs, des stagiaires étudiants, rémunérés au SMIC, sont mis à contribution. Cette mobilisation générale risque, reconnaît-on implicitement à la direction, de « perturber » le bon déroulement du plan d'entre-

JEAN-MICHEL NORMAND

Nous publions cette enquête dans le cadre de notre serie « les banques centrales dans la construction européenne » (voir le Monde des 11 septembre - Banque d'Italie -, 12 septembre - Banque des Pays-Bas -, 13 septembre Ban-que d'Angleterre). Demain dans le cahier Economie du quotidien : la

The second second

war in militar galler professorier in a sales and sales and sales and sales and sales are a sales and sales and sales are a sales and sales are a sales and sales are a sales

adicats entre la condama

et la compréhension

the following to contrale consti-

Andreas de la come de

- CHPF west - pas du tout rasser

In établissement public

derré de gérer les voies le

Ben Badurie, un a 3....

Du pain sur la planche (à billets)

Papetier, peintre, imprimeur. gardien, pompier, cadre com-mercial... on trouve aussi ces professions à la Banque de France. Car ámettre la monnais n'est pas seulement une fonction théorique. Les billets doi-vent être fabriqués, et s'ils peuvent être vendus, tant mieux. La Banque de France, c'est aussi trois établissaments consecrés à la fabrication des billets, qui emploient plus de daux milla salariés et exportent une partie de leur production. Donc une moyenne entreprise industrielle de talle déjà importante. A deux différences près : les ouvriers y sont pratiquement des fonction-naires, d'une part, ce qui n'est pas toujours facile lorsqu'il est question de productivité et de modernisation. La Banque de France est toujours là, d'autre part, pour consolider le bilan en fin d'année

Le directeur commercial de la febrication des billets, il y a deux ans encore, travaillait chez Renault Véhicules Industriels. Il vend aujourd'hui le savoir-faire et la production de la Banque de France. Si, à l'échelle de l'institut d'émission, 5 % des cadres seulement font l'objet d'un recrutement extérieur, c'est-è-dire hors

Le marché mondial du billet de

européen, serpent dont il était

pourtant le partisan convaincu et

banque est vaste. Mais la Ban-que de France subit la concur-rence féroce de la société britanrence tendre de la societa fundar-nique De la Rue, qui détient 70 % du marché «libre» du bil-let, c'est-à-dire celui des pays qui sous-traitent leur émission de monnaie fiduciaire. Deuxième obstacle, la Banque na peut ou ne veut s'implanter partout. Cer-tains pays d'Amérique latine à inflation galopante paraissen particulièrement prometteurs à particulare vue. « Mais ils achètent les billets au kilo, plutôt qu'en fonction de leur créativité», estime un cadre de la fabrication des billets. Or la Banque de France est plutôt armée pour une production haut de gamme, en quantité relativement restreinte. Par ailleurs, certains Etats font de la fabrication de leurs billets une activité stratégique qu'ils se gardent bien de rendre accassible aux étrangers. Encore que dans ce domaine, les situations évoluent vite. La Banqua de France négocie actuellement avec le Vietnam, et la Hongrie s'apprête à adhérer à l'organisation internationale des fabricants

concours, ici, c'est le ces pour de billets (Bank-Note Printers Conference). Sur les marchés étrangers ainsi ciblés, la Banque de France maîtrise la création et traite actuellement ('impression Oberthur, Car la France absorbe entièrement sa capacité de pro-duction annuelle de 700 millions de billets, qu'elle espère monter à 1,4 milliard dans quelques

En attendant Saint-Exupéry »

La banque doit constamment renouveler le stock de billets existants, et préparer de nou velles gammes. Les billets de 100 et 200 F s'usent relativement peu, car ils passent le plus souvent directement du distributeur à la caisse du commerçant, puis aux banques, et reviennent à l'institut central tous les quetre mois environ.

€ Nous avons une circulation de bonne qualité des billets de 100F et 200F, aussi une bonne circulation des 500F - mais perce que les 500F passent une partie de leur temps sous les matelas ou dans les lessiveuses

- et una circulation mauvaise des billets de 50 F et 20 F, car ils ne reviennent à la Banque de France que lorsque vraiment ils sont à bout de souffle et que ce sont pratiquement des chiffons que le public refuse », constate M. Destresse, directeur général de la fabrication des billets. La Banque de France ne va pas jusqu'à s'offrir le luxe de ne remettre en circulation que des coupures neuves, comme le fait le Banque du Japon.

D'ici à 1996, la gamma des billets français doit être entièrement renouvelée. On commen-cera l'an prochain par celui de 50 F. le « Saint-Exupéry ». L'usine de la Banque de France à Chamalières tourners donc au moins encore quelques années € à pleine capacité ». Les syndicalistes de la Banque considè rent pour leur part que l'entreprise en est pas à même de répondre à la demande ».

Et la monnaie unique européenne ? La Banque de France ne s'en inquiète pas. Que ce scient des francs, des écus, ou toute autre monnaie, on aura toujours besoin de billets en Europe. Et les machines sont là Dour ser-

Jean-Claude Meyer et le grand retour de Rothschild et Cie en Europe

Derrière la plus grosse OPA lancée cette année, celle de Philip Morris sur Jacobs Suchard, on retrouve le nom d'une grande maison fort discrète et celui d'un associé-gérant encore plus discret

wre les errements boursiers. Philip Morris, numéro un mondial des biens de grande consommation, vient en effet de boucier son OPA sur la multiellet de boucier son OPA sur la munt-nationale suisse de l'agroalimentaire Jacobs Suchard. Une acquisition de près de 4 milliards de dollars, menée fort discrètement mais sans heurt par Rothschild et Cie, la banque d'af-faires de David de Rothschild.

Si, dans la salle du conseil de ce qui est devenu la deuxième banque d'affaires de Paris (derrière l'éternel concurrent Lazard Frères et Cie), on se plait encore à montrer au visiteur, entre de beaux portraits des fonda-teurs, quelques lettres manuscrites de clients prestigieux comme Victor Hugo ou Marcel Proust, la société de David de Rothschild est désormais bien installée sur les marchés du futur. Certes, de la maison de la rue Laffitte, il ne reste que quelques gravures au mur des bureaux modernes d'aujourd'hui et la nationalisation de 1982 semble une blessure jamais vrai-ment cicatrisée, mais la centaine de personnes qui s'activent rue Rabelais ne perdent pas leur temps. Toujours expert en gestion de fortune, Rothschild et Cie est maintenant une des grandes européennes dans le domaine des fusions-acquisitions. En 1990, elle aura réalisé pour environ 7 milliards de dollars de transactions, dont, bien sûr, la belle opération Philip Morris-Jacobs Suchard.

Derrière ce mariage d'argent, comme toujours dans ces cas la, on trouve un marieur bien dans la liguée des grands banquiers d'affaires tradi-tionnels: Jean-Claude Meyer, cin-quante-cinq ans, qui a également cette année conscillé le groupe Pinault pour la vente de Chapelie-Darblay à Kym-

L'homme n'a rien d'un golden boy

INIES les OPA? Pas si sûr.

Une grande opération de ce
type (bien qu'amicale) s'est
conclue cette semaine dans
l'indifférence presque générale des financiers, trop occupés à suimente se compagnie. Distingue des financiers, trop occupés à suimente se compagnie. Distingue des financiers, trop occupés à suimente se compagnie. Distingue des additions des compagnies des compa Monod à la DATAR, lorsque, au début des années 70 il fallait attirer les capitaux étrangers en France. En 1976, il entra chez Lazard Frères, où il fut en charge des affaires internationales aussi bien en Europe qu'en URSS, aux Etats-Unis et au Brésil. Nommé gérant en 1986, il devait quirter cette maison au début de l'an-née 1989 pour rejoindre David de Rothschild. «J'aime les petits com-mandas», explique-t-il corame pour justifier le choix qu'il a fait d'entrer dans une banque où il se retrouve parmi cinq associés gérants seulement (dont David de Rothschild lui-même et Jean-Charles Naouri) et où l'esprit d'équipe semble souffier.

européennes

Connaissant depuis plusieurs années les dirigeants de General Foods-Kraft (rappelons que Philip Morris a acheté ces deux géants de l'agroalimentaire en 1985 et 1988), il les a mis en contact avec ceux de Jacobs Suchard, à la recherche d'une alliance. Les discussions progressant rapidement, le 22 juin dernier les deux parties annonçaient qu'elles optaient pour une opération d'acqui-

Restaient à mettre en œuvre les «détails» de l'OPA amicale. Jean-Claude Meyer souligne que l'affaire fut menée, chez Rothschild, par une toute petite équipe : trois personnes à Paris (dont Jacques Jetten, autre associé cémant) et autres chez Rothschild. cié gérant) et autant chez Rothschild Bank AG à Zurich. Si sa maison a été choisie pour mener à bien cette opération c'est en partie, selon lui, parce qu'elle est solidement implantée sur les principales places financières d'Europe et, en premier lieu, en Suisse, puisque le groupe Jacobs Suchard est zurichois.

l'achat par Poliet de BBB Industries ou celui de Pathé par les Chargeurs -fait de Rothschild et Cie, à nouveau, un des principaux noms qui comptent dans la finance française. Epaulée par N.M. Rothschild à Londres et son puissant réseau (voir « Le Monde affaires » du l« juin 1990), la maison de la rue Rabelais peut désormais s'appuyer sur des serus européennes uniques que leur mandé au l'essant uniques sur leur marché en Espagne ou au Portugal (banques dont Jean-Claude Meyer est administrateur), comme en Italie, où seule la Medio-banca joue vraiment le même rôle.

Jean-Claude Meyer ne se laisse cependant pas griser par son succes on s'en doute. Il observe froidement que le marché américain des fusions-acquisitions a chuté considérablement (225 opérations de plus de 100 mil-lions de dollars cette année contre 375 l'an demier) et que si le marché européen semble atteindre une taille importante (350 milliante de dollaimportante (350 milliards de dollars depuis 1985), il s'agit de transactions de plus en plus modestes.

A preuve : depuis le début de l'an-née, les fusions-acquisitions impli-quant des européens ont totalisé &6 milliards de dollars contre 107 mil-liards de dollars pour les huit pre-miers mois de 1989. Sachant que la concurrence entre banques est de plus en plus vive pour diriger ce genre d'opérations, Rothschild et Cie va devoir faire preuve de beaucoup d'imagination et se servir au mieux de son reseau. Deux tendances opti-mistes redonnent cependant le sourire à Jean-Claude Meyer: à court terme, les turbulences boursières rendent bon marché un grand nombre d'en-treprises cotées et, à moyen terme, les investisseurs japonais semblent s'inté-resser de plus en plus aux furnes du Vieux Continent (l'achat d'ICL par Futilitan et les orises de naticipation Futjitsu et les prises de participation dans Hugo Boss et Laura Ashley en témoignent). La maison de la rue Rabelais ne saurait rester longtemps à l'écart de telles opportunités..

La nouvelle jeunesse de Daniel Hechter

A l'exception d'une petite culotte hyperréaliste signée Kacere qui sèche sur un mur, tout est plutôt sage au rez-de-cheussée du 31, rus sage au rez-de-cheussée du 31, rus Tronchet, l'une des deux nouvelles boutiques parisiennes de Daniel Hechter. La surprise n'en est que plus grande lorsqu'on arrive à l'étage. Un savant désordre règne dans cette espècu de loft où pour-rait vivre quelque artisse de renom (Hechter lui-même?). Des malles de voyage et des troirs entrouverts apparaissent vestes, chemises et cravates. Le visiteur peut s'enfoncer dans un carapé en feuilletant le cravates. Le visiteur peut s'enfoncer dans un canapé en feufletant le Beatles Book, De guarre lassa, de Françoise Sagan, ou regarder la télévision. Les clients « sympas » sont même invités à s'assaoir au bar pour prendre un verre. Et partout on baigne dans Prévert, avec des recueils de poèmes « négligemment » jetés, au décrochezmoi-ça, parmi les piles de vêtements, ou encadrés sur les murs des cabines d'essayage. Les boutiques des rues Tronchet et François-le jeu coin de la rue Quentin-Bauchard, toutes deux inaugutin-Bauchard), toutes doux inaugu-rées pendant l'été, sont les deux vitrines d'un nouveau monde mer-veilleux : celui de Daniel Hechter 90..

A cinquante-deux ans, Daniel Hechter semble bien avoir décidé de refaire le monde, en commende retaire le monde, en commen-cant par le sien, qui en avait quel-que besoin. La réussits globale du groupe (avec un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs, dont 70 % à l'exportation) et ses succès spectaculaires dans des secteurs aussi divers que les parfums (Caractère, sorti il y a un an, arrive en tête des ventes en France, à en tête des ventes en France, à égelité avec Eau seuvage) et les stylos (numéro deux sprès Water-man) dissimulaient mai un certain

Fort de cent licences à travers le monde et de solvante boutiques (vingt-cinq en France dont huit à Paris), Hechter commençait à souffrir d'une sérieuse crise d'identité. « Dans nos fuit boutiques de Paris, reconnaît-il, nous en étions arrivés à afficher huit styles différents. La franchise associative a ses fimites. » Réaction radicale : touteur les boutiques de Paris, à l'excep-tion d'une, sont rachetées. La cou-turier s'est donné deux ans pour les faire ressembler à ses deux nouveaux « l'eux » de la rive droite.

Kareen Hechter, vingt-six ans, entrée dans le groupe il y a sept ans pour darger successivement les accessoires féminins, la décoration, la lingerie, est, avec son père, le principal artisan de cette opération rajeunissement. « Notre nouvelle ligne ? Pure et dure. Nous ne laissons plus rien passer qui puisse nuire au nom de Daniel Hechter, » La remarque concerne les bousques sous franchise, mais aussi la maison ellement, coupable, selon la directrica de la communication, d'un certain manque de positionnement. Dans le stylo comme le vêtement, la Kareen Hechter, vingt-six ans, le stylo comme le vêtement, la firme oscillait sans cesse, ces der-nières années, entre luxe et grande diffusion. « Notre produit est désor-mais parfaitement calé. Nous ne serons jamais ni une grande sur-face ni Christian Dior. Notre place est entre les deux... plus près de Dior, bien sûr. »

Mes concurrents: Sony et le Club Med.

Pour imposer cette nouvelle ligne, la société s'est dotée de jeunes cadres telles Kareen Hechter, mais eussi Tamara Aydan, vingt et un ans, responsable de la boutique Tronchet ainsi que de la formation des nouveaux directeurs de boutiques.

Un des nouveaux grands projets de la maison au moins a des airs d'épopée. Le lundi 28 mai, Hechtar était à Varsovie pour présenter sa collection à l'Hôtal International Viccollection à l'Hôtel International Vic-toria. Une pramière boutique ouvre en jenvier à Versovie. D'ici l'au-tomne ou l'hiver prochain, une autre boutique devrait ouvrir à Ber-lin-Est. D'autres sont annoncées per la société à Sofia, Budapest et Moscou. « L'essentiel est d'être là les premièrs. Nous gagnerons de l'argent, mais dans dix ans. »

Ce second souffie est ettribué par l'entourage du créateur au fait qu'il a renoncé (« Entin I », com-mentent ses proches) au football.

direction du Racing Club de Stras-bourg pour cause de mésemente avec certains partenaires locaux. Demier épisode dans une longue histoire d'amour déçue avec le foot. Il y a une dizaine d'années, acclamé à la tête du Paris-Saint-Germain, Il s'était vu piégé dans une affaire de « caisse noire » et contraint d'assumer le rôle de bouc émissaire.

De nouveau, tout semble sourre De nouveau, rout santible soulue à Daniel Hechter, Jusqu'à le mode : avec le retour des sixties et des seventies. Hechter, qui inventa le prêt-à-porter au début des ernées 60, se sent particulièrement dans son élément. Après les arnées 80, véritable décamie purannées 80, véritable décennie pur-gatoire pour les stylistes de sa génération, qui assistaient, impuis-sants, au triomphe des jeunes créa-teurs, il aborde ces « seventies bis » avec vingt ans d'avance — lit-téralement — sur caux-ci. Mieux que quiconque, il en connaît les subtil-tés et aussi les écusile « Aleure tés et aussi les écueils. « Nous sommes passés de la société de consommation à une société de consommation à une société de service. Un vendeur ne peut plus faire acheter à une cliente trois robes qu'elle ne mettra jamais, en lui expliquant que c'est la mode. Il doit la conseiller. Il y a vingt-cinq ans, une jeune femme consacrat 80 % de sun budget à se garde-robe et à se beauté. Aujourd'hui, à la placa, elle echète des meubles, un magnétoscope, un billet pour les Antilles. Mes concurrents directs ne sont ni Montana, ni Mugler, ni Gaultier, mais plutôt Sony et le Club Med. »

D'où la dernière idée-clé de Hechter 90 : offrir à ses clients non plus des vêtements, du linge de maison et des stylos, mais un environnement complet. « J'étudie actuellement une ligne de « prêt-à-travailler » : des bureaux entièrement personnalisés, depuis les plandeds et la mouvete à programe stylone. fonds et la moquette jusqu'aux sty-los et aux gommes. Seulement 2 ou 3 % d'entre nous travaillent dans des conditions agréables et qu'ils ont choisies. Les autres vivent dans ce qu'ils trouvent. Je crois que c'est une idée impor-tante, et je suis prêt à y travailler

JEAN-PIERRE CERQUANT

IL SERAIT TEMPS DE VOIR LE BÉTON AUTREMENT.



emesse de Daniel Hecht

and discussions in sec. (2017) Sant Bent & the Course Common the control of proper continuents in creation when the continuents are continuents and the continuents are continuents as a continuent of the continuent of the continuents are continuents.

CONTRACT :

Bour sequence grows explanation to an appropriate service designation of the control of the cont

the section of the property The second of th STATE OF THE STATE

the samplest process and appropriate The second of th **AFFAIRES**

Selon les Américains, Bull entre dans une zone à risques

Le groupe informatique français éprouve quelques difficultés à maîtriser sa croissance outre-Atlantique. Mais il n'a pas dit son dernier mot

BAN-FRANCISCO

correspondance

L y a cinq ans, nul ne misait sur notre survie », raconte Francis Lorentz, le président de Bull, qui poursuit : «Aujourd'hui, notre presence en Amérique nous permet d'exister au niveau international. » Jadis confiné à l'Europe, le huitième groupe informatique mondial (17 000 personnes) doit à l'absorption de Zenith et de Honeywell d'atteindre une taille respectable, Parachevant ses emplettes, Bull SA a même rachete, le 8 août dernier, Honey-well Federal Systems Inc., la filiale spécialisée dans les ventes au gou-vernement américain. Simultanément, en annoncant des pertes d'exploitation de 360 millions de francs pour le premier semestre, les dirigeants du groupe dévoilent que la moitié de ce déséquilibre revient à leurs activités outre-Atlantique.

Quand, en décembre 1988, Francia Lorentz annonce le rachat de Honeywell, la synergie ne fait aucun doute. Depuis quinze ans, cahin-caha, les deux entreprises coopèrent tant sur le plan technologique que sur le plan commer-cial. Les systèmes d'exploitation de la firme de Minneapolis équipent les mini-ordinateurs du groupe français, qui, d'un coup de plume, double sa présence en Europe et conquiert un strapontin sur le segment des moyens et gros systèmes avec 8 % de part de marché (selon les études de Dataquest).

10000

Sele.

は終り評価性

D'ailleurs, Bull ne disposait d'aucune alternative. Honeywell soubaitait s'extraire de l'informatique et s'apprétait à les céder au plus offrant. Menace inacceptable pour le groupe français, e car nous ne pouvions laisser la maîtrise de nos systèmes d'exploitation proprié-taires à des concurrents », explique Francis Lorentz, qui ajoute :
« Sans le problème historique, nous
n'aurions pas choisi d'investir notre
urgent dans les gros systèmes. Sans
ceia, 50 % de notre chiffre d'affaires échappait à notre contrôle. » Sans maugréer, après de longues négociations, Bull acceptera des exigences de son partenaire d'an-tan, Coût : 200 millions de dollars.

Le dilemme du groupe français -concéder le contrôle de l'architecture des systèmes ou faire les frais de la gestion antérieure - se double du problème NEC. Honeywell commercialise sous sa marque de gros systèmes sabriqués par le géant nippon. Les ambitions mongeant hippon. Les ambitions mon-diales voilées de ce concurrent, qui vend 75 % de ses gros systèmes grâce à Buil, créent une situation ambiguē. Le rachat d'Honeywell par étapes permet à NEC de main-tenir 15 % au sein de Bull-HN. Ce faisant, les Japonais renforcent leur role sur le marché américain, quitte à voler plus tard de leurs propres ailes. « C'est une situation où Bull réduit sa flexibilité », constate un consultant, qui ajoute: « Tandis que les Japonais avancent leur cheval de Troie... »

L'absorption de Zenith

Nonobstant les écueils de la première opération, Bull absorbe Zenith à la fin 1989. Là encore, un argument logique s'impose. Comme le souligne Michel Bloch, responsable de la stratégie chez le constructeur français, «la micro-informatique envahit toutes les autres technologies. » Or, dans ce domaine, la gamme Micral du groupe français, étriquée, ne constituait pas un point d'accès suffisant aux nouveaux clients. Après avoir examiné plus de vingt firmes dans ce secteur, Bull jette son dévolu sur une firme de Chicago: Zenith. Apparemment, il s'agit d'une bonne affaire; le coût d'achat habituel dans le secteur s'élève à une sois le chiffre d'af-faires annuel. Or Bull ne paiera que 500 millions de dollars pour des ventes annuelles de 1,5 milliard. « Bull a fait un très bon calcul », estime Michel Bloch. « Un grix durement négocié », confie

John Frank, le patron de Zenith.
Mais Bull a acquis une coquille qui à un moment crucial. Cette se vide à vue d'œil. Portée par des contrats militaires et une ligne de micro-ordinateurs portables de haute qualité, « la firme s'est repo-sée sur ses lauriers », assure Andy Ness, vice-président de Bear Sterns, la banque d'assaires new-yorkaise. « Ils disposaient d'un double arout superficiel, confie David Moschella, analysie chez IDG, un cabinet d'études spécialisé. D'abord, ils sont américains, ensuite, à partir de 1987 Toshiba ne pouvait participer aux appels d'offres. » Les sanctions contre la firme japonaise, impliquée dans le scandale des livraisons illicites de matériel stratégique à l'Union soviétique, ont d'ailleurs ouvert la voie à une croissance artificielle de Zenith, dont les ventes se sont his-sees à 1,5 milliard de dollars en

Au début de cette année, Bull consomme l'absorption de Zenith Data Systems (la filiale informatique de Zenith), alors que le temps des vaches grasses est passé. « De notoriété publique, les dirigeants de la sume négligeaient leur poule aux auss d'or », se souvient Andy Ness. Ils désinvestissent en termes de recherche et développement et en

Rang 1988

2

11

Olivetti (Italie)...

de microprocesseurs, les 386, commence à dominer le métier. En outre, alors que le marché murit, la création d'une image de marque devient aussi cruciale que la pré-éminence technologique. « Malkeureusement, commente John Frank, les actionnaires ne feront pas les investissements publicitaires et en marketing nécessaires, »

Résultat : naguère a l'avant-garde, Zenith se fait rejoindre par Compaq, les fabricants de clones talwanais ou des nouveaux venus tels AST Research.

Des faiblesses structurelles

La manne militaire s'achève, par saturation de la demande et à cause de la montée de la pression concurrentielle. Toshiba n'est plus banni et offre des portables de haut de gamme tandis que la concurrence du Sud-Est asiatique casse les prix pour les micro-ordi-nateurs standards. Pris par un effet de ciseaux. Zenith est battu en 1989 et 1990 dans des appels d'ofa Zenith a perdu ses griffes ».

| Į | Les dix premiers mondiaux | | | | | |
|---|---------------------------|--|--|--|--|--|
| | Sociétés | Chif. d'aff. 1989 (en milliards de S) | | | | |
| | IBM (EU.) | 50,805 | | | | |
| | Digital (EU.) | 12,936 | | | | |
| | NEC (Japon) | 11,480 | | | | |
| | Fujitsu (Japon) | 11,378 | | | | |
| | Unisys (EU.) | 9,390 | | | | |
| | Hitachi (Japon) | 8,719 | | | | |
| | Hewlett-Packard (EU.) | 7,800 | | | | |
| | Groupe Bull (Fr.) | 8,465 | | | | |
| | Siemens (RFA) | 6,010 | | | | |

delà de la stratégie de croissance externe équivoque, l'équation américaine de Bull SA laisse apparaître des faiblesses structurelles, auxquelles s'ajoutent des paramètres

« La carence fondamentale vient de leur incapacité historique à réussir dans les marches porteurs ", annonce, lapidaire. David Moschella, un analyste d'IDC spécia-lisé dans l'observation de Bull SA. Consequence de la politique de désengagement de Honeywell, le groupe français doit désormais assumer les conséquences d'inves-tissements antérieurs insuffisants, L'absence de machines innova-trices, susceptibles de se substituer aux produits vache-à-lait de la firme, handicape ses marges de manœuvre. Bull est réduit à servir une base installée certes nom-breuse, mais déclinante. Sur le segment des gros systèmes, désormais en faible croissance, la firme a cédé du terrain, passant de 3 % à 2 % des ventes de 1987 à 1989, selon les sources d'IDC.

Le groupe de Francis Lorentz. malgre son chiffre d'alfaires de 7 milliards de dollars, ne dispose d'aucune position de leader sur un quelconque segment. Avec moins de 3, 4 et 5 % de parts de marché sur les gros systèmes, mini-ordina teurs ou dans la micro-informatique, « Buil SA ne peut, pour l'ins-tant, changer le cours des choses aux Etats-Unis «, selon Robert Kidd, l'analyste de Dataquest, qui ajoute : « Ils doivent se contenter

Enfin, le réaménagement des structures s'avère ardu. Le passage d'une taille européenne à une gestion mondiale entraîne quelques « problèmes délicats de culture », selon un des dirigeants de Bull SA. De surcroît, les sources convergent : les coûts fixes, surtout chez Bull HN, demeurent trop élevés. Les réductions d'effectifs, trop timides, a ne suffisent guere », explique Chuck White, un analyste du Gartner Group, Les trois mille

suppressions d'eraplois prevues pour cet automne à descatent être doublées », conclut-il.

Par ailleurs, le chora des hommes ne fait pas l'unanimité. Roland Pampel, qui dirige la filiale americaine, vit avec les stigmates de son passage chez Apollo, dont il fut président. Sous sa direction opérationnelle, le pionnier des sta-tions de travait a du céder le pas à Sun Microsystems et abandonner 20 % de parts de marché entre 1985 et 1988. Entin, malgré la concentration des activites americaines dans la région de Boston, Buil SA donne l'impression d'un groupe disparate. « Il n'y a pa. une société mais une mosaïque d'entile: autonomes », conclut David Mos-

■ méthode chirurgicale

Certes, Bull SA n'a par dit son dernier mot. Avec plus de soixante-dix mille clients dans quarante pays et des machines dont la longévité s'élève parfois à dix ans. le groupe européen conscript encore des atouts. « Avec 206 mil-lions de dollars dépensés en recherche et développement en 1989 chez Bull HN, une progression annuelle de ce budget de 50 % ch.z. Zenith et un nouveau plan de distri-bution. l'entreprise emogeenne ne doit pas être sous-estimee ... confic Chuck White. Au cours des derniers mois, l'entreprise de John Frank a introduit des portables de pointe, renouant avec une tradition de créativité.

Trop, trop peu, trop tard? L'en-gagement de Buli SA aux Etats-Unis ae laisse pas indifferent. Certes, jouer l'absorption d'entam-bles dissemblables dans un secteur où les greffes ne prennent guère tient de l'audace. Sauf à coupe: dans le vif, selon un dirigeant de Bull, et à « accorder la priorité à la méthode chirurgicale sur l'homico-

ALEX SERGE VIEUX

FON AUTREMENT

ET SI ON REGARDAIT LES BÉTONS ENDURANTS?

Rang 1989



Dire que le béton est endurant, c'est presque un pléonasme. Mais cette qualité n'était pas utilisée pleinement dans le domaine des

routes. Ces dernières années, les bétons ont progressé

sur ce territoire: bétons compactés ou en dalle épaisse cloutée et bétons armés continus se sont

tion et pour un faible coût d'entretien les sollicitations du trafic. Là, réside la qualité principale de la voirie en béton.

adaptés aux différents types de voiries. Les structures de chaussées se doivent de supporter sans dégrada-

Elle ne nécessite pratiquement aucun entretien pendant les 25 premières années, en raison de sa structure assurant

une meilleure répartition des charges et de son insensibilité à la chaleur, au froid, au gel, aux sels de déverglaçage, aux

inondations ou érosions des sols. La chaussée en béton garantit ainsi permanence de service et sécurité aux usagers.

En ville, ils prennent de multiples coloris pour différencier les fonctions (voies piétonnières, pistes cyclables, aires de

Enfin, en utilisant les granulats locaux, les bétons de ciment offrent une palette d'aspects s'harmonisant avec le paysage.

stationnement...). Ainsi, la voirie en béton constitue la solution simple, durable, économique, sûre et esthétique.

Les gouverneurs de la Banque de France

Suite de la page 31

Cette attitude fut peu appréciée par M. Pierre Bérégovoy, successeur de M. Delors Rue de Rivoli à partir de l'année 1984, qui était un partisan résolu d'une décrue des taux d'intérêt : il ne renouvellera pas le mandat de M. de la Genière en novembre 1984. Il ne voulait ni lui accorder cinq années de plus en raison de leurs divergences d'opinions ni le renommer pour trois ans, ce qui aurait été mal pour trois ans, ce qui aurait été ma jugé, notamment à l'étranger.
M. Camdessus, successeur de M. de la
Genière, d'un naturel plus chaleureux
et, pensait-on, plus souple, résista aux
pressions de M. Bérégovoy, toujours
au nom des mêmes principes.

M. Jacques de Larosière, gouver-neur depuis janvier 1987, a chaussé les bottes de ses prédécesseurs. Juste au moment où son ministre, M. Pierre Bérégovoy, laissait entendre que les taux directeurs de la Banque de France pourraient être abaissés dans les semaines ou les mois qui allaient Franco pourraient être abaissés dans les semaines ou les mois qui allaient suivre, il déclarait, le 17 juillet dernier, devant le Conseil national du Crédit : « La Banque de France estime que l'ob-jectif de stabilisation du franc, tant sur le plan interne que sur le marché des changes, l'amène à maintenir, avec la visilance mècessaire, le cours de sa polivigilance nécessaire, le cours de sa politique monétaire. » Cela revenait dans l'immédiat à reixer à M. Pierre Béré-govoy la diminution des taux que ce dernier souhaitait. Huit jours plus tard, le ministre laissait entendre à nouveau qu'une baisse des taux directeurs de la Banque de France allait avoir lieu et l'Institut d'émission jugeant tout de même que les conditions devenaient plus propices aurait finalement consenti certe baisse. Mais la crise du Golfe est venue tout remet-

Tous ces comportements montrent qu'à défaut d'une indépendance juridique, comme celle qui est reconnue à la Bundesbank par la constitution allemande, la Banque de France fait preuve d'une grande orthodoxie et d'une néelle sermeté, surtout lorsqu'elle peut démontrer au gouvernement que cette 'fermeté se concilie avec la défense du franc et la lutte contre l'inflation, argument suprème et sans recours, surtout auprès d'un ministre

Des bouteilles à 36 000 à l'heure

Sidel, une PME issue d'un rachat d'entreprise par les salariés, s'est lancée sur le marché mondial de la fabrication de bouteilles en plastique. Distribuée dans 83 pays, elle a vendu pour Coca-Cola la machine la plus rapide au monde

A bouteille en plastique a déjà une belle histoire, mais elle a surtout un formidable avenir. » formidable avenu.
Francis Olivier montre d'un geste les bâtiments qui l'entou-rent. Au cœur de la zone industrielle du Havre, la PME qu'il dirige, la société Sidel, jouxte les anciens entrepôts Lesieur, aujourd'hui laissés à l'abandon et qui ont vu naître dans les années 60 le début de ce mode d'emballage léger. A quelques mètres de là et trente uns plus tard, Sidel a créé la machine à fabriquer des bou-teilles en plastique la plus rapide du monde : 36 000 bouteilles à l'heure.

Sidel est issue d'un rachat d'entre-prise par les salariés (RES), emploie 340 personnes, conçoit, fabrique et commercialise une gamme de machines produisant des bouteilles en plastique pour liquides alimen-taires de grande consommation, détient dans son domaine le leaders-hip mondial, affiche un chiffre d'afhip monotat, antene un entire d'ai-faires de 610,7 millions de francs pour 1989, dont 80 % à l'exporta-tion, occupe 40 % du marché mon-dial, et est présente dans 83 pays, où lelle a installé 1 500 machines. Les prévisions de chiffre d'affaires pour 1990 varient entre 720 et 750 mil-lions de francs. Régulièrement citée en exemple comme « la PME qui marche » dans le contexte économique difficile de la Haute-Normandie, de dinicité de la Fatue-Notimandre, la société n'a pourtant que peu à voir avec la région, et Francis Olivier avoue : « Les mondanités ne sont pas mon style. » C'est vers l'étranger que Sidel se tourne : elle détient des filiales aux Etats-Unis, au Brésil, à Hongkong et en Italie.

Tout commence en 1961 avec Lesieur, qui met en place au Havre son propre atelier de fabrication de bouteilles en plastique.

C'est l'énogue de la découverte de la technique du soufflage, qui succède à celle de l'injection, utilisée depuis la Libération. Lait, vin, huiles alimentaires, eaux minérales : le



se perfectionnent et passent de 1 800 à 3 000 bouteilles à l'heure, « Elles s'adaptent parfaitement au marché d'alors », explique Francis Olivier.

Les années 70 voient exploser en France le marché des eaux minérales. Entre-temps, Sidel est rentrée dans le groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mous-son, Mais « nous avons très peu prosité à l'époque de cet engouement pour les eaux minérales, car nos machines n'avalent pas suffisamment évolué, et ne concurrençaient pas les nouveau-nées capables de sortir 8 000 bouteilles à l'heure », reconnaît Francis Olivier.

L'avantage de la rapidité

Autre tournant, autre ratage vers 1975 : la bi-orientation (procédé de maillage vertical et horizontal), qui permet l'emballage de liquides

Il faut attendre 1979 pour que Sidel innove en créant des machines adaptées à ce procédé, mais en FRANCOIS RENARD | Sidel monte en flèche. Ses machines balbutiant en Europe, le PET, un d'une nouvelle structure, toujours Eastern, une coopérative d'embou-

dérivé du nylon beaucoup plus hermétique que le matériau classique, le PVC (les bouteilles d'eau minérale à teinte bleutée sont en PVC, tandis que les bouteilles de soda parfaitement transparente, sont en PET). Ses machines au point, « Sidel a tenté début 1980 de pénétrer le marché américain. Mais le principal crêneau, celui de la bouteille de deux litres, était déjà occupé ». Reste alors l'avantage de la rapidité. La SBO-10 - 3 500 bouteilles à l'heure - est lancée en 1979, puis elle atteint les 5 000 unités, et, en 1982, un nouveau modèle, la SBO-24, permet la fabrication de 15 000 bouteilles à Theure. « Nous ne pouvions pourtant pas encore vendre, car nous n'étions pas implantés aux Etats-Unis »,

explique en souriant un cadre. L'ou-

verture apparaît en 1983 avec l'achat

d'une SBO-24 par la société Carolina Packaging. L'année suivante, Sidel

s'implante outre-Atlantique en créant

une filiale à Atlanta, et, en sept ans,

60 machines identiques seront ven-

dues aux Etats-Unis. Parallèlement, Sidel est devenue la maison mère

avoir acheté en 1984 Lumeca, une société de fabrication de bouchons en plastique. Pont à Mousson veut en plastique. Pont-à-Mousson veur cependant vendre le tout à son principal concurrent, Krupp. « Pour nous, cela signifiait être rayès de la carte. Nous rejustons de dispuraître au profit d'un concurrent que nous commencions à inquieter, se souvient Francis Olivier, à l'époque directeur général. Nous avons appris en novem-bre 1986 que Pont-à-Mousson était en pourparlers avec Krupp, nous avons proposé un rachut d'entreprise par les lariés. Le prix de base était fixé à salariés. Le prix de base était fixé à 120 millions de francs, nous en avons proposé 108, et notre offre a été acceptée en avril. En juin 1987, l'accord définitif était signé. »

filiale de Pont-à-Mousson, après

Francis Olivier propose à ses onze plus proches collaborateurs de parti-ciper au RES en versant chacun environ 500 000 francs. L'opération ne soulève pas de vagues syndicales.
« C'est vrai, nous voulions un RES
ouvert à tous les salariés, et nous
avons été choqués à l'époque qu'il soit
réservé aux douze chefs. Mais il n'y a pas eu de conflit, car l'essentiel était que l'entreprise demeure, et le bilan maintenant est largement positif », estime Jean-Marc Hondeau, délégué CFDT, le syndicat majoritaire.

Une chaîne de montage eu Turkmenistan

Le personnel, qui est âgé en moyenne de trente-huit ans et dont le tiers parle au moins une langue étrangère, a eu la possibilité, dès la création du RES, d'acheter des cer-tificats d'investissement, dont le montant total s'élève à 2 millions de france, et qui deviendment des actions francs, et qui deviendront des actions lorsque Sidel sortira du RES. Cent quarante et une personnes en ont acheté. La CFDT demande acmelle-ment l'entrée en Bourse de la PME.

En 1989, Sidel a vendu 130 machines (de 2 à 20 millions de francs pièce), dont la SBO-40, la plus rapide du monde, à la firme South

teillage pour Coca-Cola, et prévoit d'en vendre 170 cette année. Parmi elles, une chaîne de montage somplète (80 millions de francs) pour la République du Turkménistan, qui exploite de l'eau minérale gazeuse pour les écoles et l'armée. « A la différence de nos concurrents, pour lesquels la matière première soriétique devait être modifiée de façon à s'adapter à leurs mochines, nous avons testé le plastique soviétique, qui contient du titane, puis nous avons construit une machine adaptée à ses caractéristiques. C'est ainsi que nous avons remporté le contrat.

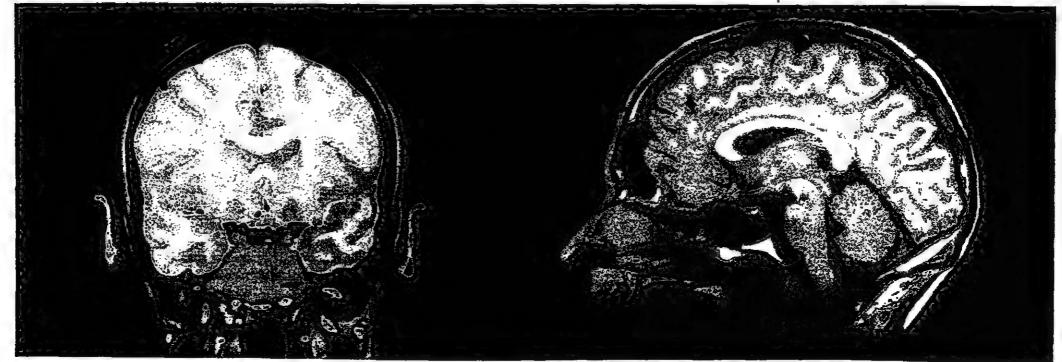
Des marchés s'ouvrent également dans les pays occidentaux, où Sidel a de bonnes références (Lesieur, Badoit, Evian, Perrier. Vichy et Vittel) parmi ses 500 clients. « Les nouveaux modes de vie, et notamment l'augmentation considérable de gens vivant seuls, provoquent une demande considérable pour les bouteillés de petit format contenant des doses individuelles, à l'image des canettes de bière. Or, dans ce domaine, le plastique n'est pas encore techniquement adapté. Nous y travaillons. Et il y a fort à parier que, dans un uvenir adapte. Nous y travatuons. Et il y a fort à parier que, dans un uvenir proche, le plastique remplacera le verre, et même les packs en aluminium p, dit-on au service commercial. C'est pourquoi les machines couplées sont déjà prêtes. Elles sont capables de produire environ 60 000 bouteilles à l'heure, à l'image de leurs sour fabriquent des racks. de leurs sœurs fabriquant des packs

Reste l'environnement. Les diri-geants de Sidel, qui ont constitué un dossier environmement pour le PET. font remarquer que ce matérian ne dégage pas de gaz toxique lorsqu'il brûle, et près de la moitié des 35 mil-liards de bouteilles en plastique fabriquées chaque année dans le monde sont en PET. Ils estiment également que l'Europe suivra bientôt l'exemple des Etats-Unis, où près du quart des bouteilles en PET sont recyclées... notamment dans l'industrie des doublures d'anorale.

FRANÇOIS TORES

SIEMENS

«Le docteur peut vous voir maintenant»



Un modèle de partenariat en technologies médicales. Développé en France.

On a souvent dit que la vue, c'est la vie. Cela n'a jamais été aussi vrai qu'en considerant la démarche de Siemens en radiologie et en Imagerie Médicale Pour développer les applications des principales technologies de pointe (IRM, Scanner, Stéréotaxie.) le leader européen de l'electronique

des Français. C'est, en étroite cultaboration avec les medecins du CHR de Mantes que Siemens a mis au point un

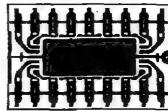
s'est tout naturellement tourne

vers la France et le savoir-faire

nouveau système de stéréotaxie aujourd'hui exporté dans le monde

Associéeà des appareils d'Imagerie Médicale, la Stéréctaxie permet un positionnement très précis des patients ainsi que des repérages tri-dimensionnels dans le cerveau. Donc, des diagnostics et des thérapies plus sûres et plus rapides. Ce qui a déjà sauve d'innombrables vies humaines de par le monde, notamment dans le traitement des affections cérébrales

Aujourd'hui, les 6000 hommes et femmes de Siemens en France



à l'exportation. Ajouter à cela une tone valeur ajoutée de 2 milliards de francs et des achats auprès de ses partenaires français de 2,3 milliards de francs, le résultat est un beau bilan pour l'économie française. Et un bel exemple de partenariat entre 2 pays europėens.

Pour tout renseignement concernant Siemens, contactez: Siemens SA 39 - 47 Boulevard Ornano 93527 St-Denis Cedex 2 Tël.: 49.22.31.00

V() }

11)

de morché mondici de

1217



vous n'avez pas une minute à perdre mais dix ans à gagner

LE FIT OUVRE SES PORTES AU CNIT DU 9 AU 12 OCTOBRE

SUR INVITATION

Système d'information et compétitivité de l'entreprise... Vous allez pouvoir approfondir le sujet dans des conditions inédites, avec tous les acteurs impliqués - constructeurs, SSII, opérateurs de télécommunications, utilisateurs, réunis pour la première fois dans une même manifestation : le FIT Forum de l'Informatique et des Télécommunications.

Pour les décideurs, exclusivement

Vous êtes dirigeant d'entreprise, directeur de système d'information ou responsable d'une direction fonctionnelle? Le FIT va vous passionner. Pendant 4 jours vous serez en mesure de faire le point sur les inte-ractions entre stratégie d'entreprise et solutions informatiques. Conçu pour les déci-deurs, le FIT vous accueillera uniquement sur invitation.

La participation des plus grands

Organisé par les instances professionnelles, rassemblant les constructeurs, les SSII et les utilisateurs les plus innovants, le FIT va vous permettre de rencontrer ceux qui concoivent, préconisent et mettent en œuvre les technologies de l'information de

Un lieu privilégié d'échanges

Pendant 4 jours, le FIT fera de Paris la capitale européenne de l'Informatique et des Télécommunications. Plate-forme de rencontre et d'échanges, le FIT comprend trois parties complémentaires :

La Convention Internationale du FIT: les grands enjeux des dix ans à venir y seront exposés et commentés. Dans ce cadre, dirigeants et experts de tous horizons feront progresser votre propre réflexion.

Les Ateliers du FIT. séances de travail thématiques par petits groupes, vont apporter des éléments de réponse aux questions pratiques que se posent les responsables du développement d'applications et les chefs de projets.

L'exposition du FIT vous permettra aussi de dialoguer en un même lieu, et au plus haut niveau, avec les principaux intervenants du marché.

La compétitivité de votre entreprise constitue votre priorité absolue?

Alors, prenez une minute, une seule minute, pour nous contacter. Nous ne vous révèlerons pas tout de suite comment gagner dix ans, mais vous saurez comment recevoir votre invitation au FIT. Pour en savoir plus, merci d'appeler l'un des numéros ci-dessous ou de nous adresser, simplement, votre carte professionnelle.

> FIT Information 17. rue d'Utés 75002 PARIS Téléphones + 40,39,16,90 + 40,39,16,91



VOTRE ENTREPRISE A TOUT A Y GAGNER

Du 9 au 12 octobre.

le FIT et INFOMART font du CNIT la capitale européenne de l'Informatique et des Télécons.

FORUM DE L'INFORMATIQUE

TELECOMMUNICATIONS



REPÈRES

OCDE

Pas de changement de cap malgré le choc pétrolier

Les représentants des grands pays occidentaux et du Japon ont estimé, mercredi 12 septembre à Paris, que leurs gouvernements ne devaient «pas modifier» leurs politiques économiques malgré la hausse du prix du pétrole due à la crise dans le Golfe.

Le haut-comité de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a conclu que les politiques monétaires doivent être anti-inflationnistes », selon M. Hans Tietmeyer, directeur de la Bundesbank, qui préside ce groupe de travail regroupant des hommes politiques et des dirigeants des banques centrales de dix pays de l'OCDE

M. Tietmeyer a souligné qu'il n'y avait pas de « marge de manceuvre » pour des mesures qui compenseraient une chute du produit intérieur brut et a précisé que certains pays se devaient de réduire leur déficit budgétaire. Toutefois, il estime qu'il n'y a pas actuel-lement d'« environnement inflation-

Un pacte d'actionnaires rendu public chez DMC

La Société des Bourses françaises (SBF) a rendu public, le 12 septem-bre, un pacte d'actionnaires conclu en février 1988 pour trois ans par sept actionnaires de Dollfus Mieg et Cie (DMC) représentant environ 30 % du capital du groupe textile. Selon ce pacte, les signataires s'accordent un droit de préemption sur leurs actions. En cas d'OPA initiée par un tiers, ce droit n'est maintenu que si un de ses signataires dépose une contre-offre ou si tous les membres du pacte sont en mesure de détenir directement ou indirectement, immédiatement ou dans un délai de trois mois, la majorité des droits de vote en assemblée

Le pacte expirera le 25 février 1991. Rendu public conformément à la demande de la SBF, il lie la famille Thiriez-Cartier, Bresson (8,4 %), Clinvest (8.7 %), la Compagnie d'investis-sement de Paris (7,8 %) et la Société générale, le Crédit du Nord, la Banque Neuflize Schlumberger Mallet et le holding Recherches et études.

a Le Club de Paris rééchelonne la dette marocaine. - Le Club de Paris a accorde au Maroc, mardi 11 sentembre, un rééchelonnement sur vingt ans du remboursement des échéances dues pour les prêts d'aide publique an développement, et sur quinze ans pour les autres crédits. Les once pays

CEREALES

Bonne récolte française en 1990

La production française de céréales devrait atteindre cette année 53,169 millions de tonnes, ce qui constitue une bonne récolte, selon des estimations de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC).

La récolte de blé tendre devrait atteindre 31,77 millions de tonnes, selon l'ONIC, soit 1 million de tonnes de plus que l'an dernier. Cette hausse s'explique par un accroissement des surfaces ensemencées en bié tendre et par la réalisation de rendements records dans certaines régions, a précisé le 12 septembre le président de l'office, M. Daniel Tournay, à l'issue d'un conseil de direction.

La récolte 1990, avec en moyenne un rendement de 65,9 quintaux à l'hectare, est ainsi supérieure de 11 % à la moyenne des six demières années.

Swissair ne vend pas Swissotel

La compagnie aérienne helvétique Swissair a annoncé, mercredi 12 septembre, qu'elle avait du renoncer à vendre au groupe japonais Aoki-Westin la participation de 49 % qu'elle détient dans la chaîne d'hôtels de luxe Swissotel, comme cela avait été convenu en mars dernier (le Monde du 8 mars). Fixé en francs suisses, le prix de la transaction a en effet monté de 15 % en six mois: or le groupe japonais, actif dans l'immobilier comme dans l'hôtellerie. y rencontre des difficultés de l'inancement. Les négociations. northiest sur la nus ou gérés en Europe, en Amérique du Nord et à Pékin; ont été interrompues le 11 septembre. Swissair, qui avait racheté cette participation a Nestlé en 1989. a'a pas décidé ce qu'elle en ferait.

Belgique, Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas et Royaume-Uni) traitent les difficultés de remboursement des pays débiteurs sur les dettes d'origine publique - se sont déclarés a sensibles aux efforts de redressement entrepris » par le Maroc, dont la dette extérieure est du Club de Paris (RFA, Autriche, estimée à 20 milliards de dollars.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MM. les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra à BRUXELLES, le VENDREDI 28 SEPTEMBRE 1990, à 10 h 30, à l'Auditorium, dans les locaux de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE de BELGIQUE, 30, rue Royale, avec l'ordre du jour ci-après ;

1. – Démissions et nominations d'administrateurs.

- Décharge aux administrateurs démissionnaires.
- Nomination du président de la compagnie. 4. - Nomination d'un président d'honneur.

Les actions doivent être déposées au plus tard le 21 septembre 1990 : à la Société Générale, à la Banque Nationale de Paris, au Crédit Lyonnais, à la Banque Paribas, au Crédit Commercial de France, à l'Européenne de Banque, à la Banque Louis-Dreyfus, au Crédit du Nord, à la Banque de Gestion Privée-SIB, dans leurs agences à Paris et/ou en province.



FILIALE DE S.N.E.A.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ DE SOGERAP

Le résultat net au 30 juin 1990 s'élève à 47,8 millions de france contre 46,7 millions de francs au 30 juin 1989.
Les produits courants progressent de 12 % et atteignent 30,3 millions de francs contre 27 millions de francs au 30 juin 1989. Ils comprennent pour

- 13,0 millions de francs de dividendes reçus des participations (contre 12,7 millions de francs en 1989). - 6.0 millions de francs de revenus des titres de placement contre 5.7 mil-

lions de francs au 30 juin 1889.

12,3 millions de francs (contre 8,6 millions de francs) de produits finan-

Les produits exceptionnels totalisent 26,3 millions de francs contre

30,7 millions de francs au 30 juin 1989. Au cours du premier semestre 1990, une prise de participation de 10,83 %, soit 72 millions de francs, dans le capital de la CPDR Holding financière de la

Compagnie Delmas Vieljeux, a été réalisée. En outre, SOGERAP a souscrit à 30 millions de francs d'O.R.A. émis par la société ORCOFI et exercé des bons de souscription de la Compagnie Finan-

cière de Suez pour 11,8 millions de francs. La cession en 1989 de la participation dans ELF NIGERIA et les investissements précédemment évoqués entraîneront une réduction des produits courants pour l'ensemble de l'exercice 1990, Par ailleurs, si les marchés financiers n'enregistraient pas de reprise d'ici à la fin de l'année, les provisions qui à constituer sur le porteseuille auraient pour effet de résorber le résultat bénéficiaire du premier semestre.

NEW-YORK, 12 septembre

Reprise timide Hésitante depuis quelques séances, la Bourse de New York a terminé la séance de mercredi sur une légère hausse dans un marché calme.

En hausse au cours das premiers échanges, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a ensuite cédé du terrain avant de se redresser en milieu d'après-midi. Le principal indi-cateur de la grande Bourse new-yor-kaise a clôturé à 2 625,74, en hausse de 13,12 points (+ 0,50 %).

Le montant des transactions s'est élevé à 130 millions d'actions. Les valeurs en hausse ont dépassé celles en baisse : 781 contre 527.

Les investisseurs ont salué à l'ou-verture le discours prononcé la veille par le président Bush face au Congrès. Le président américain a réitéré sa détermination de s'oppo-sur aux menées de Saddam Hussein.

ser aux menées de Saddam Hussein.
Capendant, les inquétudes sur l'évolution de l'économie américaine ont freiné l'élan du début de séance, le marché attendant le publication vendredi de l'indice des prix de gros américains, qui devrait refléter une accélération de l'inflation en raison de la fambée des cours du pétrole, soulignent les analystes.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trèsor à 30 ans, principale valeur de référence, sont montés à 8,94 % en fin d'après-midi contre 8,92 % la veille.

| VALEURS | Cours du 11 sept. | Cones da 12 sept. | |
|----------------------|----------------------|----------------------|---|
| Alcoe | 66 1/4 | 68 1/4 | l |
| AIT | 31 | 30 5/8 | Ī |
| Boarg | 47 1/2 | 47 5/8 | 1 |
| Crase Menhassan Book | 17 5/8 | 17 1/8 | ı |
| Du Pont de Harsours | 35 1/2 | 35 5/8 | 1 |
| Eastman Kodsk | 41 | 41 1/2 | 1 |
| Euron | 50 7/8 | 51 3/8 | |
| Ford | 35 | 35 5/8 | ì |
| General Become | 62 1/4 | 62 | |
| General Motors | 37 7/8 | 38 1/4 | |
| Goodyear | 20 3/8 | 20 1/4 | |
| BN | 107 1/2 | 107 7/8 | ı |
| 11 | 52 3/8 | 52 3/8 | ŀ |
| Mobil Oil | 65 1/8 | 65 | |
| Plan | 71 1/8 | 727/2 | 1 |
| Schlumberger | 65 3/4 | 66 7/8 | |
| Tenco | 52 5/8 | 64.3/8 | l |
| UAL Corp. ac-ASego | 103 3/8 | 102 1/4 | 1 |
| Union Carbide | 18 | 16 | ŀ |
| IISX | 33 1/8 | 33 3/8 | ĺ |
| Westanchouse | 31 7/8 | 31 7/8 | |
| Xeros Coro | 39 3/6 | 39 1/8 | ı |

LONDRES, 12 septembre =

Séance terne

Les cours des valeurs ont de nouveau baissé en fin de séance, mercredi, au London Stock Exchange, après l'appel à la merce agine contre les Frats-Unis cé par l'ayatollah Khamener

points, à 2.142;3; soit un repli de 0.09 % par rapport à la clôture de la veille. Initialement, la tendance avait été soutenue par le raffermist de la livre et le déclin des cours du Brent. Les investisseurs se sont montrés distants, distraits par la publication de résultats pour plusieurs des groupes les plus impor-tants en Grande-Bretagne. Le volume des transactions à atteint le volume des transactions a attent le chiffre médiocre de 431,6 millions de ritres échangés. Quelque 338,8 millions d'actions avaient changé de mains mardi. Le conglomérat BTR s'est nettement replié à la suite de s'est nettement repile à la suite de prévisions de baisse de son pro-chain bénéfice. Le groupe Rank Organisation s'est effinté après que le bureau de la concurrence (Office of Fair Trading) eut annoncé le lancement d'une enquête sur le mar ché des photocopieurs.

| LAII2 EL I |
|---------------------------------------|
| Yves Saint Laurent : résultat net eli |
| hausse de 43,2 % au premier semes- |
| tre Le groupe de luxe français |
| Yves Saint Laurent a enregistré au |
| premier semestre 1990 un résultat |
| net de 70,6 millions de francs, en |
| hausse de 43,2 % par rapport aux six |
| premiers mois de 1989, et maintient |
| son objectif d'un bénéfice net 1990 |
| de 265 millions de francs (+ 18,3 % |
| |

Une certaine hésitation

Le petit accès de faiblesse de la Bourse tokyote (- 0,6 %) ainsi que l'appel à le guerre sainte de l'aya-tollah Khameini ne semblait pas trop peser sur la tandance, jeudi, rue Vivienne. L'indice CAC 40 s'inscrivait en hausse dès les premières cotations (0,86 %); toute-fois l'avance tandait à se réduire légèrement, en fin de matinée, pour n'efficher qu'une progression de 0,5 %. Comme l'affirmait un opérateur : « N'imports qualle déclaration sur le Golfe peut faire basculer le maché dans un sens ou dans un autre, » Cependant, une fois passée l'émotion de la veille, suscitée par les violentes déclarations transenses, peu nombreux étaient ceux qui croyaient à une rupture de l'embargo per Téhéran. Un autre qualifiait cette reprise de « rechnique» après la consolidation de ces dernières séances. L'attentisma était donc de nouveau le mot d'ordre du jour, les llequidités existent mais qui se risquerait, dans l'immédiat, à les investir en Bourse? Le volume des échenges était faible et demeurait dans la moyenne observée cas dernières jours (si toutelois les statistiques communiquées par la SBF sont fiables). Aux sientours de 14 heures, le baromètre de la place parisienne affichait une petite hausse de 0,40 %. Les principales progressions étaient emmanées par la Parisienne de Réescompte, hausse de 0,40 %. Les principales progressions étaient emmenées par la Parisienne de Réescompte, intertechnique, Colas et Fires Lille. Du coté des balsses figuraient Rémy et associés, au lendemain d'une réunion à Reims des analystes financiers, Métrologie Internationale et Pinauit. L'action Peugeot, très chahutée en début de semaine, notamment lundi, s'apprécialt sensiblement en fin de matthée. Les investisseurs ne régissaient pes à la décision de la COB (Commission des opérations de Bourse) de faire une «analyse ponctuelle sur les variations du titres.

PARIS, 13 septembre =

Une certaine hésitation

TOKYO, 13 septembre 4 Repli

Après une légère hausse en début de séance, la Bourse de Tokyo a terminé la journée de jeudi sur une baisse, dans un mar-ché heurté en reison de l'expira-tion des contrats à terme et des options à échéance septembre.

L'indice Nikkel a pardu 141,0 points soit 0,56 % à 25 075,08 points. Il aveit progressé la veille de 611,48 points.

270 millions de titres avalent été échangés jeudi matin contre 240 millions marcredi matin et 530 millions de titres pour l'en-semble de la séance.

La séance a donc été agitée e car les sociétés d'investisse-ment acheteient sur indices tandis que les arbitragistes cherchalent à vendre au comptant », ont indiqué les courtiers qui préféraient rester en retrait en raison des incerti-tudes liées à la situation au

| VALEURS | Court du 12 separatire | Court du 13 septembre |
|---|--|--|
| Aks Bridgestons Cenan Fruj Barit Honda Motors Massuches Blectric Missalauth Heavy Sony Corp. Toyota Motors Motors Toyota Motors | 650 1 230 1 580 2 310 1 520 1 800 7 020 7 560 | 1 200 1 830 2 270 1 510 1 780 785 7 030 1 830 |

FAITS ET RÉSULTATS

La forte croissance du résultat net s'explique notamment par la diminu-tion des charges financières, résultat de l'endettement du groupe, et par les profits de change liés à la gestion de cette dette, précise le communi-

Pour les six premiers mois de l'an-née, le résultat d'exploitation du groupe affiche une hausse de 6,5 %. Le chilfre d'affaires (1,359 milliard Le chiltre d'attaires (1,339 militard de francs) a progressé de 5,2 %: 15 % pour l'activité couture et 3 % sculement pour les parfums touchés par des variations défavorables des taux de change.

La haute couture, qui pourrait être affectée par la crise du Golfe parce qu'elle comote un certain nombre de clientes du Moyen-Orient, ne représente qu'une quarantaine de million de francs de chiffre d'affaires, sur les 3,2 milliards de francs attendus pour 1900 en VSI 1990 oar YSL

D Pizza Hut vent ouvrir 6 000 restaurants en Europe. - La chaîne de restauration rapide Pizza Hut. filiale du groupe Pepsico, a annoncé mardi 11 septembre son intention d'ouvrir, dans les dix ans, 6 000 établissements en Europe, où elle n'en compte actuellement que 500 (contre 6 200 aux Etats-Unis). Pizza Hut va ouvrir aussi deux restaurants à Mos-cou, en association avec la ville, et un à Pékin, en joint-venture avec Amit Ltd (de Hongkong) et Beijing International Business Corp.

n Bouduelle prend 25% de Conservas Vegetales Andaluza. – Le groupe Bonduelle, huméro un européen des légumes transformés, vient d'acquélégumes transformes, vient u auque-rir 25 % de Conservas Vegetales Andaluza (Covansa), spécialiste espagnol de la conserve de légumes. Avec un chiffre d'affaires annuel de 20 millions de francs, la Covansa devrait renforcer l'activité conserve de Bonduelle Espana, essentielle-ment présent dans les surgelés. Née de la reprise en 1986 de la société
Congelados Vegetales de Navarra,
Bonduelle Espana réalise seulement
un tiers de son chiffre d'affaires dans la conserve. Le groupe Bonduelle a réalisé en 1989 un bénéfice net de 18,3 millions de francs pour un chif-fre d'affaires de 3,554 milliards de

Le Monde-RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Jeudi 13 septembre Jean-Claude Meyer Associé-gérant de Rothschild et Cie

Vendredi 14 septembre Jean Lissarague Directeur général des Editions Bordas

1

PARIS

| VALEURS | | | | 1 1 | 114. | |
|--|--|--|--|---|--|---|
| VALEURS Definite Cours VALEURS Dréc. Cours | Se | con | d ma | rché | (sélection) | |
| Armank Associas 465 Asystal 198 Ac | VALEURS | | | VALEURS | | |
| | Asystal B.A.C. Bup Tarnesud BLCM Boiron (Ly) Boisser (Lyori) Clobles de Lyon. C.A.Lde-Fr. (C.C.L) Celorison C.F.F.(Croid C.E.F. C.E.G.E.P. C.F.F.(Consens d'Origny C.H.I.M. Codettoer Consens d'Origny Carlina Consens d'Origny Consens d' | 105 1570 820 400 2099 2097 4275 399 250 250 250 250 250 250 250 250 250 250 | 200 400 205 2981 1079 430 480 260 243 550 1206 295 300 800 315 451 179 250 12 25 360 20 451 179 250 12 25 360 20 481 481 482 483 480 | LP.S.M. Loca investis. Locarnic. Matra Coron. S.H.T. Goupi Sopra Supra Supra Thermador H. Lyi Unito Sr. de Fr. Viel at Co. Y. SLaurent Groupe | 130 306 107 150 184 40 182 815 590 809 50 359 80 510 575 319 217 50 481 300 103 450 195 197 186 226 30 195 197 186 243 170 400 138 870 | 130 306 105 105 105 180 810 599 608 90 328 512 570 215 476 300 197 50 197 189 250 |
| | 1.70 | NAU I | 1000 | | | |

Marché des options négociables le 12 sept. 1990

| Nombre de contrat | s: 19 766 | | | | | | | | |
|--|--|---|--|--|----------------------------------|--|--|--|--|
| | more. | OPTIONS | D'ACHAT | OPTIONS DE VENTI | | | | | |
| VALEURS | PRIX exercice | Sept. dernier | Déc. dernier | Sept. dernier | Déc. dernier | | | | |
| Bouygnes — CGE EIF-Aquitaine Eurotaanel SA-PLC . Euro Disneyland SC . Havas Lafarge-Coppée Michalia Midi Parlins Persod-Ricard Pengeet SA Rhône-Publeac CI | 528 520 680 50 120 487 370 70 920 560 1 400 600 | 20 13 15 0,69 - 34 - 23 3 | 39 45 3 - 53,50 10,50 85 20 18 34 | 19 17 5 6,01 - 339,90 - 62 28,90 | 35 25 7 20 9 4,80 | | | | |
| Saint-Gobein | 380 | 24 | 38 | 4 | 19 | | | | |
| Source Perrier | 1 400 480 320 | 570 15,50 | 30,05 30 | 70 _ 8 | 33.25 15 | | | | |

MATIF Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 12 sept. 1990

| COURS | ÉCHÉANCES | | | | | | | | | |
|-----------------|----------------|-------------|--------------|----------------|--|--|--|--|--|--|
| COURS | Septembre ! | 0 Décer | nbre 90 | Mars 91 | | | | | | |
| Dernier | 98,08 98,24 | 9 | 8,12 8,26 | 97,78 98,04 | | | | | | |
| | Options | sur notionn | el | | | | | | | |
| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS | D'ACHAT | OPTIONS | DE VENTE | | | | | | |
| | Déc. 90 | Mars 91 | Déc. 90 | Mars 91 | | | | | | |
| 100 | 0.63 | 114 | 1.51 | | | | | | | |

INDICES

CHANGES Dollar : 5,33 F 1

Le dollar s'échangenit en légère hausse jeudi 13 septembre en Europe, cotant à Paris 5.3315 F contre 5.3065 F mercredi à la cotation officielle. Il ne réagissait pas violemment à la déclaration de guerre sainte par l'Iran. En revanche, le yen faisait toujours l'objet d'importants mouvements d'achats et remontait vivement face au dollar.

FRANCFORT 12 sept. 13 sept. Dollar (ex DM) ____ 1,5780 1,5998 TOKYO 12 sept. 13 sept. Dollar (en yeas)...... 138,30 137,65 MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés) _7 15/16 - 8 %

BOURSES PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89) 11 sept. 12 sept. 85,46 85,90

Valeurs étrangères. (SBF, base 100 : 31-12-81) Indice général CAC 448,80 (SBF, base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 1 653,94 1 648,09 **NEW-YORK** (Indice Dow Jones)

11 Sept. 12 Sept. 2 612.62 2 625.74 LONDRES (Indice a Financial Times a) 11 sept. 12 sept. 1 651 191,40 78,52 Mines d'or ... Fonds d'Etat TOKYO 12 sept. 13 sept. Nikkei Dow Jones . 25 216,14 25 075,08 Indice genéral 1 913,72 1 912,68

- 10

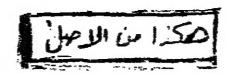
LE MARCHÉ INTERRANCAIRE DES DEVICES

| | COURS | HOOF NO | UN | MOIS | DEU | X MOIS | SDX MOSS | | | | |
|--|---|---|--|-----------------------|---------------------------------------|--|-------------------------|-----------------------------------|--|--|--|
| | + bas | + hant | Rep. + | ou dép | Rep.+ | ou die | Rep. 4 | on dép. | | | |
| \$ EU \$ cas Yen (100) _ | 5,3010 4,5659 3,8330 | 5,3030 4,5716 3,8372 | + 75 - 135 + 45 | + 85 - 84 + 59 | | + 192 - 129 + 128 | + 560 - 422 + 382 | + 624 - 24 + 36 | | | |
| DM Florin FB (100) FS L (1 000) E | 3,3491 2,9731 16,2857 4,0190 4,4886 9,8731 | 3,3519 2,9759 16,3019 4,0235 4,4941 9,8821 | + 33 + 32 - 20 + 45 + 6 - 412 | + 54 + 44 + 161 | + 83 + 75 + 128 + 103 + 3 | + 115 + 93 + 389 + 136 + 48 - 760 | + 232 + 212 + 616 | + 300 + 260 + 1146 + 381 | | | |

TAUX DES EUROMONNAICE

| | | CHICHIC | MANAIE | 9 | |
|--|--|--|--|---------|--|
| SE-U 7 15/11 Yes 7 7 71 DM 7 15/11 Florin 8 1/8 F.R.(100) 8 7/8 F.S. 1/1800) 4 1/2 E 1/1800) 4 1/2 E 1/1800 9 7/11 Florin 9 7/11 F | 6 7 11/16 3 5/16 6 8 3/16 8 1/8 8 3/8 8 1/4 9 1/8 8 7/8 8 1/8 8 7/8 5 1/2 8 7/8 6 15 1/16 14 7/8 | 8 1/4 8 9 1/8 9 8 1/8 8 9 3/8 9 | 8 1/8 9/16 8 7/16 9/16 8 7/16 9/14 9/16 8 5/16 1/2 10 1/8 15 1/16 10 3/16 | 8 11/16 | 8 1/8 8 1/1/4 8 1/1/4 8 1/1/6 9 1/2 8 5/8 11 7/8 11 7/8 |

Ces cours pratiques sur le marché interpançaire des devises nous sont indiqués en



• Le Monde • Vendredi 14 septembre 1990 37

MARCHÉS FINANCIERS

d marché

| - | OT | | 127 | <u></u> | 7 - | | ~ | | | | | 11 | | | 111 | 7.11 | 101 | | 1100 | | | | | - | | | | | _ |
|--|--|--|---------------------------|-----------------------|--|---|--|--|--|--|--|---|--|--|---|--|--|--|---|--|--|--|--|--|---|--|--|--|--|
| | | 1 | | | 1 | 3 | SEF | TI | EM | BR | E | | | | | | | | | | | | | | | _ | relevés | à 13 h | 48 |
| Compan- satura 1780 | VALEURS | - | Patrier | COURS | + | C | | . ' | , .1 | | 1 | | lem | 1 | 1 | L . | 1 | | | | _ | | | - | VALEURS | Cours précéd. | Premies cours | Demier cours | *- |
| 950 11400 1750 1900 1100 1750 1900 1100 755 616 1400 370 1570 860 1276 1410 1290 1290 1290 1290 1290 1290 1290 12 | BAP. T.P. GC.F. T.P. G.F. | 990 1130 1091 1810 1870 1086 1120 775 612 1520 408 1683 974 210 288 179 247 210 880 1054 578 363 1054 578 363 1054 578 363 105 780 363 105 865 865 865 865 865 865 865 865 865 86 | 985 | 985 | +097 -037 -037 -039 -103 | 245 1030 256 1000 1000 1000 1000 1000 1000 1000 10 | Cyr. Satrep. Correy Mort. Correy Mort. Concept S.A. CPR Phras Ma.). Crid Foncier Cri Lyon, CP. Condi Ret. CSEE Deroite. Destant Assense. Destant Assense. Destant Assense. Destant Foncier Div. P. A.C. J.R. Div. R. G. J.R. D | 255 50 1007 150 382 989 684 1163 251 10 2515 530 10 251 10 2515 530 10 251 10 2 | 2555 1025 1445 30 255 50 2550 311 1470 254 30 305 150 150 150 150 150 150 150 150 150 1 | 255 1025 1025 1025 1025 1025 1025 1025 1 | | 355 L 15500 L | Librys. Libry. Librys. Librys. Librys. Librys. Librys. Librys. Libry. Librys. Libry. Libry | 347 1100 3355 2309 500 500 500 367 415 400 1415 450 450 450 450 450 450 450 450 450 45 | 252 50 1130 2351 2351 2352 579 773 481 50 481 50 245 515 104 50 108 50 1 | 348 90 1089 3350 2100 575 750 425 771 3354 771 325 2537 750 255 750 25 | - 0 50 12 2 3 7 7 10 12 5 13 11 15 12 2 15 13 11 15 12 2 15 13 11 15 12 2 15 13 11 15 12 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 | 40 (300 000 57 25 35 35 35 35 35 35 35 35 35 35 35 35 35 | identen Ly | 1314 420 1779 240 20 1075 785 17 80 1075 444 90 552 1290 190 10 900 461 115 | 20878 1355 420 755 1751 1094 790 17 90 1800 445 548 191 10 559 994 900 485 1116 60 | 1300 420 20 765 777 757 1105 790 17 85 1115 432 550 188 543 79 463 70 116 60 1154 439 1210 1321 485 436 130 297 511 261 50 297 511 261 50 297 510 824 780 127 182 142 50 297 570 824 10 570 | + - 107 + 205 + 227 + 278 + 142 + 372 - 296 + 137 - 1107 + 010 - 1107 + 010 - 1138 - 082 - 142 + 242 + | 185 195 196 1970 1779 187 187 187 187 187 187 187 187 187 187 | Du Provi Nem Leasman Kode Lass Rand | 120 80 22 50 66 40 162 50 66 40 163 80 52 50 60 165 50 165 60 164 50 164 | 221 30 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 | 186 050 275 30 188 40 137 289 30 100 177 50 188 100 30 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 177 50 186 100 187 5 | マキャキ・キャ・コーマ・コーキャー・マキュー・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・・ |
| | | | | | C | 01 | MPT/ | N | Г | (sélect | ion) | | | | | | S | IC | AV | (sėk | ection |) | | | | | 1: | 2/9 | |
| VAL | EURS du | % nora. | % die coupon | | URS | ' préc | | | | Cours prác. | | | VALEURS | | | | | | | Rachet net | | URS | Frais in | nci. n | et V | | Frais In | cl. net | |
| Emp Ess 10,80% Emp Ess | 8.8%77 | 117 60 117 20 100 25 10 | 10115 d 876 306 1101 2255 | Cpt Lyain As Concords | Prov. Prov. | 966 910 1825 293 319 1450 346 456 456 456 456 450 1570 1570 1570 1570 1570 1570 1570 15 | 570 884 1604 2374 950 290 510 425 320 1450 346 740 6120 445 455 3140 73 258 10a 1865 290 490 20 1875 8718 8718 8718 8718 8718 8718 8718 | More | Fire State S | 345 235 1310 1000 1639 1633 1635 1635 1635 1635 1635 1635 1635 | 250 150 | A A A A A A B B S C C C C C C C C C C C C C C C C C | LES AV SCO. LICEN IV SCO. LICEN IV SCO. LICEN ALTERNATION LICEN ALTERNATION LICEN ALTERNATION LICEN ALTERNATION LICEN PROFIT LICEN ALTERNATION LICEN ALTERNA | \$22 \$11 9 \$17 \$48 \$100 \$8 \$17 \$12 \$12 \$12 \$12 \$12 \$12 \$12 \$12 | 0 | 9 10 10 14 11 12 13 15 16 17 18 18 18 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 | Action Agispre Copical Agispre Agispre Copical Agispre Copical Agispre Copical Agispre Copical Agispre Copical Agispre Copical Copi | Scanner Control of the Control of th | 210 99 741 31 5943 34 105 05 1074 03 1109 00 116 41 108 38 408 58 1072 21 10873 35 584 52 584 00 6142 78 1116 09 343 42 1257 55 102 79 140 81 118 41 118 65 1102 57 140 81 118 65 1102 57 140 81 118 65 1102 57 140 81 118 65 1102 57 140 81 118 65 1102 57 140 81 118 68 8006 76 329 87 461 31 1099 67 134 92 783 19 1053 38 1056 10 1056 10 1057 87 1058 36 1059 17 1158 37 | 205 34 706 33 105 74 1047 83 568 71 1047 83 568 71 1047 83 568 71 1047 83 568 71 105 74 105 74 105 75 105 7 | Fricts Coar Frischer - Jeanneparg- Laften Anni Laften Fris | gradus particus core | 121455 1 3 550 813 2 3 7 10306 1 4856 3 1202 4 1245 6 1 1 1245 6 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 | 14 | 55 14 Phila | processors of the second of th | 115 8 9 157 34 0 108 8 25 198 0 108 8 25 198 0 105 0 2 2 158 5 3 1122 9 157 4 4 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 | 113 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 | 76551978897960213112192932908334772 |
| Canada | T D CHITTING | 1 3 | 43 | ::::: I | 3 66 | 5 ł | 3 660 Pace | io florins. | | 382 | | | | | | c : | coupon d | létaché · | - o : offert | - " : drok | détaché | - d : dem | andé - | • : prix | précédent | - m : march | né combnu | | |
| | Companion Companion 3780 Solution 3780 Solution 100 1 | Compant Series VALEURS Series Cale 195 | Compan | VALEURS | Company VALEURS Cours | Case Case | Description Value Description Section | WALENES Comp. President Section Sect | The color The | BOURSE DU 13 SEPTEM | ## STATE Company Compa | Part | BOURSE DU 13 SEPTEMBRE | BOURSE DU 13 SEPTEMBRE | BOURSE DU 13 SEPTEMBRE | BOURSE DU 13 SEPTEMBRE | BOURSE DU 13 SEPTEMBRE | BOURSE DU 13 SEPTEMBRE | BOURSE DU 13 SEPTEMBRE | BOURSE DU 13 SEPTEMBRE | BOURSE DU 13 SEPTEMBRE | | SOURS DU 13 SEPTEMBRE | Second S | ## SOURSE DU 13 SEPTEMBRE September | Second S | Second S | SOURSE DU 13 SEPTEMBRE | SOURSE DU 13 SEPTEMBRE |

La hausse des prix du tabac est reportée au début de 1991

La hausse de 3 % des prix industriels du tabac français et étranger. que le gouvernement s'était engagé à autoriser entre juillet et septembre de cette année, va être reportée.

· Pour éviter que la hausse promise aux industriels ne pèse sur l'indice des prix de détail à un moment où la flambée du pétrole va déjà produire de facheux effets (on attend une augmentation de 0.7 % de l'indice pour le mois d'août), le relèvement aura lieu début janvier. Il sera de 4 % pour compenser le retard qui aurait lése les industriels. A cette date, la mesure n'aura pas d'effet sur l'indice

LESSENTIEL

SECTION A

Enseignement : « Le lycée de

Napoléon», par Jacques Hui; Agri-culture : « Culs-terreux folklori-

ques», par Jean-Luc Vadakam... 2

La crise du Golfe...... 3 à 5

Le désarroi des Blancs libéraux 9

Les violences

en Afrique du Sud

des prix de détail, car elle sera effacée par la baisse de trois points du taux majoré de la TVA.

La baisse de TVA étant calculée sur le prix « toutes taxes comprises » fait plus que compenser la hausse de 4 % des prix industriels : pour éviter que les prix de détail du tabac ne baissent - ce qui serait en contradiction avec le plan santé publique qu'a fait adopter M. Evin sur le sujet. les droits sur la consommation scront relevés. En définitive, les prix de détail du tabac ne bougeront donc pas du tout au début de l'année pro-chaine.

La FNAC surenchérit sur la baisse de la TVA

La fête de «l'Humanité» Le PCF mobilise contre le guerre, le racisme et l'austérité....... 10 Crise au CDS

SECTION B

Le langage des arbres

Selon un chercheur sud-africain les acacias « communiquent » entre eux pour se prévenir d'un

La nouvelle affaire Médecin

Le jugement provisoire de la chambre régionale des comptes sur « l'affaire de la dette » risque d'être fatal su maire de Nice.. 11

Pionnières La cinquième Biennale internationale de Lyon rend hommage aux fondatrices de la danse moderne Bux Etats-Unis...

Communication : le premier « Fimaj »

Un lobby français pour les programmes jeunesse ,

SECTION C

LIVRES • IDEES

Enquêtes sur deux a monstres sacrés » Louis-Jean Calvet publie une bio-graphie de Roland Barthes, et Josyane Savigneau une biographie de Marguerite Youcenar.

Le feuilleton de Michel Braudeau pages 17 à 24

SECTION D

Les progrès

du secteur privé Une évolution sensible dans l'ensemble du monde Le projet de loi de finances

LE MONDE AFFAIRES

pour 1991..... 27 à 30

 La Banque de France entre crise et défis e Bull dans une zone à risques e Le grand retour de Rothschild et C- en Europe e La nouvelle jeunesse de Daniel Hechter • Sidel : des bouteilles à 36 000 à l'heure 31 à 34

Services

Abonnements. Annonces classées Expositions.....

Marchés financiers 36-37 Météorologie Mots croisés... Redio-Telévision

La télématique du *Monde :* 3615 LEMONDE 3615 LM

Le reméro de « Monde » daté 13 septembre 1990 a été tiré à 556 945 exemplaires.

Renouant avec une tradition publicitaire ancienne, M. Jean-Louis Pétriat, PDG de la FNAC, a annoncé avec quelque solennité, jeudi 13 septembre, que ses magasins feraient bénéficier les acquéreurs de lecteurs de disques laser, portables ou «de salon» d'une baisse de TVA supplémentaire à celle annoncée dans le projet de budget pour 1991 : ces articles, sur lesquels la chaîne de grands magasins spécialisés fait actuellement un effort spécifique, sont soumis actuellement à une TVA de 25 %; elle ne sera plus que de 22 % en 1991, si cette disposition est conservée après le débat parlemen-taire; à la FNAC, la TVA acquittée par le client ne sera que de 18,6 %, taux qui est déjà celui des disques

L'effort fait sur ces articles s'explique par un taux d'équipement des ménages en lecteurs fixes (dits « de ion ») inférieur en France (16 %) à celui de nos voisins européens, Royaume-Uni (19 %) et Allemagne fédérale (25 %). La FNAC, qui occupe 10 % du marché national du matériel hi-fi, réalise sur ce créneau 800 millions de francs de chiffre d'affaires annuel, soit un peu plus de 14 % des 5.6 milliards d'activité

Mgr René Séjourné évêque de Saint-Flour

Le pape a nommé, jeudi 13 sep-tembre, évêque de Saint-Flour (Cantal) Mgr René Séjourné, actuellement recteur de la paroisse Saint-Louis-des-Français à Rome. Il remplacera Mgr Jean Cuminal, nommé en juillet évêque de Blois.

[Mgr René Séjourné est né le 20 mai 1930 à Aviré (Maine-et-Loire). A l'issue de ses études au grand séminaire d'Angers et à l'Université pontificale grégorienne à Rome, il obtient un doctorat en droit canon. Il est ordonné prêtre droit canon. Il est ordonné prêtre en 1955 pour le diocèse d'Angers. Il est ensuite appelé à Rome à la Secrétairerie d'Etat. où il fut, de 1972 à 1987, le responsable de la section francophone. Cette fonction l'a conduit à collaborer étroitement à l'organisation des voyages du pape. En 1987, il est nommé évague et recteur de la paroisse évêque et recteur de la paroisse Saint-Louis-des-Français à Rome. Il était également aumônier dans un collège de la banlieue romaine.]

Incidents entre agriculteurs et forces de l'ordre à Nevers

de notre envoyé spécial

L'espace d'une journée, Nevers fut débordée, submergée. Dès la fin de la matinée du jeudi 13 septembre, savoir si les agriculteurs en colère venus de vingt départements étaient 7 000, 10 000 ou 12 000 apparaissait secondaire. En fait ils étaient venus en nombre suffisant pour se rendre maîtres de la ville toute la journée,

Nevers d'ailleurs s'y était prépa-rée. Redoutant le pire. les commer-cants du centre-ville avaient baissé leurs rideaux. Tous volets fermés, la préfecture prenait des airs d'ambassade au Liban. On avait pru-demment ôté les parcmètres des

selon Amnesty International

Plus de cinq cents personnes ont été exécutées entre ianvier et août

Pour astabiliser la situation », neffrayer les criminels et mobiliser les masses», Pékin a lancé depuis un an une nouvelle vague de répression qui s'est traduite par plus de 500 exécutions entre janvier et la mi-août de cette année, a affirmé, jeudi 13 septembre, Amnesty International. Selon la répression la plus importante depuis qu'en 1983 M. Deng Xiaoping lança la chasse aux «criminels» qui entraîna entre 5 000 et 10 000 exécu tions, sans pour autant réduire le taux de criminalité, bien au contraire.

La Chine, précise Amnesty, est le pays au monde qui applique la peine de mort au plus grand nombre de délits, une quarantaine : c'est ainsi que des «contre-révolutionnaires» ayant incendié une voiture lors du printemps de Pékin des activistes religieux, des petits voleurs, des vaga-bonds ont fini leur vie une balle dans la nuque sur un terrain vague.

M. Chevenement vent combattre l'illettrisme chez les jeunes conscrits

Dix mille mallettes contenant un matériel pédagogique seront distri-buées, l'an prochain, dans les armécs, pour tester le niveau de lecture du contingent et proposer un outil de formation aux recrues qui en auraient le plus besoin. On recense 30 000 illettrés par an lors de la sélection des conscrits et 10 000 d'entre eux sont appelés sous l'uniforme.

Cet ensemble pédagogique, créé par les éditions Nathan et financé par le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle, a été présenté officiellement, mercredi 12 septembre à Paris, par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui a rappelé les initiatives prises en la matière depuis 1984 dans les armées. La mallette comprend une série de tests, un « moniteur de lecture » composé d'un matériel de diagnostic individuci, un «lector» (manuel de perfectionnement à la lecture et à l'écriture) et un guide pratique de la vie quotidienne pour des jeunes de 18 à 20 ans (savoir remplir un chèque, demander un emprunt)

MARKUS WOLF

Entretien exclusif. Les services secrets côté Est

MENACES SUR LA VIE Dossier, Plantes et animaux aux mains des multinationales

GOLFE

La politique ou la guerre DOSTOIEVSKI

L'interrogatoire formel ». Texte inédit

rues du centre et toutes les entrées de la ville étaient contrôlées par

d'importantes forces de police. Les citadins, enz attendaient le défilé avec une certaine appréhension. « Ils ne sont pas informés, ils ne connaissent pas nos problèmes, se plaignait une jeune agricultrice. Certes, les organisateurs tentaient de les rassurer : «Tranquillisezvous, nous ne vous vouions que du bien », répétait, tout au long du cortège, la voiture de tête de la manifestation.

Mais dès 13 heures les premiers incidents éclataient devant la préfecture, une vingtaine de manifestants excités s'en prenant aux grilles du bâtiment et commençant arracher pauneaux de signalisation et feux rouges. Les pneus enflammés suivaient, et avec eux tout le foiklore habituel des manifestations paysannes. A l'arrivée des délégués de l'Allier, particulièrement électrisés, les incidents redoublaient de violence, les forces de l'ordre effectuant plusieurs charges. Pendant quelques dizaines de minutes les explosions de pétards succédaient devant la préfecture à celles des grenades lacrymogènes. Dès lors, le caractère « pacifique » que les organisateurs souhaitaient conférer à la journée était quelque peu compromis, mais le calme devait revenir à 14 heures.

DANIEL SCHNEIDERMANN

EN BREF

□ CORÉE DU SUD : 85 morts et disparus dans des inondations. -Les inondations qui ont ravagé la région de Séoul ces derniers jours ont fait cinquante-cinq morts et trente disparus, ont annoncé, mercredi 12 septembre, des responsables des secours. - (Reuter.)

☐ PAKISTAN : nouvelles accusa-Deux nouvelles plaintes pour cor-ruption ont été déposées, mercredi 12 septembre, devant un tribunal spécial de Lahore contre l'ancien premier ministre, M= Benazir Bhutto, Cette dernière a toutefois présenté sa candidature aux élections législatives prévues le 24 octobre. D'autre part, un ancien ministre de M= Bhutto, M. Tareq Rahim, a été inculpé pour avoir tenté de favoriser la société japonaise Mitsubishi dans l'attribution d'un contrat. - (AFP.)

D PHILIPPINES: M= Aquino ordonne une trève partielle avec les communistes. – M= Cory Aquino a ordonné mercredi 12 septembre à l'armée de suspendre partiellement les « opérations offensives » contra la guérilla communiste à Manille et dans les provinces du nord, les plus touchées par le récent trem-blement de terre. Jeudi, la direction communiste claudestine du Front démocratique national (NDF) a accepté le principe de pourparlers de paix proposés la semaine dernière par la présidente philippine. Elle a aussi réclamé un « vaste dialogue » sur la « crise nationale ». – (AFP.)

COTE D'IVOIRE : Appel à la grève à l'université. - La rentrée scolaire s'est déroulée dans le calme, mercredi 12 septembre, dans les établissements d'enseignement secondaire d'Abidjan. En revanche, un appel anonyme à la grève à partir de jeudi a été lancé à l'université. Plusieurs organisations d'étudiants ont annoncé leur opposition à la reprise des cours. - (AFP.)

□ NIGERIA : vingt-neuf condamnations à mort. - Vingt-neuf personnes, accusées d'avoir participé le 22 avril à la tentative de coup d'Etat contre le général Ibrahim Babangida, ont été condamnées à mort par le tribunal militaire spécial, apprend-on de bonne source mercredi 12 septembre à Lagos. Quaranto-deux militaires ont déjà été condamnés à mort et exécutés le 27 juillet. - (AFP.)

J ETATS-UNIS : Exécution capitale dans l'Illinois. - Un homme coupable d'avoir tué un couple pour luf voier 40 dollars a été exécuté, mercredi 12 septembre, à Joliet (Illinois), par injection mortelle. Cette exécution est la première dans l'Etat d'Illinois depuis vingt-huit ans. Charles Walker, sinquante ans, est le cent trenteneuvième condamné qui ait subi ce sort depuis que la Cour suprême a SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Passer à la télé

Jermez les yeux. Faites un retour-arrière jusqu'à la demière guerre. Et essayez d'imaginer qu'ouvrant leur TSF les Allemands entendraient tout normalement, entre un bulietin du front, les éructations de Hitler et l'annonce de nouveaux tickets de rationnement, un appel du président Roosevelt à déposer les armes, à libérer la France, la Belgique, la Hollande et à cesser de bombarder l'Angleterre, insensé, non? C'est pourtant exactement ce que ve faire Bush. Il va ramener sa fraise à la télé de Bagdad, pareil que mon Mimi sur TF 1, pour expliquer eux trakiens que c'est très bête et très méchant d'avoir envalu le Kowett, mais qu'il ne leur en veut pas, c'est pas leur faute, c'est celle de ce fou funeux de Saddam

Hussein. Ce matin, les envoyés spéciaux de CNN interrogeaient sur place un dignitaire du régime : Est-ce qu'on va sucrer la bande transmise par l'ambassade des Etats-Unis ou se contenter de la censurer, comme on l'a fait hier en coupant à l'antenne le témoignage d'une jeune femme voilée, je l'al vue, sur la façon dont les troupes d'occupation torturent et massacrent les Koweītiens coupables d'avoir

rétabli, en 1976, le droit des Etats

à prononcer la peine de mort. -

a L'abbé Pierre est « navré » de la

s'est déclaré, mercredi 12 septem-

vations, de faire des dépenses aussi

M. Michel Rocard.

l'émir?

Il se marrait, le dignitaire : Ayez pes peur! Il peut y aller de son sermon, le père Bush. On n'en coupera pas un mot. C'est un ami d'Israel, un ennemi de l'Islam. Il peut raconter ce qu'il veut, (ci, tout le monde s'en tape. N'empêche. En contrepartie, la présence contimuelle sur tous les écrans du monde occidental d'un Saddam Hussein, présentateur vedette de ce formidable téléthon au profit de la cause arabe, qui préfère nettement la salle de maquillage à la salle du conseil, représente là encore un immense bond en avant sur les chemins de la liberté. La liberté, l'égalité et la dignité des peuples enfin traités en adultes à qui l'on permet de s'ériger en juges d'un conflit dont ils font les frais

les tenants et les aboutissants. Vous me direz : C'est bien joil! Reste qu'en étant répercuté sux quatre coins de la planète l'appel eu Djihad lance hier par l'ayatolfah Khamenei risque d'avoir un redoutable écho. Voire. A force d'être matraqués, les messages s'émoussent et des candidats au martyre morts pour Allah, il ne doit plus y en avoir des masses.

sans en connaître, le plus souvent.

Le Français en retard

construction de la basilique de Yamoussoukro. - L'abbé Pierre trois fois plus que nous. Pour lutter bre, « navré » de la construction de efficacement contre le bruit, le troid et les effractions, ISO-FRANCEla basilique de Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire) que le pape Jean-Paul II a consacrée lundi. e Il est née ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de navrant, alors qu'il y a tant de prigagner aussi en clarté. Garantie dix ens. Devis gratuit. somptuaires », a déclaré l'abbé Pierre à Paris, à l'issue d'un entretien avec le premier ministre,

Magasin d'exposition 111, rue La Fayetta (10º) — Mº Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.



- Habiter
- Se nourrir
- Se déplacer

Apprendre

 Se soigner • Communiquer • Faire du sport • Se vêtir

* *****

Comment vivrons-nous dans

25 ans? Découvrez-le dans ce N' hors série de SCIENCE & VIE. Un numéro exceptionnel, remarquablement illustré, qui vous plonge en avant-première dans la réalité quotidienne du XXI' siècle.

UN NUMÈRO HORS SÉRIE **DE SCIENCE & VIE**